

**LA VILLE SEXISTE :
LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXES ET L'UTILISATION DE L'ESPACE PUBLIC**



© Facebook : Camille Nivollet

Sous la direction de Mme Nathalie Chauvac

RÉSUMÉ

Ce mémoire de recherche pose la question des rapports sociaux de sexe entre les femmes et les hommes dans notre société patriarcale et s'interroge sur la manière dont ils se manifestent dans l'utilisation et l'appropriation de l'espace public. À travers les apports théoriques venant du féminisme, de la sociologie, de l'urbanisme, de la géographie, et à travers une perspective critique et radicale, ce mémoire cherche à comprendre comment les dominations sont produites et reproduites au sein de l'espace public. Il cherche également à mettre en lumière la nécessité d'un changement de paradigme qui se baserait sur une grille de lecture féministe pour une transformation sociale permettant l'émancipation collective de toutes formes de dominations. À travers une méthodologie de recherche-action, au sein de l'ensemble Bagatelle-Faourette-Papus-Tabar-Bordelongue à Toulouse, cette recherche inclue les diverses parties prenantes (partenaires institutionnels, acteur.rice.s associati.f.ve.s, travailleur.euse.s socia.ux.les, habitant.e.s) à toutes les étapes. Du diagnostic du territoire à la création de nouvelles initiatives, ce travail s'inscrit dans une perspective pluridisciplinaire et participative, à l'aide d'outils tirés de l'éducation populaire et de la recherche sociologique. L'objectif de ce mémoire n'est pas uniquement d'envisager la question des inégalités entre femmes et hommes dans la ville en vue de penser des aménagements adaptés où les femmes se sentent bien. Celui-ci cherche à mettre en lumière les inégalités systémiques qui régissent notre société et qui se reflètent dans l'espace public, et de chercher ensemble des outils pour penser collectivement des moyens concrets, situés et adaptés aux besoins du terrain pour une transformation sociale collective.

Mots clés : *ville, urbanisme, sexisme, patriarcat, intervention sociale, éducation populaire*

This research asks the question of the social relations between women and men in our patriarchal society and questions the way in which they manifest themselves in the use and appropriation of public space. Through the theoretical contributions coming from feminism, sociology, city-planning, geography, and through a critical and radical perspective, this thesis aims to understand how dominations are produced and reproduced within the public space. It also seeks to highlight the need for a paradigm shift based on a feminist reading grid for a social transformation allowing collective emancipation from all forms of domination. Through an action-research methodology, within the group of neighborhoods of Bagatelle-Faourette-Papus-Tabar-Bordelongue in Toulouse, this research includes various participants (institutional partners, actor.rice.s associati. f.ve.s, social workers, residents) at all stages. From the field research to the creation of new initiatives, this work is part of a multidisciplinary and participatory perspective, using tools drawn from non-formal education and sociological research. The aim of this dissertation is not only to consider the issue of inequalities between women and men in the city to envision a form of suitable planning where women feel good. This research aims to highlight the systemic inequalities which govern our society and are reflected in the public space, and with the participants, it aims to create tools leading to concrete means of action, located and adapted to the needs on the ground for a collective social transformation.

Keywords : *city, urban planning, sexism, patriarchy, social intervention, non formal education*

REMERCIEMENTS

L'aboutissement de ce mémoire de recherche qui marque la fin mon parcours universitaire n'aurait pu avoir lieu sans l'aide et le soutien de certaines personnes que j'aimerais prendre le temps de citer et remercier.

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice de mémoire, Mme Nathalie Chauvac pour son suivi régulier et son soutien lors de cette année tumultueuse. Je tiens également à remercier toute l'équipe pédagogique du Master MISS, la directrice du Master Mme Martine Azam, ainsi que toutes mes camarades pour ces deux années riches en savoirs et débats.

Ce mémoire et le projet dans lequel il s'inscrit ont été possibles grâce à l'association Le Bruit de la Conversation. Je remercie donc toute l'équipe de travail : Léna, Coline, Anouk, Charlotte, Anthony, ainsi que les bénévoles : Lisa, Sabrina, Anissa, Hugo, Fàtima, pour toute leur aide dans la concrétisation de ce projet et pour tout ce que l'on a partagé dans cette folle aventure qui continuera de faire du bruit.

Je souhaite également remercier l'ensemble de nos partenaires européens, mais aussi locaux et tou.te.s les participant.e.s à cette recherche. Merci pour votre passion, votre enthousiasme, et tous ces échanges ouverts et bienveillants.

Merci aussi mes ami.e.s et en particulier à Neyda et Camille, pour leurs relectures et leurs commentaires pertinents.

Merci à Solveig, et toutes les femmes qui résistent.

Je terminerais par remercier ma compagne Mélodie, pour sa patience et son soutien sans relâche, pour son intelligence et son esprit critique, et pour toutes ces aventures qui m'ont construite, et pour tout celles qu'on a encore à vivre.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PARTIE I. ÉTAT DE L'ART	3
INTRODUCTION DE L'ÉTAT DE L'ART	3
Chapitre 1. Les sexes comme rapport social de pouvoir	4
A. La construction sociale hiérarchique des sexes	4
A.1. <i>La valence différentielle des sexes</i>	4
A.2. <i>L'appropriation matérielle de l'individualité corporelle des femmes</i>	5
A.3. <i>Le sexe comme marqueur catégoriel d'une société de sexage</i>	6
A.4. <i>La femme est l'autre de l'homme</i>	8
B. Structures de production et reproduction des inégalités de sexes	9
B.1. <i>Le discours de la Nature</i>	9
B.2. <i>La transmission des rôles sexués dès l'enfance</i>	10
B.3. <i>Les moyens de l'appropriation</i>	13
C. Etat des lieux des inégalités contemporaines Femmes-Hommes en France	14
C.1. <i>Un manque de parité en politique</i>	14
C.2. <i>Economie, travail rémunéré et domestique</i>	14
C.3. <i>Education et enseignement</i>	15
C.4. <i>Violences, harcèlement et féminicides</i>	16
C.5. <i>Médias et culture</i>	17
Chapitre 2. Les inégalités de sexes dans la construction de la ville et son utilisation	19
A. La ville fonctionnaliste et technocrate	19
A.1. <i>La ville centrale et fonctionnaliste</i>	19
A.2. <i>Ségrégations spatiales</i>	20
A.3. <i>Privatisation de la ville</i>	20
B. Déconstruire la ville androcentrée	22
B.1. <i>L'importance d'une critique féministe de la fabrication de la ville</i>	22
B.2. <i>La construction de la ville par les hommes</i>	23
B.3. <i>La construction de la ville pour les hommes</i>	24
B.4. <i>L'insécurité et la peur</i>	26
C. La ville, un territoire à reconquérir	27
C.1. <i>Le droit à la ville</i>	27
C.2. <i>Le droit des femmes à la ville</i>	28
Chapitre 3. Une diversité de mesure et d'initiatives pour le droit des femmes à la ville	29
A. La prise en charge par les politiques publiques	30
A.1. <i>Institutions et dispositifs en charge</i>	30
A.2. <i>La prise en compte du genre dans l'aménagement et la ville</i>	32
A.3. <i>La nécessaire critique de l'Etat</i>	33
B. Les initiatives de la société civile	34
B.1. <i>En France</i>	35
B.2. <i>A Toulouse</i>	36
C. Quelle place pour l'intervention sociale ?	38
C.1. <i>Du travail social à l'intervention sociale</i>	38
C.2. <i>Vers une transformation sociale collective</i>	39
C.3. <i>Pour une intervention sociale féministe</i>	40
DISCUSSION ET PROBLÉMATIQUE	42

PARTIE II. MÉTHODOLOGIE	44
Chapitre 1. L'ensemble BaFaPaTaBor comme choix du terrain	44
A. Les terrains exploratoires	44
B. Travailler dans un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV)	45
C. L'ensemble BaFaPaTaBor	46
Chapitre 2. Le déroulement de la recherche	48
A. Le projet AGORA': Un contexte de recherche pluridisciplinaire et européen	48
B. Les temps de la recherche	49
C. Les outils	51
Chapitre 3. Matériaux récoltés	54
PARTIE III. PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS	56
Chapitre 1. Analyse statistique du quartier (Annexe 14)	56
A. Démographie	56
<i>A.1. Une majorité de femmes, une répartition équivalente des classes d'âges</i>	56
<i>A.2. Une majorité de familles monoparentales</i>	56
B. Éducation et situation socio-économique	57
<i>B.1. Types de professions (Figures 5 et 6)</i>	57
<i>B.2. Population active et inactive (Figure 7)</i>	57
<i>B.3. Types d'emplois salariés (Figures 8, 9 et 10)</i>	58
C. Logement et modes d'habiter	58
<i>C.1. Type de logements (Figures 11 et 12)</i>	58
<i>C.2. Propriété et location (Figure 13)</i>	58
<i>C.3. Ancienneté dans le logement (Figure 14)</i>	59
<i>C.4. Ancienneté des ménages (Figure 15)</i>	59
<i>C.5. Transports et mobilité (Figure 16)</i>	59
Chapitre 2. Analyse des représentation et usages de la ville par les femmes et les hommes	59
A. Une utilisation différenciée et inégale de l'espace	60
<i>A.1. Une différence dans les espaces utilisés</i>	60
<i>A.2. Des temporalités spécifiques</i>	61
<i>A.3. Des usages différents de l'espace public</i>	61
<i>A.4. Une faible mixité</i>	62
B. Un ressenti différent de l'espace	63
<i>B.1. Peurs et insécurité</i>	63
<i>B.2. Restrictions et manque de libertés</i>	64
Chapitre 3. De possibles facteurs influençant les inégalités de sexe dans la ville	66
A. La reproduction des normes et rôles de sexes	66
<i>A.1. Le rôle des femmes</i>	66
<i>A.2. L'importance du contrôle social</i>	67
B. Les inégalités sociales entre les femmes et les hommes	69
<i>B.1. Une population précaire</i>	69
<i>B.2. L'isolement et la monoparentalité</i>	70
C. L'impact de l'environnement urbain sur l'usage de la ville	70
<i>C.1. Les quartiers prioritaires : exclusion, stigmatisation et enclavement</i>	71
<i>C.2. Le manque d'espaces variés, attractifs et conviviaux</i>	72

Chapitre 4. La perspective des travailleur.euse.s sociaux.les	74
A. Les difficultés rencontrées sur le terrain	74
<i>A.1. Des publics sujets à de nombreuses discriminations et difficultés</i>	74
<i>A.2. Une difficulté d'investissement et de participation des publics</i>	75
B. Les besoins des intervenant.e.s sociaux.les	75
<i>B.1. Des difficultés à aborder certaines discriminations</i>	75
<i>B.2. Des besoins d'outils, de méthode et de moyens</i>	76
C. Les outils d'intervention sociale et les actions mises en place	76
<i>C.1. Une grande variété d'outils</i>	76
<i>C.2. Des actions hors des murs et dans les structures</i>	77
CONCLUSION	78
BIBLIOGRAPHIE	82
ANNEXES	89
Annexe 1 : Plan de situation de l'ensemble BaFaPaTaBor	89
Annexe 2 : Plan de situation du terrain d'analyse	90
Annexe 3 : Évolution historique de l'ensemble BaFaPaTaBor	91
Annexe 4 : Schéma du projet AGORA	94
Annexe 5 : Calendrier de la recherche et du projet AGORA	95
Annexe 6 : IRIS choisis pour l'analyse statistique	96
Annexe 7 : Questionnaire travailleur.euse.s sociaux.les	97
Annexe 8 : Cartographie sensible	103
Annexe 9 : Support de l'atelier Nuage de Mots	104
Annexe 10 : Support de l'atelier photolangage	105
Annexe 11 : Photos de l'atelier Porteur de Parole	106
Annexe 12 : Grille d'entretien habitantes	107
Annexe 13 : Photos de la maquette et de l'atelier à l'association Voir & Comprendre	108
Annexe 14 : Figures de l'analyse statistique	110
Annexe 15 : Tableau des observations	118
Annexe 16 : Grilles d'observations	119
Annexe 17 : Tableau synoptique des entretiens avec les travailleur.euse.s sociaux.les	120
Annexe 18 : Tableau synoptique des interventions dans l'espace public	120
Annexe 19 : Retranscription d'entretien travailleur.euse.s sociaux.les	121
Annexe 20 : Questionnaire espace public n°1	139
Annexe 22 : Questionnaire espace public n°2	140
Annexe 23 : Résultats des questionnaires travailleur.euse.s. sociaux.les	141

INTRODUCTION

« *La ville est une mémoire organisée, et les femmes sont les oubliées de l'histoire* »

Hannah Arendt

L'importance des rapports sociaux de sexe a été beaucoup reconnue, dans les domaines du travail, de la famille, de la vie domestique, de la politique, toutefois, la prise en compte de l'influence de la dimension du sexe dans l'organisation de la ville a longtemps été refusée. Ceci non seulement parce qu'historiquement et conceptuellement, les femmes n'ont pas leur place dans la ville, mais aussi parce que suite aux avancées obtenues par des décennies de luttes féministe, de nos jours, il est commun de penser que les femmes et les hommes sont égaux, en particulier dans nos sociétés occidentales. Toutefois, il semblerait que cette idée soit à déconstruire.

L'UNESCO définit l'espace public comme accessible à tou.te.s gratuitement et sans discrimination de sexe, d'origine géographique et/ou culturelle, d'âge, et de niveau socio-économique. Toutefois dans la réalité et dans les faits, cette définition est à revoir. Construction avant tout masculine, conçu et mise en œuvre par et pour les hommes, en opposition à l'espace privé, assigné aux femmes, l'espace public est historiquement et symboliquement un espace où la femme ne doit pas être. En effet, de nombreuses expériences actuelles montrent qu'elles n'y trouvent souvent pas leur place. Ainsi, l'espace public n'est pas neutre.

De nombreuses études récentes montrent que les hommes sont les usagers majoritaires de l'espace public, y compris des équipements sportifs et de loisirs¹. En 2018, le Conseil National des Villes indique « *Elu.e.s des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), nous constatons depuis quelques années une grave régression de la place des femmes (et pas seulement dans les quartiers)* ».² Une inégalité femmes-hommes en partie due aux politiques d'aménagement des villes, mais qui s'ancre dans des logiques systémiques plus profondes.

Par ailleurs, en tant que femme, membre d'un collectif pluridisciplinaire autour de la participation habitante dans les projets urbains et architecturaux, la question de la place des femmes dans l'espace public a été soulevée à plusieurs reprises, sans y trouver réponse satisfaisante. De là est alors née l'envie d'approfondir le sujet, à travers une réflexion théorique et expérimentale, de réaliser un diagnostic situé de ces disparités, pour les identifier et envisager collectivement un plan d'action adapté.

¹ MARUÉJOULS-BENOIT, Édith. *Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes : pertinence d'un paradigme féministe*. Géographie. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2014.

² [Pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans les espaces publics des quartiers prioritaires](#)

Ce mémoire se penche donc sur la question des rapports hiérarchiques entre les hommes et des femmes dans la société et dans la culture et de la manière dont celle-ci peut influencer l'utilisation et la position des hommes et des femmes dans l'espace public et dans la ville.

Ce sujet qui englobe plusieurs aspects a surtout été travaillé dans des domaines tels que l'urbanisme, la géographie, etc. Bien que ces domaines portent souvent une composante sociologique transversale, la thématique que nous abordons a rarement été envisagée dans cette perspective et en particulier en tant qu'outil à l'usage des travailleur.euse.s socia.les.aux. Ce mémoire se penche également sur l'intervention sociale et ses limites dans la pratique actuelle pour proposer un changement de perspective vers une intervention sociale féministe qui pose comme socle l'émancipation collective de toutes les dominations, et en particulier la domination patriarcale qui fonde notre société.

Autrement dit, la question est de comprendre **comment les rapports sociaux de sexes s'expriment dans notre utilisation de l'espace public ? Quels outils de diagnostic et d'intervention pour une transformation sociale collective ?**

Pour répondre à ces questionnements, cette recherche s'inscrit dans une lignée théorique radicale pour prendre conscience que la fabrication de la ville ne peut évoluer sans changer le système patriarcal dans lequel nous vivons et qui se définit par "*une forme d'organisation sociale et juridique fondée sur la détention de l'autorité par les hommes*"³ ou encore "*système où le masculin incarne à la fois le supérieur et l'universel*"⁴.

Ce mémoire s'appuie également sur une méthodologie de recherche-action, qui met les habitant.e.s, usager.e.s et les intervenant.e.s socia.ux.les au centre. A travers une approche ground-up, des outils issus de l'éducation populaire, l'échange et le partage et savoirs et d'expériences au niveau du quartier, de Toulouse, de la France et de l'Europe, cette recherche s'alimente de perspectives variées et a pour volonté d'impliquer les premier.e.s concerné.e.s à toutes les étapes, du diagnostic de terrain, à la mise en place d'actions collectives dans l'espace public.

Ainsi l'objectif de ce mémoire n'est pas d'envisager la question des inégalités entre femmes et hommes dans la ville en vue par exemple de penser des aménagement adaptés aux femmes, ou dans l'idée de créer des espaces où les femmes se sentent bien, mais bien dans la volonté de mettre en lumière les inégalités systémiques qui régissent notre société et qui se reflètent dans l'espace public, et de penser des moyens concrets, situés et adaptés aux besoins pour une transformation sociale collective.

³ BONTE Pierre et Al. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Presses universitaires de France, 1991, p. 455.

⁴ JABLONKA Ivan. *Des hommes justes. Du patriarcat aux nouvelles masculinités*, Ed. Seuil, 2019, p. 98.

PARTIE I. ÉTAT DE L'ART

INTRODUCTION DE L'ÉTAT DE L'ART

“Il existe, c’est le moins qu’on puisse dire, une tension entre le concept d’égalité, qui présuppose une similitude et le concept de sexe, qui présuppose la différence. De sorte que l’égalité sexuelle devient une contradiction dans les termes.” Michèle Causse

Cette citation de Michèle Causse dans son ouvrage *Contre le sexage*⁵ montre la nécessité de revenir sur le concept de sexe, choisi et établi comme un marqueur déterminant pour créer deux classes sociales : les hommes et les femmes, où selon le concept, l’une posséderait de manière inhérente une supériorité hiérarchique sur l’autre. Pour le sexe comme pour la couleur de peau, il n’y a rien de naturel à avoir créé des catégories sociales hiérarchisées à partir de l’observation d’un attribut biologique. Dans une première partie nous envisagerons ainsi *“les sexes comme produit d’un rapport social”*⁶ en puisant principalement dans les écrits de féministes radicales matérialistes pour comprendre comment la catégorisation des sexes produit et reproduit des inégalités entre hommes et femmes au sein du patriarcat qui correspond à une *“forme d’organisation sociale dans laquelle l’homme exerce le pouvoir dans le domaine politique, économique, religieux, ou détient le rôle dominant au sein de la famille, par rapport à la femme”*⁷.

Ce n’est que dans un deuxième temps que nous nous intéresserons à la ville qui n’est *“que le miroir des activités sociales”*, *“un lieu où s’actualisent les rôles sociaux de sexe”*⁸. Nous tenterons, d’une part, de comprendre à travers la pensée d’Henri Lefebvre, comment la ville fonctionnaliste s’est construite au service du capitalisme technocrate, afin de pouvoir, d’autre part, mettre en parallèle son analyse avec les théories de géographie féministe qui posent la ville comme faite par et pour les hommes. Enfin, nous aborderons le *“droit à la ville”* et la nécessité de reconquérir ces espaces politiquement, physiquement, symboliquement mais aussi théoriquement en faisant de la ville un sujet d’étude féministe.

Après avoir dressé ces constats, nous nous intéresserons à la prise en compte des inégalités sexuées, d’un côté par les politiques publiques, dont les actions constituent un des outils de régulation sociale, et de l’autre par les travailleur.euse.s social.e.s et les habitant.e.s, à travers des tentatives de démarches ascendantes, d’auto-organisation et d’actions directes. Nous explorerons ainsi cette variété d’initiatives, leurs limites et leur pouvoir de transformation sociale.

⁵ CAUSSE Michèle, *Contre le Sexage*, Paris, Balland, 2000.

⁶ MATHIEU Nicole-Claude, *L’anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes « Recherches », 1991.

⁷ Dictionnaire Larousse en ligne

⁸ DENÈFLE Sylvette, Introduction, in *Femmes et Ville*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2004

Chapitre 1. Les sexes comme rapport social de pouvoir

A. La construction sociale hiérarchique des sexes

A.1. La valence différentielle des sexes

Avant de créer deux sexes inégaux il a fallu les catégoriser et les différencier. Françoise Héritier explique d'un point de vue anthropologique, que les deux sexes proviennent d'une observation du réel qui aurait amené de manière inconsciente à les différencier et à les opposer.

Françoise Héritier parle pour la première fois en 1981 de "*valence différentielle des sexes*"⁹ plutôt que de "*domination masculine*"¹⁰. Après de nombreuses années de recherches sur les liens de parenté dans différentes sociétés, elle remarque une différence dans la façon de nommer ces liens en prenant comme référent le masculin. Par exemple, même quand celui-ci est cadet d'une lignée d'enfants, il reste considéré comme l'aîné par rapport à une fille. Héritier a ainsi consacré l'essentiel de ses recherches aux fondements de la domination masculine qui repose sur trois piliers et révèle une valence entre les sexes.

Pour elle, la constatation d'une différence anatomique évidente entre mâles et femelles, et visible dans le monde animal en général, est un "*donné biologique élémentaire*", immuable au cours de la vie, auquel l'humanité a été confrontée. C'est la **différenciation** fondamentale. Or jusqu'ici, l'observation d'une différence n'entraîne pas forcément de traitement différencié. Cette différence observée aurait alors été à l'origine de la fabrication de deux catégories qui fondent la pensée humaine. Suivant ce modèle de **catégorisation**, l'Homme, de façon totalement inconsciente, aurait sécrété des sous catégories binaires dans son mode de pensée, rattachées à un contenu concret ou abstrait (par exemple : haut/bas, droite/gauche, lourd/léger, chaud/froid, abstrait/concret, rationnel/irrationnel, culture/nature, etc). Or, on peut se questionner sur le caractère inconscient de cette division entre les sexes, qui se fait, comme Héritier le montre, toujours au profit des hommes.

D'autres études anthropologiques montrent que chacun des termes des catégories vues plus haut est pondéré d'une valeur négative ou positive selon les sociétés. Toutefois, on note partout la valeur négative féminine et la valeur positive masculine : c'est la **hiérarchisation**. C'est ce que Françoise Héritier appelle "*la valence différentielle des sexes*" et qui correspond plus généralement à "*une plus grande valeur accordée à ce qui est censé caractériser le genre masculin et, parallèlement, par un escamotage de la valeur de ce qui est censé caractériser le genre féminin et même par son dénigrement systématique.*"¹¹

⁹ HERITIER Françoise, *L'exercice de la parenté*, Paris, Le Seuil, 1981.

¹⁰ BOURDIEU, Pierre. *La domination masculine*. Actes de la recherche en sciences sociales, 1990, vol. 84, no 1, p. 2-31.

¹¹ HÉRITIER Françoise, *Hommes, femmes : la construction de la différence*, P.48. Le Pommier, 2012.

Tandis que la marque hiérarchisée du sceau du féminin et du masculin est omniprésente et systématique, les termes des oppositions peuvent varier d'une culture à l'autre : *“le sens réside dans l'existence même de ces oppositions et non dans leur contenu”*¹².

Nous pouvons ainsi nous interroger sur le choix théorique de *“valence différentielle des sexes”* qui pose la hiérarchie entre les sexes comme un caractère inconscient, oubliant les agents sociaux et surtout l'histoire du rapport de domination masculine dans toutes les strates du social et d'abord dans le corps.

A.2. L'appropriation matérielle de l'individualité corporelle des femmes

Colette Guillaumin, sociologue française et militante féministe et antiraciste, va plus loin en théorisant le concept de *sexage*¹³ qui est par analogie avec l'esclavage ou le servage, l'appropriation matérielle de la classe des femmes par la classe des hommes. Cependant elle parle d'une appropriation qui ne concerne pas seulement la force de travail des femmes mais aussi et surtout leur individualité matérielle et corporelle. *“Une classe entière, qui comprend environ la moitié de la population, subit non le seul accaparement de la force de travail mais un rapport d'appropriation physique direct : les femmes”*¹⁴.

Vendre sa force de travail, c'est échanger son temps, son aptitude, contre un gain, généralement monétarisé, et la personne qui vend cette partie de son individualité qui est sa force de travail ne se vend pas elle-même. Or dans le cas des femmes dans la relation de sexage, leur appropriation matérielle est rendue possible par des rapports non-vendeurs de leur force de travail, l'aspect d'échange est alors absent. *“Peut-on négocier ce qui est déjà approprié, ce qui appartient déjà ? Car on ne peut échanger que ce qu'on possède. Or nous ne possédons ni notre force de travail ni notre force de reproduction”*¹⁵. A titre d'exemple à ce sujet, jusqu'en 1907, les femmes ne pouvaient toucher leur propre salaire, celui-ci revenait à leur mari ou leur père et encore aujourd'hui les droits liés à la reproduction comme l'avortement sont décidés sans les femmes.

Pour Guillaumin, cette appropriation matérielle de l'individualité corporelle des femmes s'exprime de différentes façons.

Elle passe tout d'abord par l'appropriation du temps, notamment à travers le contrat de mariage qui stipule que le temps des femmes, - entendues non seulement comme l'épouse, mais également toutes les femmes liées au “chef de famille” - est disponible sans contrepartie contractuelle.

¹² HÉRITIER Françoise, *Masculin/féminin 1, La pensée de la différence*, Odile Jacob, (1996), édition de 2012. P.22

¹³ GUILLAUMIN Colette, *Sexe, race et pratique du pouvoir*, Les Éditions iXe, 2016.

¹⁴ GUILLAUMIN Colette, *Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) L'appropriation des femmes*, *Questions Féministes*, n°2, *les corps appropriés*, Lausanne, Antipodes, coll Nouvelles Questions Féministes & Questions Féministes, février 1978. pp. 5-30.

¹⁵ *Ibid*

Cette appropriation touche également aux “produits du corps”. Par la transmission du nom par le père, il est évident que les enfants sont considéré.e.s comme propriété paternelle. Sans remonter très loin dans l’histoire, l’autorisation des pères était nécessaire pour qu’une mère fasse traverser une frontière à ses enfants, mais pas l’inverse. Aussi, l’illégalité de l’avortement, de la contraception pour un grand nombre de femmes, encore aujourd’hui, montre encore que “*Le corps individuel matériel des femmes appartient, dans ce qu’il fabrique (les enfants), comme dans ses parties sécables (les cheveux, le lait...) à un autre qu’elle-même ; comme c’était le cas dans l’esclavage de plantation*”¹⁶.

On ne peut parler d’appropriation de la matérialité corporelle des femmes sans parler d’obligation sexuelle. Qu’elle intervienne directement à travers le contrat non monétaire du mariage ou à travers le viol monétarisé de la prostitution, cette appropriation passe également par le sexe des femmes, alors “*ce n’est pas de sexualité qu’il s’agit, ni de “sexe”, c’est simplement d’usage; ce n’est pas de “désir”, c’est simplement de contrôle comme dans le viol*”¹⁷.

Enfin, la charge physique des membres du groupe qui est imposée généralement aux femmes dénote également de cette appropriation. C’est ainsi que les femmes du groupe sont à charge d’être présentes et disponibles pour s’occuper des bébés, enfants, mari, personnes âgées ou malades, mort.e.s, tant et si bien que leur temps se retrouve absorbé dans d’autres individualités. Parfois ces tâches s’exercent contre un salaire, comme par exemple dans les métiers du *care* (accompagnement à la petite enfance, soin aux personnes âgées) exercés majoritairement par des femmes, mais on note toutefois plus d’heures non-salariées que salariées effectuées pour ces tâches.

A.3. Le sexe comme marqueur catégoriel d’une société de sexage

Le concept de sexage a été repris et développée par Michèle Causse. Elle reprend le second pilier de la valence entre les sexes, le processus de catégorisation mis à jour par Françoise Héritier en allant plus loin. Elle développe l’idée que la catégorisation des sexes n’est pas un phénomène aléatoire ou inconscient mais qu’il existe dans le seul but de s’approprier les femmes. “*Le marquage sexuel fonctionnera automatiquement au bénéfice d’un seul*”¹⁸.

Pour Causse, le sexe, “*trait dit de nature (organes génitaux externes) et prédiscursif, est le marqueur catégoriel permettant de déclarer contre nature tout ce qui est contre culture hégémonique, le “sexe” fixe et gèle une fois pour toute l’espèce Sapiens en deux créatures, dites complémentaires... ou opposées.*”¹⁹

¹⁶ *Ibid*

¹⁷ *Ibid*

¹⁸ CAUSSE, *op. cit.*.

¹⁹ *Ibid*. Glossaire

Le genre est lui le “*résultat d’un acte fondateur violent, mettant en place un système social qui, accordant le primat à un sexe, divise l’espèce, établit un pouvoir dissymétrique et assure la permanence d’un système politique reposant sur l’assujettissement longtemps occulté des dividues.*”²⁰ Le genre est l’équivalent du tatouage des esclaves, qui détermine le sort et les conduites affectées aux désormais deux représentants de l’espèce.

Christine Delphy va également dans ce sens en définissant le genre comme “*un système de division hiérarchique de l’humanité en deux moitiés inégales.*”²¹ Pour elle, c’est le clivage d’un tout qui crée ses parties, les termes ne préexistent pas à leur partition, ils en découlent.

La perspective de Delphy s’oppose à la vision naturaliste traditionnelle en ceci que, pour elle, le genre crée le sexe, c’est-à-dire que le genre ne vient pas du sexe et ne s’ajoute pas à lui, de la même façon que la division du travail n’induit pas la hiérarchie mais c’est bien la hiérarchie qui induit la division du travail.

Ainsi, pour Delphy, s’il n’y avait pas de genre, ce qu’on appelle le sexe serait dénué de signification, et ne serait pas perçu comme important : ce ne serait qu’une différence physique parmi d’autres. Le sexe fonctionne donc comme “*marqueur*” social.

La sex(c)ision, théorisée par Michèle Causse, “*opération qui consiste à reconnaître et à catégoriser les animés dotés de raison à partir de leurs organes sexuels et à faire des uns des sexeurs ou diviseurs posés comme supérieurs et des autres des sex(c)isées ou dividues posées comme inférieures en usant pour ce faire du recours au genre : plus grand coup de force de l’histoire d’une espèce*”²², n’est pas neutre et inconsciente, mais est bien le fruit de la classe des hommes, des “*diviseurs*” qui se sont octroyés le pouvoir de classer et hiérarchiser leurs semblables en fonction d’attributs physiques et de créer des “*dividues*”, des femmes divisées et appropriées.

En déclarant l’autre différente, les sexeurs peuvent ainsi attribuer un genre inférieur aux femelles et attribuer des qualifications binaires à l’espèce sapiens en fonction de ses intérêts “*de sorte qu’à des traits physiques innés correspondent des traits acquis, des stéréotypes, hiérarchisant d’emblée les animés*”²³.

Les Diviseurs sont à l’origine des modes de vie et de pensée sur la planète : ils gèrent seuls les rapports qu’ils entretiennent avec leur semblables, en fonction de paramètres variables (couleur de peau, religion, etc.), créent autant de partitions qu’ils le jugent utiles et divisent plus souvent qu’ils unissent. “*Le sexeur dicte et édicte et par la Loi soumet la dividue à un standard mâle et appelle cet abus l’égalité des sexes.*”²⁴

²⁰ *Ibid.* Glossaire Les “*dividues*” sont définies par Michèle Causse comme des femmes appropriées, divisées

²¹ DELPHY Christine, *L’ennemi principal. Penser le genre*, Paris, Syllepse, 2001.

²² CAUSSE, *op. cit.*

²³ *Ibid*

²⁴ *Ibid*

C'est ainsi que : *“en tout lieu la dividue doit se contenter des idées et concepts que lui gourgue le Diviseur comme étant des Uni/versaux”*, *“la visée du Diviseur devient la vision de la dividue, l'hégémonie s'établit dans la mesure où la vision du monde des dirigeants devient celle des dirigés”*²⁵.

Michèle Causse explique que les Diviseurs possèdent les dividues mais aussi l'espace terrien, les propriétés et les décisions et avec cette gestion du territoire, la culture et la langue qui ont été confisquées aux dividues à qui on a attribué la nature.

Par l'appropriation du langage et du pouvoir des mots, les Diviseurs ont pu s'établir comme l'universel. L'exemple le plus évident est celui du mot *“homme”* qui n'a rien de neutre, objectif et impartial et qui désigne à la fois l'être humain générique et l'être humain sexué au masculin. Il est tout et partie. Il fait référence à toute l'espèce tandis que la femme reste le spécifique.

Causse, appelle notre langage l'androlecte, du grec *andros* (homme), un langage présent dans le monde entier qui est pensé par les hommes et véhicule leur pensée tout en se faisant passer pour neutre et universel. La moitié du pensable a été banni et extirpé : *“La suppression de la gyné comme cause pensante du monde est le processus le plus totalitaire et le plus occulté”*²⁶.

A.4. La femme est l'autre de l'homme

Comme nous venons de le voir à travers la notion d'androlecte de Michèle Causse, l'homme s'est approprié l'humanité, définissant la femme non en soi, comme un être autonome, mais relativement à lui.

Pour Colette Guillaumin, si les femmes sont dominées c'est parce qu'elles sont considérées différentes des hommes. Pourtant les hommes eux ne sont pas différents, les hommes eux sont les hommes, de manière analogique avec le racisme : *“On dit que les noirs sont noirs par rapport aux blancs, mais les blancs sont blancs tout court, il n'ont d'ailleurs pas de couleur. Comme les hommes ne sont pas sexués, ils ont un sexe alors que nous sommes le sexe toutes entières.”*²⁷

Il n'y a pas vraiment non plus de masculin, il y a un général et un féminin. Le général suffit pour les hommes. Comme l'explique Simone de Beauvoir, la femme *“se détermine et se différencie par rapport à l'homme et non celui-ci par rapport à elle ; elle est l'inessentiel en face de l'essentiel. Il est le Sujet, il est l'Absolu : elle est l'Autre”*²⁸.

Ce concept d'Autre, théoriquement est capital. En effet, l'altérité est une catégorie fondamentale de la pensée, *“le sujet ne se pose qu'en s'opposant”*²⁹. Toutefois, si la réciproque ne peut être appliquée, autrement dit, s'il n'est pas envisageable de se considérer comme l'Autre d'autrui, alors autrui devient inessentiel, un objet.

²⁵ *Ibid*

²⁶ *Ibid*

²⁷ GUILLAUMIN Colette, *opus cit.*

²⁸ DE BEAUVOIR Simone, *Le Deuxième sexe, Tome 1 : Les faits et les mythes*, Editions Gallimard, 1949.

²⁹ *Ibid*

Or, comme l'explique De Beauvoir, *“aucun sujet ne se pose d'emblée et spontanément comme l'inessentiel ; ce n'est pas l'Autre qui se définissant comme Autre définit l'Un : il est posé comme Autre par l'Un se posant comme Un. Mais pour que le retournement de l'Autre à l'Un ne s'opère pas, il faut qu'il se soumette à ce point de vue étranger. D'où vient en la femme cette soumission ?”*³⁰ Les différentes pistes de réponses comme l'argument de la minorité, ou celui d'un événement historique qui aurait subordonné un groupe à l'autre, ou le développement d'une conscience d'appartenance à un groupe opprimé par un système économique comme les prolétaires, ne peuvent s'appliquer à la classe des femmes qui représente plus de 50% de la population, *“il n'y a pas toujours eu des prolétaires : il y a toujours eu des femmes ; elles sont femmes par leur structure physiologique ; aussi loin que l'histoire remonte, elles ont toujours été subordonnées à l'homme : leur dépendance n'est pas la conséquence d'un événement ou d'un devenir, elle n'est pas arrivée.”*³¹

Pour De Beauvoir, les femmes *“n'ont pas les moyens concrets de se rassembler en une unité qui se poserait en s'opposant.”* Sans passé, histoire, intérêts ou territoire commun, les femmes vivent certains hommes, pères, maris, fils, employeurs par l'habitat, le travail, les intérêts économiques, la condition sociale. *“C'est là ce qui caractérise fondamentalement la femme : elle est l'Autre au cœur d'une totalité dont les deux termes sont nécessaires l'un à l'autre.”*³²

B. Structures de production et reproduction des inégalités de sexes

Le sexage, qui consiste en l'appropriation des femmes, est intrinsèquement lié à des idées et croyances, essentielles pour être perpétué et reproduit. Nous verrons ainsi en quoi l'idéologie naturaliste est utilisée pour justifier et essentialiser les rapports inégaux entre hommes et femmes et comment elle est propagée dans et par des structures sociales telles que la famille, l'école, le travail, la culture, et les institutions du pouvoir.

B.1. Le discours de la Nature

*“Le discours de la Nature voudrait rendre sensible comment le fait d'être traitée matériellement comme une chose fait que vous êtes aussi dans le domaine mental considérée comme une chose”*³³. Autrement dit, l'appropriation matérielle du corps crée une pensée où les caractéristiques physiques de ce.ux.elles qui sont approprié.e.s passent pour les causes de la domination qu'il.elle.s subissent. On extrait ce phénomène d'appropriation des rapports sociaux pour l'inscrire dans une matérialité et un discours de Nature enlevant toute conscience de classe politique.

³⁰ *Ibid*

³¹ *Ibid*

³² *Ibid*

³³ GUILLAUMIN Colette, Pratique du pouvoir et idée de Nature (2) Le discours de la Nature, *Questions Féministes, No. 3, natur-elle-ment*, coll Nouvelles Questions Féministes & Questions Féministes, mai 1978.

L'idéologie naturaliste développée contre les groupes dominés amène diverses croyances quant à la condition des appropriés que décrit Colette Guillaumin :

- "*Le statut de chose*" : les approprié.e.s sont des propriétés matérielles et sont donc matérialisés dans la pensée elle-même.
- "*La pensée d'ordre*" : le fait que des groupes en approprient d'autres permet de faire fonctionner correctement le monde, il est impératif que ce système perdure pour éviter le désordre et renverser les valeurs.
- "*Le naturel programmé de l'intérieur*" : le statut d'un groupe humain est interne et inscrit dans la matière vivante. Avec la pensée moderne de la Nature, à l'idée du déterminisme qui dit que les groupes dominés sont à leur place naturelle et doivent y rester, s'ajoute l'idée que le statut social est déterminé par une organisation intérieure à nous-mêmes. Avec l'avènement de la science, ce n'est plus un effet magique ou une décision divine qui fait le statut d'opprimé.e mais bien les caractéristiques biologiques construites par le discours scientifique (on voit d'ailleurs l'illustration de cette question dans le traitement médical de l'intersexuation).

Cette idée de Nature développée par Colette Guillaumin, est avant tout et surtout imputée aux approprié.e.s et aux dominé.e.s, c'est pourquoi c'est à propos des femmes que la croyance à un groupe naturel est la plus contraignante et non questionnée. Par contre, les dominants ne s'attribuent pas eux-mêmes de nature, eux sont des résistants, des conquérants de cette Nature. Eux se définissent par des instances qui sont décrétées comme fondatrices de la société, à l'instar de l'Église catholique médiévale qui définit l'homme comme sacré ; la culture qui crée l'élite des instruits et des penseurs ; la propriété qui crée les riches et les bourgeois, etc.

*"Ainsi les hommes se prétendent identifiés par leurs pratiques et ils prétendent que les femmes le sont par leur corps"*³⁴. Les hommes sont donc non seulement supérieurs, mais ne font même pas partie de la Nature, ils la transcendent : *"la nature leur donne une intelligence innée qui permet de comprendre et de pouvoir dominer la Nature."*³⁵ L'homme est biologiquement culturel et la femme est biologiquement naturelle.

Pour les femmes, ceci s'observe particulièrement dans trois domaines que relève Colette Guillaumin : la sexualité, l'intelligence et l'intuition où elles sont particulièrement considérées comme des "*choses*". Dans la sexualité, elles sont soit entièrement ramenées à leur fonction sexuelle et objectifiées comme sexe (prostitution, maîtresses, etc.), soit leur sexualité est totalement ignorée (la femme est sans désir, ne possède pas de sexualité). Contrairement aux hommes, les femmes ne possèdent pas de sexe mais elles sont le sexe toutes entières. Dans le domaine de l'intelligence, on considère que la leur est spécifique, une intelligence de chose ou encore une intelligence pratique (vêtements, vaisselle, dactylographie). L'intuition, qui est spécifiquement considérée comme féminine, classe les femmes comme une matière pourvue de

³⁴ *Ibid*

³⁵ *Ibid*

diverses caractéristiques spontanées. Ce n'est pas en œuvrant de leur raison qu'elles savent ce qu'elles savent mais c'est une propriété directe de la matière dont elles sont faites. Avec cette idée de Nature, toute initiative politique de la part des appropriées est de fait rejetée ou réprimée, leur lutte apparaît alors comme quelque chose qui va contre la Nature.

Ainsi, les femmes ne peuvent décider pour elles-mêmes car elles ne s'appartiennent pas. Quand on parle de réappropriation de nos corps en tant que femmes, il y a là l'admission d'une appropriation par quelqu'un d'autre, mais "*nous agissons comme si l'appropriation était l'une des caractéristiques de notre anatomie*"³⁶. Cette idéologie est dangereuse parce qu'elle ne touche pas que les dominants, mais c'est une opinion plus ou moins admise par tou.te.s. Il n'est pas toujours évident de voir que l'appropriation est une relation, un rapport, qui se fait au moins à deux.

B.2. La transmission des rôles sexués dès l'enfance

L'idéologie qui suppose une différence naturelle des femmes a besoin de structures et d'instances pour se propager jusqu'à ce que les rôles et stéréotypes soit ancrés chez chacun.e. Elena Gianini Belotti, pédagogue féministe italienne, dans son ouvrage *Du côté des petites filles* (1973)³⁷, met en évidence, - à travers l'observation directe des enfants et des comportements des adultes à leur égard selon que l'enfante soit de l'un ou de l'autre sexe, la puissance des stéréotypes enracinés en chacun.e de nous qui assignent des propriétés et des qualités différentes aux filles et aux garçons avant même la naissance et tout au long de la prime éducation.

Gianini Belotti montre comment la mise en opposition des femmes et des hommes et leur hiérarchisation associée à des caractères opposés s'exprime avant même la conception d'un.e enfant. Elle fait ainsi la liste des croyances relatives à la maternité qui ont toujours pour particularité d'attribuer à l'homme les mérites, le rôle prédominant dans les phénomènes de reproduction, et à la femme les erreurs et le rôle secondaire. Dès le moment où l'on apprend que la femme est enceinte, l'autrice montre que les stéréotypes, préjugés, attentes envers l'un et l'autre sexe interviennent avant même la naissance de l'enfant ou la détermination de son sexe. Par exemple, quand la femme est enceinte, on essaiera d'interpréter le sexe du bébé en fonction d'éléments aléatoires : si le bébé bouge beaucoup on pensera que c'est un garçon alors que s'il.elle est calme ce sera une fille, ou encore si le ventre penche du côté droit, considéré comme positif, ce sera un garçon et du côté gauche, considéré comme négatif, une fille. Puis, dès la naissance, dès l'annonce du sexe, l'enfant est catégorisé.e, et les parents ont déjà des idées claires sur le modèle idéal de garçon ou de fille auquel l'enfant devra correspondre le plus possible, à n'importe quel prix.

³⁶ *Ibid*

³⁷ GIANINI BELOTTI Elena, *Du côté des petites filles*, Des Femmes - Antoinette Fouque, 1994

John Dollard explique : *“Il est essentiel que la personnalité sociale de chaque individu évolue de manière à correspondre à son sexe biologique. La normalisation des sexes tend à préparer les enfants à leur rôle de futurs parents, et plus précisément les petites filles à leur rôle d’épouse et de mère, et les petits garçons à leur avenir de détenteurs de pouvoir.”*³⁸

Les individu.e.s sont tout à fait conscient.e.s que le sexe n’est pas déterminant en tant que caractère anatomique et biologique, mais que l’identité doit être acquise à travers la culture du groupe social d’appartenance. La manière la plus sûre pour que l’enfant acquiert cette identité est de lui assigner un rôle, une position et une fonction sociale directement liées à son sexe à travers des conduites et des modèles de comportements qui garantissent d’autant plus de résultats qu’ils sont différenciés.

Pour produire des individu.e.s qui se conforment ainsi à l’inégalité, il est nécessaire de recourir à un système de conditionnement adéquat. Identification, imitation, interventions directes, contrôle des jeux, jouets, littérature, supports médias, vêtements qui contraignent ou facilitent les mouvements, conditionnement la pensée, l’estime de soi et l’autonomisation.

Les jeux sont majoritairement séparés en jouets pour garçons (construction, scènes d’extérieur ouvertes, pleines de gratte-ciels et de tours), et jouets pour filles (scènes d’activités domestiques, d’intérieur familial, fermé, encerclé de meubles), en rapport étroit avec les différents rôles qu’on attend d’e.u.x.lles. Le temps du jeu, notamment celui des petites filles, souvent interrompu pour participer aux tâches ménagères par exemple, fait interioriser aux petites filles que leur temps est à mettre au service des autres. A l’inverse, le temps de jeu des garçons est respecté et, à l’âge adulte, les moments où l’homme est libéré du travail sont sacrés. Il incombe alors à la femme de veiller à ce que rien ne le perturbe et à son bien-être, bien qu’elle ait pu travailler tout autant ou plus que lui.

Le style ludique est également influencé par les vêtements qui vont permettre plus de mobilité et plus d’agressivité chez les garçons, tandis que les filles seront plus contraintes, ou auront des vêtements dont il faut prendre soin, et chez qui on retrouvera donc des jeux plus calmes.

La littérature enfantine participe aussi à cette transmission avec une majorité de personnages de sexe masculin, personnages principaux, dans des rôles d’explorateurs ou de dominateurs, meneurs, etc. À l’inverse, les petites filles sont moins souvent les personnages principales et se cantonnent à des activités comme faire des gâteaux ou jouer aux poupées avec souvent la figure de la mère type qui reste dans la cuisine ou qui, si elle a un emploi, est limité aux représentations féminines : secrétaire, infirmière, institutrice, etc. *“C’est le malaise de la société à l’égard de la femme qui se traduit dans ces récits. Les petites filles se retrouvent confrontées à une représentation du monde dont les femmes sont presque exclues”* cite Gianini Belotti, où si elles existent, ne sont que des personnages de second plan, figurantes, servantes.

³⁸ DOLLARD John, *Frustration and Aggression*, London, Yale University Press Ltd, 1939

Qu'il s'agisse de littérature enfantine ou de légendes anciennes, les personnages féminins sont classés dans des catégories fondamentales : les bonnes, les incapables et les malveillantes. On retrouve ces figures de femmes chez de Beauvoir dans le tome 2 de son ouvrage *Deuxième sexe*³⁹ avec "la jeune fille", "la lesbienne", "la femme mariée", "la mère", "les prostituées", "la vieille femme", "la narcissiste", "l'amoureuse", "la mystique", et enfin "la femme indépendante".

Ces éléments entraînent notamment une difficulté des petites filles à s'identifier ou accepter leur sexe de par la position sociale qui leur est attribuée. La littérature enfantine a donc pour fonction de confirmer les modèles déjà intériorisés par les enfants. La force avec laquelle il.elle.s s'identifient à ces personnages, doublée par les nombreux messages sociaux qui vont dans le même sens, constitue une des clés de cette reproduction des rôles de sexes.

Dans le domaine de l'éducation, le problème du sexage commence dès l'école "maternelle" qui indique assez clairement la personne en charge de s'occuper des enfants. Ainsi, le préjugé aujourd'hui très répandu selon lequel, si on est une femme, on a une aptitude particulière à s'occuper des enfants, encourage les jeunes filles à choisir ce type de professions, perçues comme vocations, aspect mythique de Nature à laquelle on ne peut s'extraire et qui s'accompagne d'abnégation, de sacrifices. Pour Bergéret : "*Les enfants n'ont guère l'occasion d'observer des femmes au travail, excepté celles dont le métier est précisément d'être à leur disposition : institutrice, assistante sociale, assistante scolaire, personnel de service, caissières, etc.*"⁴⁰ Belotti note également que le corps enseignant a de fortes tendances à reproduire des stéréotypes en classant et différenciant les petites filles et les petits garçons selon leur sexe, ce qui influe sur les commentaires faits à leurs égard, les prédictions sur leurs aptitudes, les comportements avec les enfants de l'un ou de l'autre sexe et les tâches assignées aux un.e.s et aux autres (mettre les petites filles au service des petits garçons en leur demandant plus souvent de ranger pour les autres, de nettoyer, de préparer le goûter, dresser la table, etc.).

Les préjugés sont donc profondément enracinés, et ce parce qu'ils ne sont pas transmis à des adultes, capables de les analyser et les réfuter, mais qu'ils sont présentés comme vérités indiscutables depuis l'enfance et ne sont jamais plus remis en question ou très difficilement.

C'est ainsi que les filles sont très vite éduquées à la passivité, qui n'est pas un fait biologique mais une conséquence de la socialisation, que ce soit par l'entourage, les éducat.eur.ice.s ou encore la société. Les individu.e.s intériorisent ainsi ces préjugés et stéréotypes malgré e.ux.elles. Pour les réfuter et les détruire, il faut non seulement une prise de conscience importante, mais aussi la possibilité de la rébellion qui n'est pas toujours possible ou alors fortement punie (hostilité, réprobation, exclusion sociale).

³⁹ DE BEAUVOIR Simone, *Le deuxième sexe, Tome 2 : L'expérience vécue*, Gallimard, 1986

⁴⁰ BERGÉRET Lazarine, "Un homme à la maternelle", *L'École des parents*, novembre 1971

B.3. Les moyens de l'appropriation

Après avoir montré comment le discours de la Nature pose dans l'inconscient collectif des rôles, des capacités et des essences innées aux femmes et aux hommes, et comment dès le plus jeune âge des stéréotypes, préjugés, actions, interdictions forment et forment les enfants à se conformer à ces représentations, Colette Guillaumin⁴¹ expose quant à elle les moyens de l'appropriation de la matérialité corporelle du corps les femmes.

Pour elle cette appropriation est mise en place par cinq moyens.

Tout d'abord par le marché du travail : il contraint les femmes à travailler plus et gagner moins en les rémunérant en moyenne uniquement deux-tiers du salaire masculin, il les assigne à des emplois de secrétaires, d'assistantes, mais rarement des postes de direction. Enfin il les pousse à choisir entre une carrière et une famille, entre des emplois précaires et le chômage.

Le confinement dans l'espace est aussi un moyen d'appropriation. A ce sujet, Guillaumin indique que pour les animaux, on a inventé des clôtures, pour les femmes ont leur a fait intérioriser la clôture par un dressage positif (les femmes sont les reines du foyer, elles y sont irremplaçables) et négatif (menaces directes, restrictions des espaces accessibles, des horaires, restriction pour "*leur sécurité*"). Ce dressage négatif se traduit aussi dans la démonstration de force. La violence physique exercée contre les femmes est souvent invisibilisée et considérée comme une "*bavure*" individuelle, psychologique ou circonstancielle, et pas comme un rapport de pouvoir des hommes sur les femmes.

La contrainte sexuelle, sous ses différentes formes (viol, provocation, drague, harcèlement, épuisement) est un des moyens des hommes pour soumettre et apeurer les femmes. C'est en même temps l'expression de leur droit de propriété sur cette classe. Toute femme est "*disponible*" tant que l'individualisation matérielle n'est pas officiellement ou officieusement clôturée.

Enfin, l'arsenal juridique et le droit coutumier sont les moyens qui fixent les modalités de l'appropriation privée et collective des femmes. Les femmes ne sont pas des sujets juridiques elle ne sont pas des sujets de la loi. En France par exemple, même si les femmes ont progressivement gagné des droits juridiques (droit de vote en 1944, en 1965 les femmes peuvent exercer une profession et gérer leurs propres biens sans le consentement de leur mari, légalisation de la contraception en 1967, etc.) elles restent inexistantes du droit qui a fait d'elles un "*homme*" juridique : "*les hommes naissent libres et égaux en droit*", "*les droits de l'homme et du citoyen*". A travers ces formulations, c'est l'homme qui est représenté et utilisé comme référence ou encore comme identité juridique.

⁴¹ GUILLAUMIN Colette, *opus cit.*.

C. Etat des lieux des inégalités contemporaines Femmes-Hommes en France

Malgré les dernières évolutions en matière de droits des femmes gagnées par des luttes féministes, il importe de rester vigilant.e.s : sans changement radical, les oppressions ne disparaissent pas mais se transforment. Dans cette partie nous nous attacherons ainsi à dresser un état des lieux succinct pour relever les principaux domaines où les inégalités entre les femmes et les hommes s'expriment fortement aujourd'hui. Cette remise en contexte sera nécessaire pour comprendre comment ces inégalités se transposent dans la construction et l'usage de la ville, de manière générale et plus spécifiquement sur notre terrain d'étude.

C.1. Un manque de parité en politique

Malgré les lois sur la parité en politique (depuis 2000), les chiffres montrent que la présence égalitaire d'hommes et de femmes dans les instances décisionnaires n'est pas encore atteinte. Cette loi dite sur "la parité" contraint les partis politiques à présenter un nombre égal d'hommes et de femmes pour les élections régionales, municipales, sénatoriales et européennes et reste incitative pour les élections législatives.

En effet, dans la présidence des commissions et de délégations parlementaires et sénatoriales, on note par exemple à l'Assemblée nationale la présence de 7 hommes contre 5 femmes, de même qu'au Sénat, avec 8 hommes contre 4 femmes. Au parlement les hommes sont en majorité écrasante avec 60,3 % des positions parlementaires⁴².

Lors des dernières élections, sur 1255 métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes pour les élections législatives 39,17% des élu.e.s étaient des femmes et aux élections sénatoriales, 31,79% des élu.e.s étaient des femmes, elles se retrouvent à 20% parmi les maires. Seuls 11% des président.e.s d'intercommunalités sont ainsi des présidentes. Une sous-représentation des femmes d'autant plus marquée dans les territoires ruraux, où seuls 7 % des président.e.s des intercommunalités sont des femmes⁴³.

C.2. Economie, travail rémunéré et domestique

Le monde du travail et de l'économie est l'une des sphères où s'exprime le sexisme de la manière la plus évidente : que ce soit par les harcèlements sexuels et comportements sexistes, dans la distribution des postes et du salaire ou encore dans le travail domestique.

En France, une femme sur deux a déjà reçu des propos sexistes au travail et une femme sur cinq a déjà été victime de harcèlement ou d'agression sexuelle dans sa vie professionnelle. 80% des femmes salariées estiment être régulièrement confrontées à des attitudes ou décisions sexistes, avec des répercussions sur la confiance en soi, la performance et le bien-être au travail⁴⁴.

⁴² Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, *Les chiffres clés de la parité aux élections sénatoriales*, publié en 2018

⁴³ Ministère de l'Intérieur, *L'application des règles de la parité aux élections municipales : quel bilan ?*, 2020

⁴⁴ Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, *Rapport annuel sur l'état des lieux du sexisme en France en 2019*, publié en mars 2020

L'inégalité salariale s'exprime avec un écart salarial moyen de 18,5% pour un même poste mais aussi par une division sexuée du travail encore présente (en 2015, elles sont 45 % à travailler dans les secteurs de l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, contre 19 % pour les hommes), un manque d'opportunités d'accès pour les femmes aux postes de direction (en 2017, il n'y a que 15 % de cadres parmi les femmes en emploi, contre 21% parmi les hommes en emploi⁴⁵) et le recours plus récurrent aux femmes dans des contrats précaires notamment à temps partiel (près de 30% des femmes actives sont à temps partiel contre 8,4% des hommes⁴⁶) et moins bien rémunérées (En 2014, les revenus des femmes sont inférieurs de 24 % à ceux des hommes). En effet, les métiers aux salaires horaires les plus faibles sont majoritairement réalisés par des femmes : aides à domicile et aides ménagères, employées de maison, coiffeuses et esthéticiennes, assistantes maternelles, agentes d'entretien, etc. Les femmes tendent à être concentrées dans les entreprises et secteurs d'activité qui versent les salaires les plus modestes. Les femmes signalent également plus de discriminations que les hommes dans l'accès à l'emploi (31% dans le public, 29% dans le privé) ou au retour d'un congé de longue durée : maternité, adoption, maladie (19% dans le secteur public, 20% dans le secteur privé).⁴⁷ Dans la sphère privée, ce sont encore les femmes qui effectuent la majorité des tâches bénévoles (environ 70% du travail familial et domestique). Elles y consacrent environ deux fois plus de temps que les hommes et ont la plus grande charge mentale. Malgré l'accès à l'emploi par les femmes, la répartition du travail domestique n'a que très peu évolué, incombant aux femmes de cumuler ces doubles journées de travail. Ces constats se retrouvent d'autant plus dans les familles monoparentales, dont le nombre a doublé ces 20 dernières années, et où 85% des parent.e.s seul.e.s sont des femmes qui doivent assumer pleinement la prise en charge des enfant.e.s tout en subissant de grandes difficultés d'insertion professionnelle⁴⁸.

C.3. Education et enseignement

Concernant l'éducation, nous pourrions penser à première vue que les inégalités s'affinent peu à peu grâce à l'arrivée de l'école mixte et de l'accès à l'éducation égalitaire entre les femmes et les hommes. Cependant, malgré une meilleure réussite des filles à l'école en termes de notes, durée moyenne des études, niveau moyen des diplômes (48 % des femmes de 25 à 29 ans sont diplômées du supérieur en 2016, contre 40 % des hommes⁴⁹), de taux de réussite aux examens, elles sont toujours sous représentées dans les filières prestigieuses et porteuses d'emploi et se dirigent souvent dans des filières moins rémunératrices. Nous pouvons l'expliquer, d'une part, par des résistances extérieures provenant des injonctions discriminatoires et prescriptives des stéréotypes sexués, d'autre part, par des résistances internes, comme le

⁴⁵ Ministère de l'Emploi, du Travail et de l'Insertion, *Les inégalités professionnelles entre femmes et hommes*, 2018

⁴⁶JAUNEAU Yves et VIDALENC Joëlle. Une photographie du marché du travail en 2018, Le taux d'emploi des jeunes et des seniors augmente de nouveau, *division emploi, INSEE*, 2019

⁴⁷ Ministère de l'Emploi, du Travail et de l'Insertion, op. cit.

⁴⁸ Observatoire des inégalités, *Portrait social des familles monoparentales*, 2016

⁴⁹ Ministère de l'Emploi, du Travail et de l'Insertion, op. cit.

sentiment d'efficacité personnelle (qu'il s'agisse d'un homme dans des métiers de soin, ou de femmes dans des métiers de conception) ou encore par l'auto-sélection où l'adolescent.e se projette vers des filières et des métiers en accord avec leur sexe social (exemple : considération de projet familial dans l'orientation des filles, pas des garçons).

Outre la problématique de l'orientation scolaire, l'école est également le lieu de reproduction de stéréotypes sexistes et de conditionnement des filles et des garçons. Les programmes scolaires en sont un bon exemple : les femmes sont très peu présentes dans les manuels (environ une femme pour cinq hommes)⁵⁰ et quand elles y sont, elles sont souvent représentées dans des rôles stéréotypés ; la grande majorité des aut.eur.e.s étudié.e.s sont des hommes que ce soit en littérature, philosophie, sciences économiques, etc. L'histoire est un des exemples même d'une discipline où les femmes sont complètement invisibilisées et absentes. L'apprentissage de l'égalité qui devrait être une priorité ne commence qu'à peine à être intégré dans des programmes, encore marginaux et peu pratiqués. L'accent a longtemps été mis sur l'éducation autour de la sexualité, aujourd'hui obligatoire mais pas toujours pratiquée, qui se concentre plus sur la prévention et la réduction des risques (grossesses précoces non désirées, infections sexuellement transmissibles) que sur l'éducation émotionnelle, la lutte contre les comportements homophobes et sexistes, contre les violences sexuelles.

Le sexisme, le harcèlement et les violences contre les femmes, même s'ils sont difficilement quantifiables, restent très importants dans le système éducatif et notamment dans l'enseignement supérieur et en particulier dans les grandes écoles. Peu à peu la parole se libère et des groupes d'étudiantes tentent de visibiliser ces comportements, notamment à travers les réseaux sociaux.

C.4. Violences, harcèlement et féminicides

Les discriminations et les violences sous leurs différentes formes (comportements sexistes, intimidation, harcèlement, agression, viol, meurtre) sont encore très nombreuses et largement commises par des hommes sur des femmes.

Dans l'espace public et les transports, le harcèlement et les violences sont courants : selon une étude de l'IFOP⁵¹ de 2018, 81% des françaises ont déjà été confrontées à au moins une forme d'atteinte ou d'agression sexuelle dans la rue ou les transports en communs (26% dans les 12 derniers mois). La même étude montre également que 41% des françaises ont déjà fait l'objet d'un contact sexuel imposé dans un lieu public (frottage, pelotage, pénétration).

⁵⁰ Selon une étude du centre Hubertine Auclert de 2013, "La représentation des femmes dans les manuels scolaires de français" à partir d'une analyse méthodique d'un corpus de 17 manuels

⁵¹ IFOP, *Observatoire du harcèlement sexuel, Volet 2 : Les Françaises et le harcèlement dans les lieux publics*, 2018

Dans les transports en commun, c'est 100% des utilisatrices qui témoignent avoir déjà été victime au moins une fois de harcèlement sexiste ou d'une agression (dans la moitié des cas les victimes sont mineures)⁵².

L'enquête "Cadre de vie et sécurité" de 2019⁵³ a interrogé des femmes de 14 ans et plus sur les injures d'inconnu.e.s dont elles ont été victimes dans l'espace public et il apparaît que : plus des 3/4 des aut.eur.rice.s d'injures contre les femmes dans l'espace public sont des hommes. Dans 62,5% des situations, les termes utilisés font référence à des stéréotypes sexistes et visent soit à réduire les femmes à l'état d'objet, soit à insinuer leur infériorité, soit à sanctionner un comportement jugé inapproprié à leur sexe.

Ces chiffres ne sont pas sans conséquence sur le vécu et l'utilisation de l'espace public puisque 25% des femmes de 18 à 29 ans déclarent avoir peur dans la rue, et 40% de femmes renoncent à fréquenter certains lieux publics suite à des expériences sexistes et/ou violentes⁵⁴.

Dans la sphère privée le danger est encore plus présent : en 2018 en France, 213 000 femmes ont été victimes de violences physiques et / ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex-conjoint⁵⁵ et en 2019 ce sont 146 cas de féminicides qui sont comptabilisées (avec une hausse de 18% par rapport à 2018), soit une femme assassinée par son conjoint ou ex-conjoint tous les deux jours et demi en France.

Sans surprise, les femmes sont surreprésentées parmi les victimes de violences sexuelles. En dehors du ménage, 76% des victimes sont des femmes, indique le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE)⁵⁶. Parmi ces victimes, 59 000 déclarent avoir été victimes de viol ou de tentative de viol. Les femmes représentent également 67% des victimes de violences sexuelles au foyer. En outre, le HCE note l'importance de l'écart non-mesurable entre les violences subies et les violences officiellement déclarées. Alors que la dernière enquête statistique sur le sujet recense 3% des femmes victimes de viol, plus d'une femme sur 10 affirme avoir été violée dans un sondage IFOP du 23 février 2018⁵⁷. Selon le HCE, les femmes s'expriment davantage sur les abus sexuels dont elles ont été victimes depuis le mouvement #MeToo. Cependant, beaucoup d'entre-elles ne réalisent pas que les violence sexuelles qu'elles ont subi possèdent également une qualification en droit.

⁵² BOUSQUET Danielle, SABATIER Romain. *Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés*, Étude du secrétariat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discrimination remise le 19 juin 2014

⁵³ SSMSI, Rapport de l'enquête "Cadre de vie et sécurité 2019", Ministère de l'intérieur, 2019

⁵⁴ IFOP, op. cit.

⁵⁵ Observatoire des violences faites aux femmes, *Les violences au sein du couple et les violences sexuelles en France en 2018*, publié en 2019

⁵⁶ Etude du HCE, op. cit.

⁵⁷ IFOP, *Enquête sur les violences sexuelles*, Fondation Jean Jaures, 2018

C.5. Médias et culture

En France, les femmes sont moins représentées dans les médias. Il y a moins de femmes dans les organes médiatiques de haut niveau : en 2013, les femmes représentaient 46% des journalistes, contre 37,5% en 1996. L'augmentation de la part des femmes dans la profession est donc réelle, cependant, les inégalités persistent dans les échelons les plus élevés.⁵⁸

Les femmes sont également sous-représentées dans les programmes de télévision, de radio et les principaux programmes hebdomadaires. Elles ne représentent que 18% des expert.e.s et leur temps de parole à la radio s'élève en moyenne à 1 minute 35 (contre 25 minutes en moyenne pour un expert masculin)⁵⁹. Selon le HCE, elles ne représentent que 42% des personnes vues sur le petit écran en 2019, et seulement 29% aux heures de grande écoute⁶⁰.

Les animateur.rice.s d'émissions télévisées sont majoritairement masculins, quel que soit le sujet, et il y a souvent moins d'invitées ou d'expertes femmes.

En 2008, la Commission de réflexion sur l'image de la femme dans les médias a noté que, lorsqu'elles sont présentes, les femmes "*sont présentées comme plus anonymes, moins expertes, plus victimes que les hommes*"⁶¹. Les femmes sont ainsi représentées trois fois plus souvent que les hommes dans le cadre de leurs relations familiales.

Autre cible du rapport du HCE⁶², la télé-réalité, semble être un "*grand pourvoyeur de sexisme*". Le HCE reprochait le pêle-mêle des "*traits de caractère et d'assignation à des tâches et rôles stéréotypés, une sexualisation hyper présente guidée par la recherche du "regard masculin" et non par l'affirmation du pouvoir du corps de la femme, et les processus de dénigrement.*" Les femmes sont souvent présentées comme "*stupides, faibles et rivales entre elles*". Ce constat peut également s'appliquer à l'ensemble des productions culturelles qui reproduisent les stéréotypes et véhiculent des discours sexistes : film, séries, dessins animés, publicités, etc.

De nombreux médias féministes se développent, notamment avec internet qui permet de créer des médias alternatifs : podcasts, programmes radio, magazines, site internet, blog, newsletter, chaînes youtube, réseaux sociaux, etc. Ces nouveaux médias ont contribué à la visibilité des femmes et du féminisme en promouvant les réalisations des femmes, des discours et initiatives féministes.

⁵⁸ Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. *Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Chiffres Clés - Édition 2019* :

⁵⁹ B.GRESY, M.REISER - *Les expertes : bilan d'une année d'autorégulation*, Commission de réflexion sur l'image des femmes dans les médias - Secrétariat d'Etat à la solidarité, 2011

⁶⁰ Etude du HCE de 2020, *op. cit.*

⁶¹ B.GRESY, M.REISER, *Rapport sur l'image des femmes dans les médias*, Commission de réflexion sur l'image des femmes dans les médias - Secrétariat d'Etat à la solidarité - 2008.

⁶² Etude du HCE, *op. cit.*

Toutefois, internet n'est souvent pas le lieu de la promotion de la libération des femmes et du féminisme puisque, notons le, son utilisation première (25% des recherches internet sont dédiées à la pornographie et 12% de tous les sites internet sont des sites pornographiques⁶³) consiste en la consommation d'actes violents envers les femmes, montrées dans des positions de soumission et d'humiliation filmées à travers la pornographie (avec 33,5 milliard de visites sur le site Pornhub en 2018, ou 92 millions de visites par jour et environ un milliard d'heures de vidéos⁶⁴).

Chapitre 2. Les inégalités de sexes dans la construction de la ville et son utilisation

Après avoir dressé un rapide portrait du patriarcat et de l'oppression systémique contre les femmes, nous nous intéresserons dans cette partie à la ville et l'espace public, à sa construction et ses usages afin de comprendre comment elle est elle-même le reflet et le vecteur d'inégalités sociales. Nous finirons par le concept de "droit à la ville" et verrons en quoi il est nécessaire de reconquérir ces espaces, notamment pour les femmes.

A. La ville fonctionnaliste et technocrate

A.1. La ville centrale et fonctionnaliste

Tout d'abord il est important de replacer la ville et sa signification moderne dans le contexte d'une société capitaliste et technocrate, comme le décrit Henri Lefebvre (sociologue, géographe et philosophe) dans son livre *Le droit à la Ville*⁶⁵.

Lorsqu'il publie son ouvrage en 1968, la ville est en pleine évolution. Après la période de reconstruction post seconde guerre, la planification urbaine dirigée par l'Etat se développe en France, notamment avec la création en 1963 de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale). Une stratégie de grands projets urbains se met en place et les zonages apparaissent découpant le territoire en espaces fonctionnels, c'est ainsi que *"l'industrialisation entraîne un éclatement de la ville traditionnelle, lui impose une logique de rentabilité et de productivité qui détruit toute forme de créativité, de spontanéité, jusque dans la vie quotidienne, désormais aliénée et marquée par une désagrégation de la vie mentale et sociale."*⁶⁶

⁶³ The internet porn 'epidemic': By the numbers, The Week, 2010
<https://theweek.com/articles/493433/internet-porn-epidemic-by-numbers>

⁶⁴ Source Pornhub : <https://www.pornhub.com/insights/2018-year-in-review>

⁶⁵ LEFEBVRE Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Anthropos, 1968

⁶⁶ COSTES Laurent, *Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ?*, *Espaces et sociétés*, n°140-141, Toulouse, ERES, 2020, pp.177-191.

Des villes nouvelles se créent, des grands ensembles sont érigés et concentrés dans les centres et des zones d'habitats pavillonnaires s'étendent et s'éparpillent dans les périphéries. Avec l'urbanisme vient un rythme effréné de constructions, de bétonisation et d'artificialisation. La centralité des villes se renforce au détriment de la campagne peu à peu délaissée.

Dans une recherche de rationalisation, d'efficacité et de rentabilité, la planification de la ville devient standardisée et divisée : on crée et distingue des zones de travail, d'habitat, de loisirs, de commerces. La ville fonctionnelle, largement théorisée⁶⁷, domine au détriment des rapports sociaux, des usages et de l'appropriation par ses habitant.e.s.

A.2. Ségrégations spatiales

Avec le zonage de la ville industrielle viennent alors des formes de ségrégations spatiales, qu'elles soient programmées ou spontanées. La vie urbaine est éclatée, la population est divisée et éparpillée selon le groupe social, l'ethnie ou encore l'âge : quartiers intellectuels, campus universitaires, quartiers résidentiels pour les plus riches, quartiers populaires et bidonvilles pour les plus pauvres et immigré.e.s. Les populations les plus précaires sont rejetées des centres-villes à distance des services et équipements, et "la masse" est répartie dans les banlieues ou périphéries.

Les classes populaires, ainsi évacuées du centre de la métropole, se retrouvent exclues trois fois comme le décrit Henri Lefebvre : par la distance-temps (éloignement domicile-travail), par la distance-coût (l'enjeu de la gratuité des transports se pose, la hausse des tarifs de stationnement – sans parler de péage urbain – étant un facteur de ségrégation puissant), et par le coût de "consommation" de la ville (activités de loisir, culture, divertissement, restaurants). La ville capitaliste, comme la définissait Henri Lefebvre, est à la fois lieu de consommation et consommation du lieu. Elle promeut la valeur d'échange – consommation des espaces et produits de la ville – contre la valeur d'usage – la fête, le droit à l'œuvre, le "théâtre spontané" – au point de la contester partout, voire de la résorber dans l'échange.

Cette ségrégation reste encore d'actualité malgré les injonctions de mixité sociale présentes dans les programmes de renouvellement urbain et dans la politique de la ville. En effet, ces dernières années, les opérations de rénovations urbaines et plus récemment de démolitions-reconstructions entraînent de nombreux délogements, souvent hors du quartier. La mixité sociale n'est alors prônée que pour les populations précaires, la non-mixité des classes privilégiées notamment dans les zones résidentielles n'est jamais contestée. *"L'objectif de mixité sociale apparaît comme une justification de la lutte contre la concentration des populations les plus dominées. Travailleurs pauvres, chômeurs, jeunes sans qualification, groupes ethniques victimes de discrimination, femmes seules avec enfants... sont désignés comme illégitimes à se regrouper dans l'espace urbain (Simon, 1995). Ils ont donc à être mélangés, au contact d'autres*

⁶⁷ Notamment par la Charte d'Athènes en 1933 sous l'égide de l'architecte Le Corbusier. Le thème principal de la charte était la ville fonctionnelle et le concept sous-jacent de zones à créer pour les quatre « fonctions » : la vie, le travail, les loisirs et les infrastructures de transport.

populations qui contribueront éventuellement à leur promotion sociale. Il s'agit surtout d'éviter leur regroupement, qui rend visible d'une part l'existence de classes dangereuses, d'autre part, l'échec d'un développement égalitaire de la société."⁶⁸.

A.3. Privatisation de la ville

Une autre forme de dépossession de la ville par ses habitant.e.s est celle du phénomène grandissant de privatisation. La ville est aujourd'hui une marchandise, tous ses espaces fonciers et immobiliers peuvent se monétariser, se négocier, se vendre et s'acheter selon une logique de marché. *“Le patrimoine privé municipal n'y échappe pas, jouant le jeu de la course à la valorisation foncière – pourvoyeuse à court terme de recettes municipales asphyxiées par l'austérité – dictée par la densification et l'orientation de la programmation urbaine vers les produits les plus « rentables ».”*⁶⁹.

Dans notre société capitaliste néo-libérale, la financiarisation de la ville découle d'un double processus *“d'une part la montée en puissance des acteurs financiers (banques, investisseurs institutionnels, fonds d'investissement... dont l'objet est de placer de l'argent pour le faire fructifier) dans le domaine de la ville, d'autre part la généralisation de leurs logiques et techniques (recours à l'hypothèque, endettement, titrisation, produits dérivés) à l'ensemble de la fabrique urbaine.”*⁷⁰

A moindre coût, les entreprises privées peuvent ainsi augmenter leur capital et défiscaliser au détriment des collectivités locales et à travers elles des habitant.e.s. En France, la fabrique de la ville est ainsi dominée par une poignée d'entreprises principalement de l'immobilier et de la construction, dont entre autres Véolia, Nexity, Vinci, Bouygues, Eiffage, etc.

Se multiplient alors les résidences clôturées “sécurisées” des promoteurs, les autoroutes, péages et aires de stationnement, les bureaux vides issus d'opérations de défiscalisation, des zones commerciales à n'en plus finir. Les grands projets inutiles⁷¹, dévastateurs et imposés mettent en danger nos territoires : aéroports, autoroutes, barrages, mines, fermes-usines, parcs de loisirs, etc.

Outre l'immense impact écologique de ces projets, c'est l'appropriation de la ville et de l'espace public qui est en danger. Elle devient un espace de circulation, de flux de citoyens, travailleur.euse.s, touristes et de consommation. Les regroupements y sont difficiles et quand des rassemblements démocratiques font irruption et revendiquent leur droit d'expression et de contestation (Nuit debout, Gilets jaunes, mouvements activistes et militants) ils sont très vite contrôlés, empêchés voire criminalisés.

⁶⁸ CARREL Marion, ROSENBERG Suzanne, “Injonction de mixité sociale et écueils de l'action collective des délogés. Comparaison entre les années 1970 et 2000”. *Géographie, économie, société*, 2011, vol. 13, no 2, p. 119-134.

⁶⁹ *Conquérir le droit à la ville pour penser la propriété autrement*, Le vent se lève, 2020, disponible en ligne : <https://lvsl.fr/conquerir-le-droit-a-la-ville-pour-penser-la-proprieté-autrement/>

⁷⁰ BARAUD-SERFATY Isabelle, La nouvelle privatisation des villes, *Esprit*, Paris, mars-avril 2011. pp. 149-167.

⁷¹ <https://reporterre.net/La-carte-des-luttés-contre-les-grands-projets-inutiles>

La puissance publique use alors de ces divers outils de répression : vidéosurveillance, interdiction de manifestations, amendes, violences policières et judiciaires.

Mais c'est également la gestion de la ville et de ses services qui est privatisée et marchandisée à travers les "Contrats de Partenariats Publics-Privés" ou encore les "Délégations de service public" : la gestion des déchets ménagers, l'exploitation des réseaux de transports publics, la distribution de l'eau, etc. Non seulement la ville devient inappropriable par ces habitant.e.s mais en plus les services d'intérêt général se dégradent et/ou leur prix augmente.

L'exemple de la construction et de la gestion de la ville contemporaine montre à quel point la ville n'est pas neutre socialement ou politiquement. Et si comme le dit Henri Lefebvre la ville est un espace de "*projection des rapports sociaux*" il est nécessaire de l'analyser aussi d'un point de vue féministe

B. Déconstruire la ville androcentrée

Nous l'avons vu les études et les critiques sur la ville moderne et contemporaines se multiplient, cependant elle est peu analysée d'un point de vue féministe. Autant l'impact du capitalisme sur la ville est reconnu, autant les conséquences du système patriarcal sur les usages et expériences de la ville des femmes peinent à émerger dans le débat public. Pourtant la ville a un effet direct sur le quotidien des femmes, aussi l'analyse féministe peut et doit la prendre pour objet d'étude.

B.1. L'importance d'une critique féministe de la fabrication de la ville

En France, les rapports sociaux sont souvent analysés, selon une perspective marxiste, du point de vue des inégalités économiques, généralement considérées prévalentes sur toutes les autres sources d'inégalités. Ainsi, les approches féministes qui cherchent à montrer que les inégalités sont intrinsèquement liées aux rapports sociaux, y compris de sexe, ont peiné à être diffusées.

Dans les années 1970 et 1980, la géographie féministe apparaît en France. Son avènement suscite une forte opposition des géographes hommes qui, troublés par des choix méthodologiques remettant en question les savoirs acquis, considèrent alors avec condescendance les thématiques abordées, jugées anecdotiques.

Raymonde Séchet explique que nous sommes passé.e.s d'une *Geography of women* à une *Women's geographies*⁷². Avec la *Geography of women*, ce n'est pas tant la grille de lecture qui est nouvelle mais plutôt l'objet d'étude en lui-même : on s'intéresse aux femmes, leur localisation et leurs pratiques mais sans pour autant questionner les rapports de pouvoirs qui les produisent. Or il importe de penser les espaces de vie, pas seulement comme des espaces-ressources mais bien comme des enjeux de rapports sociaux, c'est ce que fait la *Women's geographies*.

⁷² SÉCHET Raymonde, Géographe féministe à l'ombre de la classe. *Géographies féministes : théories, pratiques, engagements*, UMR EnEC, Paris, 2017

Les espaces domestiques et du quotidien sont le lieu de reproduction de l'hétéronormativité et du contrôle des corps. Les espaces publics sont à penser comme des "espaces partagés, de rencontres, de frottements, d'évitements, de mise à l'égard, d'attention à soi, de recherche de discrétion ou d'exposition de soi."⁷³. La place que nous prenons dans la ville est aussi le reflet du sentiment que nous avons d'avoir notre place ou non dans la société.

La géographie féministe a non seulement permis d'introduire de nouveaux objets d'étude, mais a également permis de transformer la discipline en ne considérant plus uniquement des espaces, mais aussi la façon dont ces espaces influent sur, créent ou détruisent des relations et des processus sociaux. Ce faisant, cette perspective féministe permet de montrer, à travers une géographie sociale, comment les lieux et les espaces font partie intégrante des outils de production d'inégalités et d'injustice et de reproduction de la domination et de la soumission⁷⁴. En décalant le référentiel de celui de parcours, histoires, ressentis et vécus des hommes, à celui des femmes, la géographie féministe se base sur les rapports de sexes comme grille de lecture afin d'analyser comment nos sociétés et nos villes, qui en sont le reflet, sont structurées autour de rapports sociaux inégalitaires.

La recherche féministe, vise donc avant tout à débusquer les mécanismes du pouvoir et les rapports de dominations, et a donc forcément une dimension politique, qui en architecture et en urbanisme s'ancre dans le matériel. En effet, dans ces domaines, il ne s'agit pas uniquement de représentations symboliques mais bien de constructions concrètes qui induisent des usages. C'est donc dans cette perspective que nous nous plaçons pour analyser la construction de la ville.

B.2. La construction de la ville par les hommes

Analyser les rapports de domination hommes-femmes qui marquent nos villes demande de comprendre qui décide l'aménagement des villes et comment sont pensés ces espaces que nous pratiquons. Or, malgré le silence à ce sujet des nombreuses critiques anti-capitalistes de la ville, la fabrication de la ville et toutes les disciplines qui lui sont associées ont été canoniquement dominées par les hommes.⁷⁵

Yves Raibaud montre que le mode de gestion de la ville - où l'imparité politique perdure et ce malgré l'existence de mesures paritaires - perpétue les inégalités. Comme nous l'avons vu, la présence des femmes aux postes clés est faible, qu'il s'agisse des élu.e.s ou des personnes qui pensent et construisent la ville de demain (architectes, urbanistes, géographes, directeur.rice.s des services d'équipement et concepteur.rice.s des programmes urbains).

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ HANCOCK Claire, Genre et géographie : les apports des géographies de langue anglaise. *Espace, populations, sociétés*, 2002-3. Questions de genre. pp. 257-264.

⁷⁵ MARIUS Kamala & RAIBAUD Yves, « Genre et géographie : du questionnement à l'évidence » in KAMALA Marius & RAIBAUD Yves, (dir.), *Genre et construction de la géographie*, Pessac, MSHA, 2013, pp. 15-23.

De fait, la grande majorité des décid.eur.euse.s et concept.eur.rice.s de la ville telle que nous la connaissons aujourd'hui en France, sont des hommes, ce qui peut poser question car les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes expériences, parcours, et relations aux inégalités. Par ailleurs, certains des hommes en position de pouvoir *“ont parfois des pratiques quotidiennes en contradiction avec l'adhésion théorique qu'ils profèrent au principe d'égalité des sexes”*⁷⁶. Ainsi, du fait de cette dimension située, la production de la ville perpétue une invisibilisation des femmes et des positions marginales et dominées qui leur sont assignées.

Pour comprendre les inégalités de genre dans la pratique de la ville, il faut également comprendre le paradigme dans lequel évoluent les décideur.euse.s politiques et concepteur.rice.s de l'espace urbain. Dans une société où les espaces sont pensés comme neutres et mixtes, la dimension sexuée est évacuée. Cet oubli engendre des espaces pensés de façon androcentrée et par *“la production urbaine d'une norme masculine”*⁷⁷.

S'il est nécessaire de sortir de ce paradigme de pensée, on peut se demander avec Yves Raibaud *“comment prouver que le principe de « l'intérêt général », au cœur du processus démocratique, se confond avec l'intérêt des hommes ? Qu'il s'oppose de facto à l'intérêt des femmes ?”*⁷⁸

Face à une construction historique de nos villes dans les carcans du patriarcat, certains aut.eur.rice.s proposent de *“sortir du cadre qui contraint le regard à deux dimensions pour le faire évoluer”*⁷⁹. Car si l'observation du changement urbain s'opère selon des schémas masculins préexistants, nous ne faisons que reproduire les dominations préexistantes elles aussi.

Il s'agit ainsi de jouer avec toutes les composantes sociales, humaines et sociologiques de la ville et de les manipuler avec les habitant.e.s, les élu.e.s pour rendre l'aspect inégalitaire de la ville visible et possible à partir de ces trois dimensions de la ville.

Car le problème est également là : les professionnel.le.s de l'aménagement planifient pour certain.e.s au lieu de planifier avec e.lles.ux. Les femmes se retrouvent alors souvent au rang de spectatrices au lieu d'avoir la possibilité de prendre part au processus de décision. Par exemple, lors des projets d'aménagement, la phase de concertation ne permet pas de faire remonter l'avis des habitant.e.s et plus particulièrement des femmes. Dans ces réunions, bien souvent, les projets sont présentés à titre informatif devant un public clairsemé et majoritairement masculin. Lorsque la participation habitante à l'aménagement urbain est mise en œuvre, les femmes sont à nouveau écartées des processus de prise de décision.

⁷⁶ MOSCONI Nicole, PAOLETTI Marion, RAIBAUD Yves, « Le genre, la ville », *Travail, genre et sociétés*, 2015/1 (n° 33), p. 23-28.

⁷⁷ LOUARGANT Sophie, *Penser la métropole avec le genre. Travail, genre et sociétés*, 33(1), pp. 49-66. 2015

⁷⁸ RAIBAUD, Yves, *La participation des citoyens au projet urbain: une affaire d'hommes !, Participations*, Paris, De Boeck Supérieur, 2015, pp. 57-81.

⁷⁹ LAPALUD, Pascale & BLACHE, Chris, *Le genre la nuit. Espace sensible, L'Observatoire*, Grenoble, Observatoire des politiques culturelles, 2019, no 1, pp. 25-28.

C'est ce qu'explique Yves Raibaud qui étudie un processus participatif dans la ville de Bordeaux : le Grenelle des mobilités de la métropole Bordelaise. Il note, d'une part, une surreprésentation des hommes dans les processus de concertation (tant au sein des représentant.e.s politiques que des habitant.e.s) ainsi qu'une hiérarchisation hommes/femmes dans le processus participatif même qui s'opère via une disqualification de la parole des femmes, jugées moins légitimes, moins sérieuses et davantage dans le domaine de l'anecdotique.⁸⁰

B.3. La construction de la ville pour les hommes

Une ville pensée par les hommes dans une société patriarcale implique une construction pour les hommes. Ceci peut être illustré à travers différents exemples.

Un argument souvent avancé pour illustrer la prédominance masculine dans la ville est celui des équipements publics et notamment sportifs. Selon Edith Maruéjols-Benoît, géographe spécialisée sur la question du genre, la présence masculine en ville est institutionnalisée par la présence d'équipements symboliquement réservés aux hommes et de fait, la fréquentation de ces installations est de deux tiers masculine et d'un tiers féminine. Or, explique-t-elle, l'égalité dépend de quatre critères : l'égalité en droits, l'égalité redistributive, l'égal accès, et l'égal valeur (pas de hiérarchisation). D'après Maruéjols-Benoît⁸¹, le fait que les équipements à symbolique masculine soient si présents instaure une hiérarchisation entre les hommes et les femmes, implique un accès inégal aux sports et activités de loisirs (puisque les femmes et filles ont moins de lieux dédiés à ces activités) et implique une inégale redistribution de l'argent public qui va plus largement être destiné aux hommes. En effet, selon les chiffres du gouvernement, 75 % des budgets publics destinés aux loisirs des jeunes profitent directement à des garçons⁸².

Yves Raibaud rejoint ce constat en expliquant que les offres de loisirs à destination des jeunes se veulent neutres mais sont dans les faits bien destinées aux garçons. Ainsi skate-parks, city stades, évènements dits de "cultures urbaines" attirent moins de filles (Raibaud, 2015). Autre dimension qui accentue les inégalités de genre : les disciplines qu'on y pratique (skate, hip hop, foot, graff, musiques électroniques, etc.) ont une valeur sociale importante, sont reconnus et "dans l'air du temps", alors que les disciplines à connotation féminines disparaissent peu à peu. Les filles pratiquant ces activités considérées pour les garçons sont alors particulièrement valorisées bien que tout de même critiquées (et souvent appelées garçons manqués) tandis que les garçons pratiquant des activités dites féminines sont sous-valorisés voire montrés du doigt dans des lieux devenant souvent des "lieux de l'homophobie ordinaire".⁸³

⁸⁰ RAIBAUD, Yves, Durable mais inégalitaire : la ville, *Travail, genre et sociétés*, Paris, La découverte, 2015, no 1, pp. 29-47.

⁸¹ MARUÉJOULS-BENOIT Édith, *Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes : pertinence d'un paradigme féministe*. Géographie. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2014.

⁸² Source : Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances, *Femmes et espace public : 10 chiffres clés à connaître*
<https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/dossiers/sexisme-pas-notre-genre/les-chiffres-cles/>

⁸³ ALESSANDRIN Arnaud & RAIBAUD Yves, Les lieux de l'homophobie ordinaire, *Cahiers de l'action*, Paris, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire 2013, no 3, pp. 21-26.

Pour de nombreux sociologues, cette inégalité et cette survalorisation du masculin dans l'espace public renvoie directement à l'inégalité des espaces fréquentés pendant les périodes d'apprentissage de la vie. L'inégalité observée à l'échelle de l'espace urbain trouve son pendant dans la fameuse dichotomie de la cour de récréation classique, aménagée autour d'un terrain central investi par les garçons tandis que les filles se répartissent dans ses marges. Selon Edith Maruéjols-Benoit, cette tendance inégalitaire instaurée depuis l'enfance est d'autant plus renforcée par la non-mixité de nombreux sports et loisirs.

Face à ces constats, il importe de rester vigilant.e.s quant aux risques d'essentialisation des femmes et des hommes. La présence accrue de city-stade dans nos villes n'est pas problématique parce que le foot serait un sport réservé aux garçons, mais plutôt parce que d'une part les filles sont peu encouragées à les utiliser et de l'autre parce qu'elle empêche aussi aux garçons de découvrir et de s'épanouir dans d'autres activités, renforçant encore une fois les injonctions stéréotypées. On nie ainsi toute possibilité de mixité.

Il est donc important de ne pas penser une ville faite pour les femmes au risque de tomber dans l'essentialisation, mais de déconstruire une ville androcentrée présentée comme neutre et de prendre en compte la diversité des habitant.e.s, des pratiques et des usages.

En effet, de nombreuses mesures d'aménagement "dédiées aux femmes" peuvent renforcer leur ségrégation (exemple de wagons réservés aux femmes dans les trains britanniques ou japonais) et les stéréotypes (exemple : peindre en rose des places de parking pour les femmes).

Les femmes peuvent très vite être renvoyées à leur rôle de mère à travers des aménagements qui se veulent inclusifs (exemple des tables à langer qui sont principalement installées dans les toilettes réservées aux femmes). Les mesures en faveur des femmes dans l'aménagement peuvent renforcer les rôles et les discriminations au lieu de les combattre.

Aussi la sous-valorisation des femmes et leur illégitimité dans la ville et dans l'espace public est également ancrée et régulièrement renforcée dans les symboles qui jalonnent la ville.

Les femmes ont le choix entre des représentations qui les invisibilisent ou qui les objectifient. Ainsi, les noms des rues, débat de plus en plus médiatisé, trop peu souvent à l'effigie des femmes, ne manquent en revanche pas de célébrer tous les "grands hommes" de notre histoire (seulement 2% des rues françaises portent le nom d'une femme⁸⁴). Le peu de statues de femmes existantes, souvent dénudées, dans des postures stéréotypées et des rôles inférieurs renvoient un message clair. Ce message est renforcé par les publicités qui ont envahi la ville et placardent des images de femmes qui perpétuent des stéréotypes sexistes et continuent de les objectifier.

La combinaison de tous ces messages n'est pas sans conséquences puisqu'ils jouent un rôle fort dans la représentation de la place que les femmes doivent avoir dans la société mais aussi dans la ville.

⁸⁴ Source : Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances, *Femmes et espace public : 10 chiffres clés à connaître*

Cette dernière a été fabriquée de manière à transmettre un message clair aux femmes : elles n'y sont pas les bienvenues. Cette réalité se matérialise alors concrètement par des usages, "*des pratiques routinières et des interactions sociales sexuellement différenciées*"⁸⁵ que ce soit dans l'accès aux espaces ou dans les mobilités quotidiennes. Ce phénomène ne peut qu'être renforcé quand on fait le parallèle avec les chiffres sur le harcèlement et les agressions sexistes dans la rue qui s'inscrivent dans le continuum des violences faites aux femmes.

B.4. L'insécurité et la peur

La dimension sécuritaire est centrale dans la pratique de la ville par les femmes. D'après la géographe américaine Linda McDowell⁸⁶, le discours sur l'insécurité des femmes s'est d'ailleurs développé concomitamment avec le processus d'urbanisation qui a suivi la révolution industrielle en Europe. Dans les faits, il est clair que l'insécurité dans l'espace public est un phénomène qui concerne en grande partie les femmes. Ainsi l'enquête nationale sur les violences faites envers les femmes (ENVEF), conduite en 2000 par l'INSEE sur un échantillon de près de 7000 femmes, indique que près d'une femme sur cinq a subi au moins un type de violences à l'extérieur de son domicile.

La nuit, particulièrement, est associée avec une vulnérabilité des femmes, vulnérabilité qui n'est pas discutée et considérée comme naturelle. Or plusieurs ouvrages sociologiques montrent que le taux de victimation des femmes est de fait plus faible que le sentiment d'insécurité dans l'espace public qui y est lié.

Pour Marion Iris Young, les comportements de chacun.e traduisent le fait que les hommes "*ont une plus grande liberté d'action dans l'espace en tant que sujets plutôt qu'en tant qu'objets de regards*"⁸⁷. De fait, cette peur faisant partie de la socialisation des femmes dès la plus petite enfance est constamment réactivée par des comportements masculins agressifs et violents (sifflements, injures à caractère sexuel, attouchements etc.) qui ont pour origine commune, l'exercice du pouvoir d'un sexe sur l'autre.

Selon le sociologue américain Erving Goffman⁸⁸, ces agressions, ces interpellations fonctionnent alors comme des signaux d'alarme qui ravivent la vigilance des femmes face à un environnement considéré comme hostile, particulièrement à certains moments de la journée ou dans certains quartiers. Le sentiment d'insécurité des femmes les conduit alors à une auto-restriction et à des stratégies d'évitement, ce qui contribue à donner aux hommes une plus grande permissivité dans l'usage de l'espace public.

⁸⁵ BLIDON Marianne, Genre et ville, une réflexion à poursuivre. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, Persée-Portail des revues scientifiques en SHS, revue en ligne, 2017. pp. 6-15.

⁸⁶ MCDOWELL Linda, *Space, place and gender relations: Part I. Feminist empiricism and the geography of social relations*, University of Cambridge, 1993

⁸⁷ YOUNG Iris Marion, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton: Princeton University Press, 1990.

⁸⁸ GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Editions de minuit, 1973.

Le retrait des femmes de l'espace public, et pour certaines son abandon, n'est pas sans conséquence : cela renforce leur isolement, appauvrit leurs relations sociales et empêche la pleine possession de leurs corps.

C. La ville, un territoire à reconquérir

Quand les femmes n'ont pas d'espaces, que ce soit pour s'exprimer, débattre, se déplacer, se réfugier, vivre, travailler, et quand nous savons que les hommes possèdent 80% du foncier planétaire⁸⁹, la conquête de l'espace public par les femmes apparaît comme un enjeu majeur des luttes féministes.

C.1. Le droit à la ville

Reconquérir la ville, jouir du droit à la ville ne se limite pas seulement à un droit d'accès et d'utilisation d'espaces et de services. Comme l'a théorisé Henri Lefebvre, habiter une ville, c'est pouvoir s'y accomplir individuellement et collectivement, et pouvoir accéder à toutes les infrastructures nécessaires à cette fin. C'est un droit fondamental, qui fait partie intégrante de la démocratie et définit les villes comme biens communs à tou.te.s les habitant.e.s.

Le droit à la ville est un concept qui a largement été mobilisé dans les années 2000, au sein des mouvements sociaux urbains mais également au sein des communautés scientifiques, alliances politiques, organisations internationales et des acteurs publics. Cette grande diversité d'acteurs et de domaines qui utilisent le concept du droit à la ville ont rendu sa définition floue, et celui-ci n'a finalement pas eu de réel impact sur la planification urbaine.

Pourtant, ce concept est essentiel pour analyser les processus d'exclusion en ville. En effet, le droit à la ville touche à d'autres formes de droits comme celui à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter, à l'activité participative et le droit à l'appropriation (qui est différent du droit à la propriété)⁹⁰.

Pour Lefebvre, le droit à la ville ne signifie pas le droit à la ville ancienne, mais à la ville urbaine, centrale, rénovée, vectrice d'échanges, faite de lieux de rencontres dont l'usage plein et entier est permis. Ainsi, tou.te.s les habitant.e.s d'une ville devraient avoir un droit égal à la centralité urbaine pour participer pleinement à la fabrication et à la gestion de la ville. Lefebvre *“défendait surtout la nécessité d'une participation active et transversale des citoyens à l'ensemble des étapes de la production de la ville, y compris lors des décisions.”*⁹¹

⁸⁹ <https://www.bastamag.net/Les-hommes-se-disent-en-crise-mais-ils-possedent-70-des-richesses-mondiales-et>

⁹⁰ LEFEBVRE Henri, *Le droit à la ville*, op. cit.

⁹¹ Source : 50 an après : actualités du droit à la ville d'Henri Lefebvre, Métropolitiques. <https://www.metropolitiques.eu/50-ans-apres-actualites-du-droit-a-la-ville-d-Henri-Lefebvre.html>

De cette façon, l'auteur, dans une perspective émancipatrice de la métropolisation envisage le droit à la ville, non seulement comme l'accès aux services urbains pour tou.te.s, mais comme un espace urbain qui serait *“l'œuvre des citoyens au lieu de s'imposer à eux comme un système : comme un livre déjà terminé.”*⁹² La réappropriation de l'espace urbain par les citoyen.ne.s serait donc le point de départ d'une transformation démocratique de la société.

L'auteur propose ainsi l'idée de passer à une planification sociale qui part des besoins des individu.e.s. Celle-ci nécessite avant tout d'expérimenter, d'étudier le terrain avec ses usager.e.s, afin d'observer les espaces qui fonctionnent d'un point de vue social, de comprendre les rythmes et les usages des différents espaces, ce qui est favorable au bonheur et à l'émancipation, ou ce qui perpétue les dominations.

En mettant tou.te.s les habitant.e.s au cœur de ce processus, pas seulement les élites, il devient alors possible de créer les conditions essentielles à la création d'une ville où peuvent s'exercer la liberté d'agir et l'égalité.

C.2. Le droit des femmes à la ville

Cependant, comme le rappelle Ana Falù, coordinatrice du Groupe de travail sur le Genre de la Plateforme Mondiale pour le Droit à la Ville (PMDV)⁹³ *“il ne peut y avoir aucun débat sur le Droit à la Ville, dans toutes ses dimensions – et avec cela j'entends non seulement la variété de territoires que nous habitons, tels que le corps, la maison, le quartier, la ville, mais aussi les lieux symboliques, intangibles et la mémoire – sans prendre en compte les contributions féministes.”*⁹⁴

Dans leur manifeste pour le droit des femmes à la ville publié en 2019, la PMDV explique que ce droit se réalise à travers certains principes :

- l'affranchissement par tous les moyens de toutes formes de discriminations et la garantie du plein épanouissement personnel et de l'exercice des droits à la citoyenneté de toutes les personnes qui passe par la modification des relations de pouvoirs et de domination ;
- la participation active de tou.te.s dans les processus de prise de décision politique, de planification, conception, production, utilisation et occupation de l'espace urbain ;
- l'égalité de l'emploi, la dignité et l'égalité de rémunération pour tou.te.s en conditions égales, la reconnaissance du travail informel des femmes, la reconnaissance, valorisation et redistribution du travail de prise en charge des personnes dépendantes et de soins communautaires, principalement assumés par les femmes ;
- la garantie de la sécurité, de la protection et d'une lutte active contre toutes formes de violences (physique, psychologique, verbale, matérielle ou symbolique) afin que la peur ne soit pas une limite à la liberté ;

⁹² LEFEBVRE Henri, *le droit à la ville*, Opus cit.p. 22.

⁹³ <https://www.right2city.org/fr/la-plateforme/>

⁹⁴ <https://www.right2city.org/fr/news/why-we-talk-about-womens-right-to-the-city/>

- l'accès équitable et abordable aux ressources vitales (l'accès à un logement adéquat, à l'eau), aux biens, services publics pour tou.te.s et aux opportunités offertes par les villes qui incorporent les besoins de tou.te.s notamment en terme de mobilité.

Parler de Droit des Femmes à la Ville, tel que formulé par le PMDV, revient à parler de justice sociale dans son ensemble. Le choix du manifeste pour exprimer ce droit est un appel à un changement de paradigme vu comme nécessaire. Aussi, puisqu'il existe déjà en France des actions concrètes mises en place pour répondre à ces principes, nous allons les décliner et en faire la critique afin de voir en quelle mesure ces actions répondent aux besoins de justice et d'équité sociale concernant le droit des femmes à la ville.

Chapitre 3. Une diversité de mesure et d'initiatives pour le droit des femmes à la ville

Quand on parle de droit, comme le droit à la ville, on s'intéresse aux politiques publiques qui ont le pouvoir et les moyens (matériels, financiers, juridiques) de faire évoluer la société. Cependant ces changements s'opèrent rarement sans luttes ou initiatives de la société civile. En général la loi ne fait qu'exprimer le rapport de force constitué par l'opposition de deux groupes sociaux. Ainsi, il y a toujours un décalage entre les comportements et les règles. Quand les lois sont en avance sur les moeurs, ce sont des groupes de pression qui ont le plus souvent fait avancer les dispositifs légaux, quand les lois sont en retard, c'est que l'enjeu pour les dominants est trop important pour légitimer d'étendre certaines pratiques aux dominé.e.s.⁹⁵

Le sens de cette latence entre la production de la loi et le groupe qu'elle légitime ou favorise nous invite à ne pas limiter l'étude aux seules actions des politiques publiques. Aussi nous envisagerons, d'une part, ces politiques publiques d'un point de vue critique et féministe afin de relever leurs limites. De l'autre, nous nous intéresserons aux initiatives émergentes et aux luttes en cours dans la société civile avant de terminer par questionner le rôle de l'intervention sociale dans les avancées pour le droit des femmes à la ville.

A. La prise en charge par les politiques publiques

A.1. Institutions et dispositifs en charge

De nombreux auteurs indiquent que la perspective féministe est peu à peu introduite dans les politiques publiques, et ce sous l'impulsion de directives européennes et onusiennes. Ainsi le Traité d'Amsterdam introduit en 1999 le principe de *gender mainstreaming* dans les politiques des états de l'Union Européenne. Appelée en France "*approche intégrée de l'égalité*" ce principe met en place la prise en compte systématique de l'égalité de sexes dans la conception des politiques publiques et devient contraignant pour les états membres de l'UE.

⁹⁵ DEVREUX Anne-Marie, "*Le droit, c'est moi*". *Formes contemporaines de la lutte des hommes contre les femmes dans le domaine du droit*, Nouvelles Questions Féministes, vol. 28, Lausanne, Antipodes, 2009/2. pp.36-51.

Différents instruments européens et nationaux vont également apparaître comme l'Observatoire de l'égalité femmes/hommes ou encore la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale.

Cette charte destinée aux collectivités locales et régionales d'Europe *“les invite à la signer, à prendre publiquement position sur le principe de l'égalité des femmes et des hommes, et à mettre en œuvre, sur leur territoire, les engagements définis dans la Charte”*⁹⁶. Chaque signataire rédige un Plan d'action pour l'égalité qui fixe les priorités, les actions et les ressources nécessaires à sa réalisation.

La loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes oblige les collectivités de plus de 20 000 habitant.e.s à présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget, un rapport annuel qui présente la situation des inégalités au sein de la collectivité et sur son territoire, l'inventaire des actions mises en œuvre et les perspectives de corrections envisagées.

A travers cette loi, les collectivités locales n'ont pas de contraintes particulières mais sont encouragées à mettre en œuvre des politiques d'égalité femmes-hommes, en fonction de leur échelon territorial et de leur la taille. Ainsi on observe des dispositions très variables (élu.e en charge de l'égalité, commissions, services) aux moyens très inégaux, d'un point de vue budgétaire, ou du point de vue des ressources humaines qui y sont dédiées.

Aujourd'hui, les institutions nationales en charge de l'égalité entre les hommes et les femmes sont diverses. Sous la présidence d'Emmanuel Macron, l'égalité des sexes a été déclaré comme *“la grande cause”* de son mandat, l'éducation, le soutien aux victimes et le renforcement de l'arsenal répressif forment les trois piliers du plan quinquennal de lutte contre la violence sexuelle et sexiste, dans lequel tous les ministères sont impliqués.

Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (créé sous la présidence de François Hollande en 2013 remplace l'observatoire de la parité entre les femmes et les hommes créé par Chirac). Il *“a pour mission d'assurer la concertation avec la société civile et d'animer le débat public sur les grandes orientations de la politique des droits des femmes et de l'égalité”*⁹⁷.

Le Haut Conseil peut être saisi de toute question par le.la Premièr.e ministre ou le.la ministre chargé.e des droits des femmes. Il peut se saisir de toute question de nature à contribuer aux missions qui lui sont confiées. Il contribue à l'évaluation des politiques publiques qui concernent l'égalité entre les femmes et les hommes en assurant l'évaluation des études d'impact des lois, en recueillant et diffusant les analyses liées à l'égalité et en formulant des recommandations, des avis au Premier ministre. Depuis la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017, le HCE est en charge d'une nouvelle mission : un rapport annuel sur l'état du sexisme en France. Ainsi cet organe n'est que consultatif et outre son rôle d'observation, il donne simplement des grandes orientations aux politiques publiques.

⁹⁶ LE BRIS Catherine, WEILL Pierre-Edouard. « La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale : genèse transnationale et usages territorialisés d'un instrument de *soft law* », *Annales de géographie*, vol. 733-734, no. 3, 2020, pp. 18-45.

⁹⁷ <https://haut-conseil-egalite.gouv.fr/a-propos-du-hce/presentation-et-missions/>

Malgré ces changements politiques en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, différent.e.s auteur.rice.s réfutent l'idée d'une réelle avancée en faits. Depuis les années 1970 et l'effervescence des luttes féministes jusqu'à aujourd'hui encore, l'Etat Français s'est doté d'institutions et de dispositifs multiples et complexes, plus ou moins efficaces, pour prendre en compte le droit et l'égalité des femmes dans les politiques publiques.

La prise en charge des Droits des femmes ne cesse d'évoluer : d'abord dans la forme : ministère de plein exercice, charge secondaire d'un autre ministère, ministère délégué, secrétariat, délégations, mais aussi sur le fond avec des intitulés qui varient d'un gouvernement à l'autre : responsable de la "condition féminine", de l'emploi féminin, des droits de la femmes, de la parité ou encore de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Arrêtons-nous sur ces termes. "*La "condition féminine" est un état qui peut être, au mieux, amélioré mais n'est jamais véritablement contesté (...) De l'autre, raisonner en termes de droits revient à se situer dans une logique strictement égalitaire.*"⁹⁸. Or, comme le dit Françoise Picq "*Il ne s'agissait plus de revendiquer une place mais de combattre la société patriarcale*"⁹⁹. Aussi, l'emploi de "la femme" au singulier n'est pas neutre et est dangereuse, elle essentialise les femmes en les réunissant sous une même image, une même norm : "*la Femme n'était qu'une représentation mythique forgée par l'imagination collective des hommes, une norme à laquelle nous étions tenues de nous conformer sous peine de n'en être pas une vraie.*"¹⁰⁰.

Ces changements de prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques interpellent. D'une part, ils montrent que la question du droits des femmes à perduré et a survécu dans les institutions, de l'autre, son déclassement intermittent dans la hiérarchie gouvernementale et la variation des moyens dédiés témoignent que l'importance accordée aux droits des femmes et très variable et fragile et qu'à tout moment des retours en arrière sont possibles.

Cet écueil est central dans le traitement du genre par les politiques publiques d'après plusieurs auteur.rice.s. Bien qu'admettant une "*attention nouvelle portée au genre*" dans les politiques publiques, Jane Jenson souligne l'objectification des femmes, à présent sujettes de nouvelles politiques publiques (c'est particulièrement le cas dans le cadre des politiques sociales) mais "*elles ne sont pas pour autant inscrites, à égalité, dans la citoyenneté sociale et politique*"¹⁰¹.

⁹⁸BAUDINO Claudie, La cause des femmes à l'épreuve de son institutionnalisation, *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol. 13, n° 51, Paris, De boeck Supérieur, 2000. pp. 81-112.

⁹⁹ PICQ Françoise, Simone de Beauvoir et «la querelle du féminisme», *Les Temps Modernes*, Paris, Gallimard, 2008, no 1, p. 169-185.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ JENSON Jane, Politiques publiques et investissement social: quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ?, *Cahiers du Genre*, Paris, L'Harmattan, 2011, no 3, p. 21-43.

C'est particulièrement le cas en matière d'urbanisme, selon Fainstein et Servon¹⁰² qui expliquent que le terme d'«*urbanisme inclusif*» a tendance à déterminer des «*groupes vulnérables*» de penser pour eux au lieu de penser avec eux. Pour Lidewij Tummers, cet écueil nécessite une véritable réflexion sur le genre pour éviter la réification des femmes à un groupe cible, qui reproduirait les normes de genre¹⁰³.

A.2. La prise en compte du genre dans l'aménagement et la ville

Dans l'aménagement du territoire et la conception urbaine Marianne Blidon relève des manquements certains. D'après elle, si l'on pourrait croire à des avancées significatives qui donnent une place semblable aux hommes et aux femmes dans les projets urbains, c'est la mixité sociale qui est finalement privilégiée, au détriment de la mixité des sexes. Pour combler ces insuffisances, elle suggère alors de mettre en place des politiques «*d'action positive*», en faveur des femmes. Par exemple, pour remédier au problème de la présence symbolique des femmes dans l'espace public, une action positive consisterait à augmenter sensiblement les statues et aménagements urbains dédiés aux femmes. Ce type d'action peut être envisagé sur une multitude de domaines différents : l'accès aux loisirs, aux logements, les transports publics, la valorisation sportives ou des artistes femmes dans l'espace public, etc. Or, pour Marianne Blidon ce type d'action pourtant nécessaire est souvent évacué au nom de valeurs universelles et républicaines, «*comme ce fut le cas pour la parité en politique*»¹⁰⁴. Pour aussi nécessaire qu'elles sont, il semble essentiel de souligner le risque inhérent à ce genre d'action : penser pour les femmes et non pas avec elles.

Pour Marylène Lieber également, les politiques prennent peu en compte la dimension du genre notamment sur le thème de l'insécurité dans l'espace public. Ainsi selon elle «*si l'espace public est considéré comme étant dangereux pour les femmes, cette dimension est évacuée du champ de la sécurité, des recherches et des politiques publiques*»¹⁰⁵.

Elle explique que le sentiment de vulnérabilité des femmes dans l'espace public est alors largement instrumentalisé à des fins sécuritaires. C'est en effet ce que semble indiquer le traitement médiatique de la question, puisque le thème des violences sexistes est souvent abordé dans les quartiers défavorisés «*renforçant ainsi les stigmas de classe et d'origines ethniques tout en laissant sous silence les attitudes des hommes blancs de catégories moyennes*»¹⁰⁶.

¹⁰² FAINSTEIN Susan et SERVON Lisa, *Gender and Planning, a Reader*, New Brunswick, New Jersey, London, Rutgers University Press. 2005.

¹⁰³ TUMMERS, Lidewij et WANKIEWICZ, Heidrun. Gender mainstreaming planning cultures: Why 'engendering planning' needs critical feminist theory, *GENDER-Zeitschrift für Geschlecht, Kultur und Gesellschaft*, 2020

¹⁰⁴ BLIDON, Marianne. Genre et ville, une réflexion à poursuivre. In : *Les Annales de la Recherche Urbaine*. Persée-Portail des revues scientifiques en SHS, 2017. p. 6-15.

¹⁰⁵ LIEBER, Marylène. Le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public: une entrave à la citoyenneté ?. *Nouvelles questions féministes*, 2002, vol. 21, no 1, p. 41-56.

¹⁰⁶ *Ibid*

Pire, la responsabilité est souvent évacuée sur les femmes. Ainsi suite à l'enquête ENVEF conduite en 2000, Marylène Lieber relève la seule préconisation émanant de la Direction centrale de la sécurité publique consistant pour les femmes à “*observer la plus grande prudence lorsqu’elles se promènent dans la rue*”¹⁰⁷. Des précautions essentielles sont alors fournies telles que marcher “*toujours d’un pas énergique et assuré [...] si [elles sont] isolées*” et ne pas “*donner l’impression d’avoir peur*”¹⁰⁸. Ainsi le risque est pris par une femme dès lors qu’elle profite d’un espace public et la responsabilité complètement rejetée sur elle.

Cette interprétation en termes de discrimination des interactions urbaines soulève ainsi deux dimensions d’intériorisation de la peur sexuée à savoir les normes d’éducation genrée et le rôle des médias dans l’entretien des représentations de la vulnérabilité féminine.

Pour d’autres auteur.rice.s, si la dimension du genre est totalement évacuée des politiques d’aménagement des villes et du territoire c’est sous couvert d’autres préoccupations contemporaines (écologiques notamment). C’est notamment ce que montre Yves Raibaud dans son article intitulé “*Durable mais inégalitaire : la ville*”¹⁰⁹ dans lequel il analyse les effets en terme de genre d’une politique en faveur d’une forme de mobilité plus écologique : le vélo, considéré comme solution économique et saine pour soulager les habitants des nuisances sonores, de la pollution et du trafic automobile¹¹⁰. Pourtant le propos de Raibaud va être de montrer que cette solution écologique et représentative de la “*ville durable de demain*” est en fait discriminante pour les femmes. Utilisé en majorité par les hommes (60% des utilisateurs dans la métropole Bordelaise), le vélo n’est pas considéré comme un moyen de transport idéal pour de nombreuses femmes et ce pour différentes raisons telles que : les conditions météorologiques, la difficulté de transporter des enfants, le risque de panne ou d’accident. La question de la peur et du sentiment d’insécurité, également, revient lorsqu’on évoque les mobilités urbaines. C’est pourquoi la voiture est souvent privilégiée par les seniors et mères transportant des enfants et pourquoi les jeunes femmes qui privilégient la marche mettent en place des stratégies d’évitement (précautions vestimentaires, détours, isolement dans la musique etc.) pour se déplacer en ville.

A.3. La nécessaire critique de l’Etat

L’action des politiques publiques en matière d’égalité de manière générale mais aussi dans l’aménagement présente, tel que nous venons de le voir, un bilan mitigé.

Il nous semble ainsi nécessaire de prendre du recul sur l’institutionnalisation du mouvement féministe et porter notre regard, avec Christine Delphy¹¹¹, qui dès 1984, mettait en garde contre l’absence d’une réflexion sur l’État, qui est autant patriarcal que capitaliste.

¹⁰⁷ *Ibid*

¹⁰⁸ *Ibid*

¹⁰⁹ RAIBAUD, Yves. Durable mais inégalitaire: la ville. Travail, genre et sociétés, 2015, no 1, p. 29-47.

¹¹⁰ *Ibid*

¹¹¹ DELPHY Christine, “Les femmes et l’Etat” publié dans *Nouvelles Questions Féministes*, 1984

Ainsi, même si aujourd'hui l'égalité entre les femmes et les hommes est quasiment atteinte dans la loi de certains pays comme la France, elle n'est pas pour autant appliquée et l'État poursuit une politique fiscale et sociale qui maintient les inégalités et s'appuie sur des institutions patriarcales qui ont peine à évoluer (par exemple l'école, la police, la justice, etc.).

D'ailleurs, si le mouvement féministe a réussi à faire concéder à l'État certains droits, ils ont souvent été vidés de leur sens : la loi sur l'égalité professionnelle n'a jamais été réellement appliquée, la réforme des retraites efface les faibles avantages accordées aux femmes ayant arrêté de travailler pour s'occuper de leurs enfants, le droit à l'IVG est mis en danger par un manque de moyens (des maternités ferment et compliquent l'accès à un centre où est pratiqué l'IVG, notamment dans les déserts médicaux) ou un refus de certains médecins de le pratiquer (pour cause de clause de conscience).¹¹²

L'État est également l'institution qui contrôle les programmes scolaires perpétuent les stéréotypes de genre et l'invisibilisation des femmes, ou encore qui maintient la différence des sexes avec l'identité civile. En prenant également en considération qu'une majorité d'hommes possède les postes au gouvernement (parlementaire, élus, etc.), on peut considérer que l'État est patriarcal et qu'il est nécessaire de le remettre en question.

Aussi, l'institutionnalisation des mouvements féministes peut être un frein pour ces derniers. Pour avoir des moyens, les associations sont notamment obligées de rechercher des subventions ou de courir après des appels à projet. Elles s'institutionnalisent et se bureaucratisent peu à peu, leur faisant perdre en efficacité, en liberté d'action et en potentiel révolutionnaire.

B. Les initiatives de la société civile

Nous venons ainsi de voir ce qui est mis en place au niveau des pouvoirs publics pour tenter d'aller vers une égalité femmes-hommes dans l'espace public. Toutefois, au-delà d'une inclusion de cette thématique "par le haut" au niveau de la représentation politique, il est nécessaire et pertinent de relever ce qui se fait "par le bas" à savoir au sein des associations et de la société civile, car *"la citoyenneté n'est pas seulement une médiation verticale entre l'État et l'individu, mais aussi une médiation horizontale entre les individus eux-mêmes"*¹¹³. Ainsi, la liste n'est pas exhaustive, et les initiatives présentées peuvent être critiquées, toutefois notre objectif ici est de présenter celles qui répondent à certains manquements en droits ou en faits que nous avons pu citer plus haut.

¹¹² https://www.francetvinfo.fr/sante/grossesse/aujourd'hui-lacces-a-livg-devient-de-plus-en-plus-complique_3488359.html

¹¹³ MARQUES-PEREIRA Bérengère, PFEFFERKORN Roland, « Genre, politiques sociales et citoyenneté : enjeux et recompositions. Introduction », *Cahiers du Genre*, vol. hs 2, no. 3, 2011, pp. 5-19.

B.1. En France

De nombreuses actions associatives, militantes ou encore citoyennes se développent en France pour questionner la place symbolique des femmes dans nos espaces publics en rendant visibles leur existence, en condamnant leur absence ou encore en dénonçant le sexisme qu'elles subissent.

Depuis plusieurs années et dans différentes villes de France, nous avons par exemple vu apparaître des “*journées du matrimoine*” (exemple : association HF Île-de-France) à l'image des “*journées du patrimoine*” déjà bien connues. Ces événements visent à encourager les lieux ouverts au public à mettre en valeur des œuvres de femmes, et à les ouvrir au public dans les lieux d'exposition. Cela permet également de mettre en lumière les femmes dans la ville, avec des parcours centrés sur le matrimoine, comme les rues portant le nom de femme ou les statues leur rendant hommage. Cet évènement rend alors visible leur histoire dans l'espace public et questionne le fait qu'elles soient très souvent invisibilisées.

Dans une autre perspective, des initiatives tentent de visibiliser l'absence des femmes dans la sphère politique comme “*La Barbe*”, école de l'activisme. Ces femmes font ainsi intrusion dans les panels exclusivement masculins, déguisées avec des barbes et autres attributs masculins. A travers ceci, elles cherchent à dénoncer cet “*entre-soi*” exclusivement masculin, aussi appelé “*boys club*” et qui reflète de la nature systémique de l'emprise masculine sur les vies des femmes. Leurs actions ont notamment permis aux femmes qui ont participé de prendre de l'assurance et de s'armer de manière théorique et pratique, et, à moindre mesure, de se faire entendre. Toutefois, peu de choses changent dans le fond.

Enfin, quand les femmes ne sont pas invisibilisées, ou exclues, elles sont *objectifiées*, notamment à travers les publicités. C'est pourquoi nous parlerons aussi de la Brigade Antisexiste, un groupe indépendant de militant.e.s féministes qui lutte contre le sexisme “*ordinaire*” présent dans l'espace public, notamment à travers les panneaux publicitaires. A coups d'autocollants rouges marqués “SEXISTE” collés sur les publicités ou affiches sexistes, il.elle.s veulent sensibiliser le grand public à ces reproductions des stéréotypes en les rendant visibles et ainsi dénoncer les pratiques marketing sexistes des marques dans l'espace urbain. Plus récemment, des groupes locaux de collages féministes se sont créés, comme par exemple à Marseille et Paris où depuis 2019, Marguerite Stern, ancienne Femen, a lancé le mouvement, aujourd'hui présent dans une vingtaine de villes en France, mais aussi en Suisse et en Belgique. Ces collages visent à dénoncer les féminicides et à visibiliser le patriarcat systémique, tout en permettant aux femmes de se réapproprier la rue.

Ainsi, à travers ces exemples, nous voyons que la représentation des femmes dans l'espace public est cruciale et influe sur le sentiment de légitimité des femmes dans ces espaces, cristallise et reproduit les stéréotypes de genre. C'est pourquoi d'autres actions, pour continuer cette prise de conscience, ont pour objectif de susciter le débat et engager une réflexion pour trouver des solutions collectives.

B.2. A Toulouse

A l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, s'est tenu à Toulouse un événement qui visait à promouvoir les initiatives locales, en particulier au sein des quartiers prioritaires de la ville, dans le sens de l'égalité femmes - hommes concernant l'occupation de l'espace public et des lieux de vie du quartier. Certaines actions présentées visaient en particulier à donner la place aux femmes de faire entendre leurs voix. Ainsi, aux terrasses de cafés, à l'occasion de permanences sur les marchés, ou encore grâce à des aménagements urbains éphémères (exemple du Raccomptoir, un outil mobile pour "*aller vers*", créé par l'association toulousaine Parle avec Elles), diverses propositions ont été faites pour proposer aux femmes des espaces de discussions, d'échanges, de débats autour de la place des femmes dans nos sociétés, de la parentalité, etc.

Des actions variées sont également mises en place pour permettre aux femmes de reprendre confiance en elles, de réinvestir l'espace et de se sentir légitimes à le faire. Ces actions recouvrent par exemple la pratique sportive (ex : "*Toutes à nos baskets*" par le Tennis Club de Montauban), notamment en non-mixité, l'accompagnement à la découverte de nouvelles activités (ex : "*Le Bouquet Sportif*" par l'association Parole Expression), la mise en avant des femmes dans le sport (ex : "*Groove Session*" par l'association Break'in School Production), ou encore la pratique du vélo par les femmes dans les quartiers (ex : "*Bagat'elles Bikes*" par l'association Média Pitchounes), etc. Ceci permet d'accroître la présence des femmes dans des sphères et des espaces où on les retrouve peu habituellement, en ouvrant des créneaux réservés ou encore en leur facilitant l'accès à certains équipements.

A Toulouse, des stages d'autodéfense ont également été proposés pour les jeunes filles et les femmes, par l'association Faire Face par exemple. Ceux-ci sont l'occasion de travailler l'estime de soi, la capacité à agir, et permettent d'amener les femmes vers la pratique physique et sportive.

Outre la pratique sportive, la réappropriation de l'espace public par les femmes passe également par l'encouragement à l'investir et la mise à dispositions de plateformes qui le permettent.

On note à cette image la mise en place de marchés de femmes qui les encourage à prendre place au sein des sphères économiques de l'artisanat. L'exemple du "*Marché des Créatrices de nuit*" porté par l'association Parle Avec Elles comporte, pour sa part, deux grands enjeux. Le premier, donner un espace privilégié afin de valoriser les créations et savoir-faire des femmes. L'autre, dû au fait que ce marché se déroule la nuit, permet aux femmes du quartier de La Reynerie d'investir cet espace de nuit dans un cadre particulier.

On pourrait également parler de l'action "*Toutes à nos terrasses de café*" dans le quartier de Bellefontaine à Toulouse organisé par l'association Lien Horizon Danses qui vise à permettre aux femmes de se réapproprier les espaces publics et notamment des terrasses de café en réservant des créneaux hebdomadaires pour que les femmes s'y retrouvent. "*Il s'agit d'occuper un espace investi très majoritairement par des hommes et faire de la mixité femmes-hommes la*

norme. Symboliquement, s'installer en terrasse renvoie au fait de prendre du temps pour soi, chose que les femmes, de surcroît lorsqu'elles sont mères, s'accordent peu. Enfin, cette initiative revêt un caractère subversif puisqu'elle invite les femmes à «stationner» sur l'espace public, alors qu'elles y sont le plus souvent en mouvement¹¹⁴. De manière générale, les cafés des parents ou des enfants sont des lieux que les femmes investissent largement car elles ont la possibilité d'y aller avec leurs enfants sans être stigmatisées et de pouvoir discuter de problématiques communes.

En plus de créer des espaces de discussion, ces moments permettent notamment de penser la ville avec les femmes et de trouver des solutions et des outils adaptés à la population et au territoire, à l'instar des marches exploratoires. Ces arpentages dans l'espace public, expérimentées au Canada dans les années 1990, sont des diagnostics *en marchant* souvent réalisés en non-mixité. Ces marches permettent de récolter le ressenti des femmes et leur vécu quotidien, d'identifier les principaux problèmes rencontrés et de formuler des propositions d'améliorations. Cet outil, qui vise la réappropriation de l'espace public par les femmes, a également l'avantage de reconnaître leur expertise du quartier et de la valoriser.

Aussi, le théâtre de rue, théâtre forum, etc. favorise la création de groupes de réflexion, donne un espace aux femmes pour poser leurs expériences avec du recul. Il favorise également l'invention de solutions collectives en les jouant dans différentes scènes. C'est le cas du projet "*Décontes du quotidien et autres chroniques féminines*" de la Compagnie les Boudeuses, réalisé dans le quartier des arènes à Toulouse où les spectat.eur.rice.s sont devenu.e.s un groupe de réflexion sur la grande thématique des femmes. Ainsi cet outil permet de mettre en lumière des situations de discrimination et de mettre en scène les différents scénarii possibles pour trouver des solutions plus adaptées.

Ces initiatives visent à donner la parole aux femmes en créant des espaces de réflexions ouverts et bienveillants. Elles offrent des opportunités de se retrouver et se fédérer autour de problématiques communes et de formuler des propositions collectives pour penser la ville avec ses habitant.e.s. Enfin, elles accompagnent les femmes à reprendre confiance en elles collectivement pour tendre vers une réappropriation de l'espace public.

Cette présentation non exhaustive des actions menées par des collectifs, des associations, des militant.e.s, des citoyen.ne.s, montre que la prise de conscience vis-à-vis des discriminations et inégalités de genre dans l'espace public est bien réelle, et que de nombreux outils existent pour lutter contre celles-ci. Ceci révèle également, l'importance, la force et la diversité des pratiques portées localement, en prenant compte des spécificités de chaque territoire.

¹¹⁴ Toulouse Métropole, Livret "*Femmes et Espaces publics, en quartier politique de la ville. Aperçu d'initiatives inspirantes*". 2019. Page 6.
<http://www.haute-garonne.gouv.fr/content/download/29233/197299/file/Livret+femme+espace+public.pdf>

C. Quelle place pour l'intervention sociale ?

Les travailleur.euse.s sociaux forment une des charnières articulant les politiques publiques et les initiatives issues de la société civile. Quelle est leur place dans la lutte contre les inégalités sexistes ? Peuvent-il.elle.s servir de support, de soutien à l'émergence, la construction ou encore la propagation d'actions habitantes et citoyennes ? Le domaine de l'intervention sociale est-il déjà trop institutionnalisé et limité dans ses moyens d'action pour avoir un réel impact en terme de changement social ?

C.1. Du travail social à l'intervention sociale

La première difficulté quand on aborde le travail social, consiste à le définir. Avec une multiplicité des professions, appellations des métiers du travail social, des missions, des employeur.euse.s, des cadres de travail, le travail social qui agissait principalement sur les champs de la pauvreté, du médico-social, de l'enfance, des personnes âgées, s'est étendu au champ plus large de l'intervention sociale. De nouveaux métiers liés notamment aux dispositifs mis en oeuvre par les politiques de la ville et les politiques d'insertion émergent. Ainsi s'ajoutent à la grande famille des travailleur.euse.s sociaux les médiateur.rice.s sociaux et familiaux, les animateur.rice.s, les conseiller.e.s en insertion, etc., englobés dans le large spectre des métiers de l'aide à autrui¹¹⁵. Toutefois, ces mutations ont pour effet de fragiliser le sens des missions et donc l'idée même de l'aide apportée à autrui¹¹⁶.

En effet, au cours des dernières décennies, le champ de l'intervention sociale est traversé des tensions suite notamment à sa professionnalisation et son institutionnalisation qui rendent indispensable la reconnaissance de ces métiers et les appuis institutionnels pour avoir de la légitimité. Aux prises entre des logiques professionnelles issues des acteur.rice.s de l'intervention sociale, et des logiques institutionnelles des employeurs, l'intervention sociale se retrouve au coeur de contradictions entre accompagnement vers l'autonomie et gestion sociale. Dans un contexte de baisse des ressources budgétaires allouées et dans cette logique des employeurs qui recherchent la production de résultats concrets et mesurables, le champ de l'intervention sociale subit une "protocolisation"¹¹⁷ de ces actions, un nouveau mode de gestion managériale qui agit au détriment des personnes que le travail social cherche à aider. A ce sujet, l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) plaide pour "des modes opératoires contractuels plutôt que descendants, négociés plutôt que prescriptifs"¹¹⁸.

¹¹⁵ CHOPART Jean-Noël et A., *Déconstruction et reconstruction du champ de l'intervention sociale sur la base des tâches accomplies*, Les mutations du travail social: Dynamique d'un champ professionnel. Paris, Dunod, 2000.

¹¹⁶ DONZELOT Jacques, ROMAN Joël, « 1972-1998 : les nouvelles donnees du social », *Esprit*, 241, 1998, p. 7-25.

¹¹⁷ DUVOUX Nicolas & AVENEL Cyprien, *Le travail social entre pouvoir et impuissance*, *Revue française des affaires sociales*, Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, 2020. p. 2
En ligne : https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rfas_2020-2._aac_travail_social.pdf

¹¹⁸ JACQUEY-VAZQUEZ Bénédicte, *L'accompagnement social*, Inspection générale des affaires sociales, 2018.

Autre spécificité du travail social, et notamment en France, selon l'IGAS est que *“le primat de l'accompagnement individuel au détriment des approches collectives apparaît comme un marqueur fort des pratiques françaises, et un sujet central de réflexion pour les pouvoirs publics”*¹¹⁹.

En effet, l'individualisation du traitement de la question sociale veut mobiliser les individus pour les impliquer eux-mêmes dans l'intervention sociale pour l'obtention ou l'activation de leurs droits, ce qui dévie du droit social, essentiel à la notion d'accompagnement social. Depuis la fin des années 1990, cette nouvelle façon d'accompagner les personnes en difficulté, liée à des lois, modifie les modes de gouvernance des institutions, mais aussi le type de relation entre le travailleur social et les usagers qui semble aller vers une valorisation du droit des usagers et un processus de co-construction. Cependant, le lien entre participation et décision est très incertain : à quel point les individus disposent-ils d'un pouvoir de transformation ? Sont-ils simplement consultés pour mieux adhérer à la conduite des politiques publiques ?

En effet, la particularité française d'une intervention sociale traditionnellement centrée sur une relation d'aide individualisée et d'une méfiance du collectif pose question. Avec cette individualisation on tend à responsabiliser les individus, non par en termes de pouvoir d'agir en vue d'une transformation sociale collective, mais dans le sens d'une injonction à développer soi-même ses capacités à se relier aux autres et à s'intégrer dans la société.

C.2. Vers une transformation sociale collective

L'intervention sociale peut, dans une autre perspective, être pensée comme un outil de transformation sociale qui sort des pratiques traditionnelles et va du contrôle social à l'émancipation, de la gestion de dispositifs à l'innovation sociale, de l'assistance à l'autonomie et d'une intervention individuelle, sectorielle à une approche territoriale et collective¹²⁰.

C'est dans ce sens qu'a émergé le travail social communautaire, qui tente de modifier les relations asymétriques entre intervenant social et personnes accompagnées et en se plaçant comme des facilitateurs et soutiens aux initiatives citoyennes. On sort de l'aide directe individuelle pour aller vers un travail collectif et opérer un changement social défini par Guy Rocher comme une *“transformation observable dans le temps qui affecte, d'une manière qui ne soit pas que provisoire ou éphémère, la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée.”*¹²¹

Cette forme de travail social découle notamment des mouvements de collectifs locaux initiés par Saul Alinsky. Suite à la Grande Dépression dans les années 1930 aux Etats-Unis, à Chicago, Alinsky, travailleur social étudie les gangs d'adolescents dans le quartier Back of the Yards. Au contact de la population locale, Alinsky va à la racine du problème étudié, un fondement systémique auquel il faut s'attaquer en collectif. A la fin des années 1930 il met en place et

¹¹⁹ Ibid.

¹²⁰ DUVOUX Nicolas, *opus cit.*

¹²¹ ROCHER Guy, *Introduction à la sociologie, vol. 3*, Montréal, HMH, coll. Le changement social, 1968, p. 22

théorise le *community organizing* qui consiste à créer des regroupements pour la défense d'intérêts de communs, des sortes de "syndicats de quartier".

C'est dans ce courant que s'est créée l'Alliance Citoyenne Grenobloise en France : *"Radicale et pragmatique, sa philosophie est de partir des gens là où ils sont, avec leurs colères et leurs envies de changement pour construire une transformation sociale plus large où le pouvoir du peuple soit réellement au coeur de la gestion publique"*¹²²

En s'attaquant à diverses problématiques comme le mal-logement, la précarité, l'organisation communautaire cherche avant tout à creuser le fond du problème : le fossé entre les personnes en position de pouvoir, et les personnes qui n'en ont pas, en créant un pouvoir citoyen qui joue en faveur de la communauté. Basé sur des structures collectives (associations, lieux religieux, etc) ou des figures individuelles autour desquelles se rattache un mouvement, l'organisation communautaire passe par la construction collective d'un savoir politique et d'une organisation afin de créer un pouvoir collectif.

Le Community Organizing, mis au goût des enjeux du 21ème siècle, notamment en termes de lutte contre le patriarcat pourrait constituer un réel moyen de faciliter l'organisation collective des citoyen.ne.s en vue de transformations sociales radicales.

A la manière de Lefebvre, ce travail doit nécessairement passer par une exploration du terrain, guidée et alimentée par les habitant.e.s et les usager.e.s qui en sont expert.e.s, alimenté de méthodes comme celle de la recherche action, et d'outils comme ceux proposés par l'éducation populaire. Ainsi le travail social viendrait agir comme facilitateur de transformations sociale, en permettant à tou.te.s de prendre part aux processus de diagnostic, analyse, réflexion, imagination, création et de vie dans la ville.

En partant de la pratique du terrain, il sera non seulement possible d'aller vers une transformation sociale en lien avec les besoins réels, mais il sera également possible d'améliorer la pratique même du travail social par l'actualisation théorique basée sur la pratique.

C.3. Pour une intervention sociale féministe

Le travail social communautaire qui envisage l'intervention sociale comme un outil de transformation sociale, nous paraît intéressant au regard de sa capacité d'*empowerment* et de nos enjeux féministes.

En effet, croiser les inégalités sociales avec celles qui touchent particulièrement au sexe est un enjeu majeur de l'intervention sociale, tout d'abord parce que celle-ci est traversée de reproduction de normes et rôles de sexes qui sont souvent niés et amplifient la division sexuée des rôles sociaux. Ceci se note particulièrement par un secteur professionnel majoritairement féminisé, notamment dans l'accueil, la protection et l'accompagnement à l'enfance et la petite enfance ou à destination des personnes âgées, l'accompagnement et le soutien à la parentalité, etc.

¹²² Site de l'Alliance citoyenne de Grenoble : <https://alliancecitoyenne.org/histoire-2/>

Aussi, le travail social est intrinsèquement lié aux réalités vécues par les hommes et les femmes. Comme nous l'avons vu plus haut, l'idée que nous vivons dans une société où l'égalité entre les femmes et les hommes est acquise et que les inégalités actuelles sont liées aux choix personnels ne tient pas. Les femmes cumulent souvent les inégalités systémiques, qui sont invisibles, indirectes. Il est donc nécessaire que le travail social se saisisse d'une perspective qui prennent en compte ces dominations systémiques afin d'accompagner vers l'autonomie et l'émancipation de chacun.e.s. En ce sens, le travail social doit oeuvrer à une déconstruction théorique des stéréotypes de genre qui se répercutent sur la pratique, qui passe par la remise en question de l'organisation du travail social, des établissements de formation, des catégories de population concernées et de leurs accompagnements, de l'histoire du travail social et de ses méthodes d'intervention.

A travers ce changement de perspective, il sera par exemple possible de repenser la place du *care* dans les sociétés comme une activité ayant une valeur universelle dissociée du féminin.¹²³

C'est pourquoi, dans le domaine du travail social, une lecture féministe radicale est nécessaire à plusieurs égards.

Dès les années 1970-1980, les courants féministes ont remis en question les pratiques du travail social, notamment l'approche centrée sur les individu.e.s par la perspective issue de la deuxième vague du féminisme, qui indique que "*le privé est politique*"¹²⁴. Partant de cette idée, la question individuelle laisse place à la nécessité d'un changement social, issu d'une prise de conscience des femmes, mais plus généralement de toutes les populations dominées, de leur point communs, et de la nécessité d'une lutte collective pour s'extraire de ces dominations.

Pour mettre en oeuvre cette lecture féministe au sein du travail social à visée d'émancipation collective, Corbeil et Marchand en présentent la formalisation d'un processus dont les différentes étapes consistent à "*soutenir et respecter les femmes dans leurs démarches ; faire alliance avec elles et établir un lien de confiance ; favoriser leur agentivité ; travailler à leur conscientisation en prenant en compte la pluralité et la complexité des expériences d'oppression ; favoriser des relations égalitaires ; briser leur isolement et développer leur solidarité ; enfin, lutter pour un changement individuel et social*"¹²⁵.

¹²³ MOLINIER Pascale, *Le travail du care*, Paris, La Dispute. 2013

¹²⁴ Le slogan vient des Etats-Unis « The personal is political » et date de la fin des années 1960.

¹²⁵ BAYER Véronique, et al. « L'intervention féministe : un continuum entre pratiques et connaissances », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. vol. 37, no. 2, 2018, pp. 6-12.

L'intervention sociale féministe va donc au delà de la perspective d'accompagnement individuel et se définit plutôt comme *“une pratique et un projet dont l'ambition est, d'une part, de lier action sociale et militante, formation et recherche ; et, d'autre part, d'étendre les capacités d'analyse, de réflexion et d'action à l'ensemble des actrices et acteurs engagés dans cette pratique.”*¹²⁶ Elle constitue donc un réel travail de lutte contre les oppressions qui gagnerait à se déployer à tous les niveaux, tant du côté des travailleur.euse.s sociaux.les et des habitant.e.s, citoyen.ne.s, que du côté des institutions.

DISCUSSION ET PROBLÉMATIQUE

Ce mémoire de recherche comme nous l'avons vu se pose la question des inégalités entre les femmes et des hommes dans notre société et s'interroge sur les mécanismes en jeu dans leur présence et leur appropriation de l'espace public.

Notre première idée qu'il existait une différence d'appropriation et de présence dans l'espace public entre les hommes et les femmes a pu être éclairée à travers notre partie théorique qui montre qu'il s'agit bien d'un problème ancré dans la construction de nos villes, mais qui touche à d'autres enjeux plus profonds au niveau systémique.

En effet, à travers les apports des autrices féministes radicales telles que Michèle Causse avec son ouvrage sur le Sexage, Françoise Héritier sur la Valence Différentielle des Sexes, Colette Guillaumin sur l'appropriation de la matérialité corporelle des femmes et ses moyens, ou encore Elena Gianini Belotti sur la construction précoce des rôles de sexes et la différenciation sociale, nous avons pu envisager le problème dans un système patriarcal où le sexe s'est établi comme un critère de différenciation hiérarchique et de division au détriment de la classe des femmes.

Le concept du Droit à la Ville d'Henri Lefebvre nous a permis d'appréhender la question de l'accessibilité à l'espace public comme bien commun avec des exemples comme l'exclusion des classes populaires des quartiers centraux de la ville, et de penser la réappropriation de ce bien commun comme vecteur de changement dans les relations sociales et la structuration de la ville. Des auteur.rice.s de sociologie, urbanisme ou géographie féministe comme Yves Raibaud sur la question des inégalités des hommes et des femmes dans la ville, Edith Maruéjols sur la question de la mixité dans les espaces de loisirs des jeunes ou Marylène Lieber sur la question des inégalités et des violences dans l'espace public, la vulnérabilité des femmes et l'insécurité, nous avons pu envisager de manière concrète que l'aménagement de nos villes et territoires n'est pas neutre et reproduit sinon renforce les inégalités présentes dans nos sociétés (de race, sexe, classe, etc.). Ainsi, la fabrication de la ville ne peut évoluer sans changer le système patriarcal dans lequel nous vivons.

¹²⁶ *Ibid.*

Enfin l'analyse des politiques publiques, du travail social et des initiatives citoyennes nous a permis de réaliser que nous avons souvent à faire à des politiques publiques descendantes et qui mettent en place des solutions institutionnelles parfois peu adaptées ou superficielles. Outre les législations et les aménagements qui peuvent être envisagés, il est avant tout essentiel d'inclure les citoyen.ne.s dans cette dynamique, et de construire avec e.lles.ux une réflexion qui aboutira à des solutions adaptées à chaque territoire. Ce travail de fond nécessite une pratique du terrain, il nous a donc paru judicieux de nous rapprocher des personnes qui travaillent au plus près des habitant.e.s, des citoyen.ne.s, des jeunes et chercher ensemble des méthodes et outils pour permettre aux travailleur.euse.s socia.les.ux d'accompagner ces démarches.

Ces éléments nous ont ainsi permis d'envisager comment les rapports sociaux de sexes et la domination patriarcale influent sur les imaginaires collectifs, les croyances, et comment ces concepts stéréotypés et essentialisants d'une différence entre les sexes ont impacté la construction de nos sociétés et de nos villes.

A partir de cette exploration théorique, nous avons pu formuler la problématique suivante : **Comment les rapports sociaux de sexe s'expriment dans l'utilisation de la ville et des espaces publics par les femmes et les hommes ?** Ainsi nous nous demanderons d'une part comment les déplacements, usages, et ressentis sont inégaux et de l'autre comment les rapports sociaux de sexe ont une influence dessus.

Enfin nous nous questionnons également sur le rôle de l'intervention sociale et sur les réalités, difficultés et besoins que rencontrent les travailleur.euse.s socia.ux.les.

Notre partons ainsi de l'hypothèse que les inégalités présentes dans nos espaces publics sont issues de sa construction androcentrée, et qu'elles sont aussi alimentées et renforcées par le système patriarcal dans lequel nous évoluons.

PARTIE II. MÉTHODOLOGIE

Chapitre 1. L'ensemble BaFaPaTaBor comme choix du terrain

Pour répondre à nos nombreux questionnements, il a été nécessaire d'explorer la ville de différentes façons afin de mieux définir le cadre du terrain de recherche et d'affiner notre problématique.

La phase exploratoire a tout d'abord consisté à définir des espaces à analyser : quels quartiers (centre-ville / périphérie, nord / sud, ancien / nouveau, fonction commerce / affaires / résidentiel / gare, fréquentation sur critères sociaux, culturels), quels types d'espaces (rues, places, métro, terrasses de cafés, parcs, équipements publics, sportifs, pour enfants), à quels moments de la journée (heures de pointe, heures creuses, week-ends). Ainsi, le choix de ces espaces a pu être fait en fonction de ces critères et des différentes opportunités qui se sont présentées.

A. Les terrains exploratoires

Une des premières explorations a été réalisée en 2018 par le biais d'une intervention de l'association le Bruit de la Conversation au sein du quartier de Bagatelle. Cette intervention consistait à réaliser un diagnostic des usages de la Place du Partage. Les associations Diapason et France Solidarité ont fait le constat que les femmes du quartier de Bagatelle n'occupent pas les espaces publics et notamment la place du Partage, les trottoirs, les bas d'immeuble, contrairement aux hommes et jeunes garçons. Cette intervention a permis de mettre en lumière que les femmes et les hommes n'avaient pas les mêmes usages de la place et de penser des aménagements qui pourraient répondre aux différents besoins des femmes, hommes, parents, enfants, personnes âgées, jeunes, etc.

Des observations ont été réalisées dans le quartier de la Reynerie dans le cadre des travaux universitaires suivis durant la première année de Master MISS.

Cette exploration a pris la forme d'une observation flottante sur la place Abbal, autour du marché, ainsi que dans quelques rues autour de cette zone. En contraste avec le précédent terrain, les espaces à La Reynerie ont été choisis pour leur forte concentration en commerces, cafés, marchés. Ainsi, il était possible de comparer un espace plus résidentiel et un espace avec une dimension commerciale ajoutée, tous deux compris dans l'ensemble du Grand Mirail et qualifiés de zones dites "prioritaires de la ville". Ces travaux ont permis de relever une plus forte hétérogénéité dans la présence des hommes et des femmes dans ces espaces commerciaux. Toutefois, un clivage existe toujours sur les usages : les hommes tiennent les stands au marché et vendent, les femmes viennent faire les courses.

Les explorations au centre-ville ont conforté le choix du terrain. Pour cette partie, le choix s'est porté sur le marché de Jeanne d'Arc et de la place Arnaud Bernard en rappel aux marchés de La Reynerie et des cafés à proximité de ceux-ci.

L'espace public en centre-ville est davantage un espace de transition, de mouvement, où tout va plus vite. Ce rythme parfois effréné qui favorise l'individualisme et l'anonymat semble un fort obstacle à la méthodologie participative envisagée pour cette recherche.

De plus, le centre-ville, offrant une grande variété d'équipements et de commerces brasse une grande mixité de publics issus de plusieurs quartiers de la ville, tandis que les quartiers observés, plus périphériques, présentent une fréquentation plus fixe, à savoir les habitant.e.s du quartier, ce qui pourrait faciliter la création de lien et le travail collectif.

B. Travailler dans un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV)

Ainsi, pour cette recherche, le choix du terrain s'est porté sur les QPV. Après les observations et entretiens réalisés, la volonté de travailler dans des quartiers fréquentés par ce.ux.lles qui y habitent a émergé.

Aussi, la présence de fortes inégalités dans les QPV qui regroupent des populations majoritairement précaires, des problématiques liées à des parcours migratoires, à des identités culturelles marquées est particulièrement importante à étudier quand il s'agit d'inégalités entre hommes et femmes dans une perspective intersectionnelle (au sens porté par le black feminism des années 90 et notamment par Kimberlé Crenshaw).

Un rapport de 2014 du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes indique que *“si les inégalités entre les sexes se retrouvent aux quatre coins de la France et dans tous les milieux sociaux, elles sont toutefois particulières dans les quartiers et les territoires ruraux, souvent par leur intensité, parfois par leurs spécificités. Et ce pour trois raisons principales : une concentration de la pauvreté dans les territoires fragilisés notamment induite par des inégalités aiguës en matière d'emploi, une répartition traditionnelle renforcée des rôles sociaux entre les femmes et les hommes, et enfin, un moindre accès aux droits et aux services – notamment publics – alors même que c'est là où l'attente d'égalité républicaine est la plus forte. Ces inégalités sexuées particulièrement prégnantes expliquent que les rôles et stéréotypes de sexe soient plus marqués dans ces territoires fragilisés. L'accentuation des identités sexuées permet de justifier les inégalités en les « naturalisant ».”*

Enfin, la présence de nombreux centre sociaux et d'associations locales qui sont de vrais soutiens pour la recherche de terrain et qui travaillent déjà beaucoup sur ces question constitue un élément facilitateur non négligeable.

Parmi les quartiers prioritaires de Toulouse, le choix s'est d'abord porté généralement sur le Grand Mirail, avec au début un penchant pour le quartier de la Reynerie. Toutefois, celui-ci étant en pleine rénovation urbaine, il a été préférable de trouver un autre terrain.

Le choix s'est porté sur l'ensemble de quartiers appelé BaFaPaTaBor (Bagatelle-Faourette-Papus-Tabar-Bordelongue) notamment suite à la rencontre d'Anne Esteve, stagiaire au sein de l'association Partage Faourette qui a travaillé sur les inégalités entre les femmes et les hommes dans les espaces publics de la Faourette à la demande d'un groupe d'habitantes.

Aussi, connaissant le café associatif La Toguna à Bordelongue, créé à l'initiative d'un groupe de femmes, il a semblé intéressant de travailler au sein de cet ensemble où beaucoup d'actions sont déjà menées pour favoriser l'égalité H/F.

De plus, au sein de cet ensemble, les structures sociales sont en lien les unes avec les autres, organisent parfois des événements ensemble (comme la journée "*Place aux femmes*") ce qui a facilité l'accès à tout le réseau de structures sociales, associatives, institutionnelles de la zone. Les habitant.e.s sont également très mobiles entre les quartiers, ce qui crée du lien et permet d'avoir différentes perspectives des différents quartiers qui composent BaFaPaTaBor.

Enfin, les actions dans l'espace public menées au cours de cette recherche se sont centrées sur le quartier de la Faourette notamment pour s'appuyer sur une base de recherche concrète, réalisée par Partage Faourette et de répondre à l'intérêt de la structure pour le sujet en l'approfondissant et en apportant une continuité au projet. Ce quartier a également été choisi pour sa forte concentration d'associations, la proximité du métro, de nombreuses habitations, la forte affluence de passage et le grand nombre de commerces. Tous ces paramètres permettent à ce quartier d'être vivant avec ses habitants qui se connaissent, savent l'histoire du quartier, l'ont vu évoluer, etc.

Pour les espaces publics, les interventions se sont centrées en particulier sur la place Anthonioz de Gaulle, le parc de la Faourette et l'espace où se tient le marché du mardi et vendredi avec l'esplanade devant l'association partage Faourette qui ont été cités comme les endroits remarquables du quartier.

C. L'ensemble BaFaPaTaBor

Le quartier étudié, surnommé BaFaPaTaBor est, comme le qualifient la plupart des acteurs urbains et sociaux de la ville de Toulouse, un quartier "populaire". (Annexe 1 et 2) Son paysage composé d'HLM, de logements sociaux, de maisons individuelles, d'infrastructures routières, d'équipements sportifs ou d'accueil est le fruit d'une histoire récente presque contemporaine. Ce n'est qu'à partir de la moitié du XXe siècle, que les métairies et les fermes, notamment de La Faourette ainsi que les petits châteaux, comme celui de Bagatelle, disparurent sans laisser de traces aux profits des hautes tours que nous côtoyons aujourd'hui (Annexe 3). Au préalable de cette transformation fondamentale du quartier, courant des années 1950, dès la fin du XIXe siècle, quelques urbains virent un potentiel maraîcher dans la zone rurale du Sud Ouest toulousain. Aujourd'hui quelques maisons de maîtres sont les témoins de cette époque productive de la zone.

L'installation de l'ONIA (Office National Industriel de l'Azote) en 1924, au Sud Ouest de la ville, força la construction d'immeubles de logements pour ses ouvriers. La première cité à voir le jour fut alors celle de Papyrus en 1948, suivi de près par Bagatelle en 1960. Ces dernières entrent dans une politique de construction de la ville, afin de pallier à la crise du logement toulousain effectif depuis les années 1950.

La vétusté du parc existant, la croissance démographique, l'arrivée massive de réfugiés et d'immigrés italiens, espagnols ajoutés à une politique d'aménagement urbain, initiée depuis une dizaine d'années, portée par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme furent les facteurs décisifs de l'avènement de ces cités ayant pour véritable dessein : le logement massif d'immigrés européens et magrébins. Il fallait alors construire "à la va-vite" pour loger cette main d'œuvre étrangère nouvelle, réfugiée parfois des guerres d'Espagne et d'Algérie.

Parallèlement à cela, le quartier de Bagatelle fut le terrain d'une expérimentation à la fois sociale et constructive. À l'image des "Castors Girondins", une association de travailleurs de la SNCASE : "Notre Logis" décida de co-construire une cinquantaine de bâtisses pour une centaine de logements sur le territoire. L'inauguration de ces pavillons de la "Cité des Castors de la SNCASE" en 1955, peut aujourd'hui être considérée comme l'avènement d'une pratique fédératrice, collective et associative du quartier, illustrée notamment par l'importance qu'ont pu donner les habitants à la "Maison de Quartier" gérée bénévolement depuis 1973, puis démolie durant les années 90 conjointement aux immeubles de logements devenus insalubres et délabrés pour la plupart.

Le constat effectué à la fin du XXI^{ème} siècle sur ces cités-logements, véritables constructions modernes, novatrices, devant pallier tous les maux de la société fut celui d'un échec. En effet ces quartiers populaires, où les employés d'usine accédant à la propriété ont été fort nombreux, sont caractérisés dans les grands ensembles par une ghettoïsation qui est apparue à partir des années 1970, avec une concentration progressive des populations précaires et notamment des familles immigrées non-européennes à faibles revenus. La paupérisation du parc locatif a touché aussi bien les immeubles HLM que les copropriétés privées, dans un processus de dévalorisation progressive de tout le secteur. A cela s'ajoute le traumatisme toulousain de l'explosion de l'usine AZF.

Outre le traumatisme social, d'un effondrement et d'un échec de la cohabitation entre industrie lourde et quartier populaire, La Faourette est l'un des quartiers les plus gravement abîmés par l'explosion de l'usine.

En 2005, les Grands Projets de Ville naissent et commence alors la transformation du quartier. Les démolitions entamées depuis 1995, se voient alors remplacées par un renouvellement du parc de logement et des espaces publics considérable. Ces actions visant à désenclaver ces secteurs et à apporter de la mixité forment alors une réponse à des problématiques prégnantes aujourd'hui : l'insécurité et les discriminations ethniques et genrées. Avec ses 41.000 habitants et 40 % des logements sociaux de l'agglomération, le quartier de BaFaPaTaBor, intégré dans le grand Mirail, participe à ce ghetto où le taux de chômage atteint 40 % et où l'histoire contemporaine n'est plus marquée par les mutations urbaines mais plutôt par la violence et le désarroi social.

Comme nous l'avons vu, l'histoire du quartier explique une présence majoritaire d'habitants issus de pays du Maghreb, d'Afrique Sub Saharienne, et de plus en plus aujourd'hui, au gré des flux migratoires, des populations de différents pays européens comme l'Espagne ou l'Italie historiquement, et aujourd'hui la Roumanie par exemple.

Ces populations aux cultures variées sont, sur ce territoire, composées de personnes à faibles revenus, des familles souvent monoparentales, des personnes au chômage ou ayant des emplois précaires, etc.

L'ensemble BaFaPaTaBor regroupe également de nombreuses structures sociales, de loisirs pour tous les publics. Ainsi, au cours de notre diagnostic nous avons rencontré des structures associatives, des structures portées par des habitant.e.s, des groupes informels, tous en lien les uns avec les autres. En effet, au sein de l'ensemble, la population est très mobile, et les espaces sociaux ainsi que les espaces verts sont investis par des habitant.e.s des quartiers voisins.

Chapitre 2. Le déroulement de la recherche

A. Le projet AGORA': Un contexte de recherche pluridisciplinaire et européen

Ce mémoire de recherche a été envisagé comme une opportunité d'expérimenter des pratiques dans un cadre universitaire.

Etant personnellement impliquée dans le domaine de la participation habitante, la méthode de la recherche-action participative a très vite semblé évidente.

Accompagnée d'outils et de méthodes tirés de l'éducation populaire, l'idée était de pouvoir impliquer plusieurs parties prenantes (jeunes, habitant.e.s, travailleur.euse.s sociaux.les, institutionnel.le.s, etc.) à chaque étape, de l'analyse de l'environnement à sa prise en main collective dans le but de développer des actions qui répondent aux besoins locaux identifiés.

Le rapprochement avec l'association Le Bruit de la Conversation a alors semblé évident. Ce collectif pluridisciplinaire de participation et de concertation citoyenne dans les projets urbains et architecturaux cherche à renforcer le pouvoir d'agir des habitant.e.s d'un territoire tout en leur permettant de s'approprier leur environnement urbain.

Afin de mener à bien ses actions, sa méthodologie se base sur l'éducation populaire pour permettre de démocratiser les savoirs, valoriser l'existant, promouvoir la coopération, questionner par l'expérimentation et agir collectivement.

Aussi cette association ayant mené des actions dans plusieurs quartiers prioritaires de la ville de Toulouse, et en particulier du Grand Mirail, possède une maîtrise de l'intervention sociale et de l'animation socio-culturelle dans ces territoires, ainsi qu'une connaissance du réseau associatif, institutionnel local qui est apparue comme essentielle pour aborder le terrain dans des conditions favorables.

Cette recherche s'inscrit également dans le projet AGORA qui consiste en un partenariat stratégique européen soutenu par l'agence Erasmus +. (Annexe 4)

Ce projet vise à développer des outils et des approches pédagogiques, à destination des travailleur.euse.s sociaux.les.ux, pour lutter contre l'exclusion et spécifiquement les discriminations fondées sur le sexe. Rejoignant fortement la thématique de ce mémoire, ses objectifs et valeurs, il a semblé être un apport bénéfique pour la recherche.

Pour ce projet, l'association Le Bruit de la Conversation est en lien avec des partenaires européens : Lunaria en Italie : éducation populaire, interculturalité ; Nexes en Espagne : sensibilisation et empowerment des jeunes ; Universitur en Roumanie : éducation populaire et géographie ; Break the Borders en Grèce : coopération internationale.

Le partenariat repose sur le partage et l'échange d'expériences locales vécues par chaque structure du groupement et mutualisées à travers la réalisation d'une boîte à outils commune et d'un manuel d'intervention. Des rencontres ont été prévues avec notamment une session de rencontre et de lancement du projet (décembre 2019 à Athènes), deux sessions de formation à des outils d'intervention et d'animation (en Italie et en Roumanie, qui ont été repoussées à l'automne 2021 à cause de la crise sanitaire) et un événement de cloture (en 2021 à Toulouse).

Le projet AGORA est articulé autour de trois grands objectifs :

- Recherche et compréhension : Réaliser un diagnostic de terrain pour chaque structure dans des territoires isolés ou populaires et créer une boîte à outils commune pour détecter et comprendre les mécanismes de discriminations dans l'espace public et plus spécifiquement de genre (causes et effets).
- Action et expérimentation : Soutenir, visibilité, expérimenter et mutualiser des outils d'intervention dans l'espace public pour réduire les inégalités femmes-hommes.
- Formation et Transformation : Renforcer le pouvoir d'agir des habitantes et habitants de nos territoires d'intervention (notamment des jeunes et des femmes) et leur donner les moyens de lutter à leur tour contre les discriminations. Permettre aux travailleurs sociaux et intervenants de monter en compétence sur la thématique des discriminations de genre en s'équipant d'outils partagés et en participant à des formations européennes.

Il donnera lieu à diverses productions communes :

- Réalisation de diagnostics de territoire sur les discriminations de genre dans l'espace public
- Rédaction d'une boîte à outils commune à destination des travailleur.euse.s sociaux / jeunesse de différents pays européens pour aider à détecter la discrimination fondée sur le sexe, des signaux d'alerte chez les jeunes, des comportements discriminatoires et à comprendre les causes de la discrimination et du sexisme.
- Rédaction d'un manuel à destination des travailleur.euse.s sociaux / jeunesse de différents pays européens qui recense des outils et méthodes interactives pour leur permettre d'agir dans le cadre d'une nouvelle approche pédagogique, pour promouvoir l'équité entre les sexes dans les espaces publics.
- Création d'événements pour restituer le projet

Enfin, le projet AGORA sera organisé autour de temps individuels de recherche sur le ou les terrains choisis par chaque structure, de temps de rencontres pour partager des expériences et pratiques et se former, et enfin des temps à distance pour produire des supports communs et mutualiser des outils.

C'est donc dans ce cadre qu'a été réalisé le stage de M2 au sein du Bruit de la Conversation avec le rôle de coordinatrice du projet européen et le soutien des deux salariés et de l'équipe de bénévoles.

B. Les temps de la recherche

Le projet a été divisée en trois grands temps, celui du diagnostic, celui de l'action et de l'intervention sociale et enfin celui de la restitution. (Annexe 5)

Une période préalable de novembre à février a permis de mieux définir le projet avec les partenaires européens, notamment lors d'un temps de rencontre entre tous les coordinateurs du projet pendant 5 jours en Grèce, puis par des échanges à distance. Ensemble ont été précisés les objectifs du projet, les territoires d'intervention envisagés par chaque structure, le contenu des supports à produire ainsi que la logistique générale (calendrier, budget, échanges).

Puis il a été possible de commencer à créer des outils de méthodologie communs (questionnaires, focus group) ainsi que des outils pour faciliter nos échanges (drive commun, etc.).

La partie qui correspond au travail de diagnostic et d'observations de terrain a eu lieu de février à juin et coïncide avec les dates du stage. Ce diagnostic participatif a été mené par chaque structure européenne, partagé et mis en forme dans un livret commun. Les outils qui ont permis de dresser le diagnostic et de détecter les inégalités de genre dans l'espace public ont également été mutualisés dans une boîte à outils à destination des travailleurs sociaux. Ce premier support de restitution reprenant le diagnostic et les outils a été travaillé dès le mois de mai pour pouvoir être terminé en septembre 2020.

Le diagnostic a consisté en une première partie de rencontre des partenaires :

- Institutionnels : avec notamment la participation à la Commission d'animation du quartier Reynerie organisée par le Contrat de Ville et Renouvellement Urbain – Territoire Sud de la Direction de l'Action territoriale en Janvier 2020 et l'organisation d'une réunion avec les acteurs institutionnels en Juin 2020 (déléguée du Préfet Bagatelle-La Faourette-Papus-Tabar-Bordelongue-Arènes-Cépière-Beauregard et Chargée en transversalité de la thématique Lutte contre les discriminations, Laïcité et Culture sur l'ensemble des QPV ; chargée de mission égalité femmes-hommes / Mairie de Toulouse ; chargée de mission Gestion urbaine et sociale de proximité / Mairie de Toulouse-Toulouse Métropole ; Pôle Contrat de Ville Territoire Ouest et/ou Sud / Mairie de Toulouse-Toulouse Métropole).
- Des centres sociaux : Club de prévention de Bagatelle et de la Faourette, la MJC Prévert de Bordelongue, le centre social l'ASSQOT de Bagatelle

- Des acteurs associatifs locaux : Association Partage Faourette et son antenne à Bordelongue, l'association Voir & Comprendre à la Faourette , les associations Lien Horizon Danses à Bellefontaine et son collectif Toutes à nos Terrasses de Café, Fidiala Diala à Bagatelle, Média Pitchounes à Bagatelle, Parle avec Elles à la Reynerie, le salon de thé - espace de femmes La Toguna à Bordelongue,
- Des acteurs associatifs qui pourraient apporter leur perspective sur le sujet, la méthodologie, ou faciliter la rencontre avec le public : Un Oeil sur ma Ville, la Volte.

Toutes ces rencontres ont permis de faire un état des lieux de ce qui avait déjà été fait sur la question de la place des femmes dans l'espace public par les différentes structures locales, de rendre compte d'éventuels besoins, envies des structures ou des habitant.e.s, d'imaginer comment il serait possible de joindre nos forces pour répondre aux intérêts des différentes parties prenantes, de découvrir d'autres structures qui pourraient prendre part au projet. Elles ont également permis de participer à l'évènement du 5 mars organisé par l'association Partage Faourette appelé Place aux Femmes à l'occasion de la journée de lutte internationale de lutte pour les droits des femmes. Cette journée visait à présenter des initiatives qui vont dans le sens de l'égalité entre les hommes et les femmes portées par des associations locales, les faire se rencontrer, et également illustrer des parcours et des histoires de femmes à travers une pièce de théâtre présentée par la compagnie Nanaqui.

Cette journée devait lancer le début des actions de terrain, dans l'espace public ou en partenariat avec des structures locales.

En effet, la seconde partie du diagnostic concerne le relevé de données et l'exploration du territoire. Pour celle-ci, l'idée était de réaliser des questionnaires et des entretiens avec les travailleur.euse.s socia.ux.les, des entretiens avec les habitant.e.s, et des ateliers avec les femmes, les hommes, les jeunes et les personnes âgées, soit dans l'espace public, soit en partenariat avec des structures qui accueillent l'atelier dans leurs locaux et avec leur public. Toutefois, compte-tenu des mesures sanitaires dues à l'épidémie qui a touché le monde entier pour ainsi dire, les ateliers, supposés débuter en mars ont dû être décalés et repensés au vu des contraintes de temps qui ont découlé de leur report, les entretiens avec les travailleur.euse.s socia.ux.les ont été pour la plupart réalisés par téléphone.

Ainsi, la phase de récolte sur le terrain a réellement débuté en mai. Avec des interventions dans l'espace public pour aller plus facilement à la rencontre des personnes, des observations dans les lieux remarquables du quartier, et quelques ateliers au sein de structures avec des groupes spécifiques.

Enfin, en juin il a été possible de mener un atelier avec un groupe de jeunes filles de l'association Voir & Comprendre qui a permis d'envisager le lancement d'une dynamique dès la rentrée de septembre 2020 en partenariat avec l'association d'auto-défense Faire-Face. D'autres partenariats ont également été lancés mais ne seront concrétisés qu'à la rentrée de septembre 2020, notamment avec l'association Partage Faourette, la MJC Prévert et l'association Fidiala Diala.

Le temps de la restitution pour cette première partie a commencé par un rapport européen rendu au courant du mois de juin comprenant les comptes-rendus de 30 questionnaires avec des travaill.eur.euse.s socia.ux.les, les comptes-rendus des ateliers réalisés dans l'espace public et des temps de discussions avec les habitant.e.s, les jeunes, et les travaill.eur.euse.s socia.ux.les. Le rapport de ce mémoire et du compte rendu de stage constitue une autre partie de la restitution. Plus tard, avec les partenaires européens, mais aussi avec l'association Le Bruit de la Conversation, des supports de restitution et de dissémination seront réalisés afin de partager les outils, les expériences, etc.

C. Les outils

Pour ce mémoire, la méthodologie se base sur une approche pluridisciplinaire, alimentée d'apports issus de l'éducation populaire et de l'animation dans l'espace public qui seront tirés des liens avec les différentes structures toulousaines du réseau du Bruit de la Conversation. Un travail de recherche statistiques a également été mené afin d'éclairer le travail de terrain.

La recherche sera enrichie d'une perspective au niveau européen grâce au partage des réflexions, recherches, outils et expériences vécues sur les différents terrains qui auront lieu lors de rencontres organisées dans les différents pays participants au projet AGORA'.

En mélangeant les méthodes et outils d'observation de terrain et de diagnostic de terrain étudiés en Master 1 (entretiens, observations, questionnaires, etc.), ainsi que les méthodes de diagnostic collectif proposés par l'éducation populaire (balades exploratoires, cartes sensibles, porteurs de parole, etc.) l'idée était de faire émerger un constat et des pistes de réflexions et de solutions issues du collectif, et de mener une recherche cohérente avec les besoins locaux. Enfin, pour compléter ce diagnostic, les éventuels diagnostics, relevés quantitatifs sur le territoire réalisés par les structures locales ont permis d'avoir une base de travail et de focaliser les recherches de terrain sur des éléments précis.

- L'analyse statistique :

L'analyse statistique vient répondre au besoin de cerner le contexte dans lequel s'inscrit la recherche en s'appuyant sur des données chiffrées de terrain. Pour se faire, un diagnostic réalisé par l'ASSQOT et un diagnostic issu du contrat de ville ont servi de base pour donner les grandes tendances et caractéristiques de BaFaPaTaBor.

Cependant, les données ne sont pas genrées et ne permettent pas de faire ressortir des différences femmes-hommes qui pourraient éclairer et appuyer la recherche. Il a semblé nécessaire de réaliser une analyse statistique sous le prisme du sexe à partir des données 2016 de l'INSEE, par Iris. Celle-ci s'inspire de la méthodologie d'analyse mise en place dans le rapport d'étude de co-produit par l'A-urba et ADES-CNRS intitulé "L'usage de la ville par le genre" publié en 2011.

Le périmètre choisi se base sur celui du quartier prioritaire BaFaBaTaBor (en bleu sur la carte Annexe 6) mais est élargi pour prendre dans leur entièreté les Iris Lambert et Touraine (pris que partiellement dans le découpage QPV). L'Iris Touraine qui fait partie du périmètre d'action du centre social Partage Faourette et qui correspond au quartier Papus et Tabar a également été pris en compte. Pour les quartiers BaFaPaTaBor les IRIS Morvan, Loire, Vestrepain, Mermoz, Lambert, Bigorre, Touraine et Bordelongue (délimitation en rouge sur la carte) ont été retenus. Le quartier de la Faourette a été défini comme comprenant les iris Mermoz et Lambert (délimitation en vert sur la carte). Pour l'étude statistique les données sur la population, la démographie, et l'économie ont été comparées entre Faourette, BaFaPaTaBor et Toulouse. Les données sont issues de l'INSEE et datent de 2016 (dernières données disponibles).

- Les observations sur le terrain :

Des observations collectives avaient été envisagées avant la période de confinement avec comme objectif de faire participer les habitant.e.s celles-ci ont finalement été réalisées en binôme avec des bénévoles du Bruit de la Conversation aux mois de mai et juin. Ces observations visaient à relever des éléments qui n'ont pas été abordés par les personnes rencontrées mais aussi de confronter les informations recueillies auprès des habitant.e.s à des faits directement observés. A l'aide d'outils créés par le Centre d'Écologie Urbaine de Montréal (CEUM), sur une durée d'environ une heure, dans des endroits remarquables du quartier (place Anthonioz de Gaulle et parc de la Faourette), il a été possible de compter les personnes présentes, de les dénombrer selon leur âge approximatif, leur sexe, les activités réalisées, les groupes au sein desquels il.elle.s étaient présent.e.s, etc. (Annexe 15 et 16). Les tendances relevées ont été vérifiées en confrontant le regard de deux observat.eur.ice.s, et en effectuant ces observations sur différents temps de la journée et différents jours de la semaine.

- Les questionnaires et entretiens aux travailleur.euse.s socia.ux.les :

Un questionnaire quantitatif qui permet de faire un état des lieux des discriminations de genre vues par les travailleur.euse.s socia.ux.les a été proposé. (Annexe 7)
Un premier jet a été réalisé en décembre en collaboration avec les partenaires européens. Toutefois, ce questionnaire avait été réalisé sans préciser d'objectifs, d'hypothèses, de thèmes à aborder, etc. Après des entretiens exploratoires semi-directifs qui ont permis de recueillir plus d'informations, déconstruire certains préconçus, il a été possible de retravailler le questionnaire. Compte-tenu de la situation de crise sanitaire et des conditions de télétravail, une autre version de questionnaire a été proposée, avec des questions quantitatives et qualitatives pour tenter d'obtenir certaines réponses que nous aurions aimé avoir en entretien.
Ce questionnaire vise à préciser la population étudiée, le contexte et faire ressortir ce que les travailleur.euse.s socia.ux.les ont pu relever dans leur pratique et comprend plusieurs parties : une première partie biographique sur la personne enquêtée, notamment pour mieux comprendre son point de vue situé, son ancrage au territoire, son parcours, le public auprès de qui cette personne exerce son activité ; une partie afin de mieux cerner les problématiques, forces et

enjeux du terrain du point de vue de l'enquêté, notamment concernant la participation de leur public, sur les types de discriminations les plus fréquentes dans leur environnement, les éléments qu'il.elle.s mettent en place, et enfin une dernière partie sur ce dont il.elle.s ont besoin dans leur pratique. Ces questionnaires ont été diffusés dans des structures locales et partagée auprès de travailleur.euse.s soci.aux.les, éducat.eur.rice.s, de la région toulousaine.

Des entretiens individuels qualitatifs ont également été réalisés afin de mieux comprendre les enjeux, les mécanismes derrière les problématiques soulevées, les freins, les forces, les besoins et les difficultés rencontrées par les travailleur.euse.s socia.ux.les.

A travers ces deux outils, l'objectif est donc de comprendre leur perception des discriminations de genre vécues par leur population, chercher, partager et créer ensemble des outils pour accompagner les initiatives ou en créer de nouvelles qui vont dans le sens d'une égalité femmes-hommes dans l'espace public.

- Les interventions dans l'espace public :

Des interventions dans l'espace public lors de jours de marché, dans les parcs et sur les places ont permis d'aller à la rencontre des habitant.e.s de manière directe et de mobiliser des personnes qui ne seraient pas forcément venues à nos ateliers. Des grands supports ont permis de réaliser des diagnostics partagés et de recueillir la parole des citoyen.ne.s. Ces supports ont pris différentes formes : une carte du quartier (Annexe 8) où les personnes interrogées pouvaient indiquer les endroits où elles vont, ne vont pas, apprécient, n'apprécient pas, remarquent plus d'hommes ou de femmes, etc ; des photos de différents lieux dans le quartier accompagnés de nuages de mots (Annexe 9) ont permis de donner leurs ressentis sur ces espaces, parler de leurs usages (des couleurs différentes ont été utilisées pour les hommes et les femmes afin de distinguer les réponses sans en informer les participant.e.s) ; des photo-langages (Annexe 10) ont été proposés pour présenter différentes situations dans l'espace public (repas de quartier, femmes qui font du vélo, hommes assis sur un banc, etc.) et inviter les personnes à parler de celles qui leurs rappellent leur quartier, ce qu'il.elle.s y voient, ont vécu, etc ; un porteur de paroles (Annexe 11) avec comme question "Les femmes occupent-elles librement la rue ?" a permis de recueillir l'avis des passant.e.s dans l'espace public sur le sujet des inégalités entre les hommes et les femmes dans la rue, mais aussi plus généralement dans la société.

Enfin nous avons également élaboré des questionnaires à destination des habitant.e.s sur les usages de l'espace public, inspirés des questionnaires réalisés par le CEUM. (Annexe 20 et 21)

- Les entretiens avec les habitant.e.s de tous âges :

Des temps d'entretiens individuels avec des habitant.e.s, jeunes ou plus âgé.e.s ont été imaginées, accompagnés d'une grille d'entretien (Annexe 12) afin d'explorer certains thèmes, d'aborder des récits de vie et avoir une perspective historique sur le quartier, son évolution vis-à-vis de la question des inégalités H/F, d'avoir des témoignages plus développés de jeunes filles ou de jeunes garçons sur le vécu actuel, etc.

Encore une fois, les circonstances des derniers mois ont rendu difficile la tenue de tels entretiens, les personnes étant trop occupées, trop perturbées par les événements, etc. Toutefois, ces entretiens seront reportés au mois de septembre et pourront se poursuivre pendant la durée du projet. La grille élaborée nous a permis d'avoir des questions préparées pour les interventions dans l'espace public où les personnes avaient du temps à nous accorder.

- **Les ateliers au sein de structures locales :**

Des ateliers collectifs dans les structures partenaires sur des thématiques plus précises ont été imaginés. Sous forme de débats, d'ateliers d'écriture, de récits collectifs, etc, ils permettront de recueillir la parole dans habitant.e.s dans un environnement plus propice à la réflexion et au partage d'idées.

Des cartographies et des balades urbaines en mixité ou non, de jour comme de nuit seront proposées afin prendre une mesure plus concrète des réalités du territoire. Elles seront aussi l'occasion de permettre une réappropriation collective de l'espace public en réalisant ensemble le récit de notre environnement.

Un premier atelier a pu être réalisé avec l'association Voir & Comprendre, et d'autres partenariats sont envisagés avec d'autres structures du territoire (Partage Faourette, Fidya Diala, MJC Prévert, etc.) et débiteront en septembre si les conditions sanitaires le permettent.

Chapitre 3. Matériaux récoltés

Comme expliqué plus haut, au vu de la situation de crise sanitaire qui a eu lieu, tous les outils envisagés n'ont pas pu être mis en oeuvre dans le temps imparti pour l'écriture de ce mémoire de recherche. Toutefois, il a été possible d'avoir :

- 42 réponses au questionnaire qui a été diffusé à des travailleurs sociaux (éducateurs, assistantes sociales, psychologues familiaux) dans les QPV de Toulouse.
- Des entretiens avec des travaill.eur.euse.s socia.ux.les, animat.eur.rice.s de structures du quartier (Annexe 17)
- De nombreu.x.ses participant.e.s au cours des diverses interventions dans l'espace public (Annexe 18)
- Des relevés d'activités, dénombrements d'individu.e.s grâce à des temps d'observation dans l'espace public en binôme (Annexes 15 et 16)

La principale difficulté de ce travail de recherche a été due à la crise sanitaire que nous avons traversé. Le confinement mais aussi les difficultés individuelles que cette crise a pu apporter ont rendu très difficile l'accès à un public, aux travaill.eur.euse.s socia.ux.les, à l'espace public lui même.

Les entretiens avec les travailleur.euse.s sociaux ont été moins nombreux que ce qui était envisagé et il a été nécessaire de se tourner vers des données quantitatives issues du questionnaire en majorité (également pour répondre aux demandes du partenariat Erasmus+) plutôt que sur des entretiens qualitatifs comme voulu au départ.

Les ateliers de diagnostic collectif ont eux aussi été perturbés. La forme plus spontanée proposée ne permet toutefois pas de filtrer les participant.e.s et ne permet donc pas le choix d'un public cible précis. Le contexte de l'espace public n'est pas non plus toujours propice à des récits plus intimes, et le fait d'aborder les personnes de manière spontanées ne garantit pas le temps que ces personnes ont à disposition pour participer. Ces interventions bien que riches ne permettent donc pas de travailler un sujet particulier en profondeur avec un public spécifique et les éléments relevés sont donc plutôt des points de vue individuels, parfois superficiels qu'il a ensuite fallu traduire en tendances collectives et qu'il a fallu mettre en lumière par de l'observation, des discussions, des statistiques, et qui seront plus tard approfondis par des entretiens, récits de vie et des ateliers plus cadrés.

PARTIE III. PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Chapitre 1. Analyse statistique du quartier (Annexe 14)

A. Démographie

A.1. Une majorité de femmes, une répartition équivalente des classes d'âges

La population de La Faourette comprend 3930 habitant.e.s soit plus d'un quart de la population de BAFAPATABOR (27%) et 7% de la population du QPV Grand Mirail. Le quartier BAFAPATABOR comprend quant à lui 14771 habitant.e.s (soit 26,6% de la population du QPV Grand Mirail et 3% de la population de Toulouse).

Nous observons une majorité de femmes dans le quartier Faourette (52,30%) et dans l'ensemble BaFaPaTaBor (51,30%) ce qui reste cohérent avec la moyenne toulousaine (51,60%). La Faourette possède tout de même un pourcentage de femmes plus élevé que dans l'ensemble BaFaPaTaBor et dans la ville. (Figure 2)

Dans le quartier Faourette et dans l'ensemble BaFaPaTaBor, toutes les générations sont représentées et assez équilibrées avec environ 20% de la population répartie dans chaque catégorie : 0-14, 15-29, 30-44, 45-59 et + de 60 ans. Ces chiffres contrastent fortement avec les moyennes toulousaines où la catégorie des 15-29 ans est surreprésentée (32% de la population). Nous pouvons certainement l'expliquer par le très fort taux d'étudiant.e.s présent.e.s à Toulouse, dont peu sont logé.e.s sur BaFaPaTaBor. (Figure 3)

A la Faourette et à BaFaPaTaBor, les femmes sont les plus présentes dans les catégories 15-29 ans et dans toutes les tranches d'âges au-dessus de 45 ans. Elles représentent environ deux-tiers des personnes de plus de 75 ans. Ce constat se retrouve également sur la moyenne toulousaine ce qui peut en partie s'expliquer par l'espérance de vie plus longue pour les femmes que pour les hommes. Au contraire les garçons de 0-14 ans sont surreprésentés par rapport aux filles, les hommes sont également majoritaires dans la tranche 30-44 ans. (Figure 3)

A.2. Une majorité de familles monoparentales

Le quartier Faourette et l'ensemble BaFaPaTaBor sont majoritairement composés de familles : environ 54 % de couples avec ou sans enfants et familles monoparentales contre 42 % sur Toulouse. Sur l'ensemble des ménages avec enfants, 43% sont des familles monoparentales à Faourette, contre 41% sur BaFaPaTaBor et 34% à Toulouse.

La proportion de familles monoparentales sur l'ensemble des ménages à BaFaPaTaBor est deux fois plus importante que sur la moyenne toulousaine. Malgré le manque de données en fonction du sexe sur BaFaBaTaBor nous pouvons penser que la tendance suit celle de Toulouse où 83% des familles monoparentales sont des femmes seules avec enfant(s).

A l'inverse les ménages d'une personne pouvant indiquer l'isolement sont majoritaires à Toulouse (52,6%) et moins importants à Faourette (41,7%) et BaFaPaTaBor (39,6%). Les ménages d'une seule personne sont également répartis entre les femmes et les hommes sur Faourette et BaFaPaTaBor et légèrement supérieurs pour les hommes à Toulouse. A BaFaPaTaBor, les ménages de personnes seules correspondent majoritairement aux femmes de plus de 65 ans et aux hommes entre 30 et 44 ans.

B. Éducation et situation socio-économique

B.1. Types de professions (Figures 5 et 6)

Les profils modestes sont surreprésentés sur Faourette et l'ensemble BaFaPaTaBor : environ 28% de personnes sans activités contre 24% sur Toulouse, environ 17% d'ouvrier.e.s contre 8,3% sur Toulouse et 18% d'employé.e.s contre 15% sur Toulouse. Le nombre important de retraité.e.s (21,5% à BaFaPaTaBor contre 16,1% à Toulouse) témoigne également du vieillissement de la population. A l'inverse, la part de cadres et de professions intermédiaires est beaucoup plus importante à Toulouse que sur BaFaPaTaBor (17,5% et 16,2% contre 4% et 9,5%). On remarque également une légère différence entre Faourette et l'ensemble BaFaPaTaBor notamment sur le nombre de profils modestes plus important à Faourette.

Concernant les professions exercées selon le sexe, on retrouve des métiers correspondants aux rôles de genre traditionnels : à Faourette 75% des employé.e.s sont des femmes (contre 70% à Toulouse), et 77% des ouvrier.e.s sont des hommes (contre 82% à Toulouse). Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont majoritairement dominées par les hommes que ce soit à Toulouse, BaFaPaTaBor ou Faourette.

Les professions intermédiaires sont elles légèrement dominées par les femmes sur les trois territoires. Enfin, les personnes retraitées sont en majorité des femmes (53,5% à Faourette, 56,2% à BaFaPaTaBor et 59,4% sur Toulouse).

B.2. Population active et inactive (Figure 7)

Les niveaux de qualification des demandeur.euse.s d'emploi sur BaFaPaTaBor sont relativement équilibrés avec 23% de personnes n'ayant aucun diplôme, 29.5% ayant un CAP ou un BEP, 23% s'étant arrêté une fois le BAC obtenu, et 28.5% de personnes ayant un diplôme supérieur au BAC. La plupart connaissent des périodes de chômage de plus de 6 mois (58.5%, soit 17.5% de 6 mois à 1 an, 19.5% de 1 an à 2 ans, 21.5% de plus de 2 ans)

Les personnes sans activité sont en majorité des femmes (58% à Toulouse et BaFaPaTaBor et 62% à Faourette), tandis que le pourcentage de chômage entre hommes et femmes est assez similaire (sauf à la Faourette où nous observons une majorité d'hommes).

Aussi, on constate que sur l'ensemble des femmes, elles sont proportionnellement moins nombreuses à être en activité comparé aux hommes. Le taux d'actif.ve.s occupé.e.s est d'ailleurs plus important sur Toulouse (49%) que sur BaFaPaTaBor (39%) et la Faourette (38%).

Enfin, ces chiffres viennent renforcer les constats précédents : la proportion d'étudiant.e.s importante sur l'ensemble de Toulouse est minoritaire sur BaFaPaTaBor.

B.3. Types d'emplois salariés (Figures 8, 9 et 10)

On note à Toulouse une plus grande proportion de contrats à durée indéterminée et de postes dans la fonction publique (79%) qu'à BaFaPaTaBor ou à Faourette qui, à l'inverse, concentre les plus forts taux d'emplois précaires avec 17% de CDD, 4% d'emplois aidés et 6% d'emplois intérimaires. Ces chiffres montrent encore une fois la plus grande précarité des habitant.e.s de Faourette par rapport à BaFaPaTaBor et par rapport à Toulouse.

On peut également remarquer que, concernant les types de contrats, que ce soit à l'échelle de la ville, de l'ensemble BaFaPaTaBor ou du quartier de la Faourette, les femmes sont plus nombreuses à temps partiel (entre 13% et 21%) que les hommes (entre 6% et 10%).

Enfin, la part de ménages fiscaux imposés à Toulouse est deux fois plus importante à Toulouse (49%) que dans l'ensemble BaFaPaTaBor (27%) ou à La Faourette (24%) ce qui montre que ces quartiers concentrent une population en dessous du seuil de revenus imposables et ont donc des revenus assez faibles.

C. Logement et modes d'habiter

C.1. Type de logements (Figures 11 et 12)

L'ensemble BaFaPaTaBor et le quartier de la Faourette comportent plus de résidences principales que dans le reste de la ville. A l'inverse, la proportion de logements vacants et de résidences secondaires est plus importante dans la ville qu'aux deux autres échelles.

La part de maisons est également plus importante à Toulouse (16%) qu'à BaFaPaTaBor et à la Faourette qui concentrent respectivement 90% et 86% d'appartements (contre 83% à Toulouse). La prédominance d'appartements est liée à l'histoire du quartier et des vagues de construction de logements collectifs. Les maisons sont encore moins nombreuses à Faourette qu'à BaFaPaTaBor qui comprend plus de zones pavillonnaires.

Le fait que les habitant.e.s du quartier vivent majoritairement en appartement et ne possèdent donc que peu d'espaces extérieurs (jardins, terrasses, etc.) a très certainement un impact sur l'utilisation des espaces publics et notamment des parcs, places, etc.

C.2. Propriété et location (Figure 13)

Le taux de propriétaires est très faible à la Faourette et BaFaPaTaBor (18% et 22%) alors qu'à Toulouse il concerne environ un tiers de la population (32%). Concernant la population de locataires, il.elle.s sont 66% à la Faourette à être dans du logement social contre 61% sur BaFaPaTaBor et 16% sur Toulouse. Encore une fois, les chiffres montrent la plus grande précarité des habitant.e.s du quartier et la prédominance de l'habitat social (encore plus forte à Faourette).

C.3. Ancienneté dans le logement (Figure 14)

Les logements de l'ensemble BaFaPaTaBor ont majoritairement (71%) été construits entre 1946 et 1970 et 14% entre 1971 et 1990. En effet ce sont des quartiers qui se sont construits très vite pour répondre à un besoin de logements de populations ciblées. Depuis les années 90, la construction a largement été réduite. Cependant, aujourd'hui, beaucoup d'opérations de réhabilitation et de démolition-construction sont en cours ou prévues, notamment dans le cadre de programmes de rénovations urbaines (surtout à Bagatelle). Sur l'ensemble de Toulouse, on constate que la ville s'est construite progressivement et essentiellement entre les années 1946 et 2005, bien que 8% du bâti existait déjà avant 1919.

C.4. Ancienneté des ménages (Figure 15)

Contrairement à Toulouse où le quart des habitant.e.s ont emménagé il y a moins de deux ans dans leur logement, 45% de la population de BaFaPaTaBor (et 43% de la Faourette) a emménagé dans son logement il y a 10 ans ou plus. Ces chiffres montrent une population à BaFaPaTaBor plus ancienne, stable et installée dans le quartier. Les habitant.e.s y restent plus longtemps et ont donc une connaissance importante de leur quartier ainsi qu'un attachement assez fort (histoire, voisinage, etc.).

C.5. Transports et mobilité (Figure 16)

A BaFaPaTaBor et à La Faourette, les personnes utilisent plus généralement les transports en commun. En effet, les quartiers de la Faourette, Bagatelle, Bordelongue sont desservis en métro. En revanche les quartiers Papus et Tabar en sont un peu plus éloignés..

A Toulouse, c'est la voiture qui prime avec plus de 53% d'utilisat.eur.ice.s, mais les mobilités douces (marche à pieds, vélo) sont plus prévalentes qu'à BaFaPaTaBor et la Faourette. Des études nationales¹²⁷ montrent que les habitant.e.s des QPV est un niveau de mobilité moins important (un nombre de déplacements plus faible ainsi que des distances parcourues plus courtes).

¹²⁷ *La place des femmes et des jeunes filles dans les espaces publics dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville*, Conseil Nationale des Villes, 2018

La part des ménages motorisés et possédant le permis de conduire est également plus faible dans les QPV. Enfin, le faible usage de la voiture dans les QPV concerne surtout les femmes (- 4,8 déplacements en voiture en cinq jours pour les femmes des QPV par rapport à celles des autres quartiers, contre seulement - 2,8 pour les hommes).

Chapitre 2. Analyse des représentations et usages de la ville par les femmes et les hommes

Après avoir dressé un portrait statistique du quartier en comparaison avec l'ensemble dans lequel il se situe et avec la ville de Toulouse, nous nous intéressons maintenant à la présentation des données issues du terrain. Celles-ci comprennent à la fois des éléments issus des questionnaires et des entretiens avec les travailleur.euse.s socia.ux.les, des interventions dans l'espace public, des temps d'observation.

Cette présentation passe d'abord par un retour sur les éléments observés et qui montrent des usages, des comportements et des ressentis différents des femmes et des hommes dans le quartier. La seconde partie tente d'aller un peu plus en profondeur et de présenter les éléments du terrain qui sous-tendent les comportements, usages et ressentis observés. Enfin, une dernière partie de ces résultats présentera plus précisément le travail réalisé avec les travailleur.euse.s socia.ux.les afin de mettre en lumière les avancées, les limites et les besoins qu'il.elle.s ont relevé de leur pratique.

A. Une utilisation différenciée et inégale de l'espace

A.1. Une différence dans les espaces utilisés

La différence d'utilisation de l'espace public entre les hommes et les femmes passe souvent par l'observation que les hommes sont partout, tout le temps, ce qui donne le sentiment que les hommes sont dehors et que les femmes ne le sont pas.

Les observations sur le terrain dans le parc de la Faourette nous ont montré que la présence des hommes et des femmes dans ce lieu était relativement équivalente (46 femmes et jeunes filles et 47 hommes et jeunes garçons).

En revanche, l'observation menée sur la place Anthonioz de Gaulle nous a montré que sur une heure de temps et 88 personnes observées, 59 étaient des hommes ou des jeunes garçons et 29 des femmes ou des jeunes filles (Annexe 16). Ainsi, les hommes et les femmes n'occupent pas les mêmes espaces. Ceci pourrait être expliqué par les caractéristiques de ces espaces.

En effet, des femmes nous ont indiqué préférer s'asseoir dans le parc parce qu'elles s'y sentent plus à l'abri entourées d'immeubles et d'arbres que sur la place Anthonioz de Gaulle où de nombreuses voitures passent sur la route ou sur le parking.

Aussi, ce besoin de se sentir à l'abri se retrouve dans l'utilisation plus importante des lieux fermés comme les lieux associatifs où les femmes sont majoritaires comme nous l'ont expliqué les travailleur.euse.s socia.ux.les lors des différents entretiens.

Des jeunes filles avec qui nous avons pu discuter pendant une discussion à l'association Média Pitchounes nous ont avoué ne pas souvent être dehors, que leur temps à l'extérieur consistait essentiellement en des trajets entre leur domicile et leur école, leur centre de loisirs, le centre commercial, une association, etc.

Les garçons et les hommes sont eux rarement dans les lieux fermés et restent plus souvent à l'extérieur, sur des places, dans les parcs, aux terrasses des cafés, devant les commerces, etc comme nous l'explique l'association Lien Horizon Danse qui a lancé l'initiative "*Toutes à nos Terrasses de Café*" pour répondre à cette problématique.

A.2. Des temporalités spécifiques

Au delà de l'utilisation d'espaces spécifiques, les femmes et les hommes ne sont pas présent.e.s aux mêmes moments dans la journée ou dans la semaine. En effet, nous avons pu constater une présence d'hommes tout au long de la journée, en revanche, la présence évidente de femmes ne se fait qu'à des heures spécifiques : le matin pour faire les courses (nous avons noté lors de notre observation dans le parc de la Faourette (Annexe 19) plus de 18 femmes transportant des caddies ou sacs de courses contre 8 hommes), en fin de matinée pour récupérer les enfants à l'école (à partir de l'observation des femmes et des hommes en groupes, nous avons noté plus de femmes avec des enfants à ces heures-ci), dans l'après-midi, surtout le mercredi pour sortir avec les enfants ou garder les enfants (pour les nounous, assistantes maternelles, etc.). Dès 18h, les femmes se font plus rares et la présence des quasi-exclusive des homme se fait progressivement sentir.

Et pour cause, certaines jeunes filles que nous avons rencontré lors de l'atelier à l'association Voir et Comprendre nous ont indiqué avoir un couvre feu, imposé par leurs parents (souvent leur père, mais aussi leur mère), leur frère, voir même le garçon avec qui elles sont en couple. D'autres femmes rencontrées lors de diverses interventions dans l'espace public nous indiquent que pour elles, le soir est synonyme de danger et qu'elles s'arrangent pour ne pas sortir après la tombée de la nuit. Enfin, plus généralement, la conception qu'une femme qui sort le soir est forcément une femme avec de mauvaises moeurs est souvent revenue. En effet, tant pour les jeunes filles que pour les femmes que nous avons rencontré, pour une femme respectable, il n'y a rien à faire dehors le soir.

A.3. Des usages différents de l'espace public

Sur ces temps d'observation, nous avons également pu noter que femmes et hommes utilisent l'espace public pour différentes raisons.

Dans le parc, les hommes sont plus souvent debout, en mouvement (ils marchent, courent, jouent au foot, etc.), sur des motos ou des vélos. A l'inverse, les femmes et les jeunes filles sont plus souvent assises sur les bancs, autour des parcs pour enfants.

Sur la place Anthonioz de Gaulle, le constat change : les femmes ne font que passer pour aller d'un commerce à un autre endroit, ou retourner chez elles, ou dans une voiture, tandis que les hommes sont assis en terrasse, assis sur les banc de la place, assis sur leurs motos, dans les voitures, etc.

Ainsi, les hommes semblent plus s'approprier l'espace public : les enfants jouent, les jeunes garçons se l'approprient comme terrain de sport (pour jouer au foot par exemple) ou comme piste de course (vélo, motos, quads), les hommes quant à eux sont assis ou en mouvement, ils semblent rarement y être pour d'autres raisons que de retrouver d'autres hommes, partager un moment ensemble, discuter, manger, etc.

Les femmes sont le plus souvent en mouvement et ne s'arrêtent généralement que dans le parc seulement si elles surveillent les enfants (même pour les jeunes filles qui surveillent leurs petits frères et soeurs quand la mère s'occupe de la maison).

Aussi, bien que nombreuses d'entre-elles se retrouvent en petits groupes pour discuter, partager un moment, elles semblent toujours avoir une autre raison d'être dans l'espace public.

A plusieurs reprises, nous avons croisé des femmes qui paraissaient seules, ou en groupe avec d'autres femmes pour discuter, mais alors qu'elles surveillaient en réalité des enfants, faisaient une pause dans leur chemin pour faire les courses, etc.

En effet, la présence des femmes dans l'espace public est généralement liée à leur rôle de mère ou d'épouse en charge de la maison et des enfants. Ainsi, les femmes sont majoritairement dans les parcs avec leurs enfants, dans les espaces commerciaux pour faire les courses, etc. A ce sujet, plusieurs habitant.e.s du quartier nous ont donné l'exemple du supermarché sur la place Anthonioz de Gaulle qui a fermé suite à l'agression du propriétaire. Depuis, les femmes ne sont plus vraiment visibles sur la place car elles ne peuvent plus y faire leurs courses (sauf pour la boulangerie, une petite épicerie). Une femme nous a aussi dit lors d'une action dans l'espace public que durant le confinement, puisqu'il n'y avait plus d'enfants à emmener à l'école, elle n'avait plus rien à faire dans l'espace public, que ce n'était pas sa place.

Les rares exceptions que nous avons pu constater à ce sujet concernent les femmes plus âgées qui n'ont notamment pas ou plus d'enfants à charge. Celles-ci se retrouvent souvent entre elles dans le parc pour aller faire des courses, aller au marché, mais aussi de manière spontanée quand elles se rencontrent dans la rue, enfin pour d'autres, ces moments sont des rendez-vous prévus chaque jour ou chaque semaines.

A.4. Une faible mixité

La différence entre hommes et femmes dans l'espace public se remarque aussi par le fait qu'en dehors des membres de la famille, femmes et hommes sont rarement ensemble.

Du côté des enfants et des jeunes, nous avons noté que chez les plus petit.e.s, garçons et filles jouent ensemble. Toutefois, souvent, les petites filles restent proches des accompagnant.e.s.

Chez les adolescent.e.s, des groupes de filles et de garçons se distinguent clairement.

Néanmoins, au cours de nos observations, nous avons pu noter que certain.e.s entrent ponctuellement dans ces groupes pour des échanges courts, parfois des chamailleries agrémentées d' "insultes amicales" qui sont perçues comme inoffensives, tant par les jeunes que par les travailleur.euse.s sociaux.les que nous avons rencontré.

Chez les adultes, les groupes sont également très homogènes, sauf si des enfants sont présent.e.s ou des couples, ou une personne accompagnant une personne âgée de la famille. Plusieurs femmes nous ont indiqué que "*les femmes et les hommes ça ne se mélange pas*", ou encore que "*les hommes sont avec les hommes et les femmes avec les femmes, c'est comme ça, on voit pas pourquoi on se mélangerait*".

Ainsi, les femmes, les hommes et les jeunes occupent l'espace public mais ne restent pas ensemble. Lorsque nous leur demandons, il semble évident que c'est la seule manière de faire. Les jeunes adolescent.e.s nous racontent que le fait d'être avec un.e autre adolescent.e du sexe opposé peut causer de nombreux problèmes de réputation, etc.

Les hommes et femmes les plus âgés notent une évolution dans l'occupation de l'espace public à travers le temps : "*avant, les hommes et les femmes se mélangeaient beaucoup plus*". Quelques femmes nous ont dit qu'il est inacceptable que les garçons et les filles, les hommes et les femmes soient séparé.e.s dans l'espace public et qu'elles aimeraient que les choses changent pour pouvoir enfin parler avec tout le monde.

B. Un ressenti différent de l'espace

B.1. Peurs et insécurité

Quand nous avons demandé aux personnes leur ressenti dans les différents espaces du quartier, les femmes et les hommes semblaient s'accorder à première vue sur le fait qu'il.elle.s se sentaient bien dans le quartier, que tout était plutôt calme (hormis quand les garçons jouent avec leurs motos ou quads dans le parc), que les relations entre les habitant.e.s étaient cordiales.

En demandant précisément au cours de nos différentes actions dans la rue "en tant que femme/homme, comment vous sentez vous dans l'espace public ?", les hommes étaient un peu étonnés de cette question, "moi je me sens bien, les espaces sont agréables, on a le parc", "ah oui, moi je sors, j'aime bien être dehors, je vois pas quel problème je peux avoir".

Les femmes nous ont souvent répondu à travers des formulations qui laissent transparaître un autre problème : "moi je me sens bien, j'ai pas peur", "moi je sais me défendre, je m'assume complètement", "moi je fais attention, je m'habille normal, je prend pas mon sac et je fais attention, donc ça va il m'est jamais rien arrivé", "je me sens très bien dans l'espace public ! Après je traîne pas dehors, j'ai pas de raison, mais ça va, je suis bien".

Ainsi pour les femmes, même si elles semblent indiquer au début qu'elles se sentent bien dans le quartier, la dimension d'un danger qui plane semble présente chez toutes.

Et cela n'est pas sans raisons. En effet, pour les jeunes filles et adolescentes entre 6 et 21 ans, les récits d'agressions dans la rue sont marquants : une jeune fille de 18 ans qui se fait interpellé par un jeune homme et ne répond pas, par peur, et se fait insulter ; deux soeurs de 6 et 14 ans qui sortent du métro, se font interpellé par un groupe de jeunes hommes, ne répondent pas leurs parents leurs ont dit de ne jamais répondre, se font lancer des canettes de sodas pour leur silence ; une jeune adolescente qui se fait accoster par un homme adulte qui lui demande son numéro de téléphone et lui propose de l'accompagner à sa destination, plainte sans suite auprès de l'agence Tisséo.

Avec l'âge et la situation familiale, le sentiment d'insécurité semble évoluer. En effet, certaines femmes nous ont indiqué que leur changement de statut, le passage de jeune femme à jeune maman ou à femme âgée a changé leur ressenti sur l'espace public, puisque depuis les hommes ne les interpellaient plus, les respectaient, qu'elles ne se faisaient plus embêter, et que depuis, elles se sentaient plus libres. Une femme pendant un entretien nous racontait à ce sujet qu'elle n'est pas méfiante envers les hommes du quartier car tout le monde la connaît et la respecte : elle a une bonne réputation du fait de son âge, de sa condition de mère et de son hijab.

Cependant, des femmes plus âgées ont également été nombreuses à nous raconter qu'elles se sentaient toujours en insécurité et qu'elles avaient subi encore récemment des agressions ou du harcèlement de rue.

D'ailleurs, L'observatoire national de la politique de la ville (ONPV)¹²⁸ montre que dans les QPV, le sentiment d'insécurité est deux fois plus important que dans les autres quartiers (même si le nombre d'agressions et de violences n'est pas plus important dans les QPV) et qu'il est en augmentation pour les personnes âgées.

Les agressions vécues par les femmes et commises par les hommes activent ou réactivent des peurs instillées par de précédentes expériences, mais aussi par les discours et les récits des parents, ami.e.s, famille, pour mettre en garde mais aussi, faire peur et contrôler (comme l'indique Guillaumin dans les moyens de l'appropriation de la matérialité corporelle des femmes).

Ainsi, pour Marylène Lieber¹²⁹, *« Les femmes restent bel et bien avant tout des individus dont le corps constitue une des caractéristiques premières, leur intégrité physique étant constamment menacée. Les restrictions qui leur sont imposées quant à leur usage de l'espace urbain ont une influence de taille sur leur autonomie et, de ce fait, sur leur accès à l'espace public. Le non-débat public à cet égard, comme l'évidence de leur vulnérabilité soi-disant « naturelle », ne sont donc pas sans conséquence sur leur accès à une véritable citoyenneté. »*

¹²⁸ Dans son rapport de 2018 consacré à l'emploi et au développement économique

¹²⁹ LIEBER Marylène. « Le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public : une entrave à la citoyenneté ? », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 21, no. 1, 2002, pp. 41-56.

B.2. Restrictions et manque de libertés

Le sentiment d'insécurité influe forcément sur le sentiment de liberté des femmes. En effet, les femmes nous ont raconté à plusieurs reprises qu'elles mettaient en place différentes stratégies d'évitement et de protection : utilisation de moyens de transports comme le vélo qui donne l'impression de "*moins pouvoir être attrapée ou interpellée et de s'arrêter directement devant là où on va*"; évitement de certains endroits, rues ou places comme la Place Anthonioz de Gaulle où les jeunes filles indiquent que les regards et les commentaires des "*grappes d'hommes*" les mettent tellement mal à l'aise qu'elles préfèrent passer par un autre endroit ; imposition d'un couvre-feu pour éviter de sortir la nuit, baisser la tête en marchant, restrictions vestimentaires, etc.

A ce sujet, nous avons réalisé un porteur de parole qui posait la question "Les femmes utilisent-elles librement la rue ?"

Les réponses à cette question étaient majoritairement négatives, d'autres fois plus pondérées : "les femmes sont libres, mais moins que les hommes" ; "ça dépend des endroits" ; "dans les lois on est libre, mais dans la réalité, c'est pas la même chose".

Les femmes expliquent ce manque de liberté par de nombreuses restrictions principalement comportementales. Par exemple la tenue vestimentaire est revenue très souvent dans les discussions : certaines femmes sont jugées parce qu'elles ne portent pas le hijab, certaines ne peuvent ou s'interdisent de porter des vêtements courts (jupes, short). Au delà du jugement ces restrictions prennent parfois la forme d'agressions verbales ou physiques.

Ces restrictions passent également par des interdictions indiquées clairement comme telles ou perçues comme telles dans l'opinion collective. Une jeune femme nous indique qu'il est très mal vu pour une femme de fumer, et que de fait, elle ne peut pas fumer dans la rue et doit se cacher pour pouvoir le faire.

Pour d'autres, elles ne se sentent pas libre de s'asseoir où elles veulent dans l'espace public, notamment les endroits où les hommes sont nombreux ou majoritaires, de peur d'être jugée, de recevoir des remarques, des propositions indécentes, etc.

Les jeunes filles que nous avons rencontrées à l'association Voir & Comprendre sont aussi d'accord pour affirmer que les interdictions posées à l'égard des femmes ne le sont pas à l'égard des hommes : "Mon mec il me pose des limites, là où lui ne se limite pas." : un état de fait auquel il semble n'y avoir pas de solution. Les filles obéissent, pourtant pleinement conscientes de l'injustice, car elles ne veulent pas avoir de problèmes.

Les femmes ne sont donc pas libres dans l'espace public que ce soit par des interdits et restrictions directes ou par les stratégies d'évitements et/ou d'autodéfense qu'elles mettent en place. Elles ne peuvent pas être qui elles veulent ou y faire ce qu'elles veulent. Toutefois ce ne sont pas uniquement les hommes qui posent et imposent des interdits aux femmes, mais parfois, ce sont les femmes elles-mêmes qui s'auto-censurent, ou transmettent les restrictions qu'elles ont intériorisées à leurs filles.

Parallèlement, les hommes apprennent dès le plus jeune âge à occuper l'espace public, notamment pour leur loisir, passer le temps, être avec d'autres hommes. Nous l'avons surtout constaté avec les adolescents dont la présence est très remarquée du fait des bruits qu'ils font avec leurs motos. Mais ce constat s'est aussi étendu aux garçons plus jeunes et aux hommes plus âgés, très enclins à crier dans l'espace public, même simplement pour saluer quelqu'un.e. Ce constat a été fait également sur la place Anthonioz de Gaulle où les hommes près du tabac, aux terrasses de kebabs s'interpellent, se disputent, et leurs voix résonnent sur toute la place.

Le fait de se mouvoir dans l'espace, de se sentir à l'aise pour crier et s'y exprimer, s'y installer, quelque soit l'endroit, montre que les hommes se sentent plus libres et légitimes à être dans cet espace et à se l'approprier.

Pour Marion Iris Young, les comportements de chacun.e traduisent le fait que les hommes "*ont une plus grande liberté d'action dans l'espace en tant que sujets plutôt qu'en tant qu'objets de regards*" (Young, 1990)

Ainsi, comme beaucoup de travailleur.euse.s sociaux.les et d'habitant.e.s l'ont exprimé, au-delà d'un sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public, alimenté par certains cas de violences sexistes dans la rue ainsi que par l'imaginaire construit autour du danger pour les femmes d'être dans l'espace public, d'autres éléments influencent la présence des femmes et des hommes dans l'espace public.

Chapitre 3. De possibles facteurs influençant les inégalités de sexe dans la ville

A. La reproduction des normes et rôles de sexes

Comme nous l'avons vu au début de ce mémoire, nous sommes dans une société de sexage (Causse, 2000), une société où l'humanité est divisée entre deux classes de sexes, au bénéfice d'une seule, celle des hommes. Ainsi c'est à travers le genre que des comportements et rôles sont déterminés pour chaque sexe, et que s'opère une division hiérarchique inégale. Par un discours de Nature (Guillaumin, 1978) et des représentations stéréotypées des femmes (publicité, télévision, cinéma, religion, etc.), un ensemble de croyances et d'injonctions se forme et persiste encore aujourd'hui sur le rôle des femmes et leur nature.

A.1. Le rôle des femmes

De nombreuses personnes rencontrées (femmes et hommes) sont ainsi empreintes de ces représentations et du rôle que doit avoir les femmes, ce qui a forcément un impact sur l'utilisation de l'espace public.

Un des stéréotypes les plus importants est l'idée que les femmes doivent rester à la maison. Encore aujourd'hui on associe les femmes au privé et les hommes au public. D'ailleurs en 2014, encore 20% des français.e.s (1 sur 5) étaient d'accord avec l'idée selon laquelle, *“dans l'idéal, les femmes devraient rester à la maison pour élever leurs enfants”*¹³⁰.

Une femme en entretien nous a par exemple expliqué que pour elle, une certitude issue de son éducation est que l'homme est en toutes circonstances supérieur à la femme, cette dernière lui doit le respect absolu. Elle raconte qu'on lui a ainsi appris qu'il existe des femmes “bonnes”, qui respectent ces états de fait, et des femmes “mauvaises”, dissidentes. Les “bonnes” femmes ne se montrent pas dehors, font des détours pour ne pas croiser d'hommes, prennent soin de leur foyer et doivent toujours être disponibles pour leur famille.

Ainsi, plusieurs femmes que nous avons rencontrées nous indiquent que *“la place des femmes est à la maison”*. Un groupe de femmes nous a ainsi expliqué qu' *“une femme bien ne se montre pas dehors, ne passe pas devant les hommes et gère son foyer et ses enfants. Elle doit être discrète, ne pas faire de bruit”* ; *“le temple de la femme, c'est la maison. Je suis très bien chez moi j'ai pas besoin de sortir”*.

Parallèlement, il est encore considéré aujourd'hui que les femmes qui ne sont pas “discrètes”, qui sortent seules ou encore qui portent par exemple des vêtements courts, sont des femmes “disponibles” et/ou qui cherchent des ennuis. Plusieurs femmes du quartier nous ont d'ailleurs dit que *“ si une fille porte une tenue provocante, elle se fera attaquer ! C'est de sa faute car elle aurait dû bien s'habiller !”*.

Ainsi 27% des Français.e.s pensent que l'auteur d'un viol est moins responsable si la victime portait une tenue sexy et 40% pensent également que la responsabilité du violeur est atténuée si la victime avait une attitude “provocante” en public¹³¹.

Comme l'explique Carol Gardner¹³², les femmes font face à un paradoxe : elles doivent à la fois agir dans la rue *“comme des femmes”* (paraître femmes, êtres discrètes, calmes, sortir simplement pour des raisons pratiques, baisser les yeux) et en même temps ne pas se faire repérer comme une femme (éviter de porter certains vêtements, être trop “féminines”, ne pas se faire remarquer, etc.). Dans le quartier, beaucoup de choses se jouent autour de l'image que l'on renvoie aux autres : il est nécessaire de se comporter dans l'espace public de manière “respectable”.

¹³⁰ BURRICAND Carine, GROBON Sébastien, *Quels stéréotypes sur le rôle des femmes et des hommes en 2014 ?* Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), 2015.

¹³¹ Selon une étude réalisée en 2016 par l'institut IPSOS pour l'association Mémoire Traumatique et Victimologie sur les représentations du viol et des violences sexuelles chez les Français

¹³² GARDNER Carol, *PassingBy : Gender and Public Harassment*, 1995

Plusieurs travailleur.euse.s sociaux interrogé.e.s corroborent aussi l'importance de la culture et de la religion dans les rôles et les croyances attribuées aux femmes et aux hommes. Pour eux.lles, comme pour les habitant.e.s que nous avons rencontré.e.s, il existe une inégalité évidente, qui prend souvent racine dans la culture ou la religion : un axiome selon lequel les hommes sont supérieurs aux femmes, qui doivent se comporter d'une certaine manière. Les modèles de genre sont très ancrés dans la population, même chez les jeunes, qui les reproduisent dès qu'ils atteignent la puberté, volontairement ou pour se conformer à la pression sociale.

A.2. L'importance du contrôle social

À travers nos rencontres et échanges ainsi que notre posture d'observation nous avons relevé un véritable contrôle social qui s'opère sur les femmes et surtout les jeunes filles. Le contrôle social se réalise ici principalement par un contrôle communautaire informel, s'exerçant au cours des interactions sociales, par des gestes de désapprobation explicites ou implicites qui peuvent varier selon la culture, la religion ou encore la famille. Par exemple, lors de nos rencontres, de nombreuses femmes et jeunes filles d'origine nord-africaine ont soulevé la question de la pression sociale, qui est différente en fonction de l'origine et/ou des croyances religieuses : elles sont plus jugées que les femmes "blanches" et on attend d'elles qu'elles se comportent de telle ou telle manière. Certaines parlent de deux "mondes", "l'Ouest" et "l'Orient" et leurs standards complètement différents.

Les comportements des hommes et des femmes dans l'espace public sont ainsi définis, dictés et contrôlés par l'entourage. En cas de "déviance" ou de non-respect de ces normes sociales, chacun.e s'expose à des sanctions sociales négatives : jugements, critiques, exclusions, pressions, déshonneur, punitions, violences, etc.

En sociologie, le rôle de la violence sur les femmes dans le maintien des rapports de domination a été souvent sous-estimé et peu pris en compte. En effet, la violence est souvent analysée d'un point de vue individuel, et non pas comme un phénomène systémique.

Or, il est important de souligner que l'emploi de la violence par les hommes sur les femmes est une forme puissante de contrôle social des femmes, autant dans la sphère privée que publique.

En effet, la violence, tout comme la peur de la violence façonnent les comportements¹³³ par deux effets : le premier est d'exclure des femmes de certains domaines et espaces ou encore de restreindre leur champ d'action, l'autre de les obliger à certains comportements ou à l'exécution de certaines tâches¹³⁴.

¹³³ Debauche, Alice, et Christelle Hamel. « La violence comme contrôle social des femmes. Entretien avec Jalna Hanmer, sociologue britannique », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 32, no. 1, 2013, pp. 96-111.

¹³⁴ HANMER Jalna, Violence et contrôle social des femmes, *Questions Féministes*, No. 1 (Novembre 1977), pp. 68-88

Pour Jalna Hanmer les femmes *“peuvent être maintenues dans un rôle subordonné grâce à des moyens de contrôle idéologiques et matériels (contrainte économique et violence physique) et grâce à la politique de l'Etat qui soutient la structure hiérarchique familiale.”*¹³⁵

En arrivant à l'association Voir & Comprendre, nous avons d'abord proposé de mener une promenade exploratoire dans le quartier, avec le groupe de jeunes filles que gère l'association. Mais ces dernières ont semblé plutôt réfractaires à l'idée d'une excursion en extérieur, principalement parce que sortir dehors implique d'être exposé.e aux regards, ce qui peut rapidement contraindre et bloquer la parole. Les filles pourraient aussi être distraites par la famille ou les ami.e.s qu'elles rencontreraient et qui peuvent les interpeller.

Aussi, elles nous ont confié qu'elles ne peuvent pas être vues dans le quartier car elles ont peur de *“manquer de respect à leurs grands frères et leurs pères”* (moins leurs grandes soeurs ou leurs mères).

A travers la cartographie sensible (Annexe 9) que nous avons réalisé avec ces jeunes filles, ce phénomène de surveillance et de contrôle a été marquant avec des yeux jaunes (qui sont les symboles qui représentent les endroits où les personnes se sentent observées) fortement représentés tant sur la place Anthonioz de Gaulle que dans le parc de la Fourette. Le jugement et la surveillance des un.e.s et des autres sont très forts au sein du quartier. Certain.e.s femmes et jeunes ont aussi parlé de l'intimidation liée au fait qu'il.elle.s se sentent observé.e.s dans certains espaces.

Le contrôle social par les autres femmes et les hommes (en faisant circuler les ragots et potins, en regardant de haut en bas du fait d'une tenue ou d'une fréquentation...) a une très grande influence sur la manière dont il.elle.s se comportent, se tiennent etc. et des personnes qu'il.elle.s côtoient dans l'espace public.

En effet, il y a une véritable différence entre ce que les filles et les garçons peuvent faire.

Les garçons ont par exemple le droit d'être torse nu dans la rue quand il fait chaud tandis que les filles ne peuvent se baigner que bien plus loin dans des lieux où ne seront pas présents les gens du quartier, à l'abri des regards, de la pression sociale et du jugement du quartier.

De fait, les filles se rendent beaucoup plus souvent en centre ville que les garçons, car elles ne se sentent pas libres dans leur quartier à cause des regards, des rumeurs et des conséquences sur leur réputation et celle de leur famille.

Une femme du quartier nous dit par exemple que *“certaines jeunes filles ne respectent pas leur mère en ayant certains comportements ou en sortant avec les garçons. Les mères souffrent de ces attitudes car elles entendent par la suite circuler les rumeurs...”*

Très souvent les femmes elles-mêmes renforcent et perpétuent des rôles et des restrictions parce qu'elles les ont fortement intériorisés. C'est justement quand le contrôle social est intériorisé et se transforme en autocontrôle qu'il atteint sa plus grande efficacité.

¹³⁵ HANMER Jalna, Violence et contrôle social des femmes, *Questions Féministes*, No. 1 (Novembre 1977), pp. 68-88

L'individu.e applique ainsi à sa propre personne les normes sociales que ce soit par un processus inconscient ou en ayant justement l'impression d'être maître.sse de ses propres restrictions envisagées comme un choix. Le contrôle social entre les individu.e.s est donc très fort et influence grandement les comportements et l'action des femmes et notamment des jeunes filles dans l'espace public.

B. Les inégalités sociales entre les femmes et les hommes

B.1. Une population précaire

Comme nous l'avons vu à travers l'analyse statistique, l'ensemble BaFaPaTaBor et le quartier de la Faourette en particulier sont marqués par de fortes inégalités socio-économiques, qui semblent toucher d'autant plus les femmes.

Notre travail avec les travailleur.euse.s soci.aux.ales et les habitant.e.s a pu confirmer ces constats. Au sein des différentes structures que nous avons rencontré, la majorité du public bénéficie de revenus de solidarité, tandis que d'autres ont des emplois précaires. A titre d'exemple, au sein de l'association Partage Faourette, le public est majoritairement composé de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ou l'atteignant à peine. Le public comporte également 33% de retraité.e.s, 22% de sans-papiers, 30% de bénéficiaires de revenus de solidarité, 10% de handicapé.e.s (surtout des mal-voyant.e.s). Les 5% restants se composent de bénéficiaires du chômage et de quelques salarié.e.s (généralement à temps partiel, avec de faibles revenus).

Beaucoup de personnes sont des migrant.e.s de première, deuxième ou troisième génération, originaires de pays du Maghreb, et, dans une moindre mesure, d'Europe de l'Est et d'Afrique subsaharienne. La plupart de ces personnes vivent dans les quartiers voisins, généralement qualifiés de quartiers prioritaires.

Ainsi, plusieurs associations à BaFaPaTaBor mettent en place des aides et un accompagnement à l'accès aux droits puisqu'il y a de nombreuses personnes issues de l'immigration, ou appartenant à des groupes minoritaires, qui ont besoin d'accompagnement pour lutter contre les pratiques discriminatoires qu'il.elle.s ont vécues en matière d'accès à l'emploi, au logement, à la santé, à l'accompagnement psychosocial. En effet, les travailleur.euse.s soci.aux.ales nous ont indiqué que souvent, des situations socio-économiques difficiles peuvent être des éléments délétères qui participent à renforcer les inégalités entre hommes et femmes.

Plusieurs femmes rapportent qu'elles cumulent deux à trois emplois précaires (ménages, garde d'enfants), en plus de devoir s'occuper de leurs enfants, et parfois d'un mari (parfois au chômage, parfois employé, parfois lui aussi devant cumuler plusieurs emplois).

Ainsi, ces femmes n'ont tout simplement pas le temps d'occuper l'espace public, d'avoir des loisirs car les tâches familiales et ménagères, couplées avec leur travail ne leur dégagent pas de temps pour sortir et profiter du monde extérieur. Mais ceci influe également sur la possibilité d'accéder à certains loisirs qui sont payants. Ainsi cette précarité générale, mais qui touche particulièrement les femmes, est un frein évident à ce qu'elles soient libres d'utiliser l'espace public au même titre que les hommes.

B.2. L'isolement et la monoparentalité

Dans beaucoup des structures de BaFaPaTaBor, et notamment l'association Partage, le public a souvent été qualifié d'isolé, avec des familles monoparentales (45%), ou simplement des personnes seules sans enfants ni famille (47%). Nous avons également rencontré un certain nombre de femmes âgées dont les enfants ont quitté le domicile et dont le mari est décédé ou parti depuis longtemps qui se retrouvent ainsi seules. C'est ainsi que les femmes représentent la moitié du public isolé de l'association Partage Faourette et constituent une grande majorité de l'audience des différentes structures que nous avons rencontré.

Ces éléments sont à ajouter à la précarité dont nous avons parlé plus haut. En effet, les mères seules doivent travailler pour subvenir aux besoins de leur famille, s'occuper des enfants, de la maison, et se trouvent ainsi privées de temps pour occuper librement l'espace public. Pour des femmes, leur rôle de mère, parfois seule, prends le dessus sur tout le reste de leur vie : *“Je n'ai pas le temps d'aller dans l'espace public, je travaille beaucoup, de 5h à 22h, je n'ai pas le temps d'être dans la rue. Je ne connais ni loisir, ni cinéma depuis 12 ans. C'est un sacrifice. Mes collègues prennent des congés, moi même une semaine je ne peux pas. Je suis fière de le faire. La vie est un jeu de carte, ma mère me disait : quand tu auras des enfants tu rentres dans le feu. Si je ne travaille pas, je pousse mes enfants à aller dans la rue et à faire n'importe quoi.”*¹³⁶

Aussi, les femmes âgées que nous avons rencontrées n'ont certes plus d'enfants ou d'époux à charge, mais doivent survivre souvent avec de très maigres pensions, ou travailler après l'âge de la retraite pour subvenir à leurs besoins. Cet isolement, et cette précarité qui touche particulièrement les femmes constitue ainsi un véritable frein à une utilisation égalitaire de l'espace public.

C. L'impact de l'environnement urbain sur l'usage de la ville

Comme nous l'avons vu dans la partie théorique, la ville n'est pas neutre. Notre terrain nous a ainsi permis de relever en quoi l'environnement urbain lui-même influe sur la présence des hommes et des femmes dans l'espace public et leurs usages inégaux.

C.1. Les quartiers prioritaires : exclusion, stigmatisation et enclavement

Comme nous l'avons vu à travers l'oeuvre d'Henri Lefebvre, les inégalités sociales en France ont également tendance à s'exprimer également en inégalités spatiales. Ainsi, une des particularité importante que l'on retrouve souvent dans les QPV est le sentiment d'abandon de la part des politiques publiques et celui d'exclusion sociale et physique vécus par les habitant.e.s de ces quartiers.

¹³⁶ Témoignage d'une habitante rencontrée lors d'un atelier “Porteur de Paroles” sur le marché de la Faourette.

Ainsi à BaFaPaTaBor, à travers plusieurs outils comme celui du photolangage et diverses discussions, plusieurs habitant.e.s décrivent une stigmatisation du fait de leur origine ethnique ou culturelle et de leur situation socio-économique. Plusieurs évoquent également un classicisme et un racisme d'état qui se ressent dans les différentes institutions et notamment celles de leur quartier (centres sociaux, écoles, police, services publics, etc.). D'ailleurs la Politique de la Ville ainsi que ses diverses opérations de "rénovation urbaine" et de "démolition-construction" pour apporter notamment plus de "mixité sociale" contribuent au renforcement de ce sentiment d'exclusion et de dénigrement.

La discrimination territoriale, qui s'opère lorsqu'il y a assimilation entre la stigmatisation du territoire et l'origine ethnique et sociale des habitant.e.s du territoire, se retrouve très souvent dans l'accès à l'emploi. Outre l'éloignement physique lorsque l'on vit dans un QPV entre la résidence et les lieux d'emplois disponibles, l'accès à un travail peut également être rendu difficile à cause de "discriminations territoriale à l'embauche". Ainsi, des employeur.euse.s peuvent être amené.e.s à éliminer des candidat.e.s simplement à cause de leur adresse, associant ainsi la mauvaise image qu'il.elle.s se font d'un quartier aux individu.e.s¹³⁷.

Au-delà d'une exclusion sociale, les habitant.e.s de BaFaPaTaBor et généralement des QPV vivent souvent une exclusion urbaine physique. Une femme de la Faourette nous dit par exemple : "Nous sommes séparé.e.s des autres, les riches, ils nous ont enfermé.e.s dans ces quartiers".

En effet, les quartiers populaires sont souvent éloignés des centre-villes mais aussi enclavés à cause de coupures physiques qui peuvent être linéaires, surfaciques ou topographiques¹³⁸. Moins enclavé que ses quartiers voisins du Mirail et de la Reynerie, l'ensemble BaFaPaTaBor est tout de même concerné par des coupures physiques. Au Sud, le quartier est bordé par le périphérique, à l'Est par une voie ferrée ainsi que par une zone d'activité tertiaire, à l'Ouest par la route très passante de Saint Simon et au Nord par des zones pavillonnaires. Aussi, les déplacements y sont difficiles : dans l'ensemble du quartier BaFaPaTaBor il n'y a qu'une seule station de métro, positionnée à Bagatelle ce qui représente tout de même 20 minutes marche pour les habitant.e.s de Bordelongue.

Ces difficultés et cet enclavement et d'autant plus fort chez les femmes qui ont un taux de motorisation plus faible que les hommes dans les QPV et une possession du permis de conduire moindre¹³⁹. Lors de nos rencontres plusieurs femmes ont évoqué le manque de services et de commerces attractifs dans le quartier ce qui les oblige à en sortir alors même qu'elles ont des difficultés d'accès à des moyens de transports.

¹³⁷ *Effets de quartier, discrimination territoriale et accès à l'emploi*, Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles, 2013

¹³⁸ Selon une analyse du Cerema pour la CGET en 2019 sur la mobilité des habitants des quartiers prioritaires de la politiques de la villes et les coupures auxquelles ces derniers sont confrontés.

¹³⁹ Cerema, 28 juin 2017 – Journées Transports et Déplacements – Bordeaux

Les modes de transports doux (vélo, marche à pieds) sont parfois difficiles de part l'omniprésence de la voiture mais aussi l'insécurité. Ce mode de transport, par manque certain d'aménagements dédiés, est ainsi très peu utilisé dans le quartier et encore moins chez les femmes. Repenser les mobilités, diversifier les modes de déplacements, ouvrir les quartiers, créer des continuités physiques et visuelles est essentiel pour permettre aux femmes de reconquérir l'espace public.

C.2. Le manque d'espaces variés, attractifs et conviviaux

Outre l'enclavement, les quartiers populaires ont une typologie urbaine et architecturale bien particulière. Construits généralement dans une logique d'urgence à loger, la recherche d'une qualité de vie n'a pas toujours été la priorité. La logique monofonctionnelle de ces quartiers de logements collectifs donne un sentiment de grands espaces vides, monotones, dilués au contraire des centres-villes et de leurs strates historiques qui offrent une diversité visuelle mais aussi spatiale.¹⁴⁰

Cette différence par rapport au centre ville se fait par exemple sentir par le manque de commerces et de lieux attractifs. En effet, plusieurs jeunes (filles et garçons) et plusieurs femmes nous ont indiqué qu'elles étaient obligées d'aller dans d'autres quartiers en transports ou en voiture pour pouvoir faire leurs courses, ou au centre ville pour faire les magasins parce que dans le quartier il n'y avait pas grand chose d'intéressant à part de nombreux snacks et kebabs. A ce sujet, plusieurs femmes déplorent le manque de cafés où elles pourraient être en terrasse. Les cafés du quartier sont aujourd'hui essentiellement fréquentés par des hommes et sont très semblables avec une seule typologie, le snack/kébab. Une diversification de l'offre : bar culturel, café associatif, salon de thé, bar à jeux, pourrait permettre de créer plus de mixité et d'accueillir d'autres publics : des femmes mais aussi des familles, jeunes, personnes âgées, etc.

Concernant les équipements, espaces de loisirs et de divertissements, on rencontre essentiellement des jeux pour enfants (généralement en bas âge) et des city stades qui, nous l'avons vu dans la théorie et confirmé sur le terrain, concentre une population quasi-exclusivement masculine. Les lieux culturels sont quant à eux souvent cantonnés au centre-ville. Des habitant.e.s, des jeunes et des travailleur.euse.s sociaux nous ont ainsi indiqué qu'en dehors des bas d'immeubles, il n'y a pas de lieu où les adolescent.e.s peuvent se retrouver.

Or *“la question des enfants, des adolescents et jeunes adultes est également une entrée majeure pour adresser l'égalité. Une étude approfondie de leurs besoins et pratiques, tout comme un travail sur l'offre déjouant les stéréotypes, doit permettre de tisser très tôt un environnement et une organisation plus égalitaire, allant jusqu'à les inclure dans le projet de transformation de leurs lieux de vie.”*¹⁴¹.

¹⁴⁰ Guide *Garantir l'égalité dans l'aménagement des espaces publics. Méthode et outils*. Réalisé par le collectif Genre et Ville pour la ville de Villiers-le-Bel et soutenu par l'ANRU.

¹⁴¹ Guide *Garantir l'égalité dans l'aménagement des espaces publics. Méthode et outils*. Réalisé par le collectif Genre et Ville pour la ville de Villiers-le-Bel et soutenu par l'ANRU.

Concernant les espaces publics principaux du quartier, le bilan est assez mitigé. Le parc est un des espaces les plus fréquenté par les femmes du quartier. Il est entouré à la fois par des maisons et par de grands immeubles de logements sociaux, qui le masquent de la route, et à l'ombre de grands arbres. Les femmes que nous avons interviewées ont confirmé une intuition que nous avons : le fait que le parc soit caché augmente leur sentiment de calme et de sécurité, très important pour elles dans l'espace public. Les petites maisons et immeubles adjacents permettent aussi aux riverains de surveiller le parc. Plusieurs participant.e.s nous ont parlé d'une histoire de kidnapping durant laquelle les personnes vivant autour du parc, ainsi que ceux.elles s'y promenant avaient joué un rôle primordial. Il.elle.s ont immédiatement remarqué que le kidnappeur était étranger au quartier, et ont donc pu agir vite, avant que la situation ne dégénère. La collaboration entre les habitant.e.s et leur sens de la communauté est quelque chose de précieux pour le quartier.

Les places publiques sont au contraire des espaces peu fréquentés par les femmes. La place Anthonioz de Gaulle par exemple, ouverte sur la rue et directement visible par les personnes en voiture, est trop bruyante. De plus, la quantité non négligeable d'hommes les décourage à tirer parti de ce lieu. Malgré une récente rénovation, réduisant le nombre de places de parking et offrant plus d'endroits pour s'asseoir, ces espaces ne sont que rarement utilisés. Même les hommes qui sont autour du tabac n'utilisent pas les bancs qui se trouve juste à côté. Plusieurs usager.e.s de la place nous ont indiqué que les changements réalisés n'étaient pas utiles, qu'ils ne correspondaient pas aux besoins des habitant.e.s du quartier.

De ces témoignages et observations nous retiendrons ainsi deux composantes essentielles : le besoin d'avoir une diversité d'espaces pour attirer différents publics et créer de la convivialité et de l'animation dans le quartier, la nécessité de concevoir des espaces avec les habitant.e.s en prenant en compte leurs besoins, leurs expériences et leurs envies. Enfin, même si nous n'avons pas forcément pu le vérifier avec notre public cible, il nous semble essentiel de travailler sur la symbolique de la ville et les messages qu'elle renvoie (noms de rues, statues, publicités, etc.) afin de redonner de la légitimité aux femmes en arrêtant de les invisibiliser d'une part ou de les objectifier de l'autre.

Chapitre 4. La perspective des travailleur.euse.s sociaux.les

Les questionnaires, entretiens téléphoniques et rencontres avec les travailleur.euse.s sociaux.les avaient pour objectif de pouvoir d'abord éclairer notre diagnostic de terrain en prenant en compte leur expérience du quartier et leur regard extérieur. Le deuxième objectif était d'avoir un retour sur leur pratique : comprendre les difficultés du terrain auxquelles il.elle.s sont confronté.e.s, les éléments à leur disposition pour y faire face et leurs besoins.

Les 43 personnes interrogées dans le questionnaire (dont 5 ont également participé à notre entretien) sont très diverses et recouvrent tous les âges de 21 et 65 ans (avec une part plus importante entre 27 et 38 ans), des professions variées (travailleur.euse.s socia.ux.les, animateur.ice.s, éducateur.ice.s, enseignant.e.s, médiateur.ice.s) ainsi que des niveaux d'études variables (entre la licence et le master, dans divers domaines). Les personnes interrogées sont majoritairement des femmes (à 79%), et ont un statut majoritairement de salarié.e. (à 85,7%) au sein de leurs structures (quelques bénévoles et volontaires ont également répondu). Les publics de ces professionnel.le.s de l'intervention sociale sont également multiples : enfants, jeunes, adultes, familles, personnes âgées. Cependant les personnes ayant répondu au questionnaire ont majoritairement des femmes et/ou des jeunes comme public.

A. Les difficultés rencontrées sur le terrain

A.1. Des publics sujets à de nombreuses discriminations et difficultés

Ce qui revient très généralement auprès des personnes avec qui nous avons échangé, c'est qu'il existe un fort taux de discriminations dans leur public, souvent centrées sur le genre ou l'orientation sexuelle, mais aussi sur les origines géographiques ou culturelles. Elles sont perpétrées par les habitant.e.s, contre les habitant.e.s, mais également par les institutions et les administrations, qui y jouent un grand rôle, particulièrement lorsqu'il s'agit de discriminations sur la situation socio-économique d'un groupe.

Dans les questionnaires, les réponses nous montrent que le public est assez souvent confronté à des violences domestiques, des abus émotionnels, discriminations sur la situations socio-économique, ou encore de l'homophobie mais le sexisme et le racisme semblent prédominer.

Les interrogé.e.s affirment pour presque la moitié (20 sur 43) qu'ils rencontrent souvent ou très souvent des situations de discriminations sexistes chez leur public, et 40% relèvent assez ou très souvent des discriminations liées aux origines géographiques ou culturelles.

D'autres difficultés entrent en jeu comme par exemple la barrière de la langue pour les personnes venant d'autres pays, des difficultés scolaires avec un territoire classé zone d'éducation prioritaire¹⁴². Plusieurs travailleur.euse.s socia.ux.les indiquent que ces éléments favorisent un manque de confiance en soi, la peur de ne pas réussir, créant ainsi des obstacles à l'émancipation de tou.te.s. Ils sont renforcés par l'intégration des stigmates, des situations de forte précarité et des situations administratives compliquées.

¹⁴² Contrat-projet Centre Social Bagatelle 2020-23. P.27

A.2. Une difficulté d'investissement et de participation des publics

Sur la question des difficultés rencontrées par les professionnel.le.s interrogé.e.s, une des réponses qui revient le plus souvent concerne l'implication dans les projets, la prise d'initiative, l'implication sur le long terme, et les difficultés à motiver et mobiliser le public.

Par exemple, les travailleur.euse.s sociaux.les notent une participation plus importante des personnes âgées qui semblent avoir plus de temps disponible alors que les jeunes restent assez difficile à mobiliser, non pas par manque de temps, mais par manque d'envie, ou pour les regards que les autres jeunes vont porter sur une telle implication au sein d'une structure ou d'un dispositif institutionnel, ou simplement parce qu'il.elle.s ne sont pas à l'aise avec ce que représentent ces structures (institution, contrôle, etc).

Aussi, en fonction des activités, les personnes interrogées évoquent une difficulté à avoir une mixité femmes-hommes. Par exemple sur les activités de cuisine on retrouve généralement les femmes, c'est également souvent elles qui sont mobilisées bénévolement pour organiser les repas lors d'événements festifs et/ou associatifs dans le quartier. Dans des actions de concertation, au contraire les intervenant.e.s ont plus de mal à avoir des femmes, ou alors ces femmes auront plus de difficulté à prendre la parole tandis que des hommes au contraire la monopolisent.

Les freins à une réelle implication du public découlent aussi d'une difficulté de certains travailleur.euse.s sociaux.les à faire comprendre ce qu'il.elle.s font, leurs objectifs et à faire adhérer le public à ces objectifs.

Enfin, les moyens mis à disposition sont également un enjeu majeur dans l'implication du public soit en termes d'horaires proposés, soit en termes de personnes porteuses d'une initiative, de moyens matériels pour pérenniser les actions, etc.

B. Les besoins des intervenant.e.s sociaux.les

B.1. Des difficultés à aborder certaines discriminations

Nous avons demandé aux intervenant.e.s sociaux.les à quel point il.elle.s se sentaient à l'aise et compétent.e.s pour intervenir sur différentes thématiques telles que le sexisme, les rôles de sexe, les questions LGBTQ, le cyberharcèlement, l'éducation sexuelle, l'éducation émotionnelle, la religion ou encore le racisme.

Concernant leur aisance pour aborder ces sujets, c'est dans les thématiques du sexisme, des rôles de sexe, de l'éducation émotionnelle et du racisme qu'il.elle.s se sentent majoritairement à l'aise. Sur les questions LGBTQ, du cyberharcèlement, de l'éducation sexuelle, il.elle.s sont la moitié à être moyennement à pas du tout à l'aise. Enfin, c'est la thématique de la religion qui semble la plus dure à aborder avec 69% des répondant.e.s se disant moyennement à pas du tout à l'aise.

Par rapport au fait de se sentir compétent.e pour aborder ces diverses thématiques, les résultats sont assez similaires. Ce sont encore une fois les thématiques LGBT, cyberharcèlement et religion qui semblent les plus problématiques.

Les résultats montrent qu'il.elle.s se sentent plutôt à l'aise et compétents pour aborder le sexisme, cependant 53% affirment ne jamais avoir assisté à un atelier, une formation ou une conférence traitant des inégalités sexistes.

B.2. Des besoins d'outils, de méthode et de moyens

Si à peine la moitié des participant.e.s à notre questionnaire affirme avoir les connaissances théoriques pour parler des inégalités sexistes, il apparaît tout de même qu'il.elle.s sont beaucoup à manquer d'outils et méthodes (60%), à ne pas avoir assez d'espaces (76%), de soutien institutionnel (67%), ou encore de matériel (65%) nécessaire.

Parmi les besoins revenant les plus fréquemment il.elle.s évoquent le temps et la nécessité de traiter ces thématiques sur de longues temporalités. Pour ce faire, un besoin évident de ressources financières et humaines (professionnel.le.s formé.e.s, compétent.e.s sur ces questions) pour pouvoir y consacrer l'énergie nécessaire et traiter les problèmes plus en profondeur.

Enfin, les travailleur.euse.s sociaux.les évoquent le besoin d'outils d'information, de prévention, de sensibilisation (vidéos, films kit, formations, statistiques, jeux), et de méthodes pour mener des discussions et des débats.

C. Les outils d'intervention sociale et les actions mises en place

C.1. Une grande variété d'outils

Plusieurs travailleur.euse.s sociaux.les avec qui nous avons discuté nous indiquent que souvent, il.elle.s interviennent "sur le moment", quand il.elle.s sont face à des comportements discriminants, généralement par la parole, mais aussi parfois par des mesures punitives.

Quand des incidents apparaissent sur le terrain, c'est généralement pour eux.elles l'occasion d'aborder par la suite une thématique précise en collectif. Ainsi, à partir d'une situation individuelle, les intervenant.e.s se saisissent de la problématique pour la travailler plus en profondeur. Pour ceci, il.elle.s utilisent des outils très variés : sports, jeux, débats, théâtre, écriture, dessin, photolangage, permanences dans les espaces publics, séminaires populaires, facilitation graphique, photo, vidéos, ateliers d'éducation non formelle, groupes de parole, mise en situation, danse, promenades exploratoires, musique...

Malgré ce florilège d'outils, les travailleur.euse.s sociaux.les sont en demande de plus d'outils pour mieux s'adapter à leur public.

Aussi, la mise en place de ces outils se fait souvent en partenariat avec différentes associations sur le terrain et donnent parfois lieu à des actions ou des événements. Mais les contraintes respectives à chaque structures rendent ces connivences souvent très difficiles et empêche ainsi des actions collectives.

C.2. Des actions hors des murs et dans les structures

Concernant les actions mises en place elles sont très variées et même si nous ne pouvons pas les citer de manière exhaustive, nous pouvons en retenir quelques unes qui ont attiré particulièrement notre attention.

Nous pouvons citer par exemple le club de danse Fidia Diala. Au sein de cette association, Paola, la fondatrice, met en avant l'importance de l'autogestion, d'une pédagogie participative qui favorise et encourage une réelle implication des danseuses, tant dans la pratique de leur loisir, que dans la prise de décisions pour l'association et la compagnie de danse. A travers ces bases, la pratique de la danse devient un prétexte et l'environnement collectif mis en place permet de créer un espace de sécurité et de confiance où toutes peuvent échanger, débattre sur les problématiques qui les traversent et trouver ensemble des solutions.

Des initiatives citoyennes et/ou associatives peuvent également permettre de se réapproprier des espaces de convivialité, d'échange et de rencontre. C'est le cas dans le quartier voisin de Bellefontaine où l'association Lien Horizon Danse a créé un événement mensuel "Toutes à nos Terrasses de Cafés" où les femmes sont invitées à se réunir sur une terrasse de café pour des débats, des ateliers, etc.

A Bordelongue, suite à l'envie de femmes du quartier de se réunir ailleurs que dans leurs espaces habituels (devant l'école et au marché) et n'ayant pas la possibilité de se rendre aux cafés réservés aux hommes¹⁴³, un groupe informel de femmes s'est formé et s'est réuni régulièrement dans les locaux de l'association Partage. Puis le groupe a pris le nom d'Espace Femme : espace de réflexion et d'action". Leurs réflexions ont entre autres abouti sur la création d'un salon de thé associatif appelé "La Toguna", fait par et pour les habitant.e.s et les "gens de passage" et cogéré par les habitant.e.s et l'association.

Ces initiatives montrent le besoin de plus en plus important des habitant.e.s d'avoir des espaces plus polyvalents qui pourraient accueillir une variété d'usages, de publics, etc. En effet, le manque d'espaces de qualité amène une grande partie des femmes que nous avons rencontrées à se retrouver au sein des structures comme l'accueil de Partage Faourette, à la MJC Prévert pendant les activités des enfants (puisque que ce sont majoritairement les mères qui accompagnent les enfants à ces activités de loisirs) plutôt que dans l'espace public.

Enfin, l'association Média Pitchounes à Bagatelle qui oeuvre pour démocratiser le sport et en particulier la pratique du vélo, été amenée à créer en 2019 un club de vélo féminin à l'initiative des jeunes filles de l'association qui voulaient donner l'opportunité à leur mère de faire du vélo en tout tranquillité et sécurité. Cependant malgré cette initiative positive, le vélo est essentiellement pratiqué par ces femmes en dehors du quartier.

¹⁴³ SOUPÈNE Céline. « « L'espace femme » de Bordelongue : des projets collectifs, facteurs de promotion individuelle et collective », *Empan*, vol. 74, no. 2, 2009, pp. 55-59.

Ces résultats montrent d'une part que les travailleur.euse.s sociaux.es sont confronté.e.s à de nombreuses situations d'inégalités ou de discriminations que nous avons pu évoquer durant notre diagnostic, et qu'il.elle.s sont en demande et à la recherche de compétences, d'outils et d'initiatives pour mieux traiter les inégalités sexistes en amont et sur le moment.

Notre recherche confirme également le besoin de continuer ce projet de recherche-action durant l'année qui vient dans le cadre du projet Erasmus + mais aussi au sein de l'association LBDLC. Cette continuité se fera à travers des formations européennes à des outils d'intervention issus de l'éducation populaire et permettront de répondre en partie au besoin exprimé par les travailleur.euse.s sociaux.es.

Aussi, une boîte à outils permettra à la fois de donner des méthodes, techniques aux travailleur.euse.s sociaux.es pour détecter, intervenir et sensibiliser, mais aussi permettre de valoriser ce qui se fait déjà dans le quartier. Malheureusement il.elle.s ont été nombreux.es à dire qu'il.elle.s avaient peu de temps pour faire de l'échange de compétences, à mutualiser les outils et à s'organiser collectivement. Les temps d'échanges que nous organiseront permettront de les faire se rencontrer mais aussi de développer des partenariats qui pourront perdurer.

Enfin, le diagnostic réalisé sera mis en forme et diffusé aux habitant.e.s du quartier, aux associations, institutions, etc., pour une plus grande compréhension des enjeux du terrain et une plus grande prise en compte des inégalités sexistes nous l'espérons.

CONCLUSION

Ce mémoire avait pour objectif de comprendre comment les rapports sociaux de sexe s'expriment dans l'utilisation de la ville et des espaces publics par les hommes et les femmes.

Il a fallu dans un premier temps définir la notion même de rapports sociaux de sexe, qui découlent de la différenciation, hiérarchisation, appropriation de la classe politique des hommes sur celle des femmes et qui fondent notre société patriarcale.

Au moyen de l'analyse de théories d'autrices féministes radicales telles que Colette Guillaumin ou Michèle Causse, il a été possible de poser les bases de notre analyse. Ainsi, les spécificités de cette domination systémique, où le sexe est un marqueur déterminant de rôles et de positions sociales et où la catégorie politique des hommes a pu s'approprier les biens, les territoires, la pensée, le langage, et les autres (les femmes, les autres animaux, la nature).

A partir de ces premiers constats, nous avons découlé sur la question de la ville pour mieux comprendre comment elle constitue le reflet des inégalités sociales, et particulièrement entre les femmes et les hommes, et pourquoi elle est un élément essentiel pour un changement social collectif.

En effet, nous avons pu voir que la ville en tant qu'espace créé par et pour les hommes, est androcentrée, technocrate et participe à une société capitaliste indissociable du patriarcat.

Ainsi la transformation de la ville est liée à la transformation de notre société et nécessite de sortir des schémas établis et envisager de nouvelles grilles de lecture pour ne plus produire et reproduire de dominations.

Puis nous avons voulu comprendre comment ces questions étaient gérées concrètement à partir de l'analyse des politiques publiques, des actions menées par les associations, centres sociaux, habitant.e.s, etc. Celles-ci ont démontré les limites de changements descendants issus des politiques et l'importance d'un travail collectif avec tou.te.s les act.eur.rice.s concerné.e.s pour trouver des solutions durables et adaptées.

Tous ces éléments théoriques nous ont permis d'avoir une base pour mener nos actions de terrain, délimiter nos questionnements, nos actions, notre terrain, notre public.

Ainsi, au sein du quartier La Faourette dans l'ensemble BaFaPaTaBor, nous avons pu utiliser une variété d'outils et de méthodes (questionnaires, entretiens, actions dans l'espace public) auprès d'un public diversifié et ainsi élaborer un diagnostic de ce territoire.

Celui-ci nous a permis de comprendre que les différences d'usages de l'espace public par les hommes et les femmes constituent la face visible des inégalités sociales entre ces deux classes. Les différences de ressentis dans l'espace public, marqués majoritairement par un sentiment de peur et d'insécurité des femmes ne dénotent pas uniquement d'un manque d'aménagements ou de dispositifs de sécurité, mais bien d'un problème profond de conception de la classe des femmes comme objet n'ayant pas sa place dans cet espace. Ainsi harcèlement, insultes, agressions, restrictions, remarques jouent le rôle de rappels pour que les femmes n'oublient pas que leur place est à la maison.

Ces éléments s'ancrent dans des concepts, issus de la culture, de l'éducation, de la religion, de la socialisation qui renforcent ces imaginaires, croyances, stéréotypes et rôles de sexes qui cantonnent les femmes et les hommes et des comportements différenciés dans l'espace public. Les échanges avec tou.te.s nos participant.e.s ont mis en lumière la façon dont le contrôle social dans les quartiers joue un rôle essentiel dans le maintien de ces rôles de sexes.

Ces différences entre les hommes et les femmes dans l'espace public sont renforcées par d'autres éléments. Une analyse statistique détaillée du quartier, de l'ensemble dans lequel il se situe nous a permis de comprendre que les inégalités sociales, économiques, etc. influencent nos façons d'utiliser l'espace public, le temps disponible pour y être etc.

Enfin, nous avons pu avoir une perspective du point de vue des travailleur.euse.s socia.ux.les pour envisager comment apporter des changements concrets sur le terrain.

Aux prises avec des problématiques fortes de racisme, de précarité et d'isolation, renforcées par les politiques publiques, les institutions, les besoins se situent surtout dans les moyens à déployer pour pouvoir travailler sur le sujet des inégalités entre les femmes et les hommes dans l'espace public. Plus d'espaces, d'outils, de personnes, de financements sont nécessaires pour donner les moyens d'une réelle transformation sociale qui ne soit pas uniquement descendante et qui ne reste pas uniquement dans la loi, mais dans les faits.

Ainsi, cette recherche nous a également montré l'importance de la participation de tou.te.s pour faire avancer la question des inégalités entre femmes et hommes, non seulement dans la ville, mais à tous les niveaux de notre société (emploi, famille, médias, politique, etc.). En effet, à la travers la méthodologie utilisée, les aut.eur.rice.s, concepts mobilisés, nous avons pu voir que de réels changements profonds passent par l'implication collective pour faire ressortir les problématiques spécifiques, trouver des solutions adaptées, et mettre en place des éléments pérennes pour une transformation collective et durable.

Compte-tenu du contexte de cette recherche, notamment marqué par la crise sanitaire que nous avons traversé, mais aussi du fait du projet dans lequel s'inscrit ce mémoire de recherche, le travail de terrain n'a pas pu être aussi approfondi que nous l'aurions souhaité. Plusieurs ateliers collectifs annulés, des interventions dans l'espace public qui n'ont commencé que tardivement et qui dans leur forme même ne permettaient pas d'avoir le temps d'approfondir certaines questions, des habitant.e.s, travailleur.eus.e.s sociaux occupé.e.s et préoccupé.e.s par cet événement qui nous a collectivement privé.e.s d'espace public pendant un temps, tous ces éléments ont fait que nous aurions pu aller plus loin avec nos participant.e.s.

Notre base théorique nous a permis de comprendre certaines choses, mais la suite du projet nous permettra d'aller plus loin, de réutiliser cette matière afin d'affiner le diagnostic par des ateliers collectifs, entretiens, marches exploratoires, le diffuser, le confronter au terrain et le questionner avec les publics.

En effet, à terme notre objectif est de pouvoir mettre en place et soutenir des initiatives venant des structures du terrain, des habitant.e.s, des pouvoirs publics, et d'accompagner leur appropriation par tou.te.s et leur pérennisation.

Avec l'association Le Bruit de la Conversation et nos partenaires européens du projet AGORA' cette base de réflexion théorique et pratique servira pour la suite de actions menées et des publications à venir.

Pour finir, nous aimerions faire un retour sur ce que ce diagnostic nous a permis de relever. En effet, à travers cette recherche, il nous est apparu que la ville est capitaliste, et patriarcale. Peut-on alors penser une ville qui soit féministe ? Non pas dans le sens où à l'inverse, les femmes seraient au pouvoir, mais réinventer de nouveaux modes d'organisation sociale, de nouveaux territoires, qui permettent l'émancipation et la participation de tou.te.s.

Dans un système où l'urbanisation et l'industrialisation participent à un écocide, il serait intéressant de penser le monde de demain dans une perspective écoféministe qui lie l'oppression des femmes à celle de la nature et qui prend source dans le patriarcat capitaliste.

L'idée serait alors de lutter collectivement contre toutes formes d'oppressions, de créer des milieux autonomes, décentralisés, qui ont leur propres gestion démocratique et qui construisent des liens, des interconnexions avec les autres territoires.

Imprégnons nous alors des initiatives menées au Rojava par les femmes résistantes, qui dans un contexte de guerre et de répression terrible ont construit d'autres possibles. Pensons à Françoise d'Eaubonne, Vandana Shiva et tant d'autres qui se placent en défenseuses des territoires face à des projets destructeurs.

“C’est une urgence que de souligner la condamnation à mort, par ce système à l’agonie convulsive, de toute la planète et de son espèce humaine, si le féminisme, en libérant la femme, ne libère pas l’humanité toute entière, à savoir, n’arrache le monde à l’homme d’aujourd’hui pour le transmettre à l’humanité de demain.”

Françoise d'Eaubonne

“Ni les femmes ni la terre ne sont des territoires à conquérir !”

Mujeres Creando

BIBLIOGRAPHIE

Féminisme

BAUDINO Claudie, *La cause des femmes à l'épreuve de son institutionnalisation*, Politix. Revue des sciences sociales du politique, vol. 13, n° 51, Paris, De boeck Supérieur, 2000. pp. 81-112.

BERGÉRET Lazarine, *Un homme à la maternelle*, L'École des parents, novembre 1971

BONTE Pierre, IZARD Michel (dir.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Presses universitaires de France, 1991, p. 455

BOURDIEU Pierre, *La domination masculine*, Actes de la recherche en sciences sociales, vol. 84, n°1, 1990.

CAUSSE Michèle, *Contre le Sexage*, Paris, Balland, 2000.

CRENSHAW Kimberlé, *Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory, and Antiracist Politics*, University of Chicago Legal Forum 14, p. 538–54. 1989

DEBAUCHE Alice, HAMEL Christelle, *La violence comme contrôle social des femmes. Entretien avec Jalna Hanmer, sociologue britannique*, Nouvelles Questions Féministes, vol. 32, no. 1, 2013, pp. 96-111.

DE BEAUVOIR Simone, *Le Deuxième sexe, Tome 1 : Les faits et les mythes*, Editions Gallimard, 1949.

DE BEAUVOIR Simone, *Le deuxième sexe, Tome 2 : L'expérience vécue*, Gallimard, 1986

DELPHY Christine, *Les femmes et l'État*, Nouvelles Questions Féministes, 1984

DELPHY Christine, *L'ennemi principal, Penser le genre*, Paris, Syllepse, 2001.

DEVREUX Anne-Marie, "Le droit, c'est moi". *Formes contemporaines de la lutte des hommes contre les femmes dans le domaine du droit*, Nouvelles Questions Féministes, vol. 28, Lausanne, Antipodes, 2009/2. pp.36-51.

DOLLARD John, *Frustration and Aggression*, London, Yale University Press Ltd, 1939

GIANINI BELOTTI Elena, *Du côté des petites filles*, Des Femmes - Antoinette Fouque, 1994

GUILLAUMIN Colette, *Pratique du pouvoir et idée de Nature (1) L'appropriation des femmes*, Questions Féministes, n°2, les corps appropriés, Antipodes, coll Nouvelles Questions Féministes & Questions Féministes, Lausanne, février 1978.

GUILLAUMIN Colette, *Pratique du pouvoir et idée de Nature (2) Le discours de la Nature*, Questions Féministes, No. 3, natur-elle-ment, Antipodes, coll Nouvelles Questions Féministes & Questions Féministes, Lausanne, mai 1978

GUILLAUMIN Colette, *Sexe, race et pratique du pouvoir*, Paris, Côté femmes, 1992

HANMER Jalna, *Violence et contrôle social des femmes*, Questions Féministes, No. 1 (Novembre 1977), pp. 68-88

HERITIER Françoise, *L'exercice de la parenté*, Paris, Le Seuil, 1981.

HÉRITIER Françoise, *Hommes, femmes : la construction de la différence*, P.48. Le Pommier, 2012

JABLONKA Ivan, *Des hommes justes. Du patriarcat aux nouvelles masculinités*, Ed. Seuil, 2019, p. 98.

MATHIEU Nicole-Claude, *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes « Recherches », 1991.

Enquêtes et statistiques sur les inégalités femmes - hommes et les violences sexistes

Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, *Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés*, Rapport n°2014-06-19-EGALiTER-012 publié le 19 juin 2014

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hcefh_egater_dossier_de_presse_2014_06_18_v2.pdf

Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, *Rapport annuel sur l'état des lieux du sexisme en France en 2019*, RAPPORT N°2020-02-25 STER 42, publié le 2 mars 2020

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_etat_des_lieux_du_sexisme_2019.pdf

Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, *Les chiffres clés de la parité aux élections sénatoriales*, publié en 2018

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce_avis_parite_elections_senatoriales_v2.pdf

Ministère de l'Intérieur, *L'application des règles de la parité aux élections municipales : quel bilan ?*, 2020

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/270578-bilan-de-lapplication-des-regles-de-la-parite-aux-elections-municipales>

BURRICAND Carine, GROBON Sébastien, *Quels stéréotypes sur le rôle des femmes et des hommes en 2014 ?* Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), 2015.

JAUNEAU Yves et VIDALENC Joëlle, *Une photographie du marché du travail en 2018, Le taux d'emploi des jeunes et des seniors augmente de nouveau*, division emploi, INSEE, 2019

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3741241>

Ministère de l'Emploi, du Travail et de l'Insertion, *Les inégalités professionnelles entre femmes et hommes, 2018*

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/autres-publications/article/les-inegalites-professionnelles-entre-femmes-et-hommes>

Observatoire des inégalités, *Portrait social des familles monoparentales*, 2016

https://www.inegalites.fr/Portrait-social-des-familles-monoparentales?id_theme=22

Centre Hubertine Auclert, *La représentation des femmes dans les manuels scolaires de français*, Centre Hubertine Auclert, 2013

IFOP, *Observatoire du harcèlement sexuel, Volet 2 : Les Françaises et le harcèlement dans les lieux publics*, 2018

https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/05/harcelement_public_resultats_ifop.pdf

IFOP, *Enquête sur les violences sexuelles*, Fondation Jean Jaures, 2018

https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2018/03/3977-1-study_file.pdf

BOUSQUET Danielle, SABATIER Romain. *Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés*, Étude du secrétariat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations remise le 19 juin 2014,

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/144000357.pdf>

SSMSI, Rapport de l'enquête *Cadre de vie et sécurité 2019*, Ministère de l'intérieur, 2019

Observatoire des violences faites aux femmes, *Les violences au sein du couple et les violences sexuelles en France en 2018*, publié en 2019

<https://arretonslesviolences.gouv.fr/focus/les-derniers-chiffres-sur-les-violences-faites-aux-femmes-en-france>

Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. *Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - Chiffres Clés - Édition 2019* :

<https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/wp-content/uploads/2019/05/30652-DICOM-CC-2019-essentiel.pdf>

B.GRESY, M.REISER - *Les expertes : bilan d'une année d'autorégulation*, Commission de réflexion sur l'image des femmes dans les médias - Secrétariat d'Etat à la solidarité, 2011.

B.GRESY, M.REISER, *Rapport sur l'image des femmes dans les médias*, Commission de réflexion sur l'image des femmes dans les médias - Secrétariat d'Etat à la solidarité, 2008.

LE BRIS Catherine, WEILL Pierre-Edouard. *La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale : genèse transnationale et usages territorialisés d'un instrument de soft law*, Annales de géographie, vol. 733-734, no. 3, 2020, pp. 18-45.

Toulouse Métropole, Livret *Femmes et Espaces publics, en quartier politique de la ville. Aperçu d'initiatives inspirantes*. 2019.

<http://www.haute-garonne.gouv.fr/content/download/29233/197299/file/Livret+femme+espace+public.pdf>

Agence d'urbanisme Bordeaux métropole Aquitaine, *L'usage de la ville par le genre*, 2011

<https://m.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/fichiers/usage-de-la-ville-par-le-genre.pdf>

La place des femmes et des jeunes filles dans les espaces publics dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, Conseil Nationale des Villes, 2018

Effets de quartier, discrimination territoriale et accès à l'emploi, Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles, 2013

Contrat-projet Centre Social Bagatelle 2020-23. P.27

Droit à la ville, géographie féministe

ALESSANDRIN Arnaud & RAIBAUD Yves, *Les lieux de l'homophobie ordinaire*, Cahiers de l'action, Paris, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire 2013, no 3, pp. 21-26.

BARAUD-SERFATY Isabelle, *La nouvelle privatisation des villes*, Esprit, Paris, mars-avril 2011.

BENOIT Audrey, *L' "espace public" à l'épreuve de la critique féministe*, Philonsorbonne, 8, 2014

BLIDON Marianne, *Genre et ville, une réflexion à poursuivre*, Les Annales de la Recherche Urbaine, Persée-Portail des revues scientifiques en SHS, revue en ligne, 2017

https://www.persee.fr/doc/aru_0180-930x_2017_num_112_1_3235

CARREL Marion, ROSENBERG Suzanne, *Injonction de mixité sociale et écueils de l'action collective des délogés. Comparaison entre les années 1970 et 2000*. Géographie, économie, société, vol. 13, no 2, 2011.

<https://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2011-2-page-119.htm>.

COSTES Laurent, *Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ?*, *Espaces et sociétés*, n°140-141, Toulouse, ERES, 2020

DENÈFLE Sylvette, Introduction, in *Femmes et Ville*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2004

DENÈFLE Sylvette, *Utopies féministes et Expérimentations Urbaines* . Rennes PUF, 2008

GARDNER Carol, *PassingBy : Gender and Public Harassment*, 1995

GENRE ET VILLE, *Garantir l'égalité dans l'aménagement des espaces publics. Méthode et outils*. Guide réalisé pour la Ville de Villiers-le-Bel et soutenu par l'ANRU, 2019

FAINSTEIN Susan et SERVON Lisa, *Gender and Planning, a Reader*, New Brunswick, New Jersey, London, Rutgers University Press. 2005.

HANCOCK Claire, *Genre et géographie : les apports des géographies de langue anglaise*. Espace, populations, sociétés, 2002-3. Questions de genre. pp. 257-264.

JENSON Jane, *Politiques publiques et investissement social: quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ?*, Cahiers du Genre, Paris, L'Harmattan, 2011, no 3, p. 21-43.

LAPALUD, Pascale & BLACHE, Chris, *Le genre la nuit. Espace sensible*, L'Observatoire, Grenoble, Observatoire des politiques culturelles, 2019, no 1, pp. 25-28.

LEFEBVRE Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Anthropos, 1968

LIEBER, Marylène. *Le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public: une entrave à la citoyenneté ?*, Nouvelles questions féministes, 2002, vol. 21, no 1, p. 41-56.

LOUARGANT Sophie, *Penser la métropole avec le genre*, Travail, genre et sociétés, 33(1), pp. 49-66. 2015

<https://www.cairn.info/journal-travail-genre-et-societes-2015-1-page-49.htm?contenu=article>

MARIUS Kamala & RAIBAUD Yves, *Genre et géographie : du questionnement à l'évidence* in KAMALA Marius & RAIBAUD Yves, (dir.), *Genre et construction de la géographie*, Pessac, MSHA, 2013, pp. 15-23.

MARQUES-PEREIRA Bérengère, PFEFFERKORN Roland, *Genre, politiques sociales et citoyenneté : enjeux et recompositions. Introduction*, Cahiers du Genre, vol. hs 2, no. 3, 2011, pp. 5-19.

MARUÉJOULS-BENOIT Édith, *Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes : pertinence d'un paradigme féministe*. Géographie. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, 2014.

https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01131575/file/These_Edith_MARUEJOULS_BENOIT.pdf

MARUÉJOURS-BENOIT Edith, RAIBAUD Yves, *La mixité filles/garçons dans les loisirs des jeunes*, ADES CNRS et Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, 2012

MCDOWELL Linda, *Space, place and gender relations: Part I. Feminist empiricism and the geography of social relations*, University of Cambridge, 1993

MOSCONI Nicole, PAOLETTI Marion, RAIBAUD Yves, *Le genre, la ville*, Travail, genre et sociétés, 2015/1 (n° 33), p. 23-28.

<https://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2015-1-page-23.htm>

PATRICK Simon. *La politique de la ville contre la ségrégation. Ou l'idéal d'une ville sans divisions*, Les Annales de la recherche urbaine, N°68-69, 1995. Politiques de la ville. Recherches de terrains. pp. 26-33.

PICQ Françoise, *Simone de Beauvoir et "la querelle du féminisme"*, Les Temps Modernes, Paris, Gallimard, 2008, no 1, p. 169-185.

RAIBAUD Yves, *Des lieux construits par le genre*, revue Géographie et Culture n°54. 2005

RAIBAUD Yves, *La participation des citoyens au projet urbain: une affaire d'hommes !*, Participations, Paris, De Boeck Supérieur, 2015

RAIBAUD Yves, *Durable mais inégalitaire : la ville*, Travail, genre et sociétés, Paris, La découverte, no 1, pp. 29-47, 2015

SÉCHET Raymonde, *Géographe féministe à l'ombre de la classe*. Géographies féministes : théories, pratiques, engagements, UMR EnEC, Paris, 2017
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01574255/document>

SOUPÈNE Céline, "L'espace femme" de Bordelongue : des projets collectifs, facteurs de promotion individuelle et collective, *Empan*, vol. 74, no. 2, 2009, pp. 55-59.

TUMMERS Lidewij, *Stéréotypes de genre dans la pratique de l'urbanisme*, Travail, genre et sociétés, vol. 33, no. 1, 2015, pp. 67-83.

TUMMERS, Lidewij et WANKIEWICZ, Heidrun. *Gender mainstreaming planning cultures: Why "engendering planning" needs critical feminist theory*, *GENDER-Zeitschrift für Geschlecht, Kultur und Gesellschaft*, 2020

YOUNG Iris Marion, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton: Princeton University Press, 1990.

Le vent se lève, *Conquérir le droit à la ville pour penser la propriété autrement*, 2020, disponible en ligne :
<https://lvsl.fr/conquerir-le-droit-a-la-ville-pour-penser-la-propriete-autrement/>

NUTARELLI et GAGNAIRE Marie, *La ville, lieu de puissance du sexisme et du patriarcat*
<https://www.culture-g.fr/post/la-ville-lieu-de-puissance-du-sexisme-et-du-patriarcat>

Intervention sociale

ALINSKY Saul, *Radicaux, réveillez-vous !*, Le Passager clandestin, 2017

ALINSKY Saul, *Être radical : manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Aden, 201

BAYER Véronique, et al, *L'intervention féministe : un continuum entre pratiques et connaissances*, Nouvelles Questions Féministes, Lausanne, Antipodes, 2018, n°2, pp. 6-12.

CARREL Marion, ROSENBERG Suzanne, *L'empowerment et le travail social sont-ils compatibles en France ?*, Recherche sociale, vol. 209, no. 1, 2014, pp. 25-35.

CORBEIL Christine et MARCHAND Isabelle, *Penser l'intervention féministe à l'aune de l'approche intersectionnelle. Défis et enjeux*. Nouvelles pratiques sociales, 19 (1), 40-57. 2006

CHOPART Jean-Noël et A., *Déconstruction et reconstruction du champ de l'intervention sociale sur la base des tâches accomplies, Les mutations du travail social: Dynamique d'un champ professionnel*. Paris, Dunod, 2000.

DONZELOT Jacques, ROMAN Joël, *1972-1998 : les nouvelles donnes du social*, Esprit, 241, 1998, p. 7-25.

DUVOUX Nicolas & AVENEL Cyprien, *Le travail social entre pouvoir et impuissance*, Revue française des affaires sociales, Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, 2020. p. 2

JACQUEY-VAZQUEZ Bénédicte, *L'accompagnement social*, Inspection générale des affaires sociales, 2018.

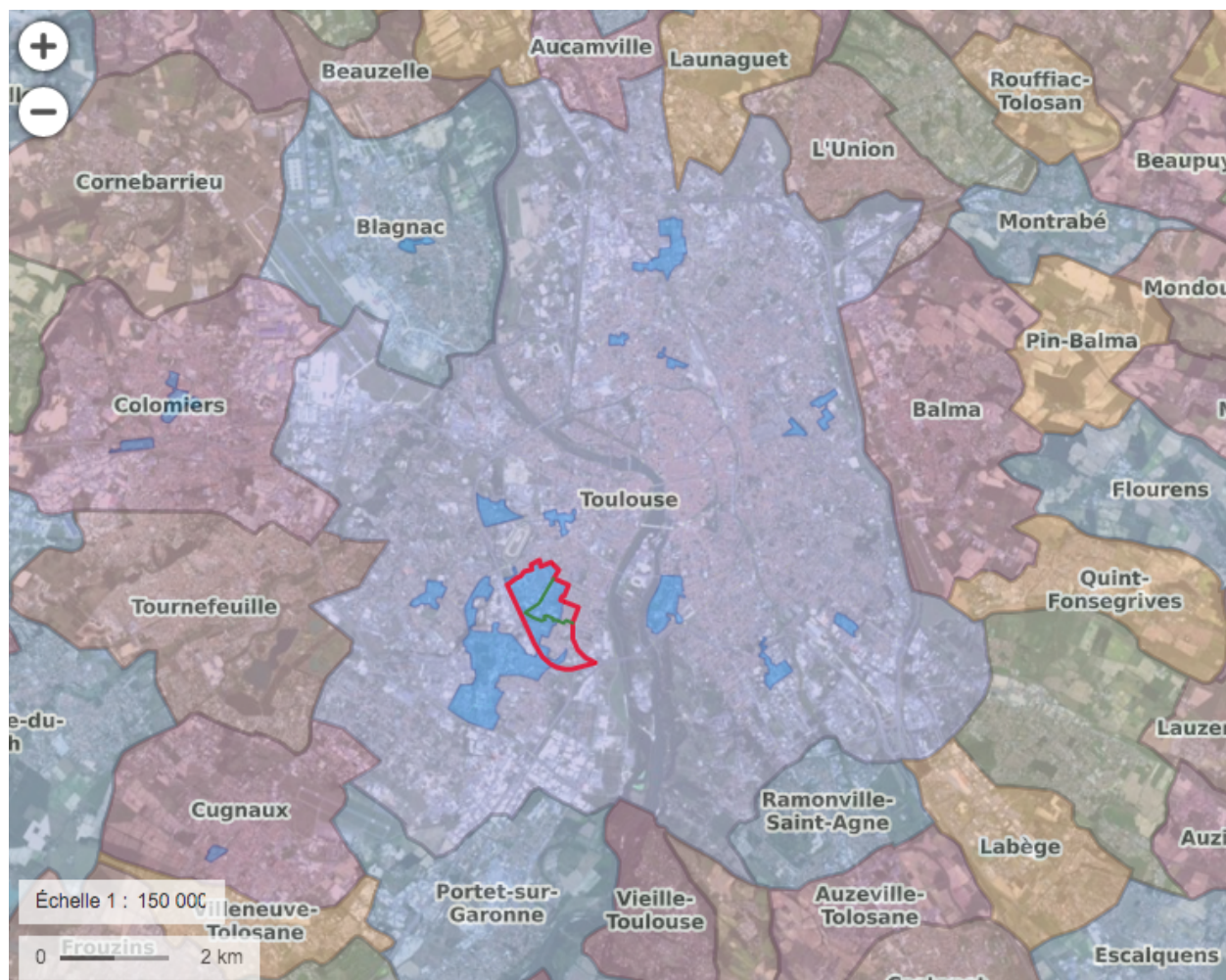
<http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2017-105K.pdf>

MOLINIER Pascale, *Le travail du care*, Paris, La Dispute. 2013

ROCHER Guy, *Introduction à la sociologie, vol. 3*, Montréal, HMH, coll. Le changement social, 1968, p. 22

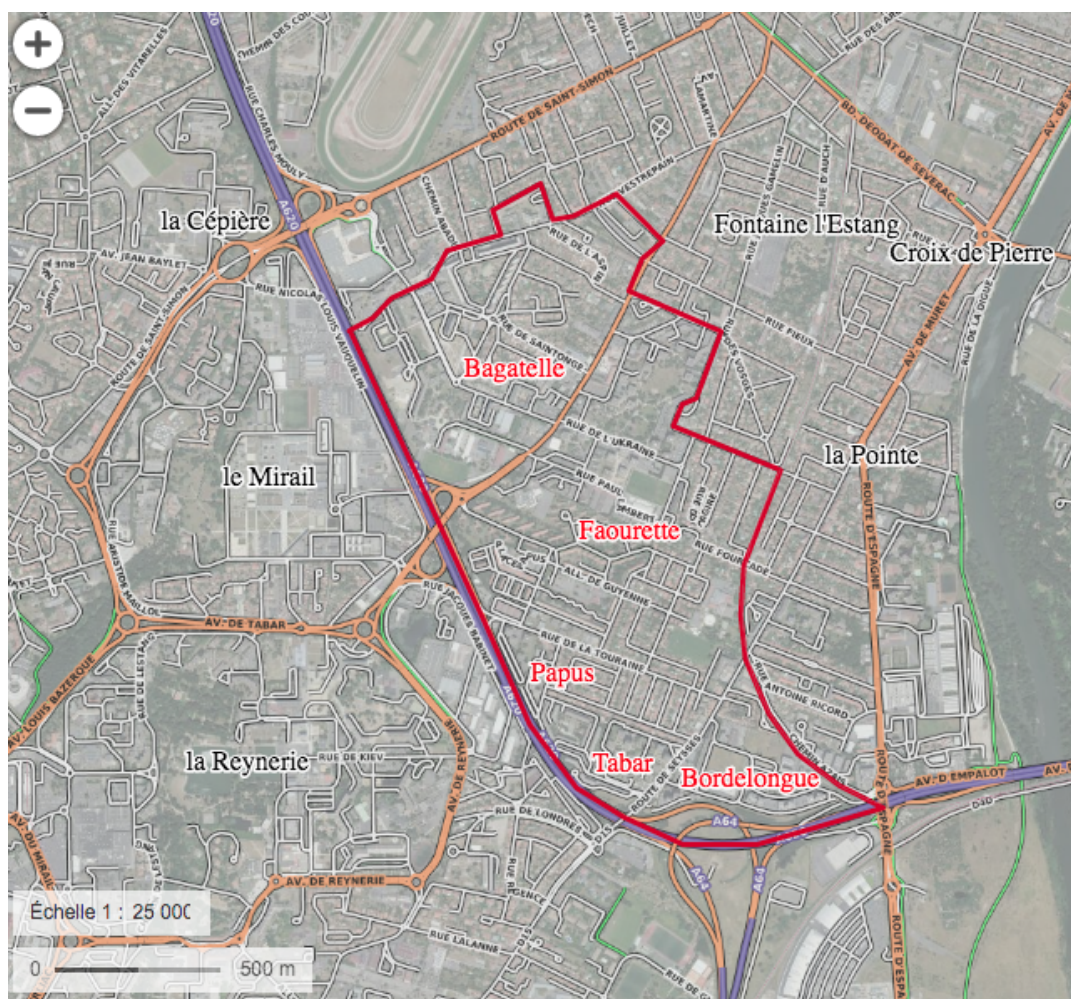
ANNEXES

Annexe 1 : Plan de situation de l'ensemble BaFaPaTaBor



Carte de situation de l'ensemble BaFaPaTaBor au sein de Toulouse et ses alentours
Carte réalisée sur la plateforme géoportail à partir des données satellite, IRIS, et quartiers prioritaires.

Annexe 2 : Plan de situation du terrain d'analyse

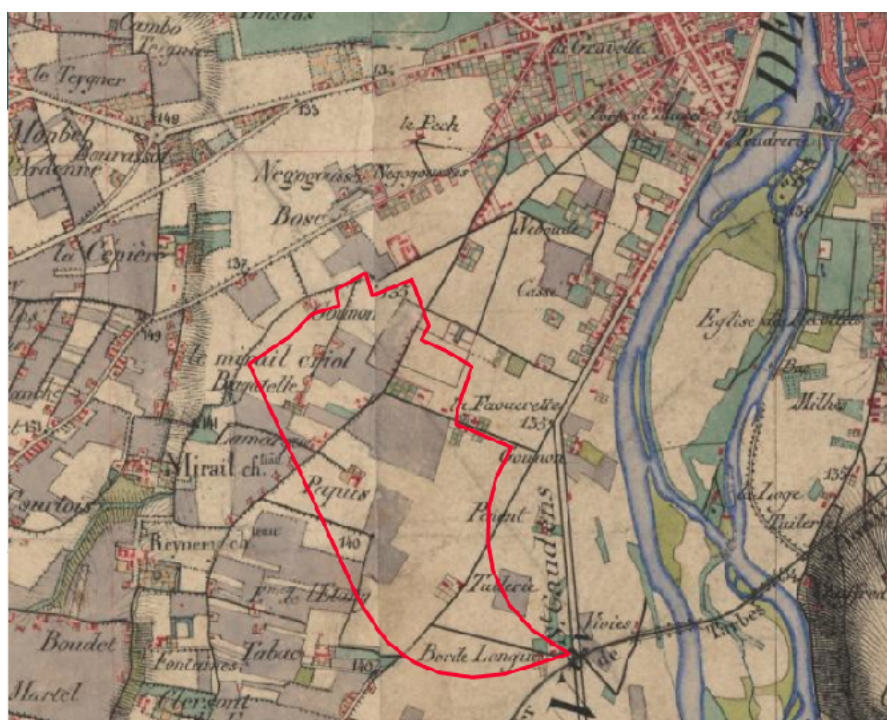


Carte de situation des différents quartiers qui composent l'ensemble BaFaPaTaBor
Carte réalisée sur la plateforme géoportail à partir des données satellite, IRIS, et quartiers prioritaires.

Annexe 3 : Évolution historique de l'ensemble BaFaPaTaBor



Carte de Cassini 1756 - 1815 - géoportail



Carte de l'État Major 1820 - 1886 - géoportail



Photographie aérienne 2000 - 2005 - géoportail

OBJECTIFS DU PROJET AGORA

Favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans la ville et notamment à travers l'appropriation des espaces publics



EXPLORATION ET DIAGNOSTIC :

à travers un diagnostic de terrain, détecter et comprendre les mécanismes de discriminations, créer une boîte à outils commune.



ACTION ET EXPÉRIMENTATION :

Soutenir, visibiliser, expérimenter des outils d'intervention dans l'espace public pour réduire les inégalités femmes-hommes. Produire une boîte à outils.



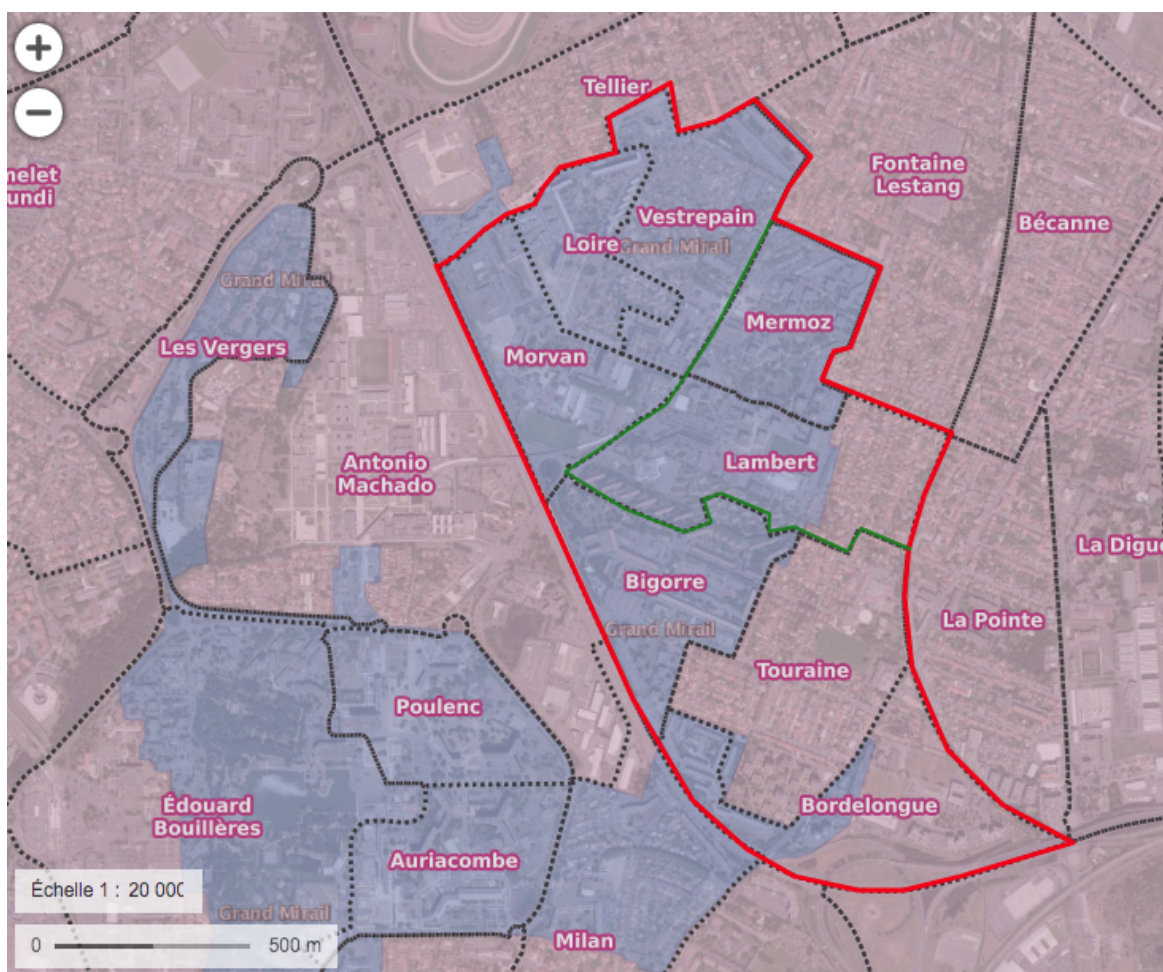
FORMATION ET TRANSFORMATION :

Renforcer le pouvoir d'agir des habitantes et habitants de nos territoires d'intervention (notamment des jeunes), permettre aux travailleurs sociaux et intervenants de monter en compétence sur la thématique des discriminations de genre en s'équipant d'outils partagés

Annexe 5 : Calendrier de la recherche et du projet AGORA

		Phases	Rencontres / Échanges	Travail de terrain	Productions
2019	Septembre	Préparation	Validation du projet AGORA' Erasmus+		
	Octobre				
	Novembre				
	Décembre		Rencontre des partenaires européens à Athènes 16/12 au 20/12	Elaboration d'un premier jet du questionnaire à destination des travailleur.euse.s social.eux.les	
2020	Janvier			Elaboration des outils de diagnostic participatif et d'observation	Rendu pré-mémoire
	Février				
	Mars	Recherche et rencontre de partenaires locaux + Recherche de financements	Questionnaires et entretiens aux travailleurs sociaux	Comptes-rendus des actions de terrain pour Erasmus+	
	Avril				
	Mai			Début des actions de diagnostic sur le terrain (ateliers dans l'espace public, observations, ateliers avec des structures)	Création de la boîte à outils diagnostic Erasmus+
	Juin				
	Juillet				
	Août				
	Septembre	Recherche de financements		Rendu Mémoire Final	
	Octobre	Évènement de restitution du diagnostic aux partenaires locaux	Ateliers participatifs de diagnostic	Finalisation de la boîte à outils diagnostic Erasmus +	
	Novembre	Interventions			
	Décembre				
2021	Janvier	Interventions	Formations européennes à Bucarest et Rome	Expérimentation d'outils d'intervention	Rédaction du manuel d'intervention Erasmus+
	Février				
	Mars				
	Avril				
	Mai	Accompagnement d'initiatives locales			
	Juin				
	Juillet				
	Août				
	Septembre	Bilan	Évènement de clôture	Suivi du projet	
	Octobre				

Annexe 6 : IRIS choisis pour l'analyse statistique



Cartes des IRIS sélectionnés pour l'analyse statistique de l'ensemble BaFaPaTaBor
Carte réalisée sur la plateforme géoportail à partir des données satellite, IRIS, et quartiers prioritaires.

Annexe 7 : Questionnaire travailleur.euse.s sociaux.les

1. Age

2. Vous êtes :

Une seule réponse possible.

- Une Femme
 Un Homme
 Je ne souhaite pas le préciser

3. Quel est votre niveau d'études ou de formation ?

4. Au sein de votre structure, vous êtes

Une seule réponse possible.

- Salarié.e
 Bénévole
 Volontaire
 Stagiaire
 Travailleur.euse indépendant.e
 Autre : _____

5. Vous vous identifiez comme :

Une seule réponse possible.

- Travailleur.euse social.e
 Animatrice jeunesse
 Educateur.rice
 Autre : _____

6. Pouvez vous décrire le public avec lequel vous travaillez ? (tranches d'âges, % d'hommes et de femmes, catégories sociales, origines culturelles, niveau d'études, situation familiale, etc.)

7. A quel point pensez-vous que ces éléments peuvent avoir une influence sur votre public cible ?

Une seule réponse possible par ligne.

	Pas du tout	Un peu	Moyennement	Significativement	Beaucoup
Famille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Culture	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Education	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Situation socio-économique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Environnement / quartier d'habitation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

8. A quel point prenez-vous en compte ces éléments quand vous travaillez avec votre public cible ?

Une seule réponse possible par ligne.

	Pas du tout	Pas vraiment	Moyennement	Un peu	Beaucoup
Famille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Culture	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Education	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Situation socio-économique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Environnement / quartier d'habitation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

9. Quels sont les principaux obstacles qui peuvent affecter la participation de votre public cible aux activités que vous proposez ?

10. A quelle fréquence relevez-vous ce type de discriminations parmi votre public cible ?

Une seule réponse possible par ligne.

	Jamais	Rarement	Certaines fois	Assez souvent	Très souvent
Origine géographique ou culturelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Situation socio-économique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sexe ou genre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Langue	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Handicap	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Orientation sexuelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

11. Votre public cible est-il confronté aux problématiques de :

Une seule réponse possible par ligne.

	Pas du tout	Pas vraiment	Je ne sais pas	Oui parfois	Oui souvent
Violences domestiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Abus émotionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Harcèlement sexuel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Prostitution	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cyberharcèlement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Racisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Homophobie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sexisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

12. Vous sentez-vous compétent.e pour aborder ces sujets avec votre public:

Une seule réponse possible par ligne.

	Pas du tout	Pas vraiment	Moyennement	Plutôt oui,	Très compétent.e
Sexisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rôles de sexes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
LGBTQ+	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cyberharcèlement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Education sexuelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Education émotionnelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Religion	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Racisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

13. Vous sentez-vous à l'aise pour aborder ces sujets avec votre public cible :

Une seule réponse possible par ligne.

	Pas du tout	Pas vraiment	Moyennement	Plutôt, oui	Très compétent.e
Sexisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rôles de sexes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
LGBTQ+	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Cyberharcèlement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Education sexuelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Education émotionnelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Religion	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Racisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

14. Dans quelle mesure êtes vous en accord avec es propositions :

Une seule réponse possible par ligne.

	Pas du tout d'accord	Pas vraiment d'accord	Neutre	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord
Les hommes et les femmes ont le même accès à l'espace public	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les réseaux sociaux renforcent les stéréotypes sexistes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'école devrait proposer des cours d'éducation sexuelle	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les personnes faisant partie de groupes minoritaires devraient être traitées différemment pour plus d'inclusion	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'éducation émotionnelle est plus importante que les maths	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les espaces de non-mixité peuvent être utiles pour se sentir en sécurité et pouvoir parler et agir plus librement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

15. Avez-vous déjà participé à une formation, un atelier, une conférence sur les inégalités sexistes ?

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non

16. Avez-vous déjà animé ou facilité une formation, un atelier, une conférence sur les inégalités sexistes ?

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non

17. Utilisez-vous des outils particuliers pour traiter de la thématique des inégalités de genre avec votre public cible ? (ex : théâtre, danse, sport, débats, facilitation graphique, etc.) Soyez exhaustifs au possible !

18. Pour parler des inégalités sexistes, vous sentez que vous avez :

Une seule réponse possible par ligne.

	Pas du tout	Pas vraiment	Moyennement	Plutôt oui	Tout à fait
Des connaissances théoriques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des outils et méthodes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des espaces	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Un soutien institutionnel	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'intérêt de votre public cible	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le matériel nécessaire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

19. De quoi auriez vous besoin pour détecter les inégalités de sexes, sensibiliser votre public cible et prévenir les discriminations sexistes ?

Annexe 8 : Cartographie sensible



Annexe 9 : Support de l'atelier Nuage de Mots



Annexe 10 : Support de l'atelier photolangage



Annexe 11 : Photos de l'atelier Porteur de Parole



Annexe 12 : Grille d'entretien habitantes

Thématique : Le rapport des femmes à l'espace public

- Recueillir de manière globale le regard des habitantes sur l'occupation qu'elles font de l'espace public
- Les questionner sur leur ressenti, leur sentiment de légitimité dans l'espace public, sur des possibles inégalités par rapport aux hommes
- Permettre la prise de parole et de conscience

Usage du quartier :

Dans quel quartier habitez-vous ? Depuis combien de temps ?

Si vous travaillez, est-ce que c'est aussi dans le quartier ?

Qu'est-ce que vous faites dans le quartier ? Quels espaces vous fréquentez essentiellement ? (Utilisation de commerces, lieux de loisirs / détente, espaces de rencontre, équipements publics, bars et cafés)

Est-ce que vous ne faites qu'y passer ou vous vous arrêtez ?

Est-ce qu'il y a des lieux que vous ne fréquentez pas ? ou que vous évitez ? pourquoi ?

Est-ce qu vous sortez beaucoup du quartier et pour aller où ? Comment (quels moyens de transports) ?

Ressentis :

Comment vous sentez vous dans le quartier ? Et à l'extérieur (centre-ville par exemple) ?

Qu'est-ce que vous aimez ? n'aimez pas dans le quartier ?

Est-ce que tu vous sentez libre de faire ce que vous voulez dans le quartier ?

Est-ce qu'il y a des choses que tu ne peux pas faire dans l'espace public, que tu évites de faire ?

Est-ce que vous sentez que vous avez votre place dans le quartier ?

Est-ce que vous vous sentez légitime ?

Est-ce que vous vous sentez observée ?

Est-ce que vous vous sentez en sécurité dans le quartier ?

Est-ce que tu as été déjà victimes ou témoin de discriminations, harcèlement ou violences dans l'espace public ?

Place des femmes :

En ayant observé le quartier on remarque qu'il y a des différences d'utilisation des espaces publics entre les hommes et les femmes et qu'ils se mélangent peu.

Qu'en pensez vous ? a votre avis pourquoi ?

Est-ce que vous pensez que le fait d'être une femme influence votre utilisation de l'espace public ? Comment et pourquoi ?

De manière générale est-ce que vous sentez que la ville est inégalitaire ?

Est-ce que vous sortiriez plus ou différemment s'il y avait un couvre-feu pour les hommes ?

Environ 2% des noms de rues sont des noms de femmes, la plupart des statues représentent des hommes, qu'en pensez-vous ? Est-ce que vous pensez que ca peut avoir un impact ?

Que pensez-vous de l'image des femmes qui est véhiculée dans la publicité, très présente dans l'espace public ? Avez-vous l'impression d'y être représentée ? Qu'est-ce que cela peut avoir comme effet ?

Solutions : Selon vous, qu'est-ce qui ferez que vous vous sentiriez mieux pour vous approprier le quartier ? Qu'est-ce qui permettrait aux femmes de mieux se l'approprier ?

Annexe 13 : Photos de la maquette et de l'atelier à l'association Voir & Comprendre





Annexe 14 : Figures de l'analyse statistique

Faourette	BaFaPaTaBor	Toulouse
3 930 habitant.e.s	14 771 habitant.e.s	475 438 habitant.e.s

Figure 1 - Comparaison de la population totale de Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

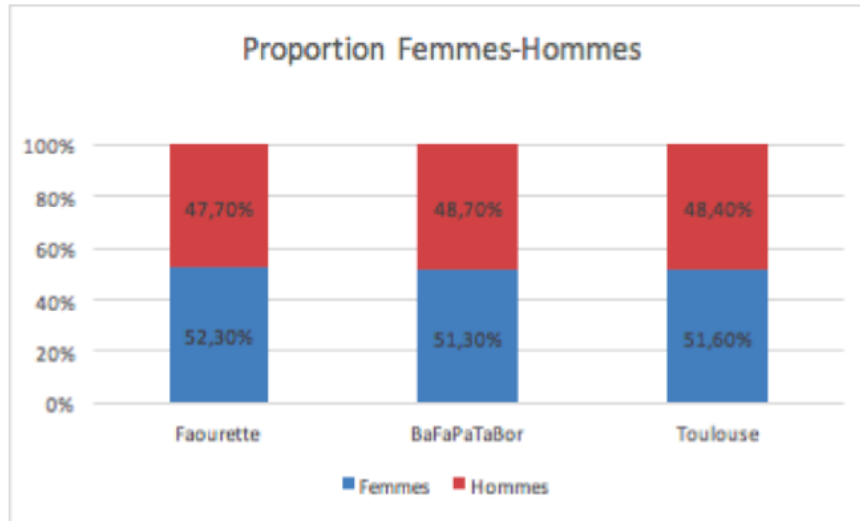


Figure 2 - Comparaison de la proportion H/F entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

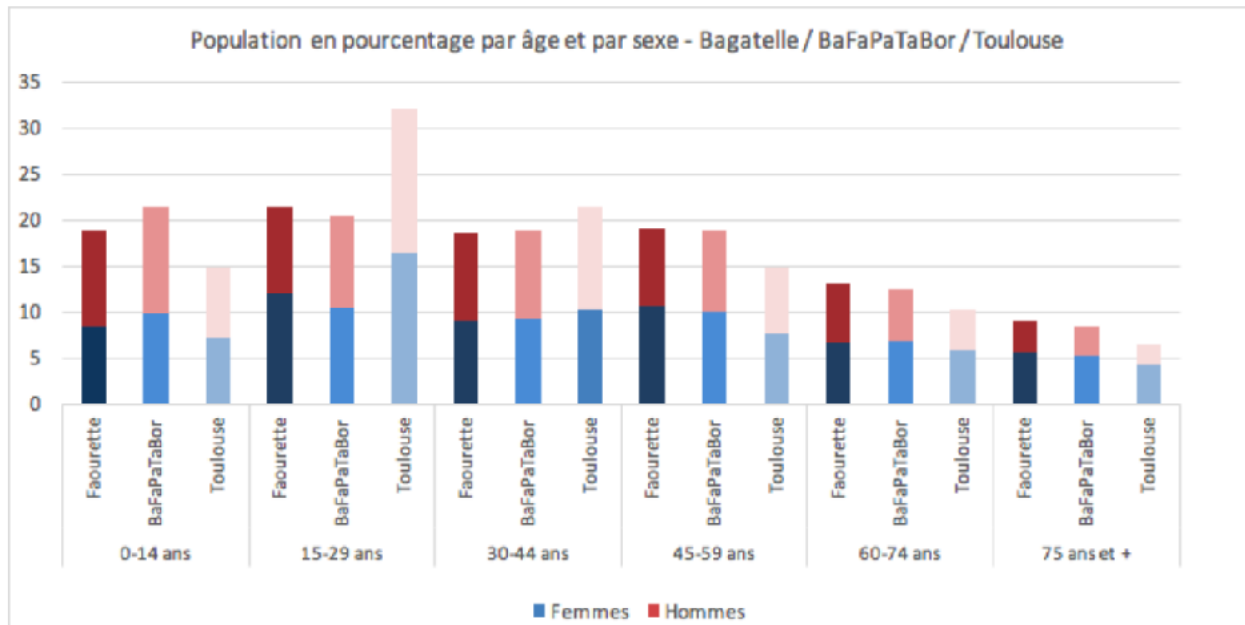


Figure 3 - Comparaison de la population par tranche d'âge entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

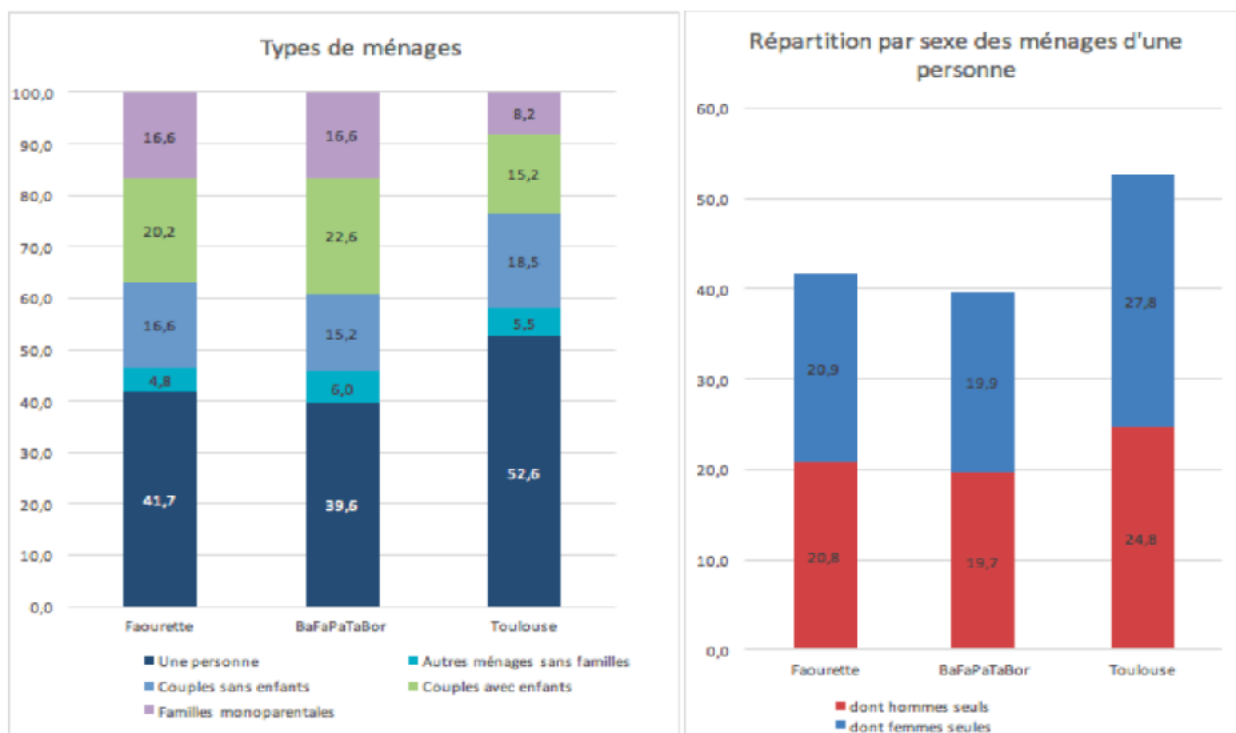


Figure 4 - Comparaison des types de ménages entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

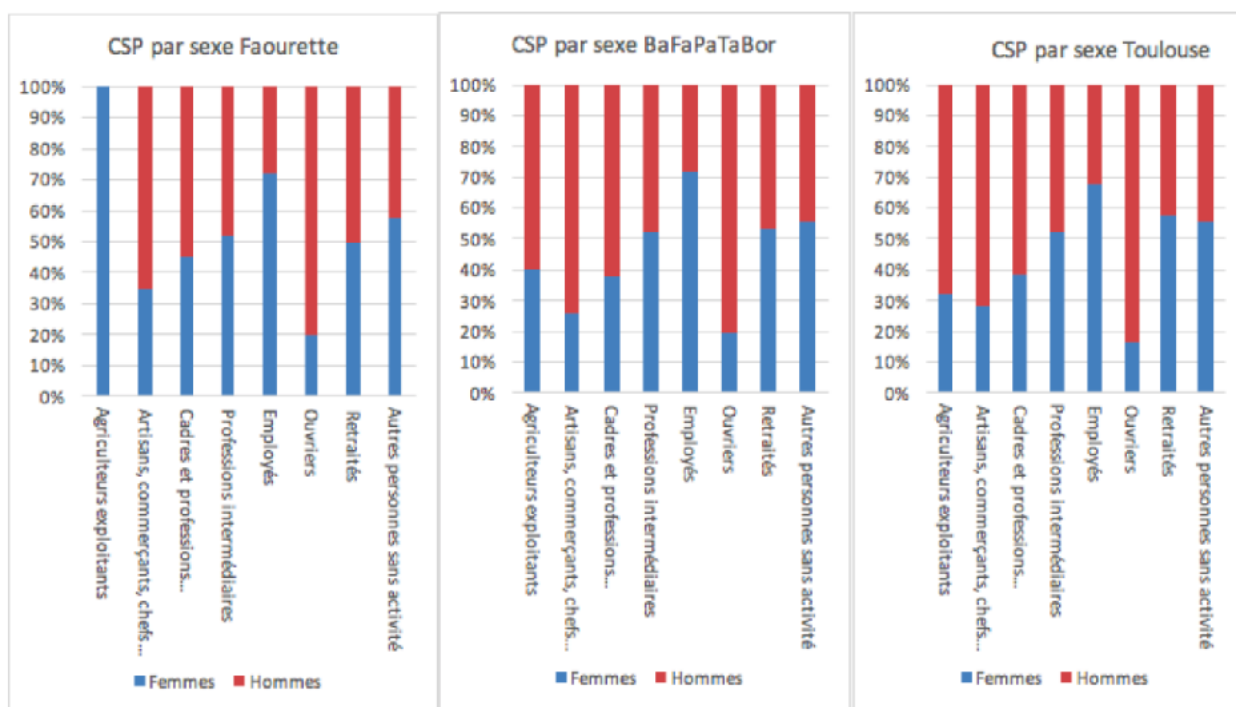


Figure 5 - Comparaison des CSP réparties par sexe et entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

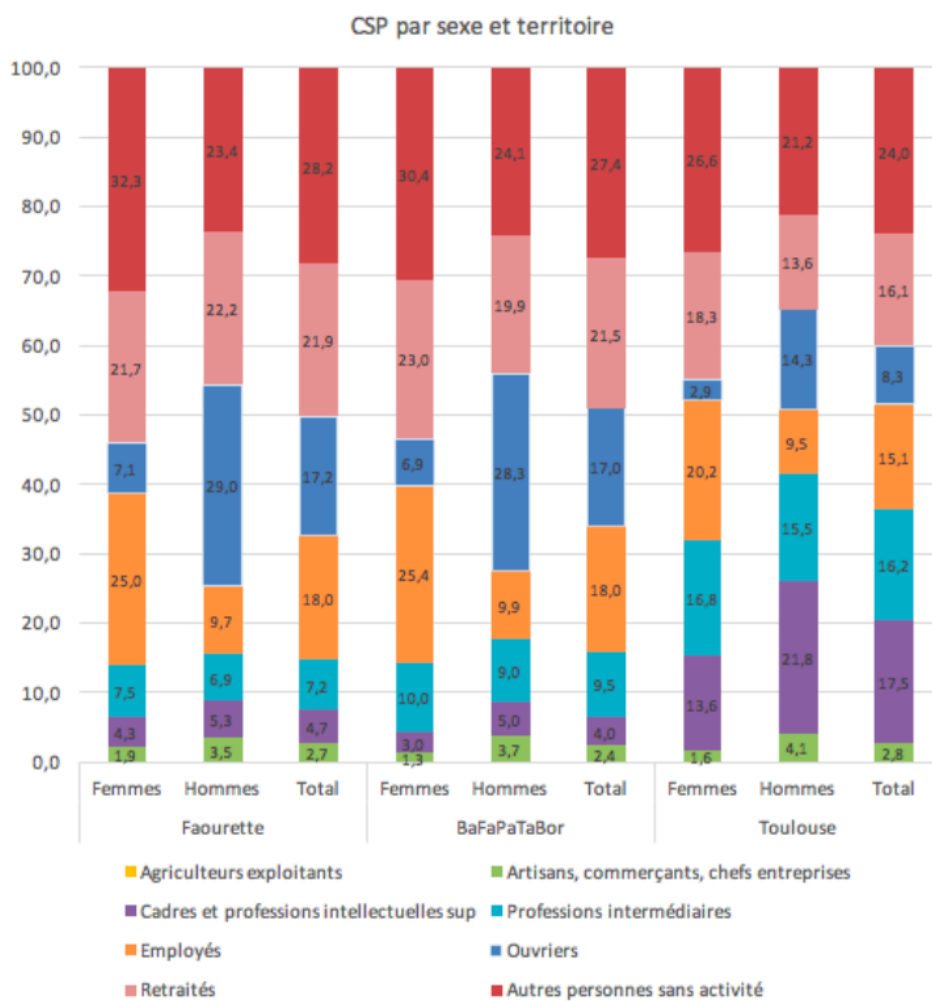


Figure 6 - Comparaison des CSP réparties par sexe et entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

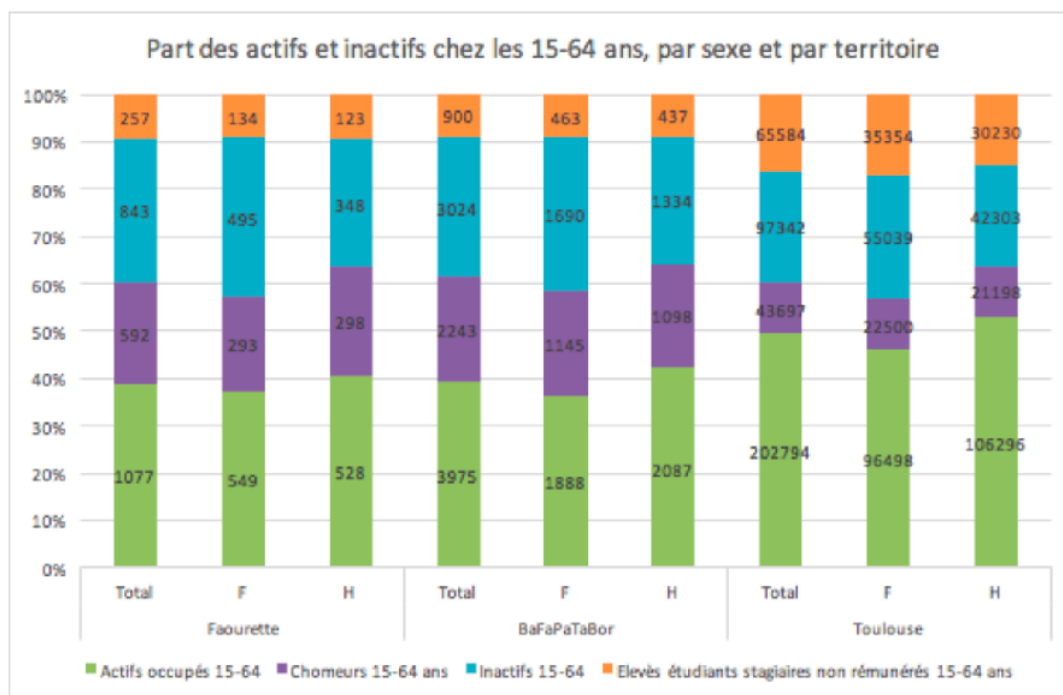


Figure 7 - Comparaison de la part des acti.f.ve.s et inacti.f.ve.s chez les 15-65 ans par sexe et entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

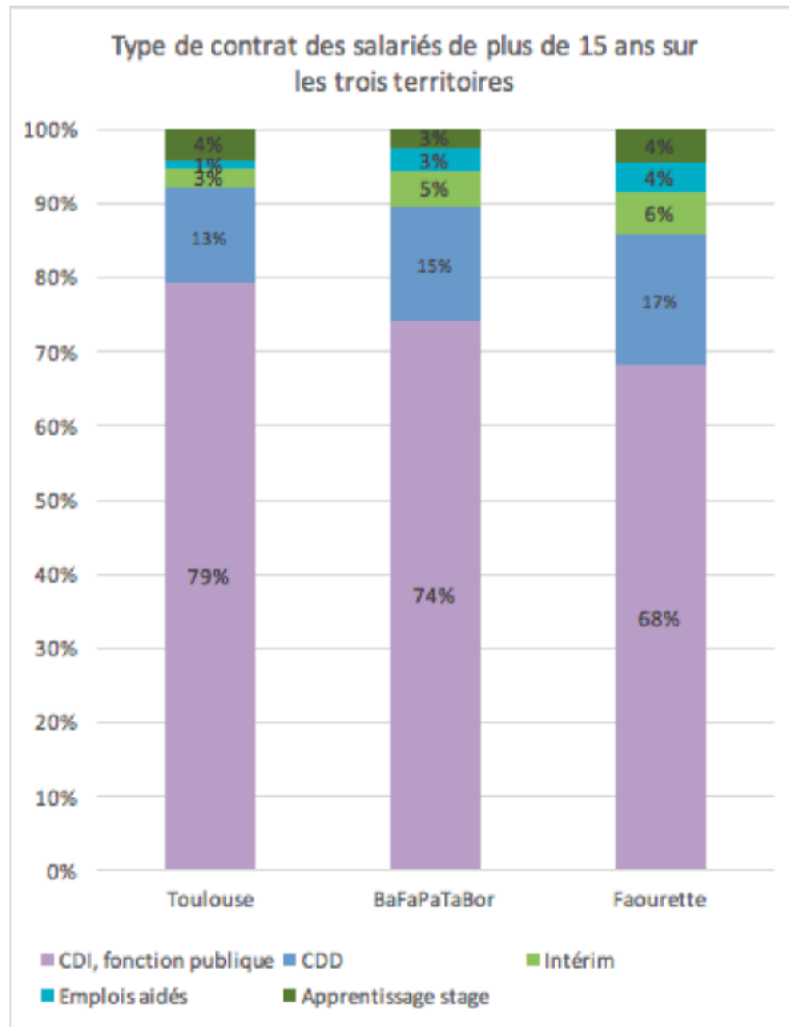


Figure 8 - Comparaison des types de contrats salariés entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

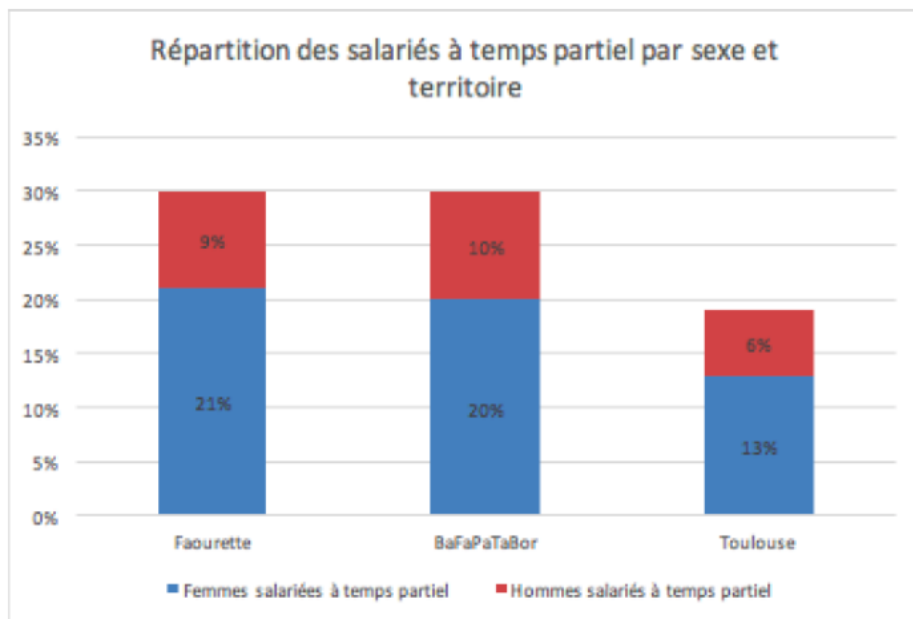


Figure 9 - Comparaison F/H des postes à temps partiel entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

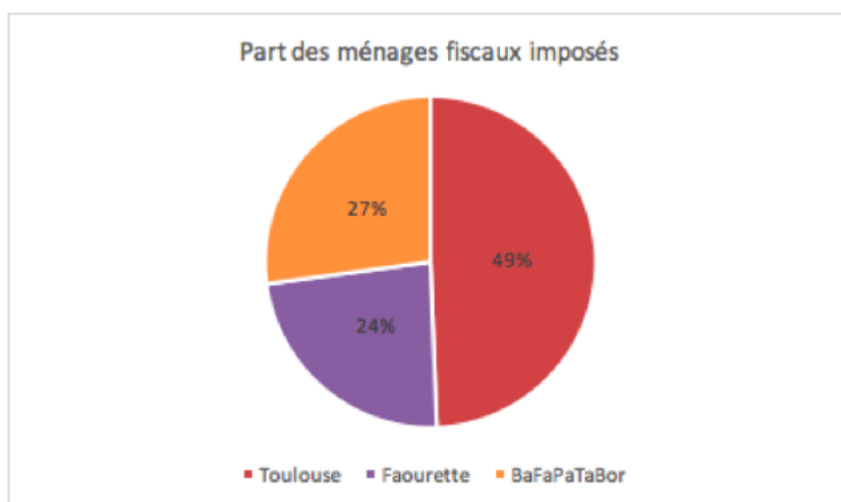


Figure 10 - Comparaison des ménages fiscaux imposables entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

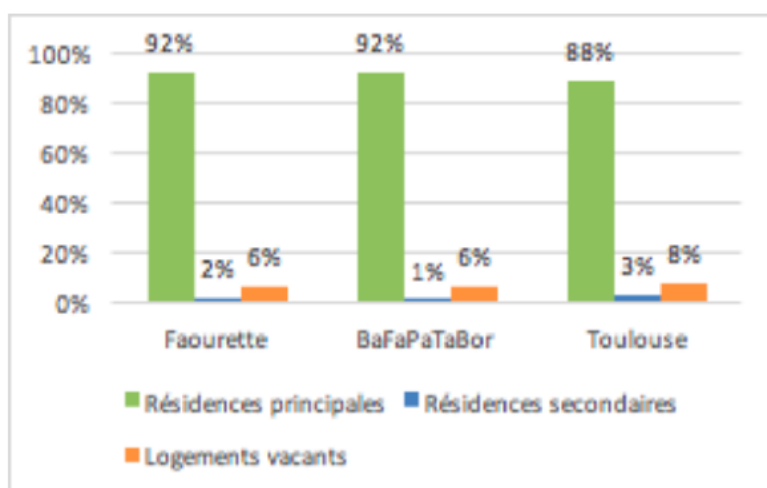


Figure 11 - Comparaison des types de logements entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

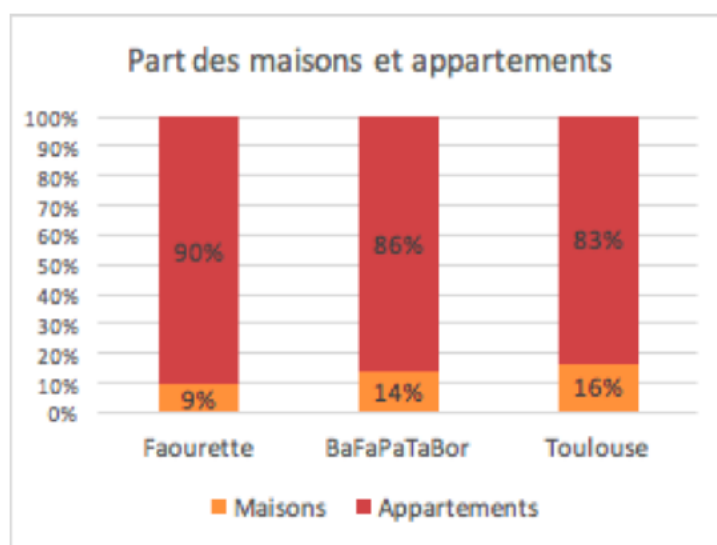


Figure 12 - Comparaison des modes d'habiter entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

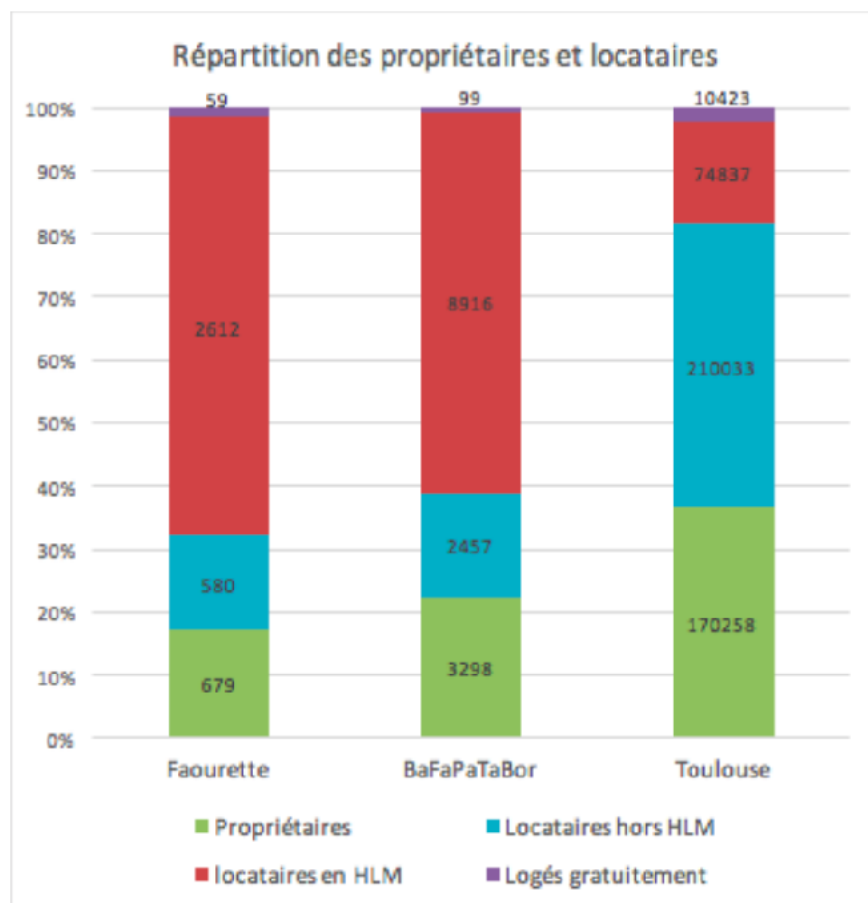


Figure 13 - Comparaison de la répartition propriétaires locataires entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

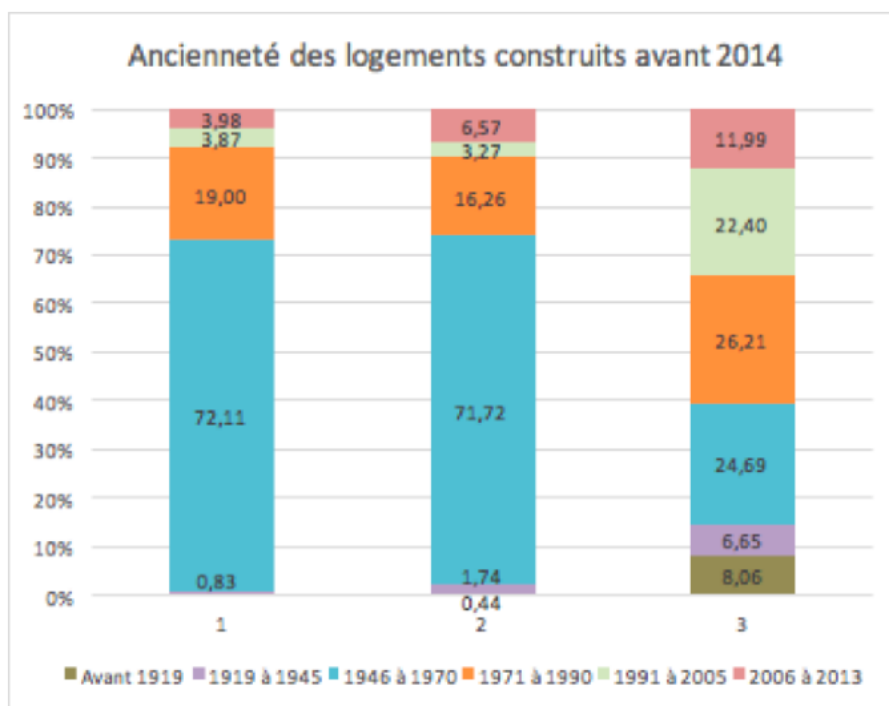


Figure 14 - Comparaison de l'ancienneté de logement construits avant 2014 entre Toulouse (3), BaFaPaTaBor (2) et Faourette (1)

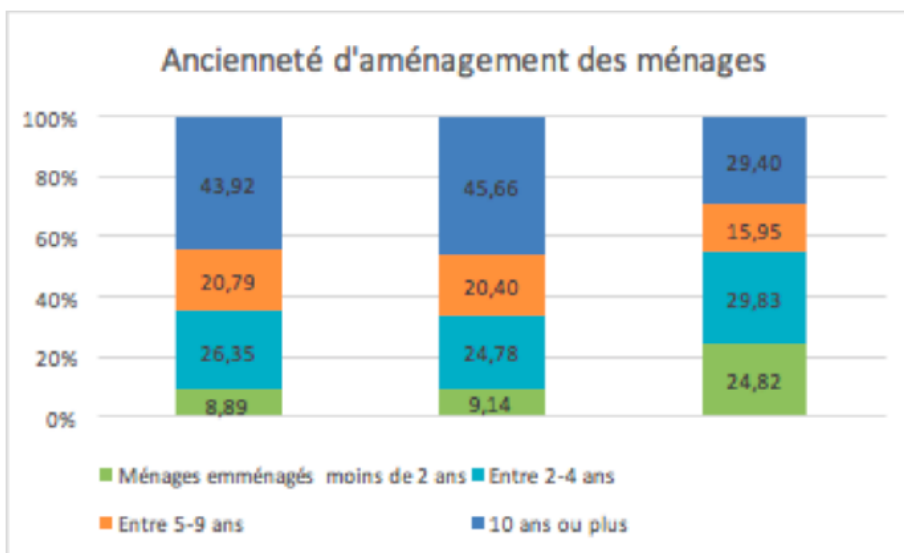


Figure 15 - Comparaison de l'ancienneté d'aménagement des ménages entre Toulouse (3), BaFaPaTaBor (2) et Faourette (1)

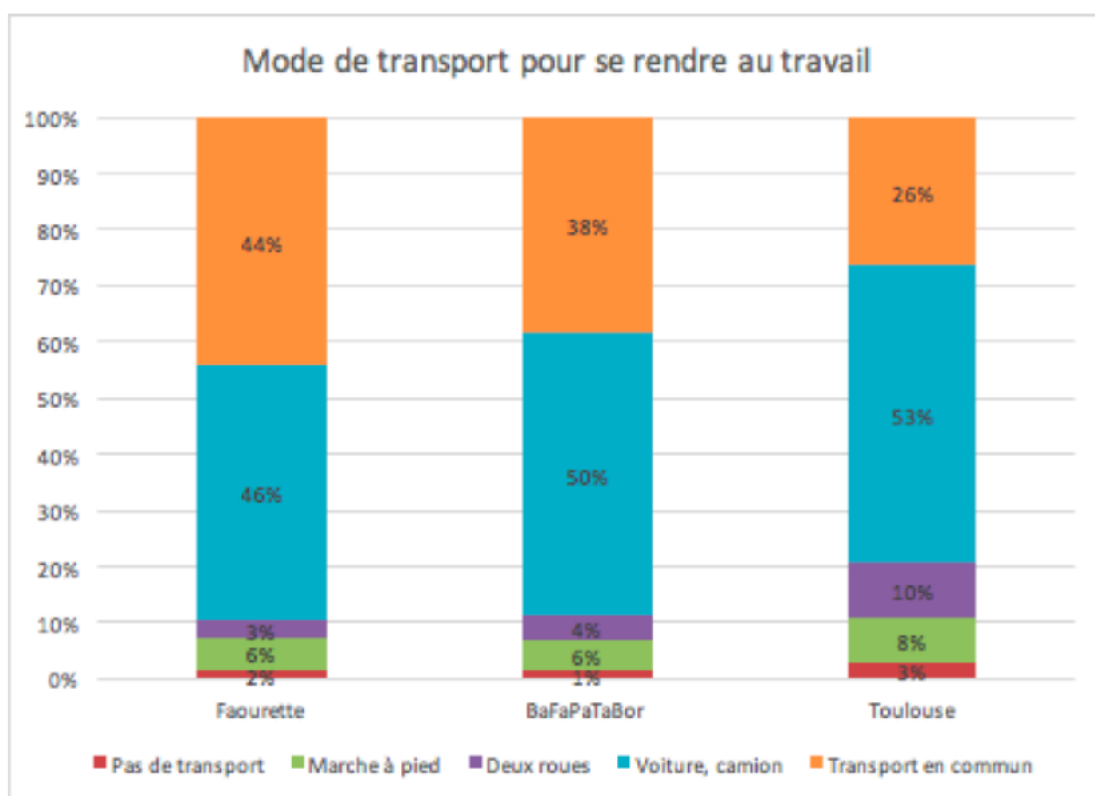


Figure 16 - Comparaison des mode de transports entre Toulouse, BaFaPaTaBor et Faourette

Annexe 15 : Tableau des observations

Date	H.	Lieu	Durée	Éléments à observer	Commentaire
10/06	10h30+ 15h	Dans le parc de la Faourette près des jeux d'enfants	2h	Combien d'hommes / de femmes y a-t-il? Que font-ils ? Sont-ils seuls ou avec quelqu'un (qui?)? Quel âge ?	<p>Plus de 90 personnes observées, environ autant d'H de que F. 1/3 de jeunes de 0 à 20 ans, 1/3 entre 30 et 40 ans 1/3 de 60 ans et +</p> <p>-> 3 hommes assis en cercle discutent et partent au bout de 20 minutes</p> <p>-> Un monsieur joue au frisbee avec sa fille</p> <p>-> J'ai le sentiment que les femmes sont plus nombreuses à accompagner des enfants</p> <p>-> 1 jeune homme entre 20 et 30 ans est resté debout pendant une dizaine de minutes, un homme plus âgé arrive, ils discutent, il repart.</p> <p>-> Un jeune garçon passe souvent devant nous à vélo et fait le tour de la place. Il s'est fait interpeller par un homme entre 30 et 40 ans qui lui dit "pourquoi tu fais demi-tour ? C'est parce que tu m'as vu arriver ? C'est ça ton travail ? Tu ferais mieux de chercher un stage !"</p> <p>Plus tard nous avons vu ce jeune garçon parler un un jeune homme, en passant près d'eux, j'ai entendu le garçon raconter qui était passé sur la place pendant la dernière heure, comme s'il faisait un compte rendu.</p> <p>-> Plusieurs fois des policiers sont passés entre les immeubles vers la place Anthonioz</p> <p>-> Dans l'après midi, beaucoup plus de jeunes, beaucoup plus de vélos, conduits uniquement par des garçons sauf une fille dont le frère lui a prêté le vélo.</p> <p>-> Moins de mamans l'après midi, plus d'adolescent.e.s : garçons à vélo, scooter, jouent au foot ou parlent autour du city stade / filles discutent, font des tours en marchant autour des jeux pour enfants, s'assoient près des autres femmes (mamans, assistantes maternelles) pour discuter autour des jeux pour enfants.</p>
18/06	16h00	Place Anthonioz de Gaulle	1h	Combien d'hommes / de femmes y a-t-il? Que font-ils ? Sont-ils seuls ou avec quelqu'un (qui?)? Quel âge ont les gens ici?	<p>88 personnes observées 59 H, 29 F</p> <p>-> Les hommes semblent tous se connaître, rient</p> <p>-> Les hommes autour du tabac parlent fort, on les entend depuis l'autre côté de la place, devant le coiffeur</p> <p>-> Ils parlent tous arabe (algérien, marocain)</p> <p>-> Un jeune homme fait des tours à vélo sur la partie piétonne de la place,</p> <p>-> Une fille sort d'une voiture en souriant, quelqu'un dans la voiture l'interpelle, elle se retourne, et revient vers nous. Là un jeune homme qui était déjà sur la place s'approche d'elle et lui dit quelque chose à l'oreille. Son sourire disparaît, elle baisse la tête et marche vers l'épicerie</p> <p>-> Je me sens observée et mal à l'aise</p>

Annexe 16 : Grilles d'observations

Observation 10/06 - Parc Faourette				Observation 18/06 - Place Anthonioz de Gaulle			
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
Age				Age			
0-10	8	12	20	0-10	2	1	3
10-20	6	10	16	10-20	14	8	22
20-30	9	4	13	20-30	33	5	38
30-40	14	15	29	30-40	4	6	10
40-50	6	2	8	40-50	3	2	5
50-60	3	2	5	50-60	2	4	6
60+	1	1	2	60+	1	3	4
Total	47	46	93	Total	59	29	88
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
Accompagnant				Accompagnant			
Seul.e	22	16	38	Seul.e	24	10	34
En groupe	23	32	55	En groupe	35	19	54
Total	45	48	93	Total	59	29	88
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
Position							
Assis	9	14	23	Assis	14	0	14
Debout	13	6	19	Debout	5	3	8
Marche	22	13	35	Marche	17	19	36
Course	6	2	8	Course	2	0	2
A vélo	4	0	4	A vélo	4	5	9
A moto	2	0	2	A moto	15	0	15
En poussette	1	1	2	En poussette	2	2	4
Total	57	36	93	Total	59	29	88
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
Activité				Activité			
Discute	16	21	37	Discute	15	4	19
Achète	0	0	0	Achète	4	12	16
Retire de l'argent	0	0	0	Retire de l'argent	8	3	11
Joue	18	10	28	Joue	3	2	5
Mange	2	0	2	Mange	8	0	8
Assis en terrasse	0	0	0	Assis en terrasse	15	0	15
Porte / transporte	8	18	26	Porte / transporte	6	8	14
Total	44	49	93	Total	59	29	88

Annexe 17 : Tableau synoptique des entretiens avec les travailleur.euse.s sociaux.les

Id.	Sexe	Âge	Statut	Date	Durée	Structure	Lieu
A.E	F	23 ans	Stagiaire assistante sociale	12/03	1h15	Partage Faourette	Dans les locaux de Partage Faourette
E.T	F	37 ans	Médiatrice sociale	20/04	1h27	Parle avec Elles	Par téléphone
B.V	H	38 ans	Animateur-coordonateur	26/06	1h46	A S S Q O T Bagatelle	Dans les locaux de l'ASSQOT Bagatelle
C.B	F	35 ans	Animatrice socio-culturelle	27/05	1h03	M J C P r é v e r t Bordelongue	Par téléphone
G.G	H	38 ans	Assistant de service social et coordinateur	09/06	1h21	Partage Faourette	Par téléphone

Annexe 18 : Tableau synoptique des interventions dans l'espace public

Date	H.	Lieu	Durée	Support	Objectif	Nb de personnes	Commentaires
05/03 + 12/06	10h00 + 16h00	Centre culturel Henri Desbals	2h	Photolangage	Faire parler du vu et du vécu dans le quartier à partir de photos qui représentent des scènes dans d'autres espaces publics	13 pers + 17 pers Total = 30 pers	90% de F, majoritairement entre 20 et 70 ans, 5 jeunes entre 17 et 28 ans, 4 hommes (17, 20, 35, 47 ans)
05/06	9h00	Autour du marché de la Faourette	3h	Cartographie	Faire ressortir les différents espaces du quartier (où on aime ou n'aime pas aller, où on se sent en sécurité ou pas, où on se sent observés, où on voit plus de F ou d'H, etc.)	17 pers	70% de F, 30% d'H, 4 jeunes entre 4 et 14 ans, 5 jeunes entre 17 et 30 ans, 8 adultes entre 35 et 60 ans
06/06	10h00	Place Anthonioz de Gaulle et alentours	2h	Nuages de mots	Voir la différence d'usages et de ressentis dans l'espace public entre les hommes et les femmes.	23 pers	10 jeunes H entre 8 et 13 ans. 8 F de 27 à 65 ans. 5 H de 35 à 54 ans.
16/06	10h	Dans le parc près du marché de la Faourette	3h	Porteur de parole	A partir de la question "Les femmes occupent-elles librement la rue ?" faire parler les gens sur les inégalités H/F dans l'espace public et dans la société	25 pers	17 F dont 2 jeune F de 17/18 ans, 7 F avec entre 25 et 40 ans, 8 F plus âgées (+50 ans) 3 H d'environ 30 ans
20/05 + 18/06	10h + 18h	Place Anthonioz + autour du Parc de la Faourette	1h	Questionnaire sur les usages	Avoir des données quantitatives sur les usages des différents espaces du quartier	16 pers + 4 pers Total = 20 pers	Autant d'H que de F, majorité entre 17 et 35 ans, 3 pers entre 55 et 65 ans (2F et 1H)

Annexe 19 : Retranscription d'entretien travailleur.euse.s sociaux.ux.les

M : Ben déjà c'est super sympa de bien vouloir répondre à mon questionnaire / entretien.

B : Ben ouais, avec plaisir. J'ai des collègues... Bon j'ai arrêté un peu de... C'est compliqué en ce moment avec la reprise, les changements, avec tout ce que ça induit comme réorganisation du travail et comme... C'est vrai que j'ai pas insisté assez, après...

M : Non mais c'est déjà bien.

B : Bon ? Mais je me suis dit, je peux au moins faire ça, même si je ne suis pas... Je me sens pas le plus légitime, le mieux placé dans l'équipe, pour parler des questions de genre dans le centre social mais au moins, voilà. J'imagine que tu dois envoyer beaucoup de demandes et pour pas beaucoup de réponses en général...

M : Ouais, non mais en plus c'est bien parce que dans le travail social il y a une grande majorité de femmes et donc c'est intéressant d'avoir la perspective d'un homme. Donc je trouve ça chouette, c'est trop trop bien.

Et vous l'ASSQOT ça va ? Ça se passe bien ?

B : Ben oui, ça va, ouais ça va. Bon c'est un peu particulier parce qu'avec le confinement on est un peu... On tombe un peu dans le travers qu'on est de plus en plus identifiés, encore plus qu'avant, à un CCAS ou une structure sociale. Bon le mot est déjà présent dans le titre mais là il est exacerbé en ce moment parce qu'on est sur de l'orientation... A Bagatelle il y a de la distribution de colis du coup c'est un peu... Les gens ils appellent pour ça, pour avoir des colis. Ils croient qu'on est assistants sociaux. Donc on a un peu ce travers là en ce moment et évidemment c'est compliqué de faire du collectif mais sinon ça va. Il y aura des orientations à venir. En l'occurrence moi je serai plus en poste au 31 juillet, j'ai une autre collègue jeunesse qui part, il y en a qui est arrivée en temps partiel mais qui va peut-être prendre plus de place et... Il y aura des changements quoi ! Mais sinon ça va. Après c'est la situation du coronavirus qui est pas simple à gérer. Ça oblige à revoir pas mal de choses mais c'est comme pour tout le monde quoi ! En même temps c'est l'opportunité de réfléchir différemment, d'expérimenter différemment, voilà.

M : Ouais, ben ouais il faudrait.

B : Oui voilà, après... Disons que je pense que c'est un centre social qui a été repris il y a un an et demi, qui est assez jeune, et qu'il y a besoin d'avancer ensemble sur pas mal de choses pour développer ses compétences et ses qualifications sur pas mal de questions que vous maîtrisez beaucoup mieux pour le coup au Bruit de la Conversation : les équipes qui ne sont pas vraiment des équipes d'animateurs, qui ont pas trop le profil mais...

M : C'est pas évident mais il y a encore plein de choses qui sont possibles à faire et je pense vraiment que là, en se retrouvant et en réouvrant vraiment on va retrouver l'énergie et de nouvelles idées pour faire les choses. Et je pense qu'il y a moyen d'aller vers du mieux. Il y a toujours moyen.

B : Ben il y a intérêt, oui ! Il faut !

M : Super. Bon ben si ça te dit on peut rentrer direct dans le vif du sujet ?

B : Ouais ! Allons-y !

M : C'est parti. On va commencer un peu sur des questions générales, sur toi plutôt.

B: Ouais.

M : Et ensuite on enchaînera sur la structure et ensuite plus sur notre sujet en particulier.

B : D'acc.

M : Du coup on va commencer peut-être par ton parcours, les études que tu as faites, le niveau d'études que tu as et comment tu es arrivé jusqu'à l'ASSQOT.

B : Alors moi j'ai un parcours d'étudiant en sciences sociales assez classique. C'est-à-dire j'ai fait, après quelques bifurcations... J'ai commencé par des études de lettres, de théâtre et de philo un peu. Après bifurqué sur des études de sociologie et d'économie au Mirail à l'époque. Et j'ai un Master en sociologie et j'ai une licence en économie on va dire. On va dire que j'ai fait des études assez longues, assez tortueuses. Je suis parti un peu à l'étranger, après j'ai fait des études en travaillant à côté. J'avançais pas très vite et je pense que j'étais bien... Pas un éternel étudiant mais quand même assez bien dans les études et pas trop savoir ce qu'il voulait faire. Donc j'ai fait plein de petits boulots en parallèle pendant une dizaine d'années on va dire, et je suis parti finir mes études à Nanterre, finir un Master à Nanterre. Et à la suite de ça je suis allé sur Paris où j'ai commencé du bénévolat dans un centre social en attendant de trouver du travail. Donc je me suis dit « implique toi dans les structures à côté de chez toi » et j'ai donné des intérêts sociaux linguistiques de français pour adultes. C'est comme ça que j'ai commencé à travailler en centre social. C'est-à-dire je suis rentré comme bénévole pendant un an et il y avait un salarié à l'époque qui avait un projet de monnaie locale, dans le centre social... C'est quand même très atypique. En fait il y a pleins d'endroits où ça s'est fait en France. C'est pas allé jusqu'au bout mais en tout cas il y avait ce projet de monnaie locale donc j'avais intégré une commission là-dessus et ils m'avaient proposé.... Ils m'avaient « Bah écoute si ça t'intéresse, à partir de septembre on va lancer un projet d'une exposition sur l'argent ». Donc on a fait l'exposition et c'est vrai que j'avais fait des études d'économie. Moi ça m'a branché. Bon j'avais un tout petit contrat. J'étais, on va dire, « assistant d'animation » là-dessus et pendant un an j'ai travaillé en même temps que j'étais bénévole. C'était un peu bizarre parce que je continuais à faire les ateliers de français dont je me servais parfois de support pour réfléchir sur certaines thématiques : l'argent, le budget, la dette... Donc voilà pendant un an j'étais sur un poste un peu spécial et à la suite de ça on m'a proposé... On m'a dit : »Ben voilà, ben là on n'a pas de visibilité sur le poste d'accueil mais en tout cas si tu as rien à faire là pendant 3-4 mois, si t'as pas de boulot en perspective, dans les 3-4 mois qui viennent, jusqu'à fin décembre, on a... ». Mon contrat s'arrêtait au 31 juillet et fin juillet on propose de passer sur le poste d'accueil de septembre à décembre. Au début j'étais pas très chaud. Je me suis dit : « Ah ça va être chiant ! ». Je sortais quand même d'un travail très intellectuel et très riche à un poste d'accueil très administratif. J'ai commencé quelques mois et puis après ils ont obtenu le financement sur trois ans, comme c'est le cas dans les centres sociaux, c'est des CDD de 3 ans renouvelables, et donc je suis resté sur le poste d'accueil pendant presque 4 ans et demi, 5 ans... 4 ans et demi il me semble. Et donc je venais pas spécialement du monde de l'animation, je faisais pas de colo en tant qu'animateurs de jeunes, j'avais pas ce bagage-là.

Par contre ça a été l'occasion de faire plein de choses, à l'accueil, de voir... extrêmement polyvalent. Et donc après, quand j'avais fait le choix avec ma copine de dire « bon, ce serait bien à un moment donné de partir de Paris », je sentais que ça faisait presque 10 ans que j'étais en île-de-France et je commençais à... Je me disais : « Bon soit je reste là, soit je me rapproche de ma famille et de mes amis avant de les perdre définitivement », parce qu'au bout de 10 ans les relations étaient quand même assez distendues. Et puis donc on avait fait le choix de partir sans avoir de travail. Donc on avait tous les deux des ruptures conventionnelles, on s'est dit : « on part au chômage, on va voir ce qu'on trouve sur place ». Parce que moi, avec mon profil atypique et ma copine qui cherchait pas vraiment du travail mais de faire plutôt un projet personnel, je ne voyais pas comment j'allais trouver du travail à distance. Et je suis arrivé à Toulouse, j'ai mis quand même un peu de temps... Je trouvais pas grand chose, pas beaucoup d'offres donc j'ai fait des candidatures spontanées et c'est tombé sur l'ASSQOT. Justement ils cherchaient quelqu'un pour développer plutôt un « axe culture » sur un temps partiel. Moi je disais : « Ça me dérange pas parce que déjà ça me dérange pas de pas être à temps plein et en plus j'ai le chômage à côté donc j'ai un complément et que ça change pas grand chose niveau salaire d'être à temps partiel ». C'est comme ça qu'après j'ai débarqué sur ce poste là et c'est vrai que c'était une équipe très jeune qui avait pas l'expérience du social et donc j'avais des missions sur la culture, la participation, la gouvernance, donc je me disais « Oulala, accepte quand même, tu verras bien sur place ». Et en fait je pense qu'on attendait beaucoup de moi, et trop. Et c'est vrai que l'organisation là à l'ASSQOT est très très différente de ce que j'ai connu auparavant. Vraiment, c'est un centre social qui a peu de choses à voir avec. Enfin à la fois il a beaucoup de traits communs avec tous les centre social et à la fois une grosse différence en terme de public, en terme de fréquentation, en terme d'équipe, en terme de poste, en terme... Il y a beaucoup de choses très différentes. Donc voilà en terme d'architecture c'est différent aussi, donc tout ça fait que... On peut se dire « Ohlala super, extraordinaire ! » mais avec les 5 ans d'expérience, en étant à l'accueil, j'ai pas non plus porté des projets tout seul. J'ai surtout porté des choses collectivement. Enfin bref c'est comme ça que je suis arrivé à l'ASSQOT et j'ai donc été embauché en septembre.

M : En tant que salarié du coup ?

B : En tant que salarié sur un CDD pour un an quoi.

M : Ok, et du coup en tant que travailleur social ?

B : Non, non, en tant qu'animateur, animateur-coordonateur. Mais pour moi... Après ça c'est un débat... J'ai l'impression que les travailleurs sociaux on devrait tous être animateurs, avant tout. Mais bon, ça c'est un débat... une déformation professionnelle. Disons que moi j'ai été dans cette école là mais il y en a d'autres qui étaient pas vraiment pour les approches écologiques, pas vraiment... Qui avaient des a priori aussi sur les choses, et sur les travailleurs sociaux et ils considéraient qu'on était soit éducateurs populaires ou animateurs mais pas... qu'on était pas là pour faire du travail social quoi. Enfin, pas au sens « accompagnement individuel » ou... dans les thèmes sociaux et écologiques, on était vraiment animateurs.

M : Est-ce que tu peux me parler un peu des actions menées par la structure de manière générale ? Qu'est-ce que l'ASSQOT propose ?

B : Alors l'ASSQOT, déjà pour en parler largement, l'ASSQOT c'est une structure qui travaille à la base sur le quartier de Lardenne, qui s'occupait de centres de loisirs. Je crois que c'est des parents de Lardenne qui se sont constitués en conseil d'administration et c'est une structure à la base qui, je pense, c'était créée pour monter un centre de loisirs puis après il y en a eu plusieurs. Et puis qui a repris en main le centre social Polygône en 2018 je crois, ou 2017, sans doute, ouais, 2017 il me semble et le centre social Bagatelle l'année suivante. Voilà, je crois qu'il a été repris en juillet 2018 sauf que la CAF l'a lâché, parce que la politique des CAFs c'est de se séparer des centres sociaux en gestion directe et de les laisser en gestion associative, ça lui coûte moins cher, je sais pas trop les autres enjeux. Mais c'est vrai que jusque là il y avait une équipe CAF. Tout a changé. C'est l'ASSQOT qui a repris la gestion du centre social. Ils ont embauché une directrice quand même, constitué une équipe. Et sur Bagatelle, parce que je peux pas parler de l'ASSQOT en général, c'est vraiment des centres différents. Il y a un centre social aux Arènes, il y en a un à Bagatelle et les autres ils sont du côté de Lardenne, et les centres de loisirs ils sont très différents. Et concernant Bagatelle, les missions principales aujourd'hui elles sont, j'allais dire « classiquement », autour de la jeunesse, autour des familles... Les familles ça veut dire « animation du projet familial » ça veut dire l'accompagnement, le soutien à la parentalité, la petite enfance, l'accompagnement à la scolarité, qu'on peut inclure à la fois dans « jeunesse » et « famille », c'est global entre « école », « famille » et « jeunes ». Et c'est possible aussi d'avoir « vacance » donc l'accompagnement de séjours, le droit... Voilà. Il y a le volet « jeunesse » qui est plus « accompagnement scolaire », une sorte d' « AP jeunes » mais c'est pas un « AP jeunes », c'est un accueil on va dire... des appuis dans les classes. On n'a pas d'agrément d' « accueil jeunes » mais on reçoit de l'accompagnement à la scolarité. Il y a un volet « scolaire » et un volet « ouverture culturelle » en lien. Et donc c'est des jeunes qui sont accueillis, on va dire entre 10 et 14 ans, c'est des préados, accueillis pour essayer de monter des projets, essayer de mettre en place des réflexions sur la sexualité, sur la prévention des addictions, sur le genre, sur... voilà. Notamment la responsable de la jeunesse, les questions de genre, elle est... Elle est bénévole aussi au planning familial et elle est assez intéressée et a déjà une certaine réflexion sur ces questions-là, de genre, de sexe, etc. Après on a tout un volet qui est plutôt spécifique à ce centre social là. Bon il y a tout un volet d'accueil mais ça j'en parle pas. Il y a l'accueil et après il y a tout un volet « jardins partagés » qui est aussi un travail qui est en train d'aller vers le développement durable. Moi je préfère dire « transition écologique » personnellement, mais... Enfin il y a cet enjeu-là. Il y a tout un volet « sénior » parce que c'est un quartier assez vieillissant à Bagatelle avec beaucoup de personnes isolées. Donc c'est de la lutte contre l'isolement mais c'est aussi mieux vivre sa vieillesse, prévenir la perte d'autonomie, la fracture numérique, enfin il y a pas mal d'enjeux autour de ça. Et après moi j'étais sur un truc un peu... On a quand même deux postes qui s'appellent aussi « animateur-coordonateur-participation des habitants », qui veut rien dire dedans, mais on a quand même la participation qui est dedans et qui est un chantier qui vient juste de commencer parce qu'en fait on ne sait pas forcément ce que c'est, on n'a pas forcément les outils pour le faire donc... On nous dit qu'il faut faire participer les gens mais après quoi, comment, etc, bon c'est des compétences à acquérir, sachant qu'on a une conseillère en économie sociale et familiale de formation. Sur les jardins partagés et le développement durable c'était une salariée qui est plasticienne, en tout cas qui travaillait plutôt dans les métiers artistiques. Je ne sais pas ce qu'elle avait créé, je connais pas trop son parcours, ça fait une vingtaine d'années qu'elle bosse là-dedans, des projets... Après les autres ils ont tous des profils... un peu comme moi quand j'ai débarqué à l'accueil. L'animation pure j'allais dire il y a peut-être celle qui était animatrice jeunesse mais elle avait plutôt été animatrice en centre de loisirs avant donc c'est un peu sa première expérience en centre social. Mais dans l'équipe, la plupart, il y a quand même... Alors l'animatrice sénior qui a été recrutée en septembre, je pense qu'elle doit pas

avoir de diplôme là-dedans, elle doit avoir fait du secrétariat. Mais elle vient de Bagatelle, elle a été longtemps bénévole dans le centre social mais en terme de recul ou d'apport théorique elle a pas beaucoup de... sur certaines choses mais en tout cas dans la pratique elle a beaucoup de savoir-faire. Mais on va dire du coup entre... Il y a un décalage entre une partie de l'équipe qui a des Bac+5 et l'autre qui a peut-être un niveau Bac ou moins que le Bac, un décalage qui peut être enrichissant mais qui peut aussi des fois être compliqué parce que des fois on est sur des trucs un peu trop académique ou très théoriques et qui sont pas forcément la porte d'entrée.... c'est là où l'animation serait intéressante des fois sur les réunions, remettre un peu à niveau tout le monde. Ou des fois c'est un peu, genre le projet qu'on a écrit pour les 4 années à venir, les tableaux et les machins et il y a des collègues qui ont pas vraiment fait d'études supérieures. Et même parfois ceux qui ont fait des études supérieures ça leur parle pas quoi. Et c'est compliqué, voilà.

M : Et du coup en tant qu'animateur, coordinateur et faire participer les habitants et tout, c'est quoi les actions en soit que vous allez mener ou que vous avez mené ?

B : Alors si je parle pas en mon nom mais de ce qu'on a fait au niveau de l'équipe il y a déjà ce qu'on appelle des ateliers partagés mis en place. On va dire qu'on a des ateliers comme l'apprentissage du français ou d'accompagnement à la scolarité qui sont mis en place par le centre social, mais après il y a aussi des ateliers qui ont été des propositions des adhérents et qui marchent plutôt pas mal dans la durée. On a l'atelier « émotions », l'atelier « sophrologie », il y a des ateliers « papotages créatifs » où là c'est plutôt un mix entre habitants et ... entre adhérents et nous qui animons parce qu'ils ont un peu du mal à se mettre en position d'animateurs. Voilà donc on organise des ateliers comme ça un peu mixtes où... Après on a des ateliers « jardin » etc. Bon après disons qu'on a des ateliers qui sont mis en place par le centre social et d'autres qui sont soit... c'est des ateliers qui sont carrément portés par des bénévoles soit on essaye d'impliquer les gens dans les ateliers et on essaye de leur faire prendre un peu d'autonomie ou d'initiative à l'intérieur de ces ateliers, qu'ils se les approprient, qu'ils accueillent les autres publics, qu'ils installent, qu'ils proposent leurs idées, etc. Donc il y a plusieurs formules on va dire, proposées par rapport à ça ça c'est un type d'actions. Après il y a aussi... il y a des temps où on essaye de recueillir la parole, comme c'est important. L'éducation populaire, l'idée c'est de partir des récits de vie ou des témoignages donc il y a des moments où on... que ce soit autour de la parentalité.. il y a des thématiques qui sont abordées de manière mensuelle ou plutôt on va dire sur des sujets.... On a des petits déjeuners les mercredis en collectif, des fois ça dépend, des débats, des choses comme ça. Sur les jardins partagés il y a des commissions qui sont mises en place, qui essayent de se mettre en place pour que les jardiniers... on essaye que ça se passe bien parce qu'il y a 150m² de jardin donc c'est jamais facile de faire en sorte que les gens se parlent pour faire émerger les choses et gérer les conflits, etc, etc. Après, je veux dire aujourd'hui on est plutôt sur un chantier où c'est... Enfin moi je me suis pas tellement engagé là-dedans finalement. C'est de outils que j'ai mis en place : faire des plaquettes bénévoles, des trucs pour... On n'avait pas de supports de communication pour essayer de faire venir les gens aussi du quartier et pas que les gens du Mirail pour faire du bénévolat, voilà donc faire venir les gens du quartier, faire mieux connaître notre action, pour avoir plus de bénévoles qu'on en a. Il y a... c'est vrai que par rapport à là où je travaillais avant où c'était vraiment le volet « participation des habitants », on faisait sortir des choses mais c'était quand même beaucoup beaucoup avec des bénévoles. Il y a avait vraiment un clivage du fait que c'était un quartier vraiment très gentrifié. Il y a avait des bénévoles blancs de classes moyenne et supérieure où il y avait un travail sur les postures, les représentations, etc. Et en même temps, une autre public plutôt, ou même quasiment, essentiellement immigré. Et on avait du mal à faire une passerelle de l'un à l'autre côté. Alors que

là c'est plutôt l'inverse. C'est plutôt des gens qui sont adhérents engagés mais qui sont pas vraiment bénévoles donc pour l'instant c'est vraiment de développer les outils parce qu'on était un peu le cul entre deux chaises entre les gens qui sont pas du quartier, qui sont bénévoles et en même temps des gens qui sont adhérents, qui avaient déjà participé mais qui sont pas vraiment bénévoles. Ça fait quelque chose d'un peu bâtard. Pour avoir d'autres actions je pense qu'il faut déjà avoir des outils pour faire participer, parce que la participation c'est pas juste faire un tour de table, justement pas ça. Et on en est un peu là. Et je pense que la responsable elle est pas forcément sensible à l'animation, enfin c'est pas quelque chose qui l'intéresse en soit. Enfin accompagner les projets, etc, mais dans la manière de faire émerger des choses, de distribuer la parole, etc, pour l'instant les débats qui ont été menés sont vraiment très tâtonnants. Pour prendre un exemple, on a eu un débat sur le développement durable c'était un peu... « si je vous dis « développement durable » ça vous évoque quoi ? » et après ça on laisse discuter les gens. Comme c'est pas vraiment un temps de débat, c'est plutôt un temps de déjeuner, un temps libre, on peut pas trop cloisonner l'espace et fermer la parole mais du coup ça a donné des trucs un peu très clichés genre « oui les gens ils font pas le tri sélectif, ils jettent leurs trucs par terre plutôt que de les mettre à la poubelle », enfin c'était à ce niveau là de débat. Et c'est le risque quand on n'a pas de méthode pour animer, avoir pensé la chose en amont, savoir aussi les écueils, etc. Quand on pose une question générale ben on a une réponse de clichés. Donc on manque beaucoup d'outils à ce niveau-là et surtout de pratiques des outils parce que les outils on les trouve sur internet, après il faut se les approprier. Donc voilà là-dessus on a eu très peu de choses qui ont été mises en place cette année. Je crois qu'il y en a eu l'année dernière, au moins des réunions... savoir ce que les gens ils voulaient faire pendant les vacances mais même ça c'est compliqué entre... trouver la complexité entre le besoin de planifier 6 mois à l'avance ou 3 mois à l'avance les trucs et en même temps laisser la place aux gens et du coup ça veut dire aussi accepter de ne pas planifier à l'avance, ou en tout cas très peu de temps à l'avance, parce que les gens il faut qu'ils expriment leurs idées. Et aussi comment les faire s'exprimer au-delà de juste demander l'avis s'ils voulaient plutôt aller à la mer, à la montagne ou... voilà. Et après la spécificité de l'ASSQOT, étant une association différenciée du centre social, le conseil d'administration est très très éloigné, il a pas de prise sur les décisions du centre social et donc tout le projet des 4 ans à venir c'est de monter un conseil d'adhérents, un comité d'usagers, comme on veut, pour avoir des adhérents aussi qui montent la responsabilité et qui prennent part aux décisions. Là-dessus on peut pas dire que j'ai fait grand chose mais j'ai trouvé que c'était assez compliqué, moi du coup d'où j'étais personnellement, les missions consistaient plus à faire des sorties culturelles, amener les gens au musée, au théâtre, en concert, au cinéma, des choses comme ça. On est parti sur des outils mais disons que c'était un axe « sortir du quartier ». en tout cas c'est intéressant dans une perspective pédagogique d'emmener les gens hors de leur quartier, etc, de la démocratisation culturelle, parce que c'est un peu ça, mais c'est pas de l'éducation populaire en tant que telle. En même temps je préfère avoir les compétences pour monter des projets à partir de recueil de paroles, à partir du vécu des gens, etc. donc voilà, soit c'est porté collectivement et moi j'allais pas le porter tout seul, et du coup je pense qu'il y a eu une sorte de mix qui a été fait entre ce qu'on attendait de moi et ce que moi j'étais en capacité d'amener. Et sur la participation qu'est-ce que je peux te dire ? Sur la formation en interne. Il faut se mettre un peu d'accord sur ce qu'on entend par ça, qu'est-ce qui existe, qu'est-ce que ça veut dire à la fois pour nous et... Voilà, quelles sont les ressources existantes, les réflexions déjà menées là-dessus, quels outils on peut utiliser, etc, etc.

M : Ok ! Là j'aurais bien aimé revenir sur les gens qui viennent un peu à l'ASSQOT. Est-ce que tu pourrais me décrire un petit peu la moyenne d'âge, le pourcentage d'hommes, de femmes, un peu leur situation économique ?

B : C'est là où je serais peut-être pas le mieux placé dans le sens où j'ai moins d'ancienneté que les autres mais... Donc ce que je vais te dire là je prétends pas que ce soit une réalité objective. Il faut pas que ce soit pris comme argent comptant. C'est vrai qu'on a une grande majorité de femmes. Alors je sais que c'est une constante dans les centres sociaux mais là c'est même encore plus présent qu'ailleurs je dirais. On a une population, des profils de gens qui sont à l'image du quartier... oui et non, mais elles sont très maghrébines. Une population très maghrébine, pas en intégralité mais beaucoup beaucoup. Par exemple on ne touche pas les populations d'Afrique subsaharienne alors qu'il y en a dans le quartier, on les touche pas du tout. Alors j'ai tendance que c'est une phénomène d'éviction de fait puisque j'ai pu voir ça lors des années précédentes qu'un public chassait l'autre et que c'est pas les mêmes cultures, les mêmes rapports au langage écrit et oral, voilà il y a des phénomènes de groupes qui rapprochent certains et qui éloignent les autres. Après ça peut être un élément d'explication mais c'est peut-être pas le seul, je sais pas, peut-être qu'on est pas identifiés. Après c'est du bouche à oreille. Les gens nous connaissent, ils en parlent aux gens autour d'eux, des fois les plus proches socialement ou culturellement... Donc population très féminine. On a quelques hommes seuls. Les hommes ils sont très peu présents. Globalement on a beaucoup de femmes qui ne travaillent pas. Soit c'est des retraités, soit c'est des femmes au foyer. Il y a une population sénior, en tout cas plus de 60 ans, assez présente, jusqu'à 80 ans, des fois plus. On a une population jeune aussi, on va dire de.. avec l'entrée « mamans avec des enfants » donc avec l'accompagnement à la scolarité et une entrée famille. Mais par exemple on touche pas les petits de 0 à 3 ans, on touche plutôt les 4-10 ans tout simplement parce que comme là-bas c'était un lieu dans lequel il y avait déjà au rez-de-chaussée crèche, librairie, ludothèque et à l'étage il y avait le centre social et le tout dépendait de la CAF, maintenant le bas dépend de la mairie et le haut de l'association ASSQOT. Du coup on n'a pas accès à la petite enfance alors qu'il y a plein de choses qui se font par ailleurs en bas, avec des tas d'équipements, il y a plein de choses. On travaille aussi en lien et en complémentarité avec le quartier mais sans faire doublon. Voilà donc c'est des femmes plutôt jeunes avec des petits enfants mais c'est aussi des femmes qui ont, je sais pas, la quarantaine. Et alors deux choses, je pense que le public était déjà présent et dans les centres sociaux CAF c'est souvent le cas : soit un public très familles, peu de jeunes, peu de jeunes adultes, peu d'adultes isolés ou d'hommes. Ça c'est je pense l'héritage du public CAF. Et d'autre part, les activités proposées, les heures auxquelles... on va se dire « c'est normal, les femmes elles vont plutôt proposer un atelier cuisine ou un atelier couture ». Je sais c'est un peu cliché ce que je viens de dire et c'est à nous aussi d'amener autre chose. Et du coup les hommes quand ils viennent ben, ils s'y retrouvent pas trop. Par exemple on a eu une visite du centre de formation qui est juste à côté et il y avait plein de femmes et d'hommes de plein de pays, il y a des hommes quand ils ont regardé le truc ça les a fait rire : « ah je vais faire de la couture et de la cuisine ? Certainement pas ! ». Il y avait un rapport genré très fort de jeunes qui viennent de pays ou peut-être la répartition des tâches est très très segmentée et peut être hiérarchisée aussi. Du coup, quand ils voyaient ça ça les faisait un peu rire quoi. C'est pas les activités qui les intéressent. C'est pas des activités en plus qui sont vraiment tournées vers des jeunes. Je veux dire à 24 ans on a peut-être envie de faire autre chose que de la cuisine et de la couture. Du coup ces gens-là sont pas vraiment revenus après. Je sais pas... ils devaient être une vingtaine. On a essayé de présenter le centre social, de passer du temps avec eux, tout ça, mais ça a pas suffi, on n'a pas réussi à tisser un lien. On a aussi un public, des jeunes qui viennent pas hyper fréquemment mais plutôt en situation de handicap j'allais dire donc qui

viennent d'instituts médico-pédagogiques pour jeunes adultes, des choses comme ça. Voilà des partenariats parce que la mixité sociale, si on l'a pas vraiment dans le quartier, on a une certaine hétérogénéité des publics qui viennent, on va l'avoir par le partenariat. Et notamment on a pas mal de gens qui viennent pour tout ce qui est l'accès aux droits, on a pas mal de permanences. Donc ça créer un public pour les démarches papiers, les démarches administratives et sur internet, les conseils juridiques sur le droit des familles, les permanences CAF, on a aussi les permanences éducatives. On a des endroits qui nous permettent de toucher plus largement les publics qu'on trouverait pas forcément en centre social. Il y a ça... A un moment donné on avait un partenariat avec une association qui travaillait plutôt avec des réfugiés, je sais pas trop les nationalités, mais là pareil, on avait une mixité sociale. Ça marche cain caa mais je pense que l'équipe à conscience de l'homogénéité un peu forte du public et qu'elle est pas forcément représentative, à l'image du quartier. Après les bénévoles qui sont là, ceux qui viennent vraiment avec la casquette « bénévole » c'est plutôt des gens blancs. Je peux pas dire « français de souche » c'est encore pire mais... Plutôt des blancs de classe moyenne quoi.

M : Et comment ils participent ? Comment ils peuvent venir à l'ASSQOT ? C'est des rendez-vous ? C'est ouvert et ils passent quand ils veulent ? Et ensuite ils peuvent participer jusqu'à quelle hauteur ?

B : Ah oui ! Ça je l'ai pas dit tout à l'heure ! C'est peut-être le deuxième obstacle à la participation masculine aujourd'hui, c'est les horaires. On est ouverts de 8h30 à 12h30 et on ferme à 17h ou 18h le soir. Donc en fait c'est pas ouvert en soirée ou en week-end. C'est aussi à la fois de l'adaptation pour un public mais ça le sera moins pour d'autres publics finalement. Et après sur les portes d'entrée... C'est ça un peu la question ?

M : Ouais.

B : Alors quand les gens nous connaissent pas, comme tous les centres sociaux, après je veux pas faire dans le caricatural, souvent on a un besoin donc on vient pour répondre à un besoin. Et nous souvent les gens ils viennent, quand ils connaissent pas le centre social, en tout cas c'est pour répondre à un besoin immédiat : faire des photocopies, aller consulter ou faire une démarche sur internet, voir leurs prestations CAF ou aller à une permanence, c'est une porte d'entrée. Et après il y a ceux qui connaissent un peu, qui viennent par exemple pour apprendre le français et donc c'est par le bouche à oreilles. Après les gens savent très vite que c'est dans le quartier donc... Il y a ceux qui viennent par la porte d'entrée plutôt « accompagnement à la scolarité » donc à travers les enfants les parents viennent. Ça fait deux portes d'entrée.. Après il y en a qui sont sur le quartier depuis 20 ans et qui connaissaient le centre social avant et qui veulent venir faire du papotage, de la couture, enfin qui sont un peu là tout le temps, qui ont besoin de s'occuper, de faire du lien social. Après les autres ce sont des gens qui nous connaissent déjà ou qui sont déjà venus sur certaines choses. Par exemple il y en a qui viennent que sur les sorties culturelles, qui viennent que sur l'activité cuisine et là difficulté c'est d'essayer d'élargir ça.

M : Et du coup c'est un public qui change quand même souvent ou qui est fixe ?

B : Non, il est assez fixe. En fait c'est paradoxal mais il y a à la fois pas mal de passage et en même temps les gens qui sont impliqués ou qui sont pas juste des adhérents ils viennent comme usagers quoi. Ceux qui sont vraiment présents ils sont pas hyper nombreux, c'est une petite partie. Ouais dans mon ancien centre social ou paradoxalement il y avait beaucoup moins de

passage, c'était un quartier où le loyer était de plus en plus cher et les gens étaient chassés en périphérie, de plus en plus, et on a vu une éviction populaire très très forte et du coup les gens... et puis un quartier qui allait bien et qui était de plus en plus dynamique économiquement donc tout le monde avait du travail ou des formations. Donc les gens ils sont jamais là parce qu'ils ont pas le temps. Et dans un centre social on est entre le temps de travail et le temps familial. On est dans une sorte de temps de loisirs ou de temps libre, donc on est un peu entre les deux. On n'a pas de prise sur le monde du travail vraiment, on n' a pas de prise sur l'univers privé vraiment. On vient entre plusieurs choses comme ça dans les temps sociaux existants et quand un quartier va bien et que les gens ont tous du boulot et sont tous occupés, il y a des structures partout, ils ont pas besoin d'un centre social. Je pense qu'on en a besoin quand il y a une sorte de manque à être, un besoin d'exister, un besoin de... des frustrations, des colères, des envies, des besoins, des choses qui font sortir de l'isolement, de la précarité qui fait que chez soi on n'a pas de place donc veut se bouger, on a besoin de faire des rencontres avec d'autres gens, ou alors on a rien à faire chez soi parce qu'on est privé de reconnaissance sociale donc on a besoin aussi de se sentir exister ou de reconnaissance sociale et donc d'être bénévole, engagé. Des fois il y en a qui ont des colères et qui vont avoir besoin d'être structurés pour se monter collectivement et avoir pesé sur des choses, etc. Donc ça à Bagatelle pour le coup je pense que c'est très présent. On sent qu'il y a un vrai besoin de lieux pour exister collectivement, pour trouver sa place avec d'autres, pour faire des rencontres, pour se sentir bien. Donc il y a des gens qui viennent tout le temps, au quotidien, mais c'est toujours les mêmes. On n'arrive pas à élargir pour l'instant.

M : Et donc vous faites beaucoup de choses dans vos locaux, de ce que j'ai compris, mais vous investissez des lieux, ailleurs que vos locaux, plutôt dans l'espace public par exemple ?

B : Très peu. Alors ça fait parti de mes tâches qui était le « aller vers ». Moi j'appelais ça « hors les murs » avant mais je crois que c'est plutôt le mot des éduc. C'était aller vers le quartier, faire des choses dehors, être présents dehors pour animer... Mais moi je ne conçois pas qu'on puisse faire ça seul. Il faut au moins trois collègues mobilisés sur une action. Par exemple, il y a des partenaires qui sont présents les vendredis sur le marché, il y a un stand « laïcité », ben le projet il est porté par notre centre social depuis 10 ans et puis on a eu l'impression que ça tournait un peu en rond et était là pour faire acte de présence. Mais les choses étaient pas animées quand... Par exemple quand un collègue a voulu mettre en place « les idées reçues sur la pauvreté », mais c'était pas animé. Donc les gens regardaient pas quoi. Les affiches ça suffit pas. Je remets pas en cause mais voilà clairement il y avait des manques au niveau des outils participatifs et du travail que ça demande, et c'est aussi toute une organisation d'équipe. Il faut être plusieurs, il faut que ce soit préparé en amont et moi, vu la place que j'ai prise, que j'ai trouvé dans l'équipe, j'ai pas senti assez d'espace pour pouvoir dire après : « Ben voilà... ». J'aurais voulu, hein. Je crois qu'on a mis en place un porteur de parole mais avec le temps qu'il y avait en février... Il y avait un porteur de parole qui était prévu mais ça se fait à plusieurs, ça se réfléchit collectivement, ça demande quand même pas mal de personnes mobilisées, etc et je trouvais que les conditions étaient pas vraiment réunies. Moi les seules choses que j'ai faites dehors c'était plutôt, c'était sympa d'ailleurs, aller sur les parcs, aller aider les centres sociaux, l'équipe prospective sur le programme d'activités, etc, ce qu'on pouvait trouver, les ressources... mais très très peur d'animation. On fait... On sort quasiment pas du lieu. On a jamais fait d'atelier couture dehors par exemple, etc. Alors on a une très belle terrasse mais on est un peu un bunker quoi. Il faut un bouton pour rentrer, avec une caméra en haut. On appuie sur le bouton pour laisser rentrer les gens, etc. Et ça je crois pas qu'ils ont réussi à obtenir que la porte soit ouverte toute seule, etc. Du coup ça permet pas que... les jeunes ils franchiront jamais la porte, les jeunes de 15-25 ans...

Après on est peut-être pas prêts à les accueillir non plus, ça c'est un public spécifique. Ben... c'est un vrai frein. Les gens vont pas aller vers nous si on va pas vers eux quoi. Là s'ils viennent vers nous c'est parce qu'ils nous identifient comme structure sociale ou qu'ils savent qu'il y a des permanences. D'ailleurs c'était un travail qu'on envisageait au niveau des seniors, c'est aussi d'aller vers toutes ces personnes qui sont isolées, essayer d'identifier les espaces dans lesquels on puisse communiquer auprès d'elles, savoir ce qui existe, faire remonter des besoins, etc. Après ce collègue il est en arrêt de travail et puis il y a eu le confinement donc c'est vrai qu'on n'a pas pu mener ça mais... Du coup le confinement a été l'occasion de reprendre contact avec pas mal de personnes. On est très peu présentes dehors, en effet. On connaît les partenaires, on travaille avec des partenaires mais auprès des habitants on est assez peu présents dehors. On fait des trucs en plein air parfois mais... On travaille pas mal avec une maison de quartier de Bagatelle pour le coup qui a une certaine accroche quand même sur le quartier. Après on est très présent sur tous les trucs collectifs, partenariats, événements collectifs. On fait en sorte d'être présents là, de faire le lien avec les autres structures, le Club de Prévention, le centre culturel qui est en face, la maison de quartier, la régie ... La régie de quartier qui a aussi pas mal d'actions tournées vers les habitants : faire des livraisons, faire des travaux d'entretien, etc. Voilà il y a une certaine présence auprès des partenaires, auprès écoles, auprès des institutions diverses mais nous concrètement on va très très peu dehors. Au jardin ça arrive, on a déjà petit-déjeuner au jardin, sur les jardins partagés. Mais sinon on n'est pas beaucoup présents sauf quand il y a une fête de quartier.

M : Ouais, du coup c'est compliqué d'investir les espaces quand il y a pas beaucoup de...

B : Ouais et puis moi je suis arrivé quoi... ? Les espaces extérieurs c'est entre mars et juillet, c'est la période où j'étais pas là parce que moi je suis arrivé en septembre et septembre c'est souvent la reprise donc on peut pas vraiment être trop trop dehors. On peut pas vraiment lancer les activités avec une nouvelle équipe en plus. Novembre-décembre il fait moins beau. Janvier-février il fait pas non plus hyper chaud. Et puis à partir de Mars on était confinés donc voilà, ça a aussi... J'ai pas le regard vraiment par rapport à l'année dernière. Juste cette année on a été très présents dehors. Sauf si, on faisait un peu la tournée des programmes quand ils sortaient dans les écoles, pour un peu diffuser les programme et notamment... Mais c'était plutôt pour les jeunes mamans voilà, c'était pas trop... C'est pas les jeunes adultes, c'est pas les publics seniors, voilà.

M : Ok, bon là on va rentrer plus sur la partie plus sur les discriminations de genre et tout.

B : Ouais.

M : Là je vais te poser plusieurs... enfin il y a plusieurs propositions et l'idée c'est de dire : « est-ce que tu as été témoin ou entendu parler d'une de ces discriminations là pendant ta période à l'ASSQOT ? ». Par exemple, est-ce que tu as été témoin ou entendu parler de discrimination ethnique ou culturelle ?

B : Hum... je pourrais pas dire. Là pour le coup d'autres collègue seraient mieux placés que moi... Non, la religion je sais que c'est assez sensible et qu'on l'aborde pas trop. Comme on se sent pas outillés pour en parler on n'en parle pas trop. Je sais que ce qui ressort beaucoup c'est un peu, je pense que c'est général quand on fait une étude sur un quartier populaire, c'est une sorte de fatalisme et de sentiment qu'il y a une perte de sens civique total des gens, de solidarité. Là-dessus, sur les questions de... On tout cas j'ai pas vu de discrimination religieuse dans le centre social, je l'ai pas trop senti. Mais discrimination ethnique je sais pas trop. Moi j'ai pas trop perçu

ce genre de problèmes là. J'ai plus entendu des trucs sur celui qui est assisté et celui qui l'est pas, celui qui essaye de s'en sortir....

M : « Assisté » dans quel sens ?

B : ... le méritant , le travailleur, ce genre de trucs-là.

M : Ouais, donc plutôt des discriminations socio-économiques ou...

B : Ouais j'ai l'impression que c'est... Je dirais pas qu'on a que des visions populaires, attention ! Mais il y a un côté en tout cas, dans ces quartiers populaires, toujours la volonté de trouver un responsable qui est son voisin. Il y a peu de conscience de classes ou de groupes. En tout cas c'est plus une tendance à l'individualisme. Ça c'est mon ressenti en tout cas.

M : Et sur le genre ?

B : Alors sur le genre, on eu un moment donné où sur la semaine contre les violences faites aux femmes... Je sais qu'il y a la journée de la femme en mars mais je confond toujours les deux. Il y a en octobre-novembre, le jour contre les violences faites aux femmes. Et là pendant une semaine on a eu pas mal de femmes qui sont venues nous rapporter pas mal de cas de violences conjugales. Alors c'était très compliqué à gérer parce que d'un côté on n'est pas identifiés comme un lieu où la parole peut se libérer facilement parce que les femmes elles arrivaient là comme s'il y avait un atelier cuisine et pas pour nous dire des choses... En tout cas comme on n'est pas identifié comme tel, les hommes ils viennent pas forcément surveiller mais ça arrive quand même qu'il y en ait qui cherchent leur femme et qui veulent pas.... On a des femmes qui... en tout cas moi j'ai entendu des femmes dire qu'elles n'avaient pas vraiment le droit de sortir, enfin que leur mari les laissait pas sortir et qu'elles sortaient que quand elles avaient un rendez-vous médical ou elles trouvaient des prétextes mais c'était pas toujours évident. Oui, il y a des questions de violences conjugales présentes, clairement. On a eu un certain nombre de témoignages qui sont pas forcément évidents à accueillir parce qu'on est pas formés, ni travailleurs sociaux, ni voilà, donc on peut pas non plus avoir un autre rôle, aller plus loin là-dedans mais en même temps il y a eu à plusieurs moments des choses qui sont sorties que ce soit devant tout le monde, un groupe de femmes, ou que ça soit... En tout cas au moment où on a eu cette action là, notamment on a été diffuser des petits rubans blancs sur le marché de Bagatelle. Les réactions ont été assez diverses je pense, c'est pas toujours... Et il y a eu pas mal d'hommes qui disaient, évidemment, toujours la même réaction : « Oui, il y aura toujours des violences faites aux femmes. Et les violences faites aux hommes on en dit quoi ? », voilà. Et on a eu notamment une exposition aussi sur les... Je sais plus qui c'est qui l'a faites mais c'est une exposition toulousaine sur questions de... Je pense que c'est l'exposition de l'espace des diversités, de la laïcité là, à Toulouse. En tout cas une expo qui était bien, elle semblait intéressante pour aussi aborder ces questions-là. En tout cas il y a eu ça qui est sorti. Après on sait pas trop par rapport aux enfants, mais ce qui est sûr c'est ce qu'on a le sentiment de voir et qu'on a parlé en équipe maintenant, en sortant du confinement, c'est sans doute que ça a bien reconfiné les femmes, bien remis dans leur rôle de mères et de femmes au foyer et que la plupart du temps c'est les hommes qui ont repris le boulot et c'est les femmes qui gardent les enfant à la maison. Et de toutes les femmes que j'ai eu au téléphone, il y en a quasi 10 % qui disaient : « Oui, moi je sors me balader de temps en temps, je sors un peu prendre l'air » mais la plupart c'est : « Non non je suis pas sortir ou je sors une fois par semaine ou une fois tous les 15 jours

faire les courses. Mais enfants vont pas dehors et moi non plus j'ai trop peur dehors », voilà. Et au niveau de la reprise de l'école on a les mêmes questions qui se posent. Il y a très peu de parents qui ont remis leurs enfants à l'école donc... soit disant c'était pour lutter contre les inégalités scolaires mais en fait c'était pour remettre les gens au travail. Dans l'ensemble c'est les classes moyennes qui sont revenues à l'école je pense et quasiment pas dans les populations populaires. Il y en a 40 sur 400 qui ont repris l'école. Voilà sur les questions des inégalités. Après... moi je remarque après, pendant les permanences juridiques... Ça c'est ce que je remarque mais peut-être que je me trompe... J'ai l'impression qu'on a plutôt des... souvent des gens en couple. Et je me dis « est-ce que c'est normal quand on a des problèmes familiaux que ce soit en couple que ça se discute ? ». Je me dis : « est-ce que les femmes elles viennent pas toutes seules parce que le mari veut venir avec elles ? ». Je sais pas, mais j'ai l'impression que... Il y a des situations de divorce, des situations compliquées, etc, et disons que c'est une manière aussi peut-être de maintenir les femmes sous contrôle. C'est qu'elles parlent pas bien français ou qu'elles savent pas écrire. Bien sûr c'est... Moi j'ai déjà vu dans le passé, peut-être pas ici mais des... C'est déjà arrivé, pas souvent, mais que des femmes soient... qu'on leur ait interdit d'aller dans les ateliers pour pas qu'elles s'émanent quoi en gros, qu'elles puissent pas prendre conseil. Après je sais pas trop aller plus loin là-dedans.

M : D'accord. Et des discriminations au niveau des langues parlées, il y en a ?

B : Ouais. Enfin je sais pas si je peu appeler ça « discrimination ». En tout cas c'est vrai qu'il y a une tendance des femmes entre elles à parler arabe et des fois on essaye de rappeler, mais on le fait pas toujours, que tout le monde ne comprend pas l'arabe et nous-même on le comprend pas donc ce serait bien de parler français. Après elles se reprennent assez vite et ça revient. Mais c'est vrai que dès qu'elles sont toute seules, elles sont plus à l'aise et ce que je peux comprendre. Celles qui ne savent pas bien parler français elles ont tendance à parler arabe. Et tous les gamins qu'on a en accompagnement à la scolarité, il y a les 2/3 au moins de parents maghrébins.

M : Ok. Et sur l'orientation sexuelle, il y a eu des discriminations ?

B : Alors ça c'est des questions qu'on n'aborde pas trop mais... C'est des question qu'on n'a pas trop abordées parce que de fait on a pas de... Là où je travaillais avant on avait des fois des personnes transgenre, des personnes homosexuelles aussi. Et là, question vraiment taboue qui je pense n'est pas présente parce que tout simplement je pense que les religions, en général, ont beaucoup de mal à tolérer ça. C'est pas une question qu'on a vraiment abordé mais j'ai l'impression que... Après c'est mon expérience sur ces dernières années. C'est toujours une question très compliquée la question de la représentation sexuelle, l'homosexualité, le transgenre, j'ai pas l'impression que c'est... Moi j'ai déjà entendu auparavant : « Pourquoi chez nous les homosexuels on les lapide, pour chez vous... ? ». Et comme ça, c'est sorti comme ça. Voilà ça sort tout seul : « Pourquoi nous les gens quand ils font des trucs on les tue ? ». Et tout ça je pense... J'ai pas d'éléments tangibles mais juste des présupposés, je crois que c'est vu très très mal. Mais je pense pas que ce soit spécialement pour les musulmans, c'est pareil chez les chrétiens. Je crois que de manière général c'est très mal accepté dans l'islam et je crois que ça vient encore plus renforcé, comme il y a des stéréotypes de genre, c'est quelque chose qui est renforcé par le fait qu'il y ait déjà des tâches bien définies pour les hommes et les femmes. Mais je pense qu'au niveau des gamins c'est pareil, je pense que c'est pas très accepté non plus, c'est compliqué. Moi je lisais récemment en plus... Nous on a un lire qui s'appelle « Où va l'argent des pauvres ? » et il y avait une autre question à laquelle je pensais pas c'est les métiers aussi qui sont

proposés sont des métiers qui nécessitent de mettre en valeur des compétences genrées, c'est-à-dire les métiers des crèches, des accueils, des nounous. Les hommes c'est le bâtiment, qui ont des compétences de virilité, de force, et les femmes c'est plutôt des compétences maternantes, etc. Ça vient, il y a aussi derrière des divisions du travail qui sont demandées. Et souvent quand les gens ont pas de diplômes ils s'appuient là-dessus pour faire valoir leurs compétences. Mais dans le centre social, j'ai pas plus d'éléments. J'ai l'impression que c'est plus un tabou qu'autre chose.

M : D'accord. Et du coup par rapport à toutes ces formes de discriminations, est-ce qu'il est déjà arrivé que toi, ou d'autres dans l'équipe, vous ayez essayé d'aborder ce sujet là, de traiter de ce sujet, et si c'est le cas, avec quels outils ou méthodes ou approches ça a pu être fait, si tu sais ?

B : Oui bien sûr, on a abordé ça notamment pendant la semaine sur les violences conjugales ça a été abordé. Et puis dans le centre social on a essayé de repositionner, de faire attention à notre posture par rapport à ça et aussi renvoyer vers une travailleuse sociale chez nous, que ce soit elle qui reçoive la parole, en fait d'avoir des entretiens individuels avec des personnes et d'orienter les personnes. Oui on en a parlé. Donc c'est une réflexion à la fois qu'on peut avoir par exemple quand on met des ateliers en place et aussi on a eu l'idée de se former à ça. Donc il y a eu déjà des formations, il y avait des questions de faire des formations avec l'APIAF. Oui, de manière générale, il est question de se former. Les violences conjugales c'est aussi une thématique pour laquelle il est question aussi de se former collectivement. Après c'est des formations sur d'autres thématiques. Mais sur ces questions-là, oui. Sur le projet de centre social, on doit produire un projet tous les 4 ans et la question des femmes et des inégalités hommes-femmes est un des axes centraux du projet social. Donc c'est vraiment ressenti... Parce qu'encore une fois le centre social il a été repris mi 2018, donc il y a eu un an. Moi je suis arrivé en septembre 2019. Donc en fait il y a que là, on est la deuxième année avec la nouvelle équipe, et ça va encore bouger donc c'est vrai que c'est un peu jeune pour... Surtout que voilà... Il a des choses au niveau équipe qu'on doit expérimenter, donc on a besoin d'avancer ensemble.

M : Ben justement, on va y venir, à rentrer dans le détail un petit peu de toutes ces questions-là, notamment là je vais te donner quelques sujets et voir est-ce que c'est plutôt difficile ou pas vraiment de les aborder avec le public qui vient à l'ASSQOT. Par exemple, les discriminations de genre est-ce que facile d'en parler ou c'est un peu compliqué ?

B : Euh... Je sais pas du tout. J'ai l'impression que c'est plutôt des espaces informels. J'ai pas l'impression qu'on ait des espaces identifiés en tant que tels. Après j'ai pas l'impression qu'on ait du mal à nous parler donc... Ils ont confiance en nous, surtout les femmes. Moi j'ai déjà eu des témoignages de quelqu'un qui a dit : « Voilà, moi j'ai été violé petite. J'ai été battue par mon ancien mec. Il m'a agressé physiquement. ». J'ai même eu tous les détails, hyper crus des fois. Mais en même temps je pense qu'il y a plein d'autres gens qui sont moins à l'aise et qui le disent pas. Les discriminations, en tout cas dans mon expérience passée, pour avoir travaillé, à un moment donné on avait des formations sur comment on repère les discriminations, etc. Et souvent on nous disait que pour avoir conscience de la discrimination, soit il y a des discriminations systémiques donc soit des discriminations juridiques telles qu'elles sont repérées... Le problème c'est que si les gens n'ont pas conscience de leurs droits on dans un niveau infra. Pour ça il faut déjà connaître ses droits. Si on connaît pas ses droits, on peut ne pas voir que c'est de la discrimination. On peut croire que c'est de l'inter-relation, de la domination ou ce qu'on veut, ou de la différenciation sociale de rôles et qui n'est pas pensé en terme de discrimination. Donc le problème, je sais pas si les gens identifient aux-mêmes ça comme des

discriminations à partir du moment où peut-être que beaucoup de femmes connaissent d'autres femmes qui sont elles-mêmes mères au foyer, qui ont pas de diplômes et envisagent pas de travailler, je sais pas. En tout cas peut-être que qu'elles voient pas ça comme des discriminations, elles voient juste ça comme une forme de rôle social naturel, je sais pas. Je sais pas trop. Mais je pense qu'aujourd'hui, ce qui nous manque peut-être c'est effectivement des outils de participation et pas participation au sens « faire des activités » mais au sens de faire sortir du discours des représentations, travailler collectivement pour, pas les transformer, mais en tout cas conscientiser ou faire émerger des sujets, parler des genres. Et ça ça demande aussi de la mixité sociale je pense, et les gens sont trop homogènes. Du coup il y a pas de débats entre eux donc nous on est obligé de mettre les pieds dans le plat, alors c'est peut-être notre rôle d'être des facilitateurs mais je dirais pas qu'il y a vraiment des espaces vraiment dédiés aujourd'hui à ça.

M : Du coup vous vous sentez pas trop équipés en terme d'outils et d'espaces pour pouvoir traiter des problématiques du genre, c'est ça ?

B : Ben moi je trouve pas trop alors la référentes seniors elle a essayé de proposer d'ouvrir des espaces, etc en faisant venir des intervenants mais c'était des intervenants un peu comme IDFF qui étaient pas trop... En gros ils sont venus comme ça mais c'était pas trop préparé en amont donc c'était pas toujours adapté au public ou les outils participatifs étaient pas forcément très biens. C'est pas pareil si c'est discussion libre, un espace de parole, où la parole se libère ou si on fait des choses un peu plus construites, et ça demande un peu plus de travail et ça pour l'instant on n'est pas une équipe qui a l'expérience de ça. Moi je dis ça parce que je suis pas assez expérimenté là-dedans mais j'ai eu un ancien responsable qui était très très porté sur l'animation collective. Parce qu'en réunion il y avait des outils d'animation qui étaient proposés et du coup j'ai pu voir l'importance que ça avait et j'ai pu prendre conscience aussi à quel point c'était important pour l'horizontalité des rapports, et aussi faire émerger des choses plus intéressantes quand il y a une participation plus active. Donc en même temps on est plus acteur, on sort des choses plus intéressante et en même temps on retient mieux, etc. Enfin j'y vois beaucoup beaucoup d'intérêt. Vous vous connaissez bien le sujet parce que j'ai vu qu'au Bruit de la Conversation vous allez quand même assez loin dans la participation, sur les outils... mais nous là-dessus on n'est pas bons en tout cas, clairement.

M : Ben c'est tout l'objectif aussi de cette recherche, c'est de proposer des outils pour travailler sur cette question du genre et qu'on les créer ensemble, avec les personnes sur le terrain, que ce soit les habitants ou les travailleurs sociaux dans les structures quoi.

B : Ah ben c'est vrai qu'il y a du boulot là ! On est... Je pense qu'on n'est pas outillés. Et les outils ça se créer, ça s'adapte mais il faut les tester quoi. C'est bien d'avoir un catalogue et de se dire qu'on va piocher telle ou telle animation dedans mais c'est pas du tout un gage de réussite. Il faut aussi que ce soit adapté à ce qu'on veut. Et aujourd'hui je crois que... Par exemple les réseaux d'équipe que j'ai fait jusqu'à présent, c'est assez classique, je veux dire c'est juste une réunion d'équipe. Il y a un ordre du jour et on suit l'ordre du jour et voilà, une réunion classique. Je pense que certains collègue n'y trouvent pas forcément leur compte. C'est un peu répétitif, c'est pas très stimulant intellectuellement parce que c'est toujours un peu pareil, parce que ça correspond pas à tout le monde et puis parce que faire un tour de table... L'animation c'est pas juste regarder comment ça se passe, c'est un métier.

M : Ouais, clairement. Mais c'est difficile de vraiment montrer l'importance de l'animation. Les gens pensent que c'est juste pour mettre du fun, etc. mais il y a un vrai impact.

B : Oui et puis il y a tout le côté social. animateur social c'est quand même un métier qui est très dévalorisé, très peu considéré parce que c'est un métier précaire souvent. Soit on associe ça au ClubMed ou au centre de loisirs.

M : Ouais. Ben quand il s'agit d'intelligence collective c'est un autre travail quoi, de faire groupe et de réussir à sortir quelque chose de collectif de toutes les choses individuelles c'est quand même...

B : Ah oui oui, c'est clairement autre chose !

M : Aussi je me demandais, par rapport à l'éducation sexuelle et l'éducation émotionnelle, est-ce que c'est des thèmes qui sont abordés et comment ?

B : Ah oui. Alors sur ce qui est éducation sexuelle, ouais je sais que ma collègue qui travaille sur la jeunesse elle est très sensible à ça parce que je t'ai dit, elle au planning familial. Je pense que c'est quelqu'un voilà, elle est très féministe, du coup elle est très sensible à... elle a des analyses assez fines sur le genre, sur le mal-être des jeunes, comment ils peuvent aborder les choses avec leurs parents, etc. Ça je sais que c'est abordé, elle a essayé de développer des animations autour de ça. Au après au niveau de... dans l'accompagnement à la scolarité je sais que depuis le début de l'année ils ont mis en place ce qu'on appelle un atelier émotions, je sais pas comment dire, un truc ou pendant une demie heure les enfants, à partir de petites bulles, on voit un gamin qui sourit, à travers quelques émotions de raconter comment on se sent aujourd'hui et raconter une émotion, faire un tour. Et ça prend globalement une demie heure. Donc ça s'est fait depuis le début de l'année, ça a pas trop... Bon après le temps que ça se mette en place... Les gamins... Enfin c'est un moyen de travailler le respect du groupe, l'écoute, l'attention, etc. Donc ça s'est mis en place. Et après au niveau adultes, non il y a pas grand chose. Moi je sais que... qu'est-ce qu'on m'a fait remonter une fois ? Des fois j'ai été surpris. Je sais qu'une fois il y a quelqu'un qui voulait pas me parler de... Ah oui ! On avait fait un petit temps pour faire un retour sur des pièces de théâtre. Il y avait une dame qui avait travaillé dans un centre social avant mais, je trouve ça compliqué, une femme qui travaillait sur la programmation culturelle dans un lieu culturel et qui faisait un petit retour. Bon j'ai trouvé que les gens... C'était pas vraiment animé donc les gens parlaient pas trop mais à un moment donné, il y a quelqu'un qui osait pas parler parce que j'étais présent et que j'étais un homme et qu'on pouvait pas parler de... Enfin elle était gênée parce qu'on pouvait pas parler de sexualité, qu'elle voulait pas en parler devant moi. Voilà sur une question de sexualité... Et d'autres femmes étaient à l'aise, elles m'ont dit : « Elle ose pas parler devant parce qu'en fait elle sait pas si elle a le droit. Normalement on parle pas de ce sujet devant les hommes. ». Voilà et ça je savais pas. Et en même temps j'étais très content des fois de pas le savoir parce qu'en ayant une certaine naïveté des fois ça se passe très bien. Pour aussi avoir beaucoup côtoyé des femmes en centre social, elles ont pas trop de difficultés à parler devant moi. Je pense que je mets très facilement les gens à l'aise donc j'ai pas de... Mais bon, on peut être identifié comme oppresseur ou comme... juste parce que je suis un homme. Ça ça m'est arrivé. Elle voulait pas parler parce qu'elle pensait qu'elle pouvait pas parler devant moi, qu'il y avait des choses taboues devant les hommes donc je crois qu'elle l'avait dit en arabe mais elle osait pas le dire.

M : D'accord, ok, ça marche. Là on va arriver un peu sur les dernières questions qui sont plus vraiment sur la pratique par rapport au genre. Est-ce que par exemple tu connais des pratiques qui permettraient d'amener des choses plus inclusives au sein du travail de l'asso ?

B : « Inclusives » tu veux dire plus d'hommes ou... ?

M : Ben justement soit pour permettre d'inclure mieux les hommes dans les activités de l'asso, soit de permettre d'inclure mieux les femmes à l'extérieur, dans les espaces publics.

B : Ouais par exemple ce que je connais c'est les marches de femmes. Ça je connais parce que j'ai pratiqué, enfin j'ai une collègue qui a mené... qui est encore en train parce qu'un an et demi après, sur un projet avec des élus, etc. Mais oui, des repérages dans l'espace de lieux qui sont... où les femmes se sentent pas à l'aise, où elles se sentent pas en sécurité, où elles se sentent exclues, ça c'est un truc. Après si une femme voulait quitter son mari ben ça nécessiterait qu'il y ait des politiques de logement qui puissent les mettre à l'abri ou que ce soit en précarité économique. Donc plus il y a de précarité économique derrière, moins on peut se libérer de l'oppression. Il y a plein d'autres maillons de la chaîne qui font que là-dessus je pense qu'on n'a pas beaucoup de prise. Après bien sûr il y a les formations à l'auto-défense, il y a des manières d'apprendre à connaître ses droits, ça dépend bien sûr des temps d'information collective. Après c'est compliqué parce que nous on a une position où on peut pas... Il faut pas qu'on se montre ouvertement... Une structure généraliste ça permet aussi à des personnes de venir parler en sécurité parce qu'on ne sait pas pourquoi elles viennent, ou alors elles disent qu'elles viennent pour faire de la couture et en fait elles parlent d'autre chose mais du coup on peut se cacher derrière d'autres choses. Et du coup ça nous met moins en danger parce que nous aussi quand on a un homme qui débarque et qui dit : « Bonjour, est-ce que Madame Machin est là ? », tout gentiment alors qu'en fait il vient récupérer sa femme et qu'il nous dit pas qu'il la cherche depuis 3 jours et puis que toute la matinée il a couru dans le quartier pour la chercher, c'est compliqué quoi. Après dans les outils inclusifs... Je pense qu'il y a des hommes, je sais pas trop, je pense que ça c'est des questions compliquées. Je me rappelle une collègue qui a ouvert la porte d'un foyer de jeunes travailleurs migrants, c'est des immigrés je crois qu'ils étaient sénégalais... Être inclusifs c'est ouvrir la porte, aller vers les gens ou, effectivement, ça peut être par des partenariats mais... Voilà il y a des choses comme ça. Après c'est compliqué de faire cohabiter des fois des... Moi j'ai trouvé par exemple, je me rappelle il y avait des asiatiques la première fois que je suis arrivé au centre, ils étaient en train de partir, ils s'étaient appropriés l'écrit alors qu'ils parlaient pas du tout et par rapport à la population africaine qui est beaucoup beaucoup dans la parole mais peu dans l'écrit, du coup ça allait pas vraiment ensemble. Enfin voilà c'est compliqué alors à part de la vigilance et faire attention à ça... Après bien sûr il y a plein de choses à faire mais je suis pas forcément... Il y a plein de choses sans doutes à déconstruire, des représentations, des stéréotypes, des clichés et créer des espaces de débat ou de parole pour que les choses se disent. Moi je trouvent qu'en centre social, ce qui est compliqué, c'est d'avoir le temps. Parce que les gens viennent pour leurs trucs et à un moment donné créer un temps supplémentaire pendant lequel ils sont tous là et il faut vachement d temps pour les mobiliser, etc. Il faut les rappeler 3 fois et pas sûr qu'ils vont être là, etc, appeler 20 personnes pour en avoir 10, c'est beaucoup de mobilisation. Donc on peut le faire ponctuellement mais on n'a pas de public captif. On n'est pas à l'école, on n'est pas dans des obligations diverses donc les gens ils viennent s'ils ont envie et à partir de là... Où alors en extérieur. Les choses se font en extérieur quand vraiment on va à un endroit, à un parc de jeux pour enfants, là les gens ils sont là et si on met des choses en place ils vont venir quoi, spontanément. Et une fois que le lien est créé on peut

faire autre chose mais déjà il faut qu'on tisse ce lien et voilà. Après il y a des choses qui se font naturellement aussi. A force que les gens ils se côtoient ils finissent par apprendre à déconstruire leurs propres idées reçues. Par exemple je sais pas, moi aussi, à un moment donné quand on travaille avec des femmes qui ont à 80 % le voile on le voit plus quoi, ou la personne on la voit plus enfin, peut-être que c'est mieux comme ça. Il y a des choses qui finissent par... La familiarité ça finit par faire sauter aussi des barrières. Je pensais aux marques de femmes, après... J'avoue que c'est un des sujets que je connais le moins les questions de genre. Et même personnellement je suis plus sur les questions de culture, de classe sociale, d'économie, de travail... voilà d'autres choses mais c'est un sujet que je connais assez peu et notamment les trucs participatifs tout ça, je suis pas... Voilà après je pense aussi que les activités qu'on propose elles sont assez genrées, et sans doute aussi parce qu'on a un public de femmes plutôt qu'hommes. Je sais que là où je travaillais avant, le fait que je sois un homme ça avait clairement, à l'accueil ça avait une influence, et les jeunes ils venaient me parler comme si j'étais un cousin quoi. Et il y avait quelque chose qui était pas du tout le même rapport. Et en même temps ça faussait les choses aussi parce qu'en on partait en séjour avec des familles des fois on s'apercevait que le mec qui avait l'air trop sympa et tout ben en fait il était, il se comportait pas bien du tout avec les voisins de l'hôtel en-dessous, ou alors avec sa femme il avait des propos hyper machos. Donc ça n'empêche pas... On parle facilement quand on est un homme mais ça peut cacher plein de choses quand même derrière. On peut avoir l'air sympa en apparence parce qu'on est dans une institution et qu'on a quand même un rapport de domination qui se joue, malgré tout, on est blanc de classe moyenne, on est un professionnel, enfin il y a plein de choses qui se jouent et on est pour la plupart nés en France donc pour beaucoup on est identifiés comme des gens plus légitimes, enfin on est des vrais français, je sais pas, il y a des trucs comme ça quoi. Mais les outils, c'est vrai que je suis pas... Les outils que j'ai pu voir ou chercher... enfin j'ai pas vu d'outils spécialement qui abordaient la question du genre mais plutôt la question des classes sociales, la question de la participation de certains groupes histoire de faire émerger des idées mais spécifiquement sur les questions de genre je...

M : Non mais c'est top, c'est déjà trop trop cool. Et est-ce que tu as déjà participé à une formation ou à un atelier ou à une animation autour des problématiques liées au genre, en tant que participant vraiment ?

B : Non je crois pas, parce que j'ai... J'avais mon ancienne collègue qui a mené le projet autour des marches de femmes donc je l'ai vu de loin mais j'ai jamais... En tant qu'homme je participais pas. L'idée c'était que ce soit non mixte.

M : Ok.

B : Donc je l'ai vu faire. C'est moi qui mettait le rétro-projecteur, qui installait la salle et qui accueillait les gens mais je rentrais pas après dans l'intimité de ce qui se faisait, même si j'ai eu les comptes rendus. J'ai vu ce qui en sortait, etc. Donc c'est plutôt un œil extérieur. J'étais pas dedans. Je crois pas... non après j'ai fait la formation sur les discriminations mais c'était pas de genre spécialement, c'était général. Ce que je pourrais dire comme formation c'est les conférences de Zou à Toulouse.

M : Ah, yes !

B : Zou, la pédagogue impertinente.

M : Ah oui oui oui je vois. J'ai une amie qui en a vu une.

B : Bon on aime ou pas mais moi j'ai trouvé ça intéressant, j'ai trouvé ça assez chouette. Et j'ai appris pas mal de choses sur les questions de genre sur lesquelles j'étais très naïf parce que ma dernière lecture ça devait être « la domination masculine » ou un truc comme ça ou j'écoute des émissions mais je ne lis des livres sur le genre, ou très rarement. Donc c'est vrai que je suis assez... Ou alors je vais regarder des films mais sur des lectures précises, un peu poussées là-dessus, je suis pas du tout à jour. J'avoue que même il y a des termes que je ne connais pas du tout. On est en train de réfléchir à des activités d'écriture inclusive. On s'est posé la question si ce n'était pas complexifier la chose pour des adhérents qui ne maîtrisent déjà pas le français. En même temps on se disait si on n'habitue pas de toute façon on prendra jamais l'habitude, parce que même pour nous c'est compliqué. Et apparemment il y a plusieurs écritures inclusives, ça je savais même pas. Bon il y en a une qui a l'air pas bien compliquée mais apparemment il y en a plusieurs. Donc ça c'est des trucs que je ne maîtrise pas du tout.

M : Est-ce que tu as entendu parler de... Il y a un site qui est cool et qui fait des podcasts et des fois c'est des fiches de lecture sur les ouvrages et tout. Bon ça parle pas du genre en particulier mais il y en a certains sur le genre, et le site s'appelle Floraisons. Et c'était plutôt cool. Il y a vraiment pas mal de choses intéressantes et c'est fait... C'est un truc auto-géré par des stagiaires, pas ceux du Bruit de la Conversation mais c'est un truc sur lequel on est tombé et qui nous a vraiment plu.

B : Moi j'aime bien écouter « Les pieds sur terre » ou « Arte Radio » ou dans un autre style « LSD » et c'est pas le même genre, c'est un peu différent. « Les pieds sur terre » les gens parlent, c'est construit mais en amont ou Arte radio, c'est des témoignages. Alors que LSD c'est quand même mélangé à d'autres choses. Je trouve qu'on apprend souvent plus par les gens eux-mêmes que par France Culture, les philosophes et les intellectuels sur certains sujets, même si c'est un point de vue différent en général. L'un ne remplace pas l'autre mais quand les gens ils parlent d'eux-mêmes, ils ont des choses à dire, c'est là où l'intérêt. Quand on est trop général on est sur des stéréotypes, du cliché, etc. Alors que quand on va sur des situations, là on va sur des choses intéressantes. Enfin moi j'ai des facilités à en parler, après le mettre en pratique c'est autre chose.

M : Et une dernière question, mais là qui est vraiment spécifique à notre projet européen, c'est que du coup on propose... Enfin quand ce sera possible de bouger dans d'autres pays, on va faire deux sessions de formations à des outils justement d'éduc pop comme le « labyrinthe-théâtre », le « clown »...

Donc voilà on a plusieurs outils. On va faire deux séances de formations, une qui sera en Italie et une en Roumanie. Et à chacune de ces deux sessions de formations on abordera deux outils et du coup je me demandais si toi tu serais intéressé pour y participer sachant que pour l'instant on n'a pas vraiment les dates mais ce serait plutôt début 2021 quoi ou à l'automne. Ou sinon si tu connais des jeunes ou des collègues à toi qui pourraient être intéressés.

B : Ben d'autant que moi... Ouais carrément ! Là au 31 juillet je vais plus avoir de travail. Je pense que ça va être compliqué vu la période qui s'annonce, je pense qu'on va avoir des lendemains difficiles. Donc moi clairement je m'engage, par exemple là je suis sur un projet de café associatif aux Arènes, enfin je suis pas pour l'instant complètement dedans mais... Je suis en train de chercher le local mais avec le confinement notre partenaire à Paris... et du coup je

m'engage sur des projets aussi bénévolement, pour acquérir des connaissances aussi en même temps, pour rester... Enfin tant que je travaille pas au moins que je fasse des choses utiles. Donc ben oui, à fond ! Après c'est uen question de moyens financiers mais...
Il faut voir dans quel cadre ça rentre parce que peut-être qu'il faut mettre des bénévoles de l'associations ou des salariés, je sais pas le statut qu'on doit avoir.

M : Voilà. Ben en tout cas merci beaucoup pour toutes tes réponses, c'était vraiment super cool. J'ai beaucoup appris sur le quartier, sur un peu comment ça marche.

B : Il est super bien ton... Je pense tu as un Master de socio, non ?

M : Ouais, je suis en Master de socio, ouais.

B : Il est super bien ton... Moi je suis rarement... Il est très très bien conçu ton entretien.

M : Merci. Ah c'est super cool !

B : Je trouve !

M : Merci beaucoup.

B : Non je trouve qu'il est vachement bien. Il y a plein de questions pertinentes. On voit que tu connais le sujet déjà. Il y a pas longtemps j'ai répondu à un questionnaire sur les trucs culturels mais en fait il avait ni queue ni tête pour moi le questionnaire. Enfin c'est à dire qu'à chaque fois tu avais envie de revenir dessus et de dire « non mais telle qu'elle est posée, ça implique... », enfin il y avait rien qui était vraiment adapté quoi. Alors que là...

M : Ouais ben j'avoue qu'avant d'en arriver là c'était pas évident quoi, parce qu'en fait c'est un questionnaire qu'on a élaboré avec les partenaires européens. Donc déjà on parlait tous une langue différente et on l'a fait en anglais.

M : Eh ben c'est tout bon pour moi. J'ai fini toutes mes questions et c'était vraiment chouette. Merci encore et puis on reste en contact pour la suite avec Le Bruit de la Conversation.

B : Ouais, tout à fait. Je t'envoie mon mail comme ça tu l'auras.

M : Ouais, ça marche, parfait. Merci beaucoup Bruno et n'hésite pas s'il y a des collègues qui veulent bien répondre, je suis toujours dispo.

B : Je t'en prie.

M : Passe une bonne soirée.

B : Merci, toi aussi.

Annexe 20 : Questionnaire espace public n°1

1 Pour quelle raison êtes-vous ici aujourd'hui?

- Je ne fais que passer
- Pour faire des achats/aller au marché
- Pour passer du temps en famille
- Pour rencontrer des amis
- Pour passer du temps seul
- Pour faire du tourisme
- Pour faire des activités récréatives/sports/exercice
- Pour marcher avec mon chien

2 Si vous avez répondu « Je ne fais que passer », allez-vous quelque part en particulier?

- À la maison
 - Au travail
 - À l'école
 - Dans une institution culturelle
 - Dans un restaurant/bar
 - Dans un magasin
 - Dans un autre lieu public
 - Autre. Veuillez préciser.
-

3 Quel est votre lien avec cet endroit?

(Cochez les bonnes réponses)

- Voisin/Résident
 - Employé (d'une institution voisin/entreprise voisine)
 - Élève/Étudiant (d'un établissement voisin)
 - Touriste
 - Participant (événement culturel) ou visiteur (institution culturelle)
 - Autre. Veuillez préciser
-

4 Comment êtes-vous venu ici aujourd'hui? (Si plusieurs réponses, indiquez le moyen qui vous a permis de parcourir la plus longue distance)

- Marche
 - Vélo
 - Autobus
 - Train léger sur rail/Tramway
 - Voiture particulière
 - Taxi/Covoiturage
 - Autobus nolisé/Navette
 - Autre. Veuillez préciser
-

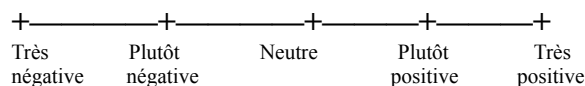
5 À quelle fréquence venez-vous dans ce lieu?

- Chaque jour
- Chaque semaine
- Chaque mois
- Rarement (une fois par an ou moins)
- C'est la première fois

6 Combien de temps pensez-vous passer ici aujourd'hui?

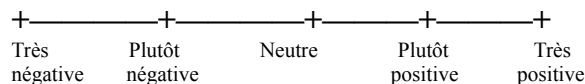
- Moins de 10 min.
- 10 min.
- 20 min.
- 30 min.
- 1 heure ou plus

7 Quelle est votre opinion sur ce lieu public ?



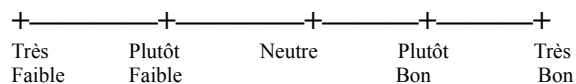
Pourquoi ?

8 Quelle est votre opinion sur le quartier?



Pourquoi ?

9 Comment évaluez-vous votre sentiment de sécurité dans cet endroit en ce moment ?



10 Qu'est-ce qui vous permettrait de vous sentir plus en sécurité dans cet endroit?

11 Remarquez-vous une différence entre les hommes et les femmes dans l'espace public ?

- Oui
 - Non
- Lesquelles : _____
-

12 La crise sanitaire que nous vivons a-t-elle ou va-t-elle changer votre utilisation de l'espace public ?

- Oui
 - Non
- Comment ? : _____
-
-

Annexe 22 : Questionnaire espace public n°2

1 Vous habitez dans le quartier ?

- Oui
- Non, dans un quartier voisin
- Non, ailleurs dans Toulouse
- Non, je ne vis pas à Toulouse

2 En général quand vous sortez de chez vous c'est pour :

- Aller au travail
- Emmener / aller chercher les enfants à l'école / au centre de loisirs
- Emmener les enfants au parc
- Faire un tour, prendre l'air
- Marcher / Faire du sport
- Rencontrer des amis / voisins
- Aller en ville
- Faire les courses
- Faire des démarches administratives
- Autres :

3 Est-ce que vous vous arrêtez parfois dans l'espace public ?

- S'asseoir / s'allonger
- Regarder
- Discuter
- Jouer / faire du sport
- Manger / boire un café/verre
- Autres :

4 A quelle fréquence allez-vous dans ces espaces ? Et combien de temps y restez-vous ?

Rue :

Parcs :

Places

Autres :

5 Quand vous sortez dans la rue / l'espace public, c'est souvent :

- Seul.e
- Accompagnée de votre conjoint.e
- Accompagné.e de votre/vos enfants
- Accompagné.e. d'un membre de la famille
- Accompagné.e d'un.e ou plusieurs ami.e.s
- Autre :

6 Est-ce que c'est important pour vous de sortir dans l'espace public ?

+-----+-----+-----+-----+
Pas Pas Neutre Plutôt Très
du tout vraiment Oui Important

Pourquoi ?

7 C'est quoi pour vous être libre dans l'espace public / la ville ?

8 Est-ce que vous vous sentez libre dans l'espace public ?

+-----+-----+-----+-----+
Non Non, Neutre Oui Oui
jamais rarement parfois Souvent

Pourquoi ?

9 Quel est votre sentiment de sécurité dans l'espace public

+-----+-----+-----+-----+
Très Plutôt Neutre Plutôt Très
Faible Faible Bon Bon

10 Qu'est-ce qui est important pour vous dans l'espace public ?

Annexe 23 : Résultats des questionnaires travailleur.euse.s. sociaux.les

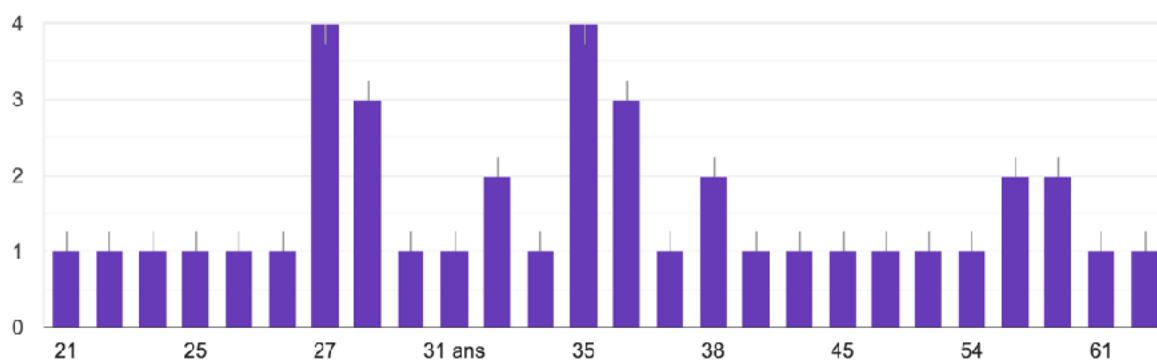


Figure 1 - Âge des répondant.e.s

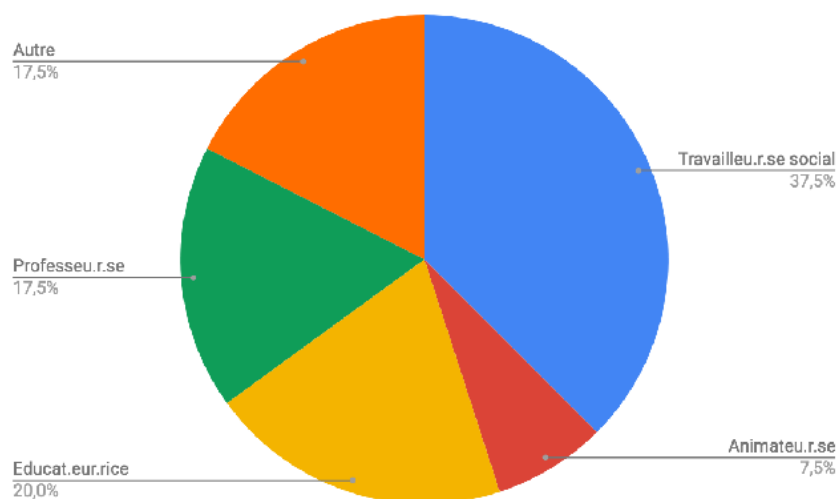


Figure 2 - Profession des répondant.e.s

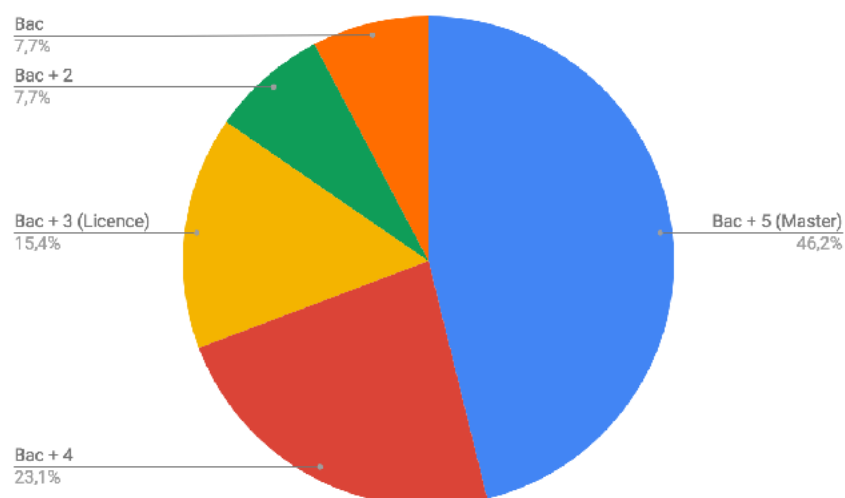


Figure 3 - Niveau d'étude des répondant.e.s

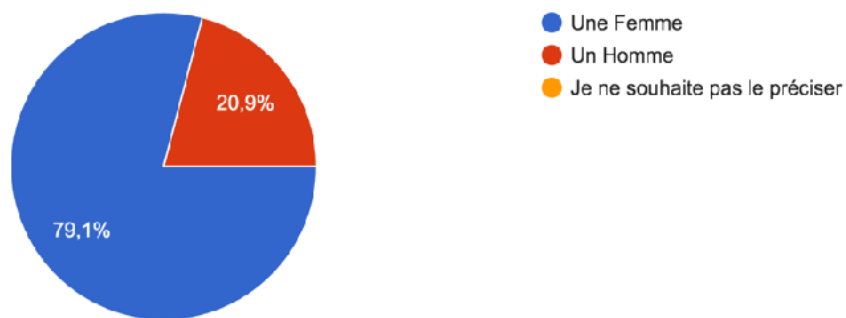


Figure 4 - Répartition Femmes Hommes au sein des participant.e.s

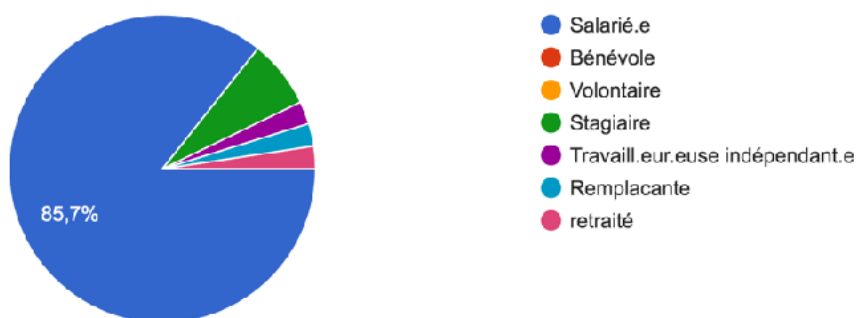


Figure 5 - Statut professionnel des répondant.e.s

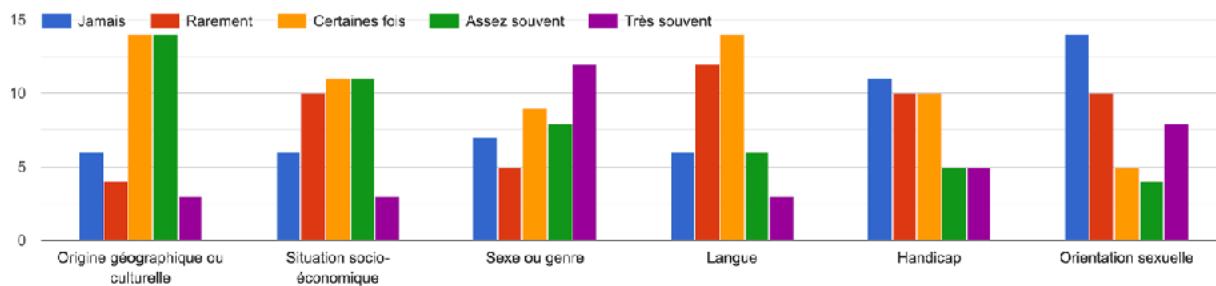


Figure 6 - Fréquence des discriminations rencontrées au sein des publics avec lesquels travaillent les répondant.e.s au questionnaire

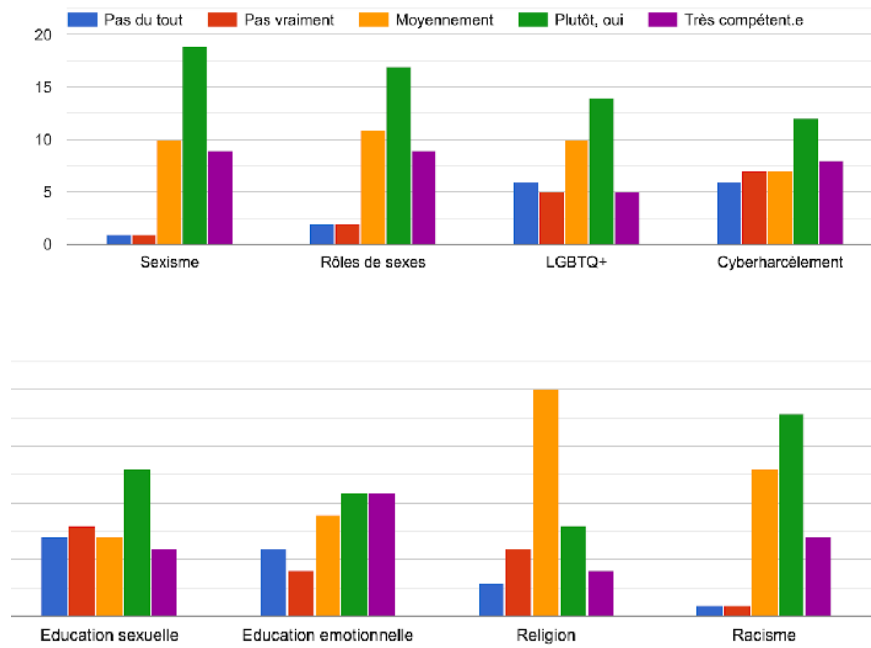


Figure 7 - Niveau d'aisance des répondant.s. pour aborder ces sujets avec leurs publics

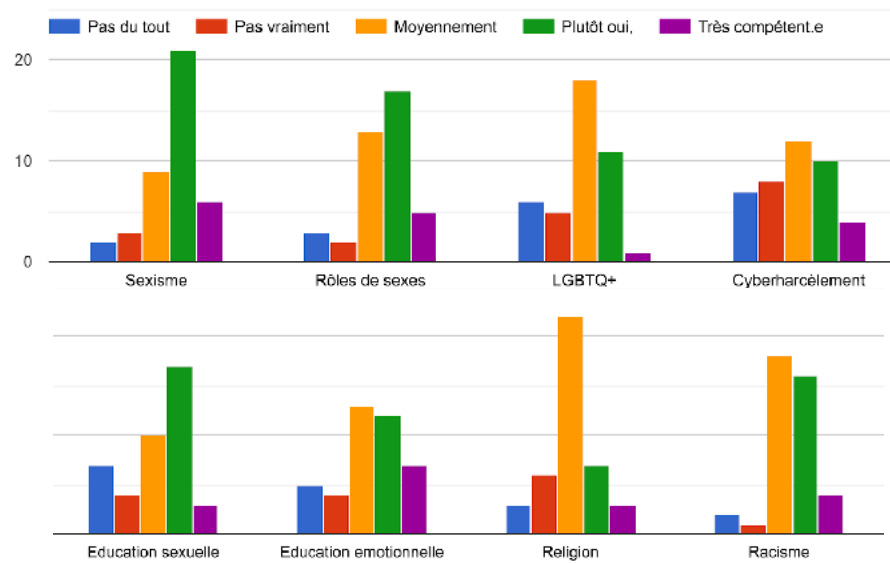


Figure 8 - Sentiment des répondant.e.s d'être compétent.e pour aborder ces thématiques

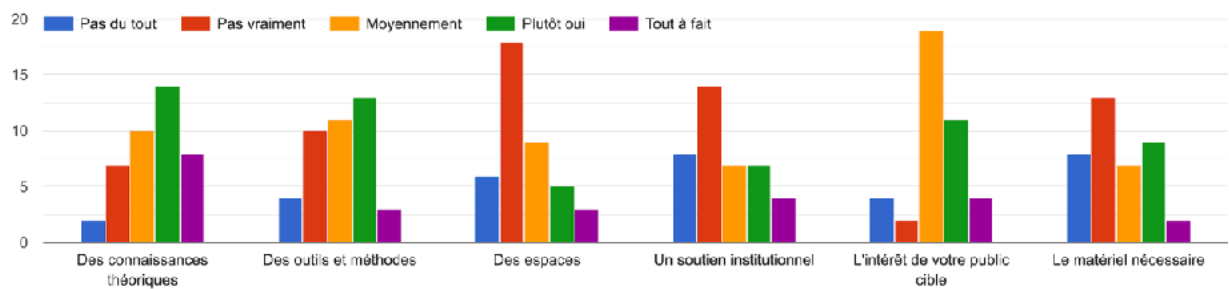


Figure 9 - Ressources à disposition des répondant.e.s pour parler des inégalités sexistes